



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

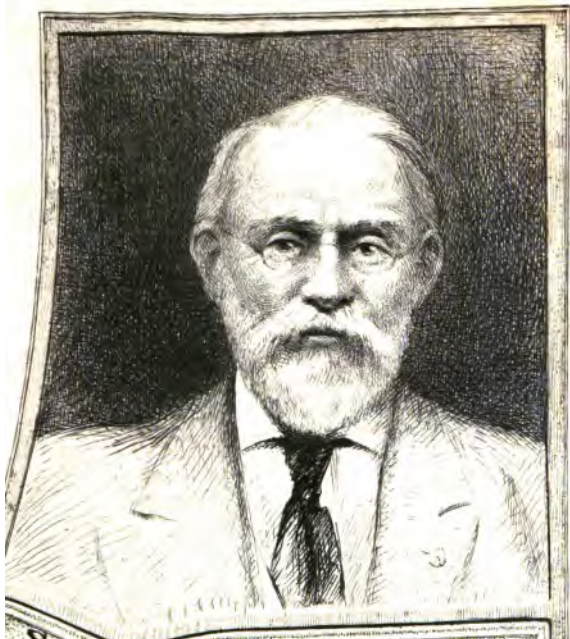
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

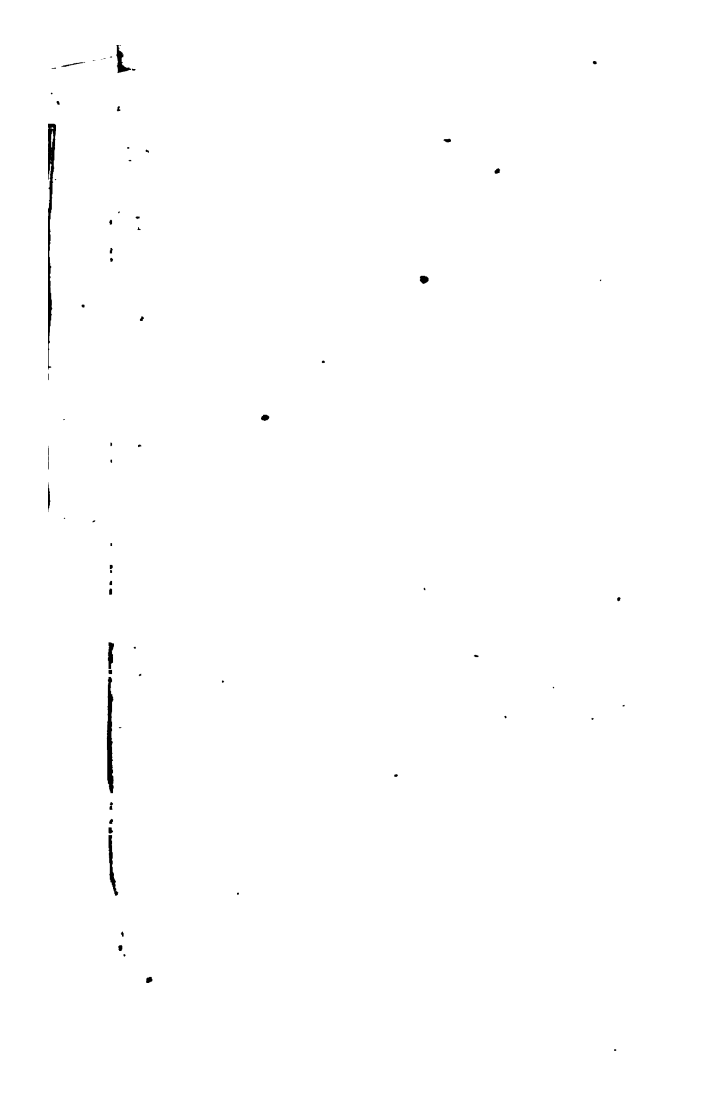
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY





SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



Printed in France.

ESSAI
CHRONOLOGIQUE
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DE TOURNAY ,

PAR

M. HOVERLANT DE BEAUWELAERE ,
propriétaire , ex-législateur.

Orné du portrait de l'auteur.

TOME XCV.

PREMIÈRE PARTIE.



A TOURNAY ,
CHEZ L'AUTEUR , quai de l'Arsenal.

1830.

*Trois exemplaires ayant été
déposés, je poursuivrai les con-
trefacteurs d'après la loi.*

Tournay,

1830.

*Running
Kjellhoff*

9-9-36

32391

ÉPIGRAPHE.

Du vol. 95.

Première partie.

Nous nous engageons de la manière la plus solennelle, sous l'obligation du serment, que nous prêterons à notre inauguration, lors qu'elle pourra avoir lieu, et sous la garantie des cours de Londres et de Berlin, et de la république des Provinces-Unies, à gouverner respectivement chacune de nos provinces Beligues, sous le régime des constitutions, chartres et privilèges qui étaient en vigueur pendant le règne de feu Sa Majesté l'impératrice Marie - Thérèse, notre très

honorable dame et mère de glorieuse mémoire , promettant , sous notre parole d'empereur et de roi , de ne jamais y donner , ni souffrir qu'il y soit donné , de notre part ou de notre nom , la moindre atteinte ; et de remettre en son entier tout ce qui pourrait avoir été fait sous le dernier règne , contre la teneur desdites constitutions.

Après cet engagement solennel , nous invitons , interpellons et sommons tous nos sujets Belges , de reconnaître notre autorité légitime , et de nous prêter , entre les mains de ceux qui auront à ce commission de notre part , le serment de fidélité et d'obéissance qui nous est dû , déclarant que nous ensevelirons dans un profond oubli , tous les

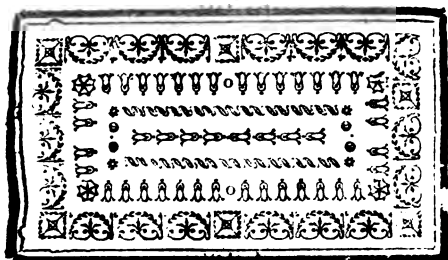
(vii)

excès et les désordres commis pendant ces derniers tems , sous l'amnistie générale que nous ferons publier en faveur de tous ceux qui, avant le 21 novembre prochain , poseront les armes , et mettront fin à toutes instigations ou manœuvres quelconques , contre l'exercice paisible de notre autorité.

Manifeste de l'empereur Léopold II à la nation Belgique , donné à Francfort , le 14 octobre 1790.







HISTOIRE DE TOURNAY.

1790.

Au mois de mai 1790 , il paraît un dialogue imprimé , entre un citoyen de Tournay , et un fermier du Tournésis , dans lequel il est démontré à évidence , que l'administration

Tom. 95.

A 1

des états des deux provinces de Tournay Tournésis, était sage, douce, prévoyante et paternelle.

1790.

Les états de Tournay et du Tournésis, font dresser concursivement un tableau général de leurs emprunts, de leurs perceptions en tous genres, ainsi que de leurs dettes actives et passives, durant la révolution belge, c'est - à - dire depuis le mois de décembre 1789 jusqu'au mois de décembre 1790 ;

Il en résulte que le clergé

de Tournay a fourni, à cours
de rente à quatre pour cent,
la somme de deux cent cinquante
et un mille trois cent trente
florins 251330

3. Dons particuliers et patriotiques, portent la
somme de 55236 11 5

Douanes de Tournay, perçu 40474 8 3

Douanes du Tournésis, perçu, 27558 13 11

Domaines et

écluses de Tour-

nay , perçu 2350 6 8

Tiré de la caisse

du mont de pié-

té de Tournay , 36000

Total. 412950 0 3

Sur quoi les états de ces
deux provinces , firent verser
en dix fois à la caisse de l'u-
nion des états

Belgiques à Bru-

xelles , 412574 4 4

Les deux états
de Tournay et

Tournésis, du produit de leurs moyens courants , firent verser dans leur caisse commune , pour faire face aux frais de la levée et recrutement du régiment de Tournay , infanterie , en dix fois , la somme de

157,330 5

Plus et encore en diverses assignations particulières , sur les di-

verses entremises
de leurs moyens
courants, la somme de

20,528.19

Total payé par
lesdits deux états, 590,438.8.6

1799.

Édit de l'empereur Léopold II, du quatorze octobre 1790, donné à Francfort sur le Mein, qui accorde amnistie à ses sujets insurgés belges, qui poseront les armes avant le 21 novembre 1790;

Cet édit fut envoyé aux états des provinces Beligues

insurgées, qui le firent réimprimer dans tous les lieux et tribunaux de leur ressort accoutumés, il fait une grande sensation, et dispose les belges à s'y soumettre, comme ils le firent six semaines après.

Voyez cet ouvrage, vol. 94, pages 864, 865.

1790.

Le dix février 1790, le baron de Villegas, d'Estaimbourg, membre de l'état noble du duché de Brabant, présente au congrès d'insurrection des états Belges unis, assemblé à Bruxelles, un mémoire mo-

tivé, persuasif et éloquent, sur la nécessité de rétablir les jésuites en belgique (1)

Ce mémoire de Villegas, fit la plus grande sensation, il fut réimprimé trois fois de suite, et les exemplaires en furent bientôt épuisés ;

Monsieur de Villegas avait pris pour épigraphe le texte d'Esdras, chapitre premier, versets cinq et six.

§ 5.

« *Et surrexerunt principes pa-*

trum de Juda, et Benjamin, et sacerdotes et levitæ, et omnis, cujus Deus suscitavit spiritum, ut ascenderent ad edificandum templum Domini, quod erat in Jerusalem.

§ 6.

« Universi que, qui erant in circuitu, adjuverunt manus eorum, in vasis argenteis et aureis in substantiâ et jumentis; in suppellectili exceptis hiis quæ sponte obtulerant. »

Monsieur de Villegas finit son intéressant et lumineux mémoire par ce passage de l'écriture sainte.

« Eam, quæ ejecta fuerant congregabo , et ponam eos , in laudem et in nomen in omni terrâ confusionis eorum Jo... »

Ibidem chapitre 3 , verset 19.

1790.

Les consaux de Tournay, par une résolution du 24 février 1790, nomment le sieur Louis-François Lemaire, contrôleur du bureau principal de la douane à Tournay, aux gages de 50 florins par mois.

1790.

Le 26 février 1790, maître

Raoux (2), procureur , envoie un mémoire au concours ouvert aux états généraux de la Belgique , en vertu de leur résolution du onze janvier 1790 , sur les causes de la décadence et du peu de commerce de la Belgique , sur les moyens de le régénérer , de le favoriser et de l'agrandir.

Ce procureur athois , en attribue le dépérissement , à la cherté des vivres , au luxe immodéré , à la mendicité , à l'exportation du numéraire , aux lotteries.

« C'est le luxe indonçevable qui a gagné et qui confond tous les états (page 6) qui semble avoir enchanté tout le monde ;

« Les fastueuses décorations des maisons, les salaires ruineux des valets, la prodigalité de la table, la recherche des meubles, les cheveux, les équipages, les petits jardins »

Qu'aurait dit notre défunt procureur athois, s'il avait vu de 1822 à 1829, des procureurs comme S....., des notaires comme

V , gagner quarante mille francs par an , avoir des châteaux et des équipages , des cuisinières , des lavandières et des paysannes en mérinos et couvertes de pierreries ;

A travers ce luxe effréné , rendons justice à la noblesse de Tournay , qui de tous tems a donné le bon exemple , par un train de vie régulier et économe , et par une mise simple et décente ;

Bien différente à tous égards de cette tourbe de champignons parvenus , qui ayant acquis

de la fortune par l'usure, l'injustice et par les voies les plus honteuses, affichent un luxe scandaleux, et finissent au bout de quelques lustres, par faire une banqueroute frauduleuse, et retombent ainsi dans la fange, où pour le bonheur social, ils auraient dû ne jamais cesser d'être plongés et accroupis ;

Notre procureur Raoux, s'attache spécialement dans son mémoire, au commerce de Tournay et des environs, il y suggère l'idée conçue depuis plus d'un siècle, de creuser un ca-

nal navigable , depuis Saint-Ghislain jusqu'à Antoing , en évitant Condé et le territoire français , ce qui a été effectué en 1822.

Voyez cet ouvrage vol. 78 et 79.

Pourquoi il se recrie contre le grand nombre de chevaux occupés dans le Hainaut, à charrier la houille, et le peu d'agriculture que cela donne au **Borinage** ;

En quoi maître Raoux se trompe du tout au tout, puisque ce grand nombre de chevaux fournit un fumier immense pour l'engrais des terres du **Borinage**.

Au surplus , maître Raoux ne paraît pas faire attention que le Borinage , rempli de fosses à houille , a , par une suite de ses mines houillères , un terrain en général peu propre à la culture des terres , et que ce n'est que par la grande quantité de fumier de chevaux et de bestiaux dont le fumier abondant , fertilise ces terres stériles en général , que les borins peuvent moissonner des récoltes , passables , qui servent à leur subsistance.

Au vrai les prairies étendues de Glin et de Saint-Ghislain , four-

nissent à la main, au Borinage, les foins nécessaires pour y nourrir ces nombreux chevaux et bestiaux, qui avec les produits immenses en numéraire que donne l'extraction des houilles, font du Borinage l'une des contrées les plus riches, les plus florissantes et les plus peuplées de l'Europe.

Le commerce de cabotage de la houille, qui, par charriots en fournissait en tous tems le Hainaut, la Flandre, le Brabant et le Tournésis, forçait les marchands de char-

bon opulens , qui le prenaient par bateaux au rivage de Boscüt , de baisser malgré eux le haut prix auquel leur cupidité les avait taxé.

Cette concurrence des chariots de houille , entretenait la concurrence , et tenait forcément en bride les gros gains que cherchaient à faire les négocians de charbon.

Concurrence heureuse sous tant de rapports , que l'excessif prix des barrières établies par la grande nation avec son système fiscal et arbitraire des

bascules , sotte ment imité de la manie anglomane et qui réduit le cabotage de la houille à zéro , et ôte la subsistance aux habitans du Borinage et au petit peuple qu'ils approvisionnaient de houille , à un prix modéré , et les laisse dans un état d'inaction et de dénuement , pour ne pas dire de pauvreté.

Ces réflexions , qui partent de la nature des choses , ont échappé absolument à notre procureur aîné , qui ne veut pas , d'autre abord , qu'il existe à l'avenir dans le Hainaut de

ferme au-dessus de quarante bonniers de terre.

Il n'a pas fait attention, que ce morcellement des fermes, est obstative à la multiplication des troupeaux, et que Tournay a un besoin indispensable de leurs toisons, pour alimenter ses nombreuses fabriques de bas et de bonneterie, et d'étoffes de laine en tous genres.

Le défaut de troupeaux de moutons, a porté le prix de leur laine à un taux élevé, qui a contribué à la diminution du débit de ces étoffes

de laine , bas et bonnets tournésiens ;

Cependant à travers ces méprises , et quelques autres encore , qu'il serait superflu de détailler , notre procureur athôis , a quelques vues saines , mais il paraît ne pas avoir entrevu qu'en voulant remédier à certains prétendus abus , il tombe dans des inconvéniens beaucoup plus graves , que ceux qu'il prétend faire cesser.

Le procureur Raoux se récrie non sans raison , contre le ridicule édit , enfanté par un chétif

médecin bruxellois, né à Maastricht qui avait pour nom Burtin, et qui était conseiller des finances, et qui à la faveur de ce titre avait enfanté l'ordonnance absurde contre l'exportation du lin.

Ce Burtin, était en médecine et en finances, ce que le lourd et épais Stoeger, allemand de nation, était en théologie.

Le charlatan médecin financier, en avait imposé au gouvernement novateur autrichien, par sa jactance et ses forfanteries, comme à la même époque

le laquais docteur Marat , en imposait à Paris ;

A la suite de ces jongleurs en chefs , venait une tourbe de petits turluros maratistes et burtinistes provinciaux , qui jappaient et aboyaient comme leurs chefs de bande , *force axiomes jacobinaux* ;

Cette inombrable brigade d'hableurs révoluteurs , se croyait cependant des hommes d'état au premier karat , en conséquence il détruisaient tout et inoyaient sur tout.

L'auteur athois parle de Burtin (1789), sur la défense de l'exportation du lin, en ces termes :

« Quand le fameux édit de Burtin parut, les pauvres gens des campagnes frontières, qui ne pouvaient avoir assez de lin pour s'occuper comme ci-devant à cause des entraves sans nombre, dont cet édit était hérissé, et qui d'un autre côté perdaient une partie du prix de travail, disaient :

Hélas ! que ne publie-t-on plutôt un édit, pour nous assommer

comme on fit autre fois des bestiaux pendant l'épidémie , nous aurions passé nos maux tout d'un coup.

Page 39 , dudit mémoire.

Le procureur athois, jette ensuite son coup d'œil , sur la jurisprudence mercantile, il donne en ce regard des conseils fort sages , mais qui seront toujours insuffisans , lorsqu'il manque aux peuples , de la religion et des mœurs , principes primordiaux de leur bonheur et de la stabilité de leurs sages et anciennes institutions,

qui avaient toute la religion et la morale chrétienne pour base.

Au demeurant, le procureur Raoux, avait de l'esprit, du bon sens et quelques connaissances, il écrivait avec aisance;

Il rédigea pendant quelques années, avec succès; c'est-à-dire de l'an 1786 à 1789, les affiches nouvelles et avis divers, pour la province de Tournay, Tournésis.

Monsieur Raoux, par sa lettre du 15 juillet 1790, m'envoya

à Bruxelles, plusieurs exemplaires de son mémoire, où je siégeais aux états généraux de la Belgique comme député ordinaire de la province de Tournay, il m'envoya dis-je, six exemplaires de son mémoire imprimé.

Monsieur le procureur Raoux mourut à Tournay l'an 1791, regretté des honnêtes gens.

Voyez affiches et annonces de Tournay, numéro deux, 17 janvier 1788.

Voyez cet ouvrage, discours sur le quinzième siècle, volume 52, pages première inclus 90,

vingt mille hommes , en fit pendre quatre à cinq cents , dévasta les châteaux des seigneurs flamands , fit bruler huit cents fermes et trois cents villages de cette belle province , en leur imposant une taxe de guerre de trois cent cinquante mille écus d'or ; faisant de nos jours deux millions quatre cent cinquante mille florins de Brabant ;

Philippe le Beau (ayeul de Charles - Quint) , en 1497 , (page quinze de ce mémoire) , prohibe tout à coup dans sa souveraineté des 17 provinces

des Pays-Bas , l'entrée sans distinction ni restriction, de toutes étoffes étrangères de laines et de soieries. (3)

L'auteur nous, ajoute, que Charles V, petit fils de Philippe le Beau; (page 17 du dit mémoire) chatia les flamands qui s'étaient refusés à payer le tiers d'une somme de douze cent mille florins d'or, (huit millions quatre cent mille florins de Brabant de nos jours) répartie sur la généralité des dix-sept. provinces Belghiques, et dont la Flandre (c'est-à-dire l'hollandaise, française et

autrichienne en totalité) devait supporter le tiers, c'est-à-dire quatre cent mille florins (faisant deux millions huit cents mille florins de nos jours) et ce par demande de subside extraordinaire faite par Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas, au nom de Charles Quint, qui punissait sévèrement les gantois recalcitrants, par la pendaison de 26 gantois rebelles, plus, par une amende que Gand dut payer de suite, de cinquante mille florins d'or, un million cinquante mille florins courant de Brabant) plus une amende annuelle et perpétuelle de six

mille florins , qui s'est payée jusqu'à l'année 1791 , c'est-à-dire durant deux siècles et demi.

L'auteur ne ménage aucuns de nos souverains de la Belgique, il charge son tableau de couleurs noires;

Sa passion l'emporte jusqu'à outrager (page 28) la mémoire chérie de notre bonne mère Marie-Thérèse , de glorieuse et immortelle mémoire.

Il prétend , (mais bien fausement à coup sûr) que cette

adorable souveraine , chercha
à miner nos anciennes consti-
tutions :

Venant à Joseph II son fils ,
il ne ménage aucunement ce
monarque , dans toutes ses faus-
ses mesures gubernamentales ,
dans ses novations idéologiques et
philosophiques :

Il accuse (page trente) , les
chefs des finances des Pays-
Bas , de s'être laissé suborner
par la compagnie financière des
fermiers généraux du royaume
de France , pour supprimer le
transit aux Pays-Bas , et que
les chefs des finances des Pays-
Bas , reçurent desdits fermiers

généraux de France , pour mercede de leur traiteuse suppression du transit , une somme de cent mille florins ; que ces jongleurs novateurs se partagerent entre eux , en braves et loyaux brigands , jongleurs et escrocs josephistes.

L'auteur finit par convenir que ces vérités sont dures , mais que ce sont des vérités.

L'observateur impartial qui a lu et médité l'histoire des Pays-Bas , se gardera bien d'être toujours d'accord avec cet antagoniste outré de la domination autrichienne , qui prend le lâche subterfuge de l'anoi-

me pour insulter cette auguste dynastie , dont le gouvernement ne fut quelque fois mauvais , que lorsqu'elle eut le malheur , comme sous Joseph II , d'avoir des jongleurs et des escrocs dans ses conseils.

Voyez cet ouvrage , vol. 93 , pages 997 , 1402, 1421, 1588. , vol. 94 , pages 47, 52 , 56 , 345 , 350 , 1771 , vol. 78 , pages 161 à 202.

1790.

Au mois de mai 1790 , il parait à Tournay , un ouvrage intitulé : réflexions d'une dame nenvienne , sur l'extrait des résolutions de l'assemblée gé-

nérale des états Belghiques unis,
en date du onze janvier 1790,
demandant des mémoires satis-
faisants , aux trois questions
suivantes :

1°. Sur les moyens d'agran-
dir le commerce des villes et
des pays y tenants.

2° Sur les moyens d'agran-
dir le commerce de chaque
province en général , et de le
combinaer avec l'avantage du
commerce en particulier , re-
pris dans l'article premier.

3°. Sur les moyens d'agrandir
et de favoriser le commerce

en général, et de la concilier avec les deux articles précédents.

Ce mémoire de la prétendue dame nervienne, contient 23 pages ;

Le véritable auteur de ce mémoire, est Monsieur Levasseur Guelton, négociant, et alors 1790, maire du consistoire des éwardeurs de Tournay.

Il commence par louer à satiété les primes accordées par les anglais, aux objets de leurs fabriques exportés, connu

sous le nom de Bonnty, et Drawbach. (page 6).

Il louange Colbert, créateur des fabriques en France, qui en peu de tems y compta quarante-cinq mille métiers tissant la soierie (page 7).

Il demande l'établissement d'un conseil de commerce à Bruxelles, (page 14) plus, l'encouragement de la pêche nationale, l'établissement d'une compagnie des Indes, et la suppression du transit (pages 16, 17, 18,) plus et encore, la suppression des droits sur

la bière et le genièvre (page 19).

Selon l'auteur, les magistrats devraient servir gratuitement (page 21).

L'auteur finit par demander un canal de communication entre Mous et Tournay, en évitant le territoire français, ce qui a été effectué en 1825.

Voyez cet ouvrage vol. 77 et 78.

Son stile est celui d'un commerçant non lettré, et qui au demeurant, ne voit et ne respire par toute la Belgique, que fabriques et exportation;

Il est vrai, que les insulaires bretons sont forcés à adopter ce système, mais qui ne peut se réaliser, qu'à l'aide d'une puissante marine, et en versant les produits avec privilège exclusif, dans ses productives et florissantes colonies, qui, en échange, lui livrent leurs productions :

Mais en était-il ainsi alors (1790) de la Belgique, petit état sans marine comme sans colonies, et jaloué alors par l'Allemagne, l'Angleterre, la France et la Hollande ;

La Belgique enfin, dont

le haut commerce ne pouvait alors fleurir , comme l'expérience l'a prouvé , que par l'établissement des entrepôts et du transit , en laissant l'exportation du produit de ses fabriques , à l'ingénieuse activité de ses habitants , et à la bonne qualité et perfection de ses étoffes , qui existait alors en ce pays ;

Sa pêche nationale , encouragée par Marie-Thérèse et Joseph II , mais qui eut bientôt été supprimée par les marines anglaises , françaises et hollandaises réunies , si ses progrès étoient devenus trop marquants ;

Quant à un conseil de commerce, l'expérience a démontré que ces institutions finissent par l'entraver ;

Le commerce n'a soif que de la liberté dans ses spéculations.

Jacques Cœur, au quinzième siècle, et Jean Daens au siècle suivant, étaient devenus les deux plus riches citoyens de l'univers, parceque ces deux grands hommes ne furent pas contrariés dans leurs spéculations, et à coup sûr, ils eussent souri ingénument, à la

proposition que leur auraient fait Charles VII , roi de France , ou Charles-Quint , empereur , d'établir dans leur domination un conseil de commerce , qui n'a besoin que d'une chose , les coudées libres , et qu'on ne se mêle pas de ses affaires.

Il en est de même de l'agriculture et de l'instruction publique , qui n'ont pas de plus cruel ennemi , que les entraves et les réglemens.

Le commerce lointain , fut revêtu pour ce motif des pouvoirs souverains , et c'est ce système qui a rendu le commerce de

la Hollande , de l'Angleterre et de la France , si florissants , par la création des diverses compagnies des deux Indes ;

Quant à la suppression des impositions établies sur la consommation du genièvre et de la bière , elle ne ferait qu'accroître l'ivrognerie , la fainéantise et tous les vices qui en sont la suite ;

L'impôt modéré sur la consommation est juste , puisqu'il suppose à celui qui consomme une certaine aisance.

Les immortels ivrognes de la constituante ne purent parvenir à démolir l'antique monarchie des francs et ses fortes

institutions, qu'en y supprimant tout à coup (1790) les impositions de consommations , pour s'attirer les bras destructeurs et spoliateurs de la canaille, qui bien vite se mit à boire, à s'ennivrer, et qui dans ses orgies bachiques, ne tarda pas à couvrir la France de ruïnes et d'échaffauds ;

Les cabaretiers et les brasseurs s'enrichirent, sans vendre la bière et le genièvre à meilleur marché, ni de meilleure qualité ;

Les villes, les bourgs, les

villages et les hameaux , se couvrèrent bientôt de cabarets , de tavernes , de locquettes et bouchons , dont plusieurs étaient les repaires et les quartiers généraux des chauffeurs de pieds et des soufleurs , ainsi que les asiles ténébreux de la débauche , de la crapule , de la séduction , et du viol.

Quant à Colbert , dont notre auteur vante le génie , « ce ministre, (dit l'auteur de l'établissement de l'académie des inscriptions et belles lettres de France) , qui doit être l'objet de la reconnaissance éternelle de ce royaume, plus loué , plus admiré qu'imité ,

et auquel des enthousiastes, ont rendu un culte hypocrite, pour se faire éгалer à lui, par la multitude prévenue et toujours trompée, et dont d'autres enthousiastes, conduits par la folie, et détracteurs de ce grand homme; ont détruit les heureux travaux (5).

« Ce fondateur de la richesse du royaume, par ses nombreux et utiles établissements, par les tribus qu'il a tiré de toutes les parties du monde, en joignant les deux mers, en protégeant le commerce, en rendant la marine redoutable;

Colbert animait tous les arts ,
et tous les artistes ;

Mécène de tous les savants
français et étrangers indistinctement , il répandait sur eux les
dons de la munificence royale ,
et la grâce dont il les accompagnait en rehaussait encore le
prix ;

Colbert pouvait imaginer et
exécuter ce plan étendu et
admirable , dans un grand et
vaste royaume comme la France , et à l'aide d'une marine
pour protéger ses exportations. (5)

Mais qu'avait de commun la Belgique autrichienne en 1790, sans marine, sans colonies, ses places démantelées, et à la discrétion de la France, qui pouvait s'en emparer fort aisément en 84 heures ;

Qu'avait de commun, dis-je alors, la consistance de son commerce d'exportation du produit de ses fabriques, dont l'extinction était lors tellement à la merci de la France, de l'Angleterre, de la Hollande, qu'elle ne pouvait en exporter un seul ballot, que sous la clause de leur bon plaisir.

Les problèmes de commerce à résoudre, proposés par les états belgiques unis, à leur séance du onze janvier 1790, font honneur à leur patriotisme ;

Mais il n'appartenait qu'à ces trois grandes puissances d'en donner une bonne solution, par un traité de commerce et de navigation avec la Belgique, basé sur une juste réciprocité.

Quant au transit, il était, et il sera toujours pour la Belgique une source de richesse

par sa position topographique ; pour ce qui concerne son commerce d'exportation d'après les antécédents ; il faut le laisser marcher comme il peut ;

L'agriculture étant le type générateur de toutes les richesses il faut encourager les bénédictins , les bernardins et les norbertins , à cultiver les landes et les polders du Brabant , les terres en friche et les montagnes du namurois et du duché de Luxembourg.

Orval et Saint-Hubert , Esternac et Saint-Maximin , Stavelot

et Malmédi , ont résolu ce problème , non seulement dans ces provinces , mais encore dans le Tournésis , la Flandre et le Hainaut.

Sully , sous Henri IV , était profondément pénétré de cette maxime , qu'une fois la culture florissante dans un pays , l'état prospère du commerce , en était la suite inmanquable , parcequ'un pays de grande culture trouve toujours sous sa main des matériaux pour bâtir et fabriquer , et des vivres pour nourrir les ouvriers qu'on y emploie ;

Si Sully eut eu un successeur

de sa trempe , les cinquante mille arpents de bruyères de la Guyenne , et les montagnes arides du Dauphiné , eussent été arrentés et défructués , par des bénédictins et des bernardins.

N'est ce pas à ces derniers encore , qu'on doit récemment (1804) , les utiles établissemens hospitaliers , sur le mont affreux de Saint-Bernard et du Cénis , qui ouvrent ainsi avec aisance aujourd'hui , les communications entre la France , la Suisse , l'Allemagne et l'Italie ;

C'est à l'homme d'état , pro-

fondément instruit et impartial, qui peserait avec une sage maturité ces utiles et importants travaux et défrichemens, du bienheureux Benoit de mont Cassin, au septième siècle, (6) et de l'éloquent Bernard de Mentou, au dixième siècle (7)

Cet homme d'état, qui mettrait en parallèle l'utilité des opérations dans ces saints cénobites, avec le résultat pour la félicité et le bonheur de tous, et de l'érection de belles et brillantes fabriques, à la fin du dix-septième siècle.

Cet homme d'état apprécierait, d'après cette comparaison, si la culture des terres par ces charitables et actifs cénobites, n'a pas donné un résultat plus généralement utile et moins sujet aux inconvéniens moraux et physiques, que l'érection prodigieuse et intempestive des grandes fabriques, « qui, comme le dit un illustre moderne, en donnant un trop brillant essor aux lettres, au commerce et aux arts, avait fait négliger les travaux simples et utiles de la culture, ce qui fait que l'agriculture a

été négligée, que les campagnes sont dépeuplées, par l'agrandissement des villes, où le luxe et le goût des lettres, ont fait refluer une multitude immense de propriétaires, habitués au séjour des champs ;

« Que les mœurs publiques en ont reçu un grand échec, et que l'esprit raisonneur, qui marche toujours à la suite des sciences, a préparé la révolution, qui un siècle après, a fait, du plus beau royaume, un amas de ruines.

Un des plus grands hommes

du dix-huitième siècle, Monsieur Poivre, intendant de l'île de France, l'homme peut-être le plus vertueux, le plus savant et le plus instruit de son siècle, me paraît seul avoir été parfaitement pénétré de cet axiome gouvernemental, de tous les âges et de tous les pays, que l'agriculture est la source primordiale de toutes les richesses, et du bonheur d'une nation.

« Cet art (dit cet illustre et bienfaisant homme d'état), prospère chez les nations sa-

ges, qui savent l'honorer et l'encourager ;

« Il se soutient faiblement chez les peuples demi policés, qui lui préfèrent les arts frivoles, ou qui étant assez éclairés pour sentir son utilité, sont encore trop esclaves des préjugés de leur ancienne barbarie, pour se résoudre à affranchir et à honorer ceux qui l'exercent ;

« Il languit, et on apperçoit à peine son influence, chez les barbares qui le méprisent.

« L'état de l'agriculture , »

toujours été le premier objet de mes recherches , chez les différens peuples , que j'ai vu dans le cours de mes voyages :

« Il n'est guère possible à un voyageur , qui souvent ne fait que passer dans un pays , d'y faire les remarques qui seraient nécessaires , pour remporter une juste idée du gouvernement , de la police et des mœurs de ses habitants ;

« Dans ce cas , il , n'est pas de moyens plus courts pour se former d'abord une idée générale de la nation , chez la-

quelle on se trouve, que de jeter les yeux sur les marchés publics et sur les campagnes, si les marchés abondent en denrées, si les terres sont bien cultivées et couvertes de riches moissons, alors on peut en général être assuré, que le pays où l'on se trouve est bien peuplé, que les habitans sont policés et heureux, que leurs mœurs sont douces, que leur gouvernement est conforme aux principes de raison ;

« On peut se dire à soi-même : je suis parmi des hommes , lorsqu'au (8) contraire , j'ai

abordé chez une nation qu'il fallait chercher au milieu des forêts et au travers des ronces qui couvraient ses terres (9), lorsqu'il me fallait faire plusieurs lieues pour trouver un champ défriché mais mal cultivé.

« Lorsqu'enfin arrivé à quelque peuplade, je ne voyais dans le marché public, que quelques mauvaises racines, alors je ne doutais plus d'être chez un peuple malheureux, féroce et esclave ;

« Il ne m'est jamais arrivé d'être dans le cas de réformer cette

première idée, conçue à la seule inspection de l'état de l'agriculture, chez les différentes nations que j'ai vues.

« Les connaissances de détail qu'un séjour assez long m'a quelque fois permis d'acquérir chez elles, m'ont toujours confirmé qu'un pays mal cultivé, est à coup sûr habité par des hommes barbares, ou opprimés, et que la population ne saurait y être considérable,

« Avant d'établir des fabriques il faut soigner l'agriculture, les fabriques viennent d'elles

mêmes , ensuite » comme dans la Belgique , mais non sans quelques inconvéniens , cependant , surtout lorsque l'on fabrique beaucoup plus qu'on est sur de livrer ;

Ce qu'il y a de constant pour ce qui concerne notre pays , c'est qu'au quatorze quinze et seizième siècles , dans les villes de Tournay , de Gand , de Louvain et de Bruges ; les mouvemens séditieux y furent toujours mis en train et excités par les ouvriers des diverses fabriques. *

La Belgique en 1790 , sans

marine et sans colonie, ne pouvait guère ajouter à ses exportations maritimes ;

Il ne pouvait être donc question que de le laisser aller par l'industrielle activité de ses habitants.

Ce mémoire de la dame nenvienne, nous prouve que lorsque des marchands, doués d'une simple vision locale, veulent s'ériger en diplomates pour les deux hémisphères ;

Ils nous gratifient assez indiscrètement de leurs bévues,

qu'on a parfois la faiblesse où la maladresse de suivre , pour revenir bien vite sur ses pas.

L'an 1790 , les turluro jacobino-maratistes parisiens , supprimèrent il est vrai les impositions sur les consommations ;

Il n'en dissimulèrent pas le motif à leur tribune ;

C'était pour s'associer la canaille , qui tout en s'ennivrant , détruisit le trône et l'encensoir , et il a fallu rétablir ces impositions sept ans après , pour ôter au bon peuple souverain ,

son sceptre trempé dans le sang,
et pour subvenir aux dépenses
municipales :

La Belgique , florissante au
15^e siècle , sous le long et heu-
reux règne de Philippe le Bon ,
n'eut certes pas besoin de don-
ner des primes d'exportation ,
et d'y supprimer les imposi-
tions sur les consommations li-
quides ;

Pour rendre cette terre de
promission , dit Philippe de
Comines , le pays le plus ri-
che et le plus commerçant de
l'univers ;

Il devait cet état de splendeur et de prospérité, à la profonde et admirable sagesse de ses constitutions, et à la bonté tutélaire, prévoyante et pacifique du prince qui les gouvernait; à la paix durable dont il fit jouir les belges, et à l'éclat de sa puissance, qui le faisait tout à la fois, redouter, chérir et rechercher en Europe, de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, et de tous les potentats de l'Asie, qui l'appelaient le grand duc de l'Occident.

Mais aujourd'hui 1829, ces tems de promesse sont passés.

La dame Nervienne , au surplus , pour revenir à sa production , ne semble pas avoir saisi judicieusement ces dissemblances des tems et des circonstances dans leurs causes , et dans leurs résultats , pourquoi elle eut bien fait de garder sa production en portefeuille.

*Bulletin des lois , année 1802 ,
article mont de Saint-Bernard.*

*Voyez cet ouvrage , vol. 52 ,
pages 2 à 26.*

Correspondance littéraire , se-

*crête de Bachaumont, vol. 7,
page 360.*

1790.

**Lettre de monseigneur l'évê-
que de Tournay, à Monsieur
Taffin, curé de Saint-Quentin,
qui le nomme doyen de chré-
tienneté pour Tournay.**

1790.

**Les écoliers de la classe de
poésie du collège de Tournay,
font hommage d'une pièce en
vers latins, à la magistrature
de cette ville, que les maire**

éwardeurs de Tournay venaient d'élire , le treize avril 1790, il s'y trouve quelques vers heureux.

1790.

Le congrès souverain des états Beligues unis , par lettre en date du 15 novembre 1790, adressée aux états de Tournay et du Tournésis , requièrent d'armer le plat pays pour la défense de nos foyers.

1790.

Il paraît un ouvrage extrê-

mement intéressant , pour servir à expliquer les causes secrètes de la révolution Belgique, il est intitulé :

Notes confidentielles , contenant les portraits des employés du gouvernement autrichien , écrites par son excellence le secrétaire d'état, depuis chef président du conseil privé, de Crumpipen , pour l'instruction particulière de son excellence le ministre plénipotentiaire aux Pays-Bas , de 1787 à 1789.

C'est un in-octavo de 24 pages , avec une addition de 10 pages.

*Voyez cet ouvrage , vol. 93 ,
pages 387 , 388 , 771 à 993.*

Elle fut trouvée originale dans
le cabinet du ministre , tout
écrite de la main de sadite
excellence , de Trumpipen.

L'on voit dans cette note di-
plomatique , le génie transcen-
dant , perspicace et aussi juste
que profond de son auteur ,
qui était à coup sûr , l'un des
premiers diplomates de son siè-
cle et qui aurait pu en admi-
nistrer la preuve sensible d'ex-
écution , s'il avait été minis-

tre du premier rang près d'un potentat de première classe ;

Comme député de ma province depuis 1790 , et postérieurement législateur , les fonctions de mon état m'ont ouvert plusieurs conférences avec divers ministres et ambassadeurs , dans le cours de ma carrière administrative et législative , je dois à la vérité de dire , que parmi eux , je n'ai vu personne qui remplissait plus noblement , et qui faisait avec plus d'affabilité , et de dextérité , le métier si difficile de diplomate , dans les

fougues , les bourasques , et les tempêtes d'une révolution , que son génie eut calmées et anéanties , si le parti démagogique de Vonck , protégé ouvertement par Feltz , Merci - Argenteau et de Kulberg , n'y avait apporté un obstacle insurmontable.

Je n'oublierai jamais une très longue conférence que j'eus avec lui , au mois de janvier 1791 , comme député , et pour les intérêts de ma province.

J'en sortis également pénétré d'admiration de son apti-

tude dans les affaires les plus épineuses , et de la douceur et de la sublimité de ses talents ministériels ;

Il quitta Bruxelles au mois de juillet 1790 , avec les troupes autrichiennes , devint ambassadeur de l'Autriche en Bavière , et près des cantons Suisses ;

Il mourut au commencement du dix-neuvième siècle , regretté universellement :

Sa famille , depuis Louis XIV , était originaire du palatinat , où son bisayeul était maréchal

dans un village près de Dusseldorf, et dont le fils quitta la forge , et parvint , par son application et ses talents , dans les bureaux du secrétaire d'état Visconti, à le remplacer à Milan ;

C'était l'ayeu! dudit Crumpipen dont nous parlons , son fils le fut en la même qualité à Bruxelles , et son petit fils dont nous parlons le fut aussi ;

Bien loin de méconnaître leur origine, il la consacrèrent par des armes parlantes , car ils mirent une forge dans leurs armoiries.

Ces sentiments d'autre part pri-

rent une teinte tout opposée, à l'audience que me donna le petit Feltz, alors secrétaire d'état ;

Son ton démagogique, altier, persifleur et vindicatif, révoltait tous ceux qui l'approchaient, il abusait de ses pouvoirs pour sacrifier à ses passions haineuses et auxquelles la maison d'Autriche dût la perte des Pays-Bas ;

Nous avons donné au vol. 93, pages 757 à 771, en texte, ces deux notes confidentielles tout entières, comme monuments authentiques qui expli-

quent les causes principales de la révolution Belgique en 1789, et ce qui s'ensuivit :

Notes confidentielles, contenant les portraits des employés du gouvernement autrichien, écrites par le secrétaire d'état, depuis président du conseil privé, de Crumpipen, pour l'instruction particulière du comte de Trauttmansdorff à son arrivée aux Pays-Bas, de 1787 à 1789.

« Les portraits que contiennent ces mémoires sont si bien frappés, selon l'esprit du ci-devant gouvernement, qu'on y recon-

naitra facilement le pinceau qui les a tracés ;

« Ces mémoires sont écrits de la main du vice président , de Crumpipen , et ont été trouvés entre les papiers du comte de Trauttmansdorff.

« Ces notes doivent avoir été remises au ministre à son arrivée dans ces pays , pour le mettre à même de distinguer chaque individu :

« L'on y découvre la politique qu'y emploie Crumpipen , pour favoriser ses amis

et leur procurer des grâces et l'avancement, aussi toutes les personnes pour lesquelles il proposa des avantages, en ont effectivement été gratifiées, comme il est connu d'un chacun.

« Une réflexion qu'on ne peut se dispenser de faire en lisant ces portraits, c'est que de l'aveu même du vice-président, les personnes en qui le gouvernement a mis le plus de confiance, étaient celles les plus odieuses au peuple.

« Le vice-président ne pouvait se dissimuler qu'il était impos-

sible de les remettre en valeur dans l'opinion publique , et ce nonobstant, le ministre, et Crumpipen même , n'ont cessé de les employer dans toutes les affaires anti-nationales , jusqu'à l'heureux moment de la débacle générale de ces ennemis de la nation.

« Le peintre étant connu , nous laissons à la nation le soin de décider de la valeur des portraits, les originaux ont été assez longtems - sur la scène , pour qu'on puisse juger, si les portraits ont le mérite de la ressemblance. »

Ita est.

J. B. Claessens, secrét.
du comité.

Bruxelles , ce dix-huit février
1790.

Observation.

Ici Crumpipen parle ministériellement , quoique ses tableaux soient exacts ;

Il faut un peu se mettre en éveil sur le revers de la médaille qu'il ne nous a pas donné , car au vrai il ne pouvait pas décemment , s'adressant à un minis-

tre impérieux et novateur , y faire l'éloge de la résistance constitutionnelle des états de Brabant , et de ses sectateurs ;

Ces notes sont , au demeurant , essentielles , pour contribuer à nous donner la clef de la révolution Belgique en 1789.

1790.

L'on imprime à Tournay une protestation et une lettre de Monsieur de Bergasse , l'un des députés à l'assemblée nationale de Paris , premier mai 1790.

L'auteur y prédit avec autant d'évidence que d'énergie, les maux incroyables que devait amener l'émission du cours forcé des assignats;

Il compare cette affreuse mesure de Necker le génévois, à l'émission des papiers d'état de l'écoissais Laws, en 1720.

Il commence sa protestation en ces termes:

« On travaille dans l'ombre et pendant des mois entiers, des projets désastreux, on en prépare le succès par des coa-

litions perfides et l'on ne laisse que des minutes pour y répondre, il définit l'assignat. »

Il suggère ensuite les moyens naturels et équitables, de les remplacer par une émission d'assignats libres, hypothéqués sur les biens du clergé et de la couronne.

Dans la lettre à ses commettans, il développe dans toutes ses ramifications, les malheurs incroyables, qui ne tarderont pas à suivre le fatal décret d'émission d'assignats monnaie;

Il se recrie contre l'inculcation, qu'on lui prête calomnieusement d'être l'ennemi de sa patrie, et d'y désirer une contre révolution;

Nonobstant que la constitution parisienne de 1789, défendait de rechercher les députés à cause de leurs opinions émises à la tribune, sous le bon vieux tems de la jacobinisme en 1793, Bergasse fut dénoncé par les frères et amis turluro-maratistes, à cause de sa protestation contre l'émission des assignats, puis incarcéré comme suspect, et enle-

vé de la ville de Tarbes en Gascogne où il vivait ignoré et tranquille , et d'où il fut amené à Paris et colloqué en la prison de la conciergerie ;

Heureusement , la journée du neuf thermidor an 2 , le sauva de l'échaffaud , auquel sa mâle éloquence et son amour pour la patrie n'auraient pu le soustraire , sans cette heureuse journée.

Bergasse vivait paisiblement jusqu'en 1810 , et avait occupé ses loisirs , et avait composé un excellent ouvrage sur la morale religieuse ;

Il s'était rendu célèbre avant la révolution de 1789, par ses éloquents mémoires pour Monsieur de Kornemann, contre M. Beaumarchais.

Biographie moderne, vol. II,
page 210.

1790.

Les vonckistes ayant échoués dans leur projet de conspiration pour renverser les constitutions Belges à Bruxelles, aux mois de février et mars 1790, et à Namur au mois d'avril suivant, et à la fin de mai à Bruxelles ;

S'apercevant que ces menées traiteuses leur avaient acquis l'indignation publique, crurent que pour leur justification, il était opportun de faire imprimer à l'ordinaire, sous l'anonyme, un ouvrage intitulé :

Les auteurs secrets de la révolution présente, contenant douze pages, in-octavo, où ils cherchent à insinuer, que l'avocat Vonck, en était le seul et véritable auteur, tandis que le vrai est, que le projet des vonckistes sans troupes et sans argent, et dont le but atroce et unique consistait à

DE TOURNAY.

massacrer au même jour et à la même heure toutes les troupes autrichiennes dans les provinces Beligues , était impossible dans son exécution , et fut déconvert , comme cela devait arriver infailliblement , plusieurs semaines avant son exécution si sottement préméditée par un certain Dérigger , de Bruxelles , selon l'athois Jaubert.

Le projet d'insurrection de Vandernoot , au contraire , qui avait son foyer à Bréda , fourni d'argent , et appuyé par une troupe soldée et armée , et secondé , quoique très sour-

dement, par les cabinets de Berlin et de La Haye., était celui qui devait, et qui réellement inquiétait d'avantage et très sérieusement même le gouvernement autrichien, et qui finit par le forcer à évacuer la Belgique., et à traverser la Meuse., au mois de décembre 1789 ;

Cependant , comme il se trouve dans cette production anonyme du parti vonckiste , plusieurs particularités précieuses , et que d'autre abord , le parti de Vonck , dans l'intérieur de la Belgique , fut réel-

lement très utile , ès mois de novembre et décembre 1789 , par ses mouvemens menaçants intérieurs , à l'exécution du projet des troupes insurrectionnelles de Bréda , de faire en Flandre et en Brabant , de fausses attaques à l'extérieur ,

Nous donnons cette pièce ci-après :

« Les auteurs secret de la révolution présente.

Deux fois en deux ans , nous donnons à l'univers le specta-

de d'un peuple qui l'enlève aux pieds le joug de l'esclavage.

La première fois, c'est en partie le hasard, et l'occasion saisie par le génie Belgique, toujours jaloux de sa liberté, qui a terrassé le pouvoir arbitraire.

La seconde révolution est l'ouvrage, non du hasard, mais d'une combinaison bien réfléchie, bien conduite, contre les précautions, les ruses et les bras toujours menaçants du despotisme.

Le peuple étonné du succès merveilleux de ses vastes entreprises, sera sans doute curieux d'en connaître les auteurs et les sources.

Tout le monde voit clairement que c'est un petit armement de moins de six mille hommes qui a exterminé nos tirans.

Il est clair à voir aussi, que ces six mille hommes indisciplinés, mal armés, sans canons, sans carabines, etc., ne seraient pas venus à bout de chasser dix-huit à vingt mille hommes, des meilleurs troupes

réglées , bien pourvues d'armes ,
et occupant toutes les places
fortes et les villes , sans une
contrainte absolue de l'ennemi ,
de tenir ses forces divisées.

C'est ces deux choses , que nos
fins auteurs de la liberté ont
tâché de mettre en pratique ,
savoir : l'esprit de toutes les
principales villes , toujours at-
tentif à saisir le moment de se
défaire de l'ennemi commun ,
et le petit armement agissant
par dehors.

Pour obtenir le premier but
on a eu soin d'inonder le pays

de mille brochures et de toute sorte d'imprimés , tendant à éclairer , éveiller et échauffer le génie Belgique. (1)

Les premiers qui ont commencé la trame , furent les avocats Vonck , natifs d'Assche , demeurant près de Meyboom , et l'avocat Verlooy , natif de la Campine , demeurant au Torfzanne ou quai aux tourbes.

Un soir , abatus de mélancolie au sujet des malheurs de la patrie , après quelques entretiens sur le génie libre des belges , et le mécontentement du

peuple, ils paraissent entrevoir une forte lueur d'espoir.

Ils prévoient de l'autre côté les difficultés et les dangers à surmonter :

Cependant ils s'engagent mutuellement d'agir de concert, à n'épargner ni peine ni soins pour délivrer la patrie.

Ayant continué pendant quelque temps leurs entreprises, et ne pouvant plus y suffire eux deux, ils se sont joints l'avocat Torfs, natif de Bruxelles, demeurant à la vieille chancellerie.

rie, puis les commerçans Weemaels et d'Aubreméz, natifs de Bruxelles, demeurant le premier au parc, et l'autre marché aux charbons.

Comme il entraît des vœux guerrières, d'artillerie et d'architecture militaire dans leurs plans, ils ont fait inviter l'architecte Fisco, natif de Louvain, demeurant rue des comédiens, à se joindre à eux :

Ce qu'il a accepté avec empressement.

Les affaires continuant à

augmenter, ils ont attiré encore l'avocat Kint, natif de Bruxelles, demeurant près de la place des wallons, et finalement l'avocat le Hardi, natif du Walon Brabant, demeurant courte rue Neuve.

Voici donc les huit habitants de Bruxelles, premiers auteurs de notre salut (2)

Ces bons calculateurs ont toujours voulu jouer à coup sûr.

Ils ont premièrement taché de disposer tellement les es-

pris des villes du Brabant, de Malines, de Mons, de Namur, et de quelques autres, qu'on aurait pu espérer une révolution entière, par les efforts internes seuls.

Une chose qui a contribué le plus à créer ces forces internes et secrètes, c'est une invention de l'avocat Verlooy.

C'était l'association très connue sous la dénomination d'association *pro aris et focis*, dont la nature et la substance était, qu'il y aurait eu sept chefs de cette association (le sieur le

Hardi n'y était pas encore)
qui dirigeraient toutes les vues,
les actions et les forces de
l'association à la délivrance de
la patrie :

Que ces chefs s'étaient enga-
gés sous serment, au secret , et
puis à faire au bien général
du pays , tout ce qui serait en
leur pouvoir.

Ces sept chefs engageaient éga-
lement chacun en leur parti-
culier, sept, huit neuf et dix
subalternes , au même ser-
ment.

Ces subalternes en engageaient

également , chacun autant de la même façon , et ainsi ces engagés , en engageaient des autres à l'infini.

Pour y donner quelque caractère d'engagement par écrit , chaque engagé prenait un nom supposé , qu'il écrivait sur une carte :

Son engageur la soussignait , et le faisait parvenir également à son engageur , et ainsi toutes ces cartes d'engagement parvenaient jusqu'aux chefs , qui par cela , pouvaient savoir

le nombre des associés qui était inombrable :

La trahison n'y pouvait rien, puisque chaque chef, chaque membre ne pouvait avoir contre lui qu'un seul témoin. (3)

Cette chose devait, selon l'instruction, servir des moyens de se réunir malgré la vigilance de nos despotes, à se communiquer les ordres et les projets des chefs et à opérer ainsi s'il était besoin par un effort général de tout le pays, mis en œuvre au même but et à la même heure, la délivrance de toutes les provinces.

Pour obtenir mieux ce but, les chefs susdits ont fait émaner et communiquer par la voie de l'association une autre instruction relative à ce plan :

Où il était ordonné que chaque ville de garnison qui aurait été abandonnée des troupes, ne devait plus les laisser rentrer, qu'elle devait se fortifier en dehors tant qu'il était possible, mais principalement se *baricader* en dedans, couper les rues par des fossés en jettant la terre du côté du dedans par forme de rempart, remplir les rues de tonneaux,

de bois, de charrettes, de bouteilles cassées, etc.

Qu'on devait sonner le tocsin, que les paysans devaient venir au secours des villes de garnisons voisines, que pour être vus et entendus de loin les villages devaient porter des drapeaux sur des hautes perches, et tirer des coups de fusils pour être joints par des autres.

C'est ce *pro aris et focis*, qui a produit partout un esprit de parti, qui ne manque jamais d'être énergique en toute chose quelconque.

C'est cette invention qui a fait naître dans ces villes et au plat pays, des corporations nombreuses et redoutables.

Les trois premiers jours que l'instruction de l'association a été apportée à Malines, elle s'y trouvait déjà forte de trois mille hommes.

Après qu'elle n'était qu'une semaine à Louvain, elle avait tellement gagné cette ville qu'on en écrivait à ceux de Bruxelles, que le volume des cartes d'engagement y était si grand, qu'on n'avait pas le tems d'en

vérifier le nombre , mais qu'on pouvait compter que toute cette ville était de l'association.

Elle avait fait de très grands effets à Mons , à Anvers , à Alost , à Halle , à Enghien , à Tirlemont , à Malines , etc. , et principalement à Bruxelles et aux villages voisins.

Tellement toutes les principales villes étaient instruites , déterminées , concertées et liées ensemble, que les commandans impériaux pouvaient compter qu'ils étaient quittes à jamais de celles qu'ils auraient dégarni de leurs troupes.

A Mons le général d'Aponcourt, a voulu faire l'essai d'en retirer la garnison pour l'employer ailleurs.

Mais ne s'y fiant pas, il a trouvé bon de consulter un citoyen qu'il savait être patriote.

Il lui demanda s'il croyait que la bourgeoisie se prêterait bien à faire quelques services militaires pour Sa Majesté.

Ce citoyen dit, qu'il ne répondrait pas d'en trouver un seul homme.

Mais , dit le général , n'en aurais-je donc pas pour faire la garde et tenir la police après que les troupes en seraient retirées.

Monsieur , dit le bourgeois , vous en aurez huit mille ou davantage :

Le général demanda s'il lui aurait été libre de rentrer après en être sorti ;

Le bourgeois dit , qu'il n'en répondait pas.

Aussi d'Aponcourt a eu l'ex-

périence le 28 Novembre , après avoir évacué la ville , que l'instruction du *pro aris et focis* touchant les retranchements et les coupures des rues a été très adroitement exécutée par ces braves Montois , et puis par les Nivellois.

Les impériaux , il est vrai , avaient tourné cette invention contre nous à Bruxelles :

Mais par un heureux hazard il ne leur ont pas été de grand secours.

Voilà donc ce qui a fait que

le féroce d'Alton n'a pas su tourner une grande partie de ses forces , contre notre petite armée. (4)

Par toutes ces dispositions on aurait su opérer la révolution totale du pays sur un jour , si les chefs n'avaient pas été trahis par un subalterne , qui , étant malheureusement trop imbu du secret , a su dénoncer la plupart des chefs et quelques autres.

Ils étaient occupés à leurs derniers préparatifs de l'explosion générale , aux arrangemens

des postes et messagers entre toutes les villes et villages, et à assigner à toutes les associations leurs fonctions et leurs tâches, lorsque les sieurs d'Aubremez et Fisco ont été appréhendés.

Monsieur Vonck, (5) était déjà en fuite, trois jours avant cette appréhension, parce qu'une bande militaire l'avait venu chercher chez le curé de Lombeke son frère,

L'avocat Verlooy devait être appréhendé le même jour.

1

Mais averti par quelqu'un qui tenait au gouvernement, il a su s'évader et quitter la ville.

Il y en avait d'abord onze sur la liste comme chefs de complot, peu après il y en avait trente-quatre, et à la fin le perfide gouvernement, sachant bien, que beaucoup d'habitans de Bruxelles ne couchaient pas chez eux, après avoir fait publier solennellement au son de la clochette, qu'un chacun pouvait rester tranquillement chez lui, et qu'on ne ferait plus d'appréhensions, en enle-

vait la nuit suivante quarante quatre.

Au commencement, les chefs ou les membres du comité secret de Bruxelles, se soupçonnaient les uns les autres :

Mais ils ont reconnu, leur tort à leur première conférence et se sont apperçus que c'était un de leurs subalternes qui les a trahi.

Voici les détails des dispositions qui tendaient au but de la division des forces de l'en-

nemi, et en même tems à une opération interne et générale.

Voyons maintenant la création de la petite armée :

La résolution d'un armement sur les frontières était prise il y a longtems.

Mais des assertions trop positives, d'un de ceux qui négociaient aux cours étrangères, comme si un secours effectif de ce côté était certain, a fait différer l'exécution de ce projet, et perdre un tems trop précieux.

Cependant , dans l'espoir d'obtenir quelque chose , c'est encore le comité de Bruxelles , qui a engagé quelques têtes de l'état ecclésiastique et du tiers état , à signer une espèce de plein pouvoir pour Monsieur Vandernoot :

Les assertions de ce négociateur étaient trop circonstanciées , pour qu'elles n'eussent pas persuadées :

Cependant , l'exemple des premiers négociateurs hollandais , près de la reine Elisabeth , et du sieur Deane ,

américain, près de Louis XVI, qui n'ont jamais obtenu des promesses de secours si ouvertes, faisait toujours doater, et non sans raison, si jamais aucune puissance étrangère se serait mise à la tête d'une insurrection chez nous.

Le comité donc, n'a rien épargné pour disposer les esprits à une émigration de cette nature.

Entre autres, Monsieur Vandenberghe, avocat de Malines, avait fait et publié par la presse, un discours exhortatoire en

flamand, prenant pour exemple la retraite des romains sur le mont sacré , par Tite-Live.

Ceux donc , qui se tenaient du côté de Bréda , blâmaient beaucoup les opérations du comité de Bruxelles , et les bruxellois en revanche , ne croyaient pas beaucoup aux secours effectifs dont on avait déjà tassé l'espérance du peuple , et qui avaient manqué de leur faire perdre toute confiance du peuple , qui commençait à les regarder comme des imposteurs et auteurs des mensonges , qui avaient leur source à Bréda.

A la fin , les négociations étant à leur terme , on reçut à Bruxelles , du côté du nord , l'avis que cette année il n'y avait rien à espérer ni rien à entreprendre , parceque la saison était trop avancée.

Les Bruxellois voyant arriver ce qu'ils avaient bien prévu , n'ont pas perdu courage.

Informés des sentimens à notre égard de quelques-unes des puissances voisines , ils ont voulu sonder aussi ceux de la France.

Ils ont chargé de cette commission l'avocat Torfs.

Puis ils ont commencé à se faire quelques finances, en sollicitant de mille façons les abbayes, les riches particuliers et en un mot, des personnes de toutes classes et fortune à y contribuer.

Les commerçans d'Anvers y ont contribué immensément.

Puis on a commencé à envoyer à Hasselt et aux environs, au pays de Liège, tous ceux qui voulaient prendre les armes pour la patrie.

Ils y envoyèrent quatre chefs

Tom. 95.

K 1

qui devaient diriger sur le lieu cet armement dont deux tenaient la caisse, et faisaient les payements.

Ce furent l'avocat Vanden Eynde, de Malines, l'avocat De Brouwer de Bruxelles, demeurant près de la porte de Laeken, le sieur Vander Linden de Werchter, et le sieur Robyns, de Louvain.

On leur donnait des instructions de police, d'administration et de discipline.

Tout y fut si régulier, qu'ils

édifiaient tout le monde dans leur bon ordre, actes de dévotion et de conduite.

Ceux de Bréda ont encore continué bien du tems à blâmer, et même contrecarrer les opérations des bruxellois. (6)

Cependant il y avait aussi beaucoup de volontaires qui arrivaient à Bréda, et aux villages voisins, qui furent attirés par la réputation de Monsieur Vandernoot qu'ils croyaient être l'auteur de l'armement. (7)

On a commencé à solder aussi ceux-ci.

A la fin toutes ces menées ayant déjà donné trop de publicité à ceux qui en étaient les auteurs et les directeurs dans la ville de Bruxelles, Monsieur H. Vandernoot les a prié de lui céder leur autorité, qu'ils exerçaient sur l'armement des frontières de Liège et de la Hollande (*fausseté insigne*) ;

Les bruxellois ont dit, qu'ils ne voulaient pas céder leur autorité, qui leur était devenue dangereuse, à une seule personne (*mensonge*) :

Mais ils en ont fait l'aban-

don à un comité composé de M. Henri Vandernoot , des abbés de Tongerlo et de Saint-Bernard , des sieurs Moris , avocat , et de Sargermans et de quelques doyens fugitifs des chefs villes du Brabant , à condition de laisser à ceux du comité du pays de Liège leur autorité qu'ils avaient (*absurde mensonge*);

Les subalternes qui ont aidé beaucoup le comité de Bruxelles , furent : l'abbé d'Hooge , vicaire de l'hôpital Saint-Jean , le chanoine de Brou , de Malines , l'imprimeur et libraire

de Haes, marché aux poulets, qui s'est mêlé, tant de l'impression de mille choses différentes que du fournissement d'armes et d'amunitions, et cela, conjointement avec le sieur Vanderlinden de Werchter; et le sieur Knaepen d'Osterhout, demeurant chez l'imprimeur Pauwels, à Bruxelles, le notaire Torfs, au samedi, qui avait un complot de plus de douze cents personnes dans la ville de Bruxelles, l'avocat de Launay, demeurant rue de l'évêque, le commerçant Morris, les abbés de Rossi, cais-

sier du comité, et Morisson ,
prêtre de l'oratoire , le sieur
Plowits , banquier ; le sieur
Gaine , architecte , Mademoi-
selle Deman , près de Sainte-
Gudule , Madame la baronne
de Romerswal , Mademoiselle la
comtesse d'Yves , les sieurs
Snocck et Deslondes , de Bru-
xelles ;

A Louvain , les sieurs Ro-
byns , Mertens , et Everaerts ,
cabaretiers ;

A Mons , le conseiller de
Marbaix , les sieurs Timolat , Sel-
lier et Duvelin ;

A Halle, le sieur de Bouc ;

Au Brabant Walon , le sieur
Legros de Saint-Martin , et le
bailli de Wavre ;

Dans la Flandre , Monsieur
Janssens , curé de Schorisse ,
a rendu les plus grands ser-
vices.

C'est lui aussi qui a servi
d'intermédiaire entre le comité
de Bruxelles (c'est-à-dire de
Bréda) et Monsieur Vander-
meersch , pour l'engagement de
celui-ci à commander l'armée.

Maïs celui qui a mérité le

plus d'éloges, de gratitude et même d'admiration de la part de la patrie, c'est Monsieur l'avocat Vonck.

Tout valétudinaire qu'il était, il se chargeait des moindres détails de toute l'entreprise;

Pendant les cinq derniers mois, jamais sa maison n'était sans monde qui venait pour affaires patriotiques!

Et à la fin, ordinairement il y avait une compagnie dans sa salle, une dans une autre chambre, une dans son étude,

une dans son jardin, et une sous la galerie de sa porte, attendant chacune le tour de lui parler :

Tous les soirs, il était tellement fatigué de corps et d'esprit, mais jamais de zèle, qu'avec une voix presque éteinte il répondait à ses amis, qui lui conseillaient de se ménager et de s'exposer moins à être trahi par la foule de monde qu'il recevait, qu'étant mourant, il n'exposait que peu de jours de sa vie, et que l'échaffaud dans son cas, ne se-

rait pas de déshonneur pour lui. (8)

Voici, nation magnanime la
vraie origine de ta liberté,
c'est à toi nation juste d'ap-
précier les mérites de ceux
qui l'ont fait naître.

*Notes sur ce qui se trouve
dans les auteurs secrets de la
révolution, que nous venons de
donner, composées par l'auteur
de cet ouvrage :*

Note (1), page 97, ligne 4.

Les imprimés *pro aris et
focis*, comme trop violents,
n'acquièrent aucun ascendant sur
les gens éclairés, qui entrevoyè-

rent très bien dès lors l'impossibilité de son exécution :

Ce fut la feuille dite keurremenne, imprimée secrètement, tantôt à Malines, tantôt à Louvain et à Anvers, rédigée par une habile plume encore vivante, et que je m'abstiens pour ce de nommer, et composée sur des rapports très exacts de plusieurs juristes de Louvain, encore vivants et que je connais très bien, et d'un affidé gagné, des bureaux du ministre ;

Ce fut notre joviale et véridique keurremenne, qui tout en badinant et en riant, ridi-

colisait Feltz, Trauttmansdorff et d'Alton, en dévoilant leurs manœuvres, ce qui les transportait de fureur;

Ce Keurremienne, déconcerta tous leurs plans, et contribua à les diviser d'opinion, ce qui les perdit.

Note (2), page 100, ligne 10.

Fausseté, déjà le manifeste brabançon avait paru, et la bataille de Turnhout, gagnée par le général Vandermeerch, le 27 octobre;

Quant à l'insurrection de

Tom 95.

L I

Bruxelles, du 10 décembre, ce fut le parti des états de Brabant qui le prépara, sous le commandement du baron de Vanderhegen, secondé par les huit vonckistes ici nommés, et presque tous les bruxellois.

Note (3), page 104, ligne 6.

(3) Cependant, Deriddère, qui s'y était enrôlé, découvrit cette trame au ministre, qui, pour récompense, lui fit compter 24 mille francs.

• Note (4), page 112, ligne 4.

(4) L'on voit dans cet ou-

vrage, vol. 91, pages 1148 à 1288, le contraire de cette assertion prouvée par les doléances du général Vandermeerch, qui s'y plaint amèrement de l'inaction de l'intérieur.

Note (5), page 113, ligne 8.

(5) Vonck était le plus fourbe, comme le plus lâche et le plus poltron de tous les hommes.

Note (6), page 123, ligne 7.

Le comité de Bréda, bien loin de contrecarrer ceux d'Has-

selt , les recueillit et les solda à Bréda , lorsqu'un détachement de troupes autrichiennes les eurent chassé d'Hasselt.

*Voyez cet ouvrage vol. 94 ,
2^{me}. partie , pages 1148 à 1288.*

Note (7) , page 123 , ligne 14.

Vandernoot était vraiment l'auteur de l'armement.

Note (8) , page 131 , ligne 2.

Vonck , le plus poltron et le plus lâche des hommes , s'était enfui de Lombecke , puis d'Hasselt , et se sauva à Bréda.

où jamais il ne prit séance au comité, qui connaissait son esprit inepte et brouillon.

Cet opuscule, comme tous ceux des vonckistes, est anonyme :

Le rédacteur ne cite aucunes dates, parceque le mensonge serait devenu trop notoirement grossier ;

L'on en a conservé les néologismes et les incorrections ;

Croirait-on, et cependant il est constant, que cet opuscule,

où Vonck se dit le patriote par excellence , fut composé par Vonck lui même ;

Rien d'étonnant au reste , à celui qui , comme moi et bien d'autres , ont connu personnellement son orgueil , sa jactance et sa nullité :

Jamais le village d'Aassche , n'a produit un petit paysan plus nul , comme plus dangereux , et qui par son insatiable ambition , a déchiré le sein de sa patrie , y a fait couler le sang , et a fini par l'as-

servir pendant vingt ans , au
joug pesant , cruel , impie et
spoliateur des jacobins français ,
et de leurs acolytes les joséphistes
et les suprématiaux , qui
jusqu'à nos jours , troublent
partout l'ordre établi , et y font
comme Joseph II le dit très
véridiquement lui même , au
bord de sa carrière , *imperium
in imperio*.

*Voyez cet ouvrage , vol. 78 ,
pages 161 à 328.*

*Vol 93 , pages 306 à 369 ,
374 à 387 , 408 à 411.*

Vol. 94 , pages 930 , 1048 à

1071, 1357 à 1375, 1377 à
1392, 1408 à 1421.

1790.

L'illustre, célèbre et savant
Monsieur Degraes, conseiller
au conseil de Flandre, depuis
conseiller pensionnaire des états
de cette province, membre du
congrès des états Belghiques-unis,
par sa lettre imprimée en date
du dix avril 1790, désapprou-
ve la lettre des députés des
états de cette province, rédigée
par le gros et court Rohart, adres-
sée à leurs commettans et qu'il

n'a signé que de confiance sans en faire lecture ;

Cette lettre concernait la narration de la conduite récente du duc d'Ursel à Namur , dont Monsieur Degrave , garantit la loyauté , fait sur les personnes sensées une profonde impression.

Voyez cet ouvrage , vol. 94, pages 363 à 386.

Item pages 922 à 930.

1790.

Le parti opposé à l'avocat

Vonck, fait imprimer à Namur, sous l'anonyme, une brochure intitulée :

Lettre de Monsieur R. employé de l'ancien gouvernement, écrite de Bonn, en date du 17 avril 1790, contenant six pages :

Parmi quelques vérités, il s'y trouve plusieurs calomnies contre le duc d'Ursel, le comte de la Marck, prince d'Aremberg, son beau frère, et le général au service Belgique, baron de Haack.

1790.

Il paraît à Tournay , un ouvrage intitulé :

Remerciments à Monsieur l'avocat et consorts , pour leur avis à Messieurs Duvivier , Deffeller et autres , contenant trente et une pages in quarto :

Cette brochure , très bien écrite , et d'un ton modéré , honnet et persuasif , est de Monsieur le chanoine de Soignie , Duvivier , secrétaire de son éminence le cardinal archevêque de Malines.

L'auteur y démontre avec la plus grande évidence , que ce n'est pas le moment opportun de s'occuper de donner aux constitutions du Hainaut , les modifications qu'un tems calme et une paix profonde pourraient seuls supporter.

L'on y voit , page dix-sept , une lettre du duc d'Ursel , au conseiller pensionnaire des états de Brabant , de Jonghe :

L'on voit page vingt-neuf , une lettre de l'auteur , datée de Bruxelles , 18 février 1790 , qui prouve que la nation bra-

bançonne ne veut pas changer sa constitution.

Cet ouvrage met au jour les manœuvres insidieuses du vonckisme.

1790.

Ordonnance des consaux du treize février 1790, qui, vu l'état de guerre, défend à qui que ce soit de se masquer, à péril de cent florins d'amende.

1790.

Les états de Tournay et ceux du Tonrnésis, par décret des

Tom. 95.

M 1

27 et 29 juillet, approuvent le travail de leur commission de législation, pour l'organisation des tribunaux de ces deux provinces, et ils ordonnent qu'avant tout, ce projet sera envoyé à l'avis des tribunaux, en les invitant d'y rescrire, pour le vingt août suivant :

Ce projet, qui contient 82 articles, fruit en grande partie du travail de M. le conseiller pensionnaire Bonaventure, fut reçu avec l'applaudissement unanime de toutes les personnes instruites dans la législation, et

qui aimaient le bien public avec sincérité;

Mais comme il parut à un rabula, cupide, grossier, ignorant et sans éducation, (le conseiller N. J.) que ce projet lui rognait les ongles, en amoindrissant ses grasses épices ;

Notre grand N. , à la vue de ce projet, s'écria amèrement, qu'il ne lui resterait même plus de quoi vivre à la campagne :

. On laissa donc grand N.

(du village de Saint-Maur) braire
tout son saoul, hi han, hi han.

Le petit conseil de Tournésis
s'excusa, par sa rescription, à
y donner son avis à un terme
aussi court, entre tems il ameu-
ta neuf avocats, qui par un
écrit en forme de consultation
fort insignifiant, cherchèrent
mais en vain, à contredire
ledit projet, car la tâche qu'ils
s'étaient imposée, était notoi-
rement au-dessus de leurs for-
ces;

Monsieur Bonaventure fit pa-

raître de suite un mémoire très intéressant et fort de raisonnemens et de documens, intitulé : *prenez y garde Tournésien*, qui réduisit au néant les, nombreuses hérésies législatives de l'avis et consultation des neuf avocats, et du pamphlet du petit c..... renifleur, intitulé :

Brèves observations , etc.

Ce pamphlet , fruit de la sottise , de l'ignorance , de la plus insigne mauvaise foi , et qui alla à pas redoublés , mourir en naissant chez l'épicier.

HISTOIRE

consaux, était relative au con-
sieux de certaine déclaration
imprimée de la chambre des
arts et métiers de Tournay,
en date du 21 janvier 1790,
qui obligeait chaque habitant,
pour être réputé manant de
Tournay, de se faire agréer et
mettre en gage, sous l'une ou
l'autre des trente-six banniè-
res ?

Déclaration imprimée, que la-
dite chambre des arts et métiers
avait envoyé auxdits consaux
pour y être enregistrée, et
certifiée par leurs ordres et pu-

lée et affichée aux lieux accoutumés.

Dans ces divergences d'opinions politiques, les consueux rent réimprimer, avec leur dite lettre du 27 janvier 1790 ;

Un imprimé, intitulé : extrait des actes du comité de ville de Tournay et du Tournaisis, et qui contenait l'invitation et l'appel :

1°. Des députés et notables des paroisses de Tournay.

2°. Des chapelains de la cathédrale.

consaux , était relative au contenu de certaine déclaration imprimée de la chambre des arts et métiers de Tournay , en date du 21 janvier 1790 , qui obligeoit chaque habitant , pour être réputé manant de Tournay , de se faire agréger et mettre en gué , sous l'une ou l'autre des trente-six bannières ;

Déclaration imprimée , que ladite chambre des arts et métiers avait envoyé auxdits consaux pour y être enregistrée , et ensuite par leurs ordres pu-

blée et affichée aux lieux accoutumés.

Dans ces divergences d'opinions politiques, les consueux firent réimprimer, avec leur dite lettre du 27 janvier 1790 ;

Un imprimé, intitulé : extrait des actes du comité de la ville de Tournay et du Tournésis, et qui contenait l'invitation et l'appel :

1°. Des députés et notables des paroisses de Tournay.

2°. Des chapelains de la cathédrale.

3°. Des avocats.

4°. Des procureurs , etc.

La chambre des arts et métiers de Tournay , s'opposa vigoureusement à l'exécution de ce projet des consaux et du comité , par sa lettre imprimée du 29 janvier 1790 , ce qui fit crouler le projet desdits consaux ;

J'étais lors le conseil de ladite chambre des arts et métiers , je lui prédis par une exhortation vraie et touchante , les maux affreux , auxquels ces

dissensions politiques allaient livrer notre chère patrie ;

Je la suppliai de s'y entendre amiablement et paisiblement avec Messieurs les consaux , ce qu'elle fit.

Ces deux corps réunis après diverses conférences , firent de commun accord , un règlement administratif arrêté successivement dans leurs assemblées des 26 février , cinq , sept et onze mars 1790 , par lequel les prévot jurés , devaient former le premier consistoire , les mayeur

échevins , le deuxième consistoire , les doyens des arts et métiers au nombre de douze , devaient selon le projet , former le troisième consistoire , et six notables de la ville , un député de la nouvelle banlieue , dit nouveau district et un député pour le bourg d'Antoing et le village de Vaulx , formerait le quatrième consistoire ,

Ce projet bon en lui même ne s'accordait point avec les constitutions tournésiennes de 1187 , 1340 et 1324 , qui exigeaient l'établissement des trente

maire, eswardeurs, pour former le troisième consistoire, et être par ledit troisième consistoire, procédé au choix de la magistrature, consistant dans les prévôt, jurés et mayeur échevins.

Je fus député comme conseil de la chambre des arts, vers messieurs les chefs des consaux, pour faire sentir l'inconstitutionnalité de ce projet.

Ils me reçurent très bien, et me renvoyèrent à Monsieur le conseiller pensionnaire Bo-

n'aventure , pour en conférer plus spécialement ;

Je n'eus qu'à m'applaudir de l'honnêteté , des talents , de la bonne foi et de la franchise que ce magistrat développa dans notre conférence et négociation ;

Le résultat , fut la résolution prise , que conformément aux constitutions sus-énoncées , chaque ruage nommerait deux députés , pour intervenir à l'assemblée de leur paroisse , où , réunis , ils choisiraient le

nombre d'éwardeurs prescrit par lesdites constitutions ;

Que les éwardeurs nommés ainsi , au nombre de trente pour toute la ville , se choisiraient un maire entre eux , et de suite , sans pouvoir sortir de leur local , à la chambre de commerce , située près du pilier des halles et le belfroid , devraient procéder au choix des prévôt jurés , mayeur et échevins de Tournay ;

Toutes ces opérations , projetées par des ordonnances organisatrices préalables , pu-

blées , s'exécutèrent paisiblement et de bonne foi , le 13 avril 1790 , vers sept heures du soir :

La nomination du magistrat , faite par les maire-ewardeurs , fut celle suivante :

Grand prévôt.

Monsieur le marquis d'Ennetière.

Jurés.

1. M. Perdu, de l'Espinoy.

2. M. Hoverlant de Beauwe-laere , (auteur de cet ouvrage).

3. Caters , père , receveur.

4. Boucher - Pétillon , père ,
fabriquant de bas.

5. Duvivier , père , négociant.

6. Tribou , licencié en droit.

Grand mayeur.

Messire Vandergracht , cheva-
lier seigneur de Fretin Grand
Rieu.

Echevins.

1. Delvigne d'Angy.

2. Derasse de la Faillerie , vivant.

3. Casier Dubreuck , fils , vivant,

4. Deflines Destombes, fils.
5. Declipelle, négociant.
6. Davenne, avocat, (tous les autres sont morts).

Voyez recueil de pièces et mémoires de tous genres pour servir à l'histoire de Tournay, format in-folio, vol. 4, pièce numéro onze, qu'il serait trop long de donner ici, et qui se trouvent toutes, au surplus, dans un ouvrage de ma composition, imprimé en 1790 et 1791, à Tournay, chez Huré, in octavo, intitulé: recueil des

mémoires des maire-éwardeurs
de Tournay , partie première ,
pages 27 inclus 63.

Dans toutes ces occurences,
l'ancien magistrat de Tournay
déploya beaucoup de sagesse
et de dévouement à la chose
publique, les 3 conseillers pen-
sionnaires, MM Hersecap, Cornet
Dezau et Bonaventure, (vivant)
poussèrent la délicatesse de sen-
timen , jusqu'à offrir par
une déclaration imprimée, la
démission de leurs charges, si
cela pouvait être agréable au
public ;

Cette généreuse résolution ne fit que redoubler l'estime universelle dont ils jouissaient.

1790.

Les quatre consistoires de Tournay , par résolution du 27 avril 1790 , dénomment un comité de finances et régie, composé de Messieurs :

1. Perdu de l'Espinois, juré.
2. Declippelle, échevin.
3. Marc Lefebvre , orfèvre , éwardeur.
4. Lefebvre-Capron , éwardeur.

5. Roussel-Joinville , second grand doyen.

6. Cornet Dezaü , second conseiller pensionnaire.

Le travail de ce comité , fut présenté aux quatre consistoires , dans leur séance du 4 mai 1790 ;

Il est fort bien conçu et jette de grandes lumières sur l'état des finances de notre ville , nous l'avons donné en cet ouvrage , vol. 94, troisième partie , pages 1948 et suivantes , nous y renvoyons.

1790.

Le congrès des états Belges unis, par une circulaire adressée aux états de toutes les provinces Belges en date du 27 novembre 1790;

Les prévient, qu'au contempt et vitupération du traité d'union desdites provinces, les états du comté de Namur, avaient livré leur province aux troupes autrichiennes.

Le congrès joint une copie de la lettre de la veille du

général major de l'union, Moncey, datée de Tirlémont et une du même du lendemain 27 novembre, par laquelle il déclare, qu'il va se replier sur Louvain.

Le congrès joint encore la copie d'une autre lettre, du général en chef de l'union, Koehler, datée de Mons, 27 novembre 1790, adressée audit congrès, par laquelle il déclare ne pas désespérer de venir à bout de faire encore une fois retourner avec la même vitesse qu'ils ont passé la Meuse les soldats autrichiens,

Le même jour 29 novembre les états de Brabant envoyèrent l'abbé de Villers, le comte de Nassau Corroy, et le bourgmestre de Bruxelles, vers le congrès des états Belges unis, pour lui demander une explication nette et précise, sur son système de défense de la Belgique;

A quoi le congrès répondit le lendemain vingt-huit novembre auxdits états de Brabant, qu'il avait chargé les généraux Monnoye, Solarés et Bayard, de ce concerter sur un plan de défense, et qu'il

voyait avec douleur que ses opérations étaient mal interprétées, par les ennemis de la nation Belgique :

Les états de Tournay et du Tournésis, ordonnèrent l'impression de toutes ces pièces, en leur assemblée du trente novembre 1790.

1790.

Monsieur Hoverlant de Beauwelaere, député ordinaire de la province de Tournay, au congrès des états Belghiques unis, auteur de cet ouvrage, par sa

Tom 95.

O r

lettre du 23 mai 1790 , adressée aux états de Tournay , donne un détail d'un choc qui eut lieu le 18 mai 1790 , entre l'avant-garde des troupes belges unies , et celles autrichiennes , le 18 mai 1790.

Elle est extraite du rapport officiel du général en chef des troupes Beligues , baron de Schoenfeldt , qui annonce qu'il a été délogé ce jour - là de sa position au village d'Ichippes , qu'il n'a pu reprendre.

1790.

Par décret du quatorze août ,

le congrès des états Belges unis, accorde un pardon général aux déserteurs, les états de Tournay et du Tournésis, en ordonnèrent la publication le 17 et il le fut les 19 et 20 dito.

1790.

Les états de Tournésis, reçoivent du congrès des états Belges unis, une ordonnance en date du 14 août 1790, concernant le régime à observer pour les monnaies Belges à frapper, et pour celles

déjà battues à son coin , savoir :

Des pièces d'argent à la taille de sept et sept quinzièmes au marc ;

Le marc , à dix deniers onze grains et demi d'argent fin , au cours de trois florins dix patards chaque pièce.

La demie pièce au même titre , au cours de trente-cinq patards :

Item, au même titre des pièces d'un florin , d'un demi florin ,

d'un quart, de florin, de dix liards, de deux liards et d'un liard.

Ces états en ordonnèrent la publication, par leurs résolutions des 17 et 18 dito, ce qui fut exécuté les 19 et 20 susdit.

1790.

Le congrès des états Belges unis, porte une ordonnance contenant quarante-quatre articles, le 24 mars 1790, concernant le régime et le maintien de la discipline dans ses troupes ;

Les consaux de Tournay en ordonnèrent la réimpression et publication par leur résolution du dix avril suivant, ce qui eut lieu les 15 et 16 dito.

1790.

Ordonnance des quatre consistoires de Tournay, du dix juin 1790, qui défend à tous cabaretiers, locquettes, etc., de tenir chez eux qui que ce soit, après dix heures le soir, depuis Pâques jusqu'au trente septembre, et après neuf heures le soir, depuis le trente septembre jusqu'à Pâques, plus,

il est défendu de loger qui que ce soit, sans l'annoncer au bureau des logements, à péril de quatre florins d'amende;

L'on y rappelle en ce regard, l'exécution de l'ordonnance des consaux de Tournay, du 29 juillet 1777.

1790.

Lettre du congrès des états Belghiques unis, en date du trois novembre 1790, adressée aux états de Tournay, par laquelle il leur notifie la déclaration des ministres d'An-

gleterre, de Prusse et de Hollande, remise à leur envoyé Belgique à La Haye, Monsieur Vanleempoel, le 31 octobre 1790.

1790.

Les intrigants *tatinoturluro*, *dominico-jacobino maratistes*, qui enfantent des révolutions, pour assouvir leur orgueil et leurs passions haineuses, furieux et trompés dans leur attente, et instruits que les consaux, d'accord avec la chambre des arts et métiers de Tournay, allaient, par le

troisième consistoire des maire éwardeurs , procéder au renouvellement de la magistrature de Tournay , sans se laisser aller à d'autre influence , qu'à celle de la justice distributive ;

Ces misérables et ambitieux brouillons tracassiers , firent imprimer et distribuer clandestinement , et sous l'anomine , un libelle diffamatoire , intitulé : *Réquisition d'une partie du peuple de Tournay.*

Ils y veulent le renvoi des pensionnaires Cornet Dezaü et Bonaventure , plus la destitu-

tion de l'honnête Monsieur Plateau , secrétaire des consaux et deuxième fiscal , et ce , pour leur substituer les avocats Delplanque , Lefebvre , Vinchent , Tabellion , Honzé , et Debettignies , et les écrivains Delcroix , Loneux , et Mailliet ;

Les maires éwardeurs firent justice de cet atroce pamphlet en ne choisissant aucune des personnes y indiquées , quoiqu'il parut constaté alors , que l'avocat Lefebvre , homme du plus grand mérite , et doué de toutes les vertus , eut été choisi

magistrat juré, si ces libellistes ne l'eussent pas mis au nombre de leurs chers et féaux.

1790.

Ordonnance des quatre consistoires de Tournay, du 24 mai 1790, qui défend la sortie des grains, en exécution de celle du 18 mars 1789.

1790.

On lit dans l'assemblée de l'association armée de Tournay, une lettre du sieur Gernier, intendant de l'évêque de Tour-

nay , prince de Salm Salm ,
adressée au sieur Demazure ,
lieutenant , baillif d'Helchin ;

L'assemblée y répondit par
une lettre du onze mars , dont
elle ordonna l'impression , ce
qui eut lieu.

1790.

Ordonnance des quatre con-
sistoires par renforcement en
date du juin 1790 , qui
défend les voies de fait , ou
d'insulter qui que ce soit , sous
le prétexte qu'on serait roya-
liste , et ce , à péril d'une amen-
de arbitraire ;

Cette ordonnance était portée à cause de la conspiration des vonckistes, ainsi qu'il se désu-me , consignés dans une de leurs lettres écrite par Vonck et consors au chanoine Van Eupen le
qu'on voit dans le vol. 94
pages 1357 à 1374.

1790.

Les quatre consistoires de Tournay , font imprimer la déclaration du premier juin 1790, par laquelle le marquis d'Ennetière, grand prévôt , messire

Tom. 95

P 1

Vandergracht, grand mayeur ,
Monsieur Perdu de Lespinois ,
juré , Monsieur Hersecap , pre-
mier conseiller pensionnaire ,
Monsieur Declippelle , échevin ,
et Monsieur Marc Lefebvre ,
changeur juré , renoncent à leurs
exemptions , sur les consumma-
tions , par amour du bien pu-
blic.

1790.

Ordonnance des quatre con-
sistoires par renforcement de
Tournay, sous la date du 13
juillet 1790, contenant six ar-
ticles, par lesquels, chacun est

obligé de faire patrouille , et de monter la garde à son tour sans aucune exception de mâles ou femelles , sauf à s'en redimer à leur tour de garde , par une prestation de dix patards.

1790.

Les quatre consistoires de Tournay , ayant pris en considération l'abondance de la récolte des grains et seigle , donnèrent , par leur ordonnance du 15 juillet 1790 , une nouvelle fixation de prix , aux liqueurs spiritueuses , qui se débitaient pour le compte de

la ville, à la cantine, comme il suit.

Savoir :

L'eau-de-vie à vingt-quatre patards le pot.

L'anis à vingt-six patards.

Le genièvre à dix-huit patards.

En conséquence, il est enjoint aux cabaretiers de débiter la potée d'eau-de-vie, sept liards et demi, celle d'anis huit liards, celle de genièvre six liards, à péril d'une amen-

de d'un florin à chaque contravention.

1790.

La chambre de commerce de Tournay, par protest notarié, signé Wuesten, en date du huit avril 1790, conteste à la chambre des arts et métiers de Tournay, le droit de régler la forme d'assemblée du peuple de Tournay par rüage pour l'élection des membres des consistoires, déterminé dans son avis et ampliation d'avis des quatre et sept avril 1790.

Les personnes instruites qui

se donnèrent la peine de lire ce protest, ne purent parvenir à concevoir, ce que voulaient les protestants, sinon d'embrouiller l'affaire, ou d'empêcher les élections fixées au treize du même mois, en quoi les protestants brouillons furent déçus;

Quant au mode des expressions de ce protest, il fut hiéroglyphique pour les oreilles constitutionnelles, et amis de l'ordre et de la paix, vu que le plan constitutionnel, suggéré par la chambre des arts et le magistrat de Tournay, n'avait pour uniques contradic-

teurs , que les quatre directeurs , maître , et trente hommes de ladite chambre de commerce de Tournay , qui , avant 1676 , ne faisait qu'un seul corps de métier , dit des merciers , comme elle n'en faisait pas davantage depuis , jusqu'en 1790 , ainsi qu'on peut s'en assurer par l'édit de 1676 , de Louis XIV , par celui de 1677 qui la séparait de la chambre des arts , et par le concordat de 1720 , sanctionné par Charles VI. , qui le confirmait.

Voyez cet ouvrage , vol. 85 , pages 3 et suivantes , vol. 92 , pages 672 , 672.

1790.

Lettre du congrès des états Belghes unis , en date du cinq mars 1790 , adressée aux consaux de Tournay , concernant un emprunt de trois millions de florins , pour survenir aux frais extraordinaires de la guerre contre l'Antriche, elle est ainsi conçue :

Messeigneurs ,

L'ouvrage de notre révolution a été commencé sous les plus heureux auspices ;

Dieu a béni visiblement une

entreprise, qui avait pour but de venger la religion et les lois.

La nation, trop longtemps opprimée, s'est élevée enfin contre ses oppresseurs et les a dispersés.

Ses généreux efforts lui ont valu la liberté et l'indépendance et lui ont attiré les regards et l'admiration de toute l'Europe.

Un si bel ouvrage ne doit pas rester imparfait, le bonheur et la gloire de la nation exi-

gent qu'on se hâte de l'achever.

L'union et le patriotisme sont les armes avec lesquelles nous avons conquis notre liberté ;

C'est avec les mêmes armes qu'il nous faut l'affermir,

On ne peut se dissimuler qu'il faut des fonds considérables pour monter et pour entretenir une armée.

La souscription patriotique peut les procurer sans charger le peuple , sans ralentir le

commerce , sans obérer les caisses publiques.

Elle doit d'ailleurs donner aux étrangers , et sur tout à nos ennemis , une juste idée de ce que peuvent les belges quand il s'agit de la liberté.

C'est pourquoi nous vous conjurons, Messieurs, d'employer tous vos efforts pour la faire réussir , donnez l'exemple de la générosité , inspirez , persuadez à tous les habitants de votre province , qu'il faut se devouer pour la chose publique , qu'il faut faire des efforts

pour assurer la liberté , qui
rendra en peu de temps ce
pays-ci le plus riche et le plus
heureux de l'univers.

Nous sommes ,

Messeigneurs ,

Vos affectionnés et
bons amis.

Le congrés des états Belghes
unis.

Étaient signés ,

A. Ch. Évêque d'Anvers ,
président.

H. Vandernoot.

Loco. Van Eupen.

Fait à Bruxelles, au congrès
souverain, 5 mars 1790.

Collationné concorde.

Platteau.

1790.

Ordonnance des quatre con-
sistoires de Tournay, du quatre
mai 1790, qui fixe le débit
des liqueurs à leur cantine,
savoir :

L'eau-de-vie à 28 patards le
pot.

Le genièvre à 22 patards
le pot.

Tom. 95.

Q 1.

1790.

Les états de Tournay et ceux du Tournésis , proscrivent, le trois juin , l'entrée du journal général de l'Europe , soldé par la maison d'Autriche , et rédigé par un fugitif abbé français , réfugié à Herve , dans le Limbourg , et qui avait pour nom , Pierre Henri Lebrun , guillotiné à Paris en 1793 , et ce , parceque ledit journal tendait à soulever les Pays Bas , en agitant , et divisant ses habitans.

Voyez cet ouvrage , vol. 93 , pages 485 à 495.

Voyez biographie moderne , vol. 3 , page 126.

1790.

Par une ordonnance du 15 décembre 1790 , les quatre consistoires de Tournay , accordent aux soldats de l'armée Belgique , qui venait de se dissoudre par l'entrée victorieuse de l'armée autrichienne , un secours hebdomadaire , provisoire , de trois escalins par semaine , jusqu'au premier janvier 1791.

1790.

Les quatre consistoires , par résolution du trois décembre 1790 , dénomment Monsieur le

marquis d'Ennetières , grand prévôt , et Monsieur Hersecap , premier conseiller pensionnaire , et les états du Tournésis , M. le doyen comte de Vanderdilt , et Monsieur Vranx Duquesnoy , pour le Tournésis , à l'effet de remercier l'association armée , des soins qu'elle a pris pour le maintien du bon ordre.

1790.

Le congrès des états Belges unis , par lettre du six juin 1790 , adressée aux états de Tournay et Tournésis , demande un secours de volontai-

res , pour renforcer l'armée
Belgique,

1790.

Une ordonnance des quatre
consistoires par renforcement ,
en date du 10 juin 1790 , pros-
crit une feuille périodique ,
imprimée à Lille par les vonc-
kistes , qui y étaient réfugiés , et
qui était intitulée : *l'abeille pa-
triotte* , à Lille , chez Lemmeus.

1790.

Résolution anarchique de la
prétendue, assemblée patriotique

tenue au cabaret de Saint-Sébastien , le douze janvier 1790 , relativement à une résolution des consaux de Tournay , du sept dito.

Recueil format in-folio , vol. quatre , pièce n°. 39.

1790.

Messe solennelle à la paroisse de Saint-Piat , le sept février 1790 , pour le salut de la patrie et de ses généreux défenseurs.

1790.

Les consaux de Tournay font

publier une proclamation d'amnistie émanée par le congrès des états Belgiques unis , sous la date du 24 mars 1790 , pour les déserteurs de leurs troupes , et le 25 , un règlement militaire pour leursdites troupes ; elles furent publiées à Tournay , le dix avril suivant.

1790.

Le premier mars 1790 , le curé de Kain , lez - Tournay , par sa lettre dudit jour , complimente l'association armée de Tournay , sur sa lettre adressée au sieur Gernier.

1790.

Deux prétendus patriotes, par excellence savoir : Charles Landrieu, tailleur, et Casimir Englebert, boulanger, se brouillent au cabaret, et voici comment Englebert avait dit, que son camarade Landrieu avait mis dans sa veste une cuillère d'argent ;

Sur quoi Englebert, ajourné par Landrieu, fit défaut le six mars 1790, en conséquence les prévôt jurés déclarèrent le vol faux.

1790.

Les consaux, et la chambre des arts et métiers de Tournay, enregistrent et ratifient le traité d'union, et établissement du congrès des états Belges unis, signé et conclu à Bruxelles, les onze et vingt janvier 1790.

Les signataires de Tournay étaient, Bernard Taffin, grand doyen de la chambre des arts et métiers de Tournay, et H. J. Desruez, doyen des apothicaires.

Pour le Tournésis ,

Messire comte de Vanderdilt ,
doyen du chapitre cathédral
de Tournay , et Monsieur Des-
sourdeau , comme baillif d'Es-
pierres.

1790.

Les Consaux de Tournay ,
enregistrent un règlement éma-
né par le département général
de la guerre , le neuf août
1790 , concernant la visite des
habillements et autres fourni-
tures militaires des armées Bel-
giques.

1790.

Le deux juin 1790, la députation du congrès des états Belges unis, séante à Namur, porte un règlement concernant la discipline militaire, il est enregistré et publié par toutes les provinces Belges, et spécialement à Tournay.

1790.

Le département général de la guerre fait imprimer la déclaration authentique, donnée par Joseph Dagobert, le 29 mai 1790, contenant le dis-

cours impie, tenu par le capitaine Kettelbutter, du régiment du Wurtemberg, infanterie autrichienne.

Voyez recueil format in-folio, vol. huit, pièce n°. dix.

1790.

Etat de la compétence d'hommes dont est composé un régiment d'infanterie Belgique.

Voyez recueil in-folio, vol. 8, pièce n°. 13.

1790.

Le congrès des états Belgi-

ques unis , adresse une circulaire en date du onze juin 1790 , aux baillys , maires , échevins , communs bourgeois et habitants des villages de la province de Tournay , et de celle du Tournésis , qui les exhortent à l'union , et à la concorde , et à écarter toutes matières de troubles et de divisions d'opinions politiques ; à cette lettre est jointe une longue circulaire dans le même sens , en date du seize juillet 1790.

1790.

Une lettre du congrès des

Tom 95.

R 1,

états Belghiques unis, en date du 19 avril 1790, adressée aux états de Tournay, leur demande s'ils ont nommé un auditeur pour le régiment de Tournay, infanterie n°. 3, ils répondent qu'ils ont nommé pour auditeur audit régiment Monsieur Cresteau, avocat, mort magistrat de sûreté, à Tournay, en 1807.

1790.

L'on répand avec profusion à Tournay, une lettre imprimée à Douay, en date du 18 août 1790, écrite par Monseigneur le duc d'Ursel, et adressée

au grand bailli de la ville de Gand, par laquelle il se plaint amèrement des mauvais traitement exercés par les états de Flandre à son égard, elle est fort bien écrite et d'une tournure très énergique.

Lettre du duc d'Ursel, aux états de Flandre, envoyée au grand bailli de Gand, pour leur être remise.

Messeigneurs;

Je n'examinerai pas à présent, si le congrès et les états de Brabant ont suscité la persécution inouïe, et les traite-

ments barbares, que vous m'avez fait éprouver.

Il suffit que vous en avez été les exécuteurs, et vous en répondez.

Le manifeste de la Flandre, qui rappelle les infractions faites à la constitution par la maison d'Autriche, depuis trois siècles, n'en a pas pu citer une de cette nature.

Et vous Messieurs, vous êtes, au bout de six mois, devenus plus entreprenans.

J'ai quitté ma patrie.

Tous mes amis , et même des députés des états, instruits des complots qu'on ne se lassait pas de faire contre moi , m'en ont vivement sollicité.

Ainsi, un citoyen qui a rendu des services à sa patrie , qui lui a sacrifié son état et le fruit de toute sa vie , ne trouve plus de sécurité dans votre province , et est réduit de la chercher ailleurs !

Ainsi , quoique je fusse sous la protection des lois , et sous la sauve garde du peuple , je

n'étais pas à l'abri de vos violences !

Et c'est là, messieurs, la confiance que vous voulez inspirer aux habitans, et que vous ordonnez aux curés de prêcher à leurs paroissiens !

Et vous prétendez illustrer votre administration, en écartant ceux qui se sont toujours montrés zélés à défendre les droits du peuple, et qui ont le plus d'intérêts à la prospérité du pays ;

Puisque je suis échappé à

vos persécutions, puisque vous n'avez pas pu étouffer ma voix, je la ferai encore entendre.

Vous n'avez rien respecté à mon égard, et moi, je n'épargnerai rien pour me procurer la réparation qui m'est dûe, et pour développer votre conduite aux yeux de la nation.

Je n'en rappellerai ici que les principaux traits.

Lorsque j'ai vu que le peuple était trompé sur les plus grands intérêts, que de prétendus secrets lui cachaient sa

destinée , et que des vues particulières d'ambition , ou de cupidité , succédaient au patriotisme qui avait opéré la plus juste des révolutions , j'ai quitté la place que je tenais aux états de Brabant , je me suis éloigné de tout , et je me suis retiré en Flandre , pour y vivre tranquille.

Mais la vengeance implacable de ceux qui se sont emparés de l'autorité , m'a poursuivi dans m'a retraite.

Vous avez adopté leurs sentimens , messieurs , et vous vous

êtes prêtés avec le plus grand zèle à les servir.

C'est alors que vous m'avez fait arrêter d'une manière scandaleuse, sans aucune forme de justice.

Votre fiscal d'Hannens, n'a épargné ni ses peines, ni ses courses, pour trouver des accusateurs.

Il a, pendant cinq semaines, employé tous ses moyens pour faire naître des incidens, qui pussent retarder ma justification.

Mais les juges , après m'avoir entendu , ne se sont pas laissé tromper sur cette inique procédure.

Ils ont porté une sentence qui me déclarait libre , et m'ont autorisé à la publier.

Vous , messieurs , vous avez osé , de votre autorité pour prolonger mes arrêts , et défendre la publication.

Lorsque j'ai demandé à mes juges un ordre exprès pour faire exécuter leur sentence , vous avez donné aux volontai-

res qui étaient de garde , celui de s'opposer par la violence à cette exécution :

Ainsi vous vouliez armer vos propres citoyens , contre les décrets de la justice.

Mais voyant que vous ne pouviez pas assez compter sur leur docilité , et craignant de laisser échapper votre victime , vous m'avez fait enlever pendant la nuit , pour me livrer à vos complices du Brabant , pour des raisons à vous connues.

Enfin, cet enlèvement nocturne , commandé par voire député Elias , a été exécuté de la manière la plus barbare.

La troupe destinée à m'escorter , a traité ma femme et mes enfans avec la dernière inhumanité , m'a arraché de leurs bras , et m'ayant traîné par les cheveux , m'a jetté sanglant et presque nud dans une voiture.

On sait que je n'ai dû mon salut , qu'à la juste résistance des volontaires , qui , instruits de cette violence , se sont op-

sés à ma sortie de la ville de Gand.

Ils ont protégé ensuite l'exécution de la sentence qui me rendait la liberté.

Le peuple s'est joint à eux pour me garantir de votre violence , et vous avez eu , Messieurs , dans cette circonstance , une forte leçon de justice.

Tous ces faits seraient incroyables , s'ils n'avaient pas été publics.

Ils ont excité l'indignation générale.

Mais je vous préviens, messieurs, que j'en publierai les détails.

Ils seront fondés sur vos propres écrits, et ils feront connaître à la nation les détours et les moyens de persécution à vous connus.

Je vous préviens encore, que je vous sommerai de comparaître devant vos juges, devant ces juges dont vous avez méprisé les décrets, et auxquels vous devez être soumis.

Si par une persécution sans exemple, vous m'avez justement indigné, je suis franc et sincère.

Le voile du mystère couvre toutes vos démarches, et moi je vous préviens des miennes.

Vous pouvez ; vous préparer.

Enfin , Messieurs , je vous cite dès à présent au tribunal de tous les citoyens.

Ils ont le droit de vous demander compte de l'usage que vous faites de l'autorité ;

et par un juste retour sur eux mêmes, ils doivent trembler au récit de pareilles atrocités.

Osez donc vous justifier publiquement.

Osez dire ouvertement le sujet de ma détention, et n'alléguez plus les circonstances ou des raisons à vous connues.

Ce sont là les expressions des tyrans.

Osez dire, ensuite, qui vous a donné le droit de violer les

lois et la constitution , d'exercer des vexations arbitraires.

Osez enfin publier mon procès , je le demande moi même.

Nommez mes accusateurs ; articulez un seul fait , une seule preuve.

Jusqu'à présent , rien n'est connu , que votre injustice et votre violence.

Si vous vous taisez , messieurs , c'est alors qu'on verra que vous avez des raisons à

vous connues, que vous rougiriez de faire connaître au public.

Qu bien, tachez, messieurs, de faire comprendre à la nation, que vous devez être au-dessus des lois, que les décrets des juges ne doivent être respectés, que lorsqu'ils sont conformes à vos vues, que vous avez le droit de disposer arbitrairement de la liberté, de la vie, et de l'honneur des citoyens, et qu'enfin ceux qui n'adoptent pas vos principes, méritent d'être exterminés par tous les moyens possibles.

Je suis avec la considération
que vous méritez ,

Messieurs ,

Votre très humble et
très obéissant servi-
teur.

Signé , L duc d'Ursel.

A Douai, le dix-huit août
1790.

*Voyez cet ouvrage , vol. 93 ,
pages 1608 à 1858 , 1904 à
1925 , vol. 94 , pages 922 , 924
note , 928 et 929 , 996 , 1689 à
1692 , vol. 95 , pages 140 à 142.*

1790.

Lettre circulaire des quatre

consistoires de Tournay , en date du 23 décembre 1790 , adressée aux capitaines des 23 compagnies de l'association armée par laquelle , à la demande de Monsieur le major des hussards d'Hesterhazy , M. Saintephaïse , alors en garnison à Tournay , l'on demande la remise de leurs armes.

1790.

Les consaux de Tournay , adoptent une ordonnance du comité général , en date du 25 janvier 1790 , tendante à former une représentation , dans laquelle serait compris l'état

major de l'association armée ,
et de manière que cette re-
présentation formerait un corps
de cent vingt personnes ;

Ce projet fut renvoyé et
soumis à l'agrération de la
chambre des arts et métiers
de Tournay , qui le rejetta
absolument par sa lettre du
29 dito ;

Desorte que les consaux de
Tournay , en arrêterent l'exé-
cution par leur lettre impri-
mée du trente janvier , qu'on
appellait le magasin des *quo-
que* , parce que ce mot com-

mençait à dix reprises à la ligne, le contenu d'icelle.

Au vrai,, ce projet qui fut renvoyé par la chambre des arts à mon avis, était le comble du ridicule, je fus chargé d'y faire mes observations, elles furent comprises dans un mémoire que je rédigeais à cet effet, et qui refutait si victorieusement le projet du comité, que la chambre des arts, leur envoya ainsi qu'aux consaux de Tournay, qu'ils se gardèrent bien de le publier avec leur cori

respondance, avec ladite chambre des arts à ce sujet.

1790.

Ordonnance des quatre consistoires par renforcement, en date du trois juin 1790, pour arrêter les effets des conspirations des vonckistes, alors unis au parti expulsé des autrichiens, elle est ainsi conçue :

Ordonnance de leurs hautes puissances, les quatre consistoires par renforcement, représentant provisionnellement le peuple souverain de la ville.

et cité de Tournay et de ses
ancienne et nouvelle banlieues.

La paix publique, la tranquillité personnelle, la sûreté des individus et des possessions, la persuasion de tous citoyens, tel coupable qu'il puisse être, de ne pouvoir essuyer aucun dommage dans sa personne, ni dans ses biens, sinon par loi et sentence, sont la base de toutes les républiques, qui, sans ces principes, formeraient des assemblages d'animaux farouches, et non des sociétés d'hommes.

Les violences exercées sans

loi ni sentence , sont par leur nature tellement en horreur , que l'un des plus puissans motifs de la nation pour s'affranchir du joug de l'ancien gouvernement , a consisté dans les infractions qu'il s'était permises contre ces maximes.

Quel contraste , quel deshonneur n'y aurait-il pas dans la conduite d'une nation qui tolérerait des atrocités qu'elle a si solennellement prosrites ?

Serait-elle digne de l'indé-

pendance que sa valeur et ses vertus lui ont procuré sous la protection divine ?

Et pourrait-elle espérer la conservation de ce bien précieux ?

C'est donc avec douleur que les quatre consistoires, ainsi que tous les honnêtes citoyens, ont entendu que depuis quelques jours, certains mal intentionnés, qui ne peuvent qu'être des traitres et les ennemis jurés de la nation, prostituant le nom honorable de patriote,

dont ils se parent précisément pour perdre la patrie même , ont tenu des propos tendans à faire insulter et opprimer dans leurs individus et dans leurs possessions quelques personnes de cette ville , sous le prétexte qu'elles seraient royalistes , menaçant de casser leurs vitres et même de dévaster l'asile inviolable de leur demeure , tendant ainsi à introduire dans cette république de paix et d'union , des horreurs qui font frémir chez ceux même où règne le feu de la discorde.

Des procédés aussi contraires

à la justice naturelle et aux constitutions du pays, suivant lesquelles, tout citoyen innocent ou coupable, royaliste ou autre, ne peut être exécuté que par la loi et sentence de ses juges naturels, sont visiblement soufflés par une suite de la trame et de la manœuvre dont les ennemis du pays cherchent à nous accabler, et quoiqu'en conséquence nous soyons persuadés que tout honnête citoyen de la nation généreuse et loyale que nous représentons, ne souffrira jamais sous ses yeux l'exécution de sembla-

bles complots, nous croyons devoir, en revêtant l'honorable association armée du caractère inviolable et le plus respectable dans ses fonctions, d'assurer la proscription de ses désordres, par une loi formelle que pour la conservation du peuple qui nous a confié sa sûreté, nous protestons de faire exécuter à la rigueur.

Art. 1.

La nation, par notre organe, déclare de prendre l'association armée sous sa sauvegarde et protection et déclare

ses membres en fonctions , inviolables , de même que ceux des quatre consistoires. tous officiers supérieurs et inférieurs de la justice et de police.

Art. 2.

Défendons tous attroupemens ou assemblées non autorisées, même sans armes, dans les rues, places ou endroits publics ou particuliers, sous peine d'amende arbitraire selon les circonstances et motifs desdites assemblées.

Art. 3.

Les personnes ainsi assemblées

devront se séparer et se retirer de suite à la première réquisition des officiers de justice, des membres de l'association armée en fonctions, ou des gardes au service de la nation pour la police, à péril de banissement pour trois ans contre ceux qui ne se sépareront et ne se retireront pas de suite auxdites réquisitions et on devra les appréhender aussitôt.

Art. 4.

Ceux qui dans ces attroupe-
mens ou assemblées illicites, se-
ront armés, et ne rendront pas

leurs armes, à la première réquisition, desdits officiers de justice, membres de l'association armée en fonctions, ou gardes au service de la nation, seront punis de la fustigation et bannissement perpétuel.

Art. 5.

Ceux qui même sans armes feront résistance de fait auxdits officiers de justice, membres de l'association armée en fonctions, ou garde au service de la nation, ou les injurieront même de paroles, seront punis de la peine mentionnée,

en l'article précédent , et si la résistance est armée , il seront punis de mort sans rémission.

Art. 6.

Au surplus, on devra appréhender autant que possible les délinquans sur le champ pour assurer la plus prompte exécution du châtiment.

Art. 7.

En cas de résistance opiniâtre , ou que la paix publique se trouve évidemment en danger , par l'apparence d'un pil-

lage , dévastation de maison ,
ou violences extrêmes , à com-
mettre contre des particuliers ,
les membres de l'association
armée rendront le service le
plus signalé à la nation , en
se servant le plus efficacement
possible de leurs armes , fai-
sant même feu sur les mal
intentionnés , parceque le salut
national est au-dessus de tout ,
et que la vie de ceux qui sont
occupés à sa destruction , loin
d'être d'aucun prix aux yeux
de la république , en est le
fléau.

Art. 8.

Avertissons bien sérieusement

toutes personnes de quelle qualité ou condition qu'elles soient , autres que celles destinées à la police , dans le cas d'un attroupement ou autre désordre public de la nature ci-dessus , d'éviter l'approche des endroits de l'attroupement , puisqu'elles pourraient devenir victimes des moyens rigoureux que la nécessité pourrait obliger d'employer contre les coupables.

Art. 9.

Tous ceux qui , soit en public , soit en particulier feront quel-

ques complots ou tiendront des discours séditieux tendant à troubler l'ordre ou à insulter ou faire insulter dans leurs personnes, ou dans leurs biens, quel individu que ce soit, fut-ce même un ennemi de la patrie, seront punis de bannissement, ou autre peine corporelle plus grave, selon les circonstances, quand même les complots ou discours n'auraient été suivis d'aucune exécution.

Art. 10.

Ceux qui auront pillé ou dévasté, qui auront même sim-

plément tenter de piller ou dévaster la maison d'autrui fuisse même d'un ami de la patrie, seront punis de mort sans rémission.

Art. 11.

Seront pareillement punis de mort ceux qui auraient excité, fomenté ou conseillé le pillage, la dévastation ou les émeutes populaires qui auraient eu lieu.

Art. 12.

Ordonnons à tous officiers et juges qu'il appartient de poursuivre en toute rigueur de justice et sans délai, l'instruc-

tion et jugement des cas repris en la présente ordonnance , sans port , faveur ni dissimulation.

Et afin que personne n'en prétexte cause d'ignorance, nous voulons qu'elle soit publiée et affichée, tant en cette ville que ses banlieues, en manière accoutumée.

Fait en l'assemblée des quatre consistoires par renforcement , représentants le peuple souverain de Tournay , le 3 juin 1790,

Signé ,

Platteau , *sre.*

Le soussigné , commis juré de Messieurs les prévôt et jurés de la ville et cité de Tournay ,

certifie que la présente ordonnance a été lue, publiée et affichée, après son de la trompette, par tous les carrefours de cette ville, tant ordinaires qu'extraordinaires, le 4 juin 1790, et le 5 dito dans sa banlieue.

Témoin,

A. J. Carette.

C'est pour réprimer la sédition excitée le 1 juin 1790, à Tournay, par les vonckistes, dont je découvris la trame, que cette ordonnance fut émanée : cette mesure vigoureuse ramena la paix et le règne légal.

Voyez cet ouvrage, vol 94, pages 1357 à 1392.

1790.

Rapport fait aux quatre consistoires de Tournay, en leur séance du sept décembre 1790, par leurs députés, vers le maréchal de Bender, à Bruxelles, chargés de lui présenter l'acte de soumission de la province de Tournay, à l'empereur Léopold II :

Cette députation était composée comme il suit :

1. Monsieur le marquis d'Ennetière, grand prévôt.

2. Monsieur Hoverlant de Beauwelaere , juré , (auteur de cet ouvrage.)

3. Monsieur Taffin , membre de la chambre des arts et métiers.

4. Monsieur Bonaventure, troisième conseiller pensionnaire.

1790.

Résolutions des quatre consistoires de Tournay du 17 septembre 1790 , par laquelle ils déclarent consentir à ce que cette province fournisse un contingent de cinquante mille Ho-

rins dans l'emprunt de dix millions de florins à quatre pour cent l'an , pour fournir aux fraix de la guerre contre l'Autriche.

1790.

Circulaire imprimée du vicaire du diocèse de Tournay , du neuf janvier 1790 , exhortant les fidèles à prier Dieu , et à assister à une grand messe à célébrer en la cathédrale de Tournay , pour obtenir de Dieu une bonne et solide paix.

1790.

Uldarique Joseph Couvert ,

fabriquant et marchand tamiseur , revêtu et gratifié d'un octroi particulier de l'impératrice Marie-Thérèse , en date du 22 juillet 1763 , informe le public , par un avis imprimé , des objets qui se trouvent dans sa fabrique ;

Il se maintient dans son octroi malgré les oppositions du corps des tamiseurs de Tournay.

1790.

État d'anticipation du régiment d'infanterie des états uni-

Belgiques , numéro sept , pour le mois de novembre 1790.

Le personnel effectif en était de neuf cent nonante hommes , et la solde , habillement , armes et recrutement , pendant ce mois , devait se monter à une somme de vingt-six mille septante-six florins.

1790.

La suppression de 128 couvents en Belgique , opérée par Joseph II , l'an 1782 , avait donné prétexte au gouvernement français , insatiable d'ar-

gent, de saisir les biens que ces couvents supprimés possédaient en France, ce qui fit que l'assemblée nationale française, ayant supprimé tout son clergé séculier et régulier en 1790 ;

Cette mesure donna ouverture aux représailles du gouvernement Belgique, pour y saisir les biens du clergé français, situés en ladite Belgique, ce qui fut effectué par une résolution desdits états Belges unis, en date du dix juin 1790, ainsi conçue :

Extrait des résolutions du

congrès souverain des états Bel-
giques unis du 10 juin 1790.

Sur requête du syndic de la
cathédrale de Tournay, Zaman ;

François - Ghislain Vanden-
necke, chanoine de la cathé-
drale de Tournay ;

Joseph-Martin de Meesmaker,
chanoine gradué et archidiacre
d'Ypre ;

Bruno Goethals, religieux, re-
ceveur de l'abbaye de Saint-
Pierre de Gand :

Philippe-Albert Penocq, cha-

noine de la collégiale de Sainte-Gudule à Bruxelles ;

Benoit Alavoine , abbé de Saint-Denis en Hainaut.

Monsieur l'avocat de Cauwer, au nom de l'évêque de Namur, du trente et un mai 1790, demandant d'être autorisés à se saisir des biens que les ecclésiastiques et gens de mains morte de la domination française ont dans l'étendue des terres de la république , etc.

En recours aux pièces jointes.

Rapport fait :

Les états-généraux et le congrès des états Belges unis, autorisent les supplians de se saisir, par forme de sequestre, et par les voies usitées de justice, de tous les biens ecclésiastiques, situés dans les provinces de l'union Belgique, appartenants à tous corps réguliers, bénéficiers, fabriques et tous gens de main morte de la domination française, ainsi que de leurs fruits, produits et revenus, permettant aux supplians de les régir, et en

recevoir les revenus , par leur comité établi pour cet effet , le tout par provision et à charge d'en rendre compte à ceux qu'il appartiendra, font défense d'en faire un emploi, partage, ou dividende quelconque, jusqu'à ce qu'il en sera autrement disposé , et sera , l'envoyé du congrès en France , (le comte d'Estienne) , chargé d'en donner part au gouvernement français et à l'assemblée nationale, et d'insister à ce qu'il soit donné aux supplians l'indemnité due et réquise , pour faire le présent séquestre et prévenir des dispositions ulté-

rieures , seront au surplus les états des différentes provinces , invités et requis de donner , pour autant que de besoin , leur ,aveu au présent décret et de concourir à sa prompte exécution.

1790.

L'on voit paraître imprimé à Tournay , le manifeste des états de la province de Flandre contre la maison d'Autriche , en date du quatre janvier 1790 , il contient treize pages in-folio , la narration est exacte , les faits énoncés véritables , le stil

noble et content à quelques légères incorrections près ;

L'on y lit ce passage remarquable à la page 9, « rien n'est plus cruel, plus horrible que des vexations revêtues de la forme et du sceau de la justice, une force ouverte n'a pas trait à l'honneur, mais tout coup qui part de l'office du juge, emporte dans l'idée des hommes un blâme, une tâche dans l'honneur et la réputation, souvent plus pénible que le chatiment même ;

« Si l'on a abusé ainsi du saint ministère de la justice, il

n'est pas surprenant qu'on l'ait également fait du pouvoir sacré de la législation, pour opprimer le peuple. »

La fin de ce manifeste érige le conseil provincial de Flandre, en conseil souverain, conduite qui fut imitée par une résolution des quatre consistoires de Tournay, du 15 avril 1790, pour le tribunal des prévôt jurés de cette province.

Voyez cet ouvrage, vol. 94, pages 460 à 467, 528 à 609, 931 à 140

1790.

Le libraire Deflines, présente

une requête aux quatre consistoires de Tournay , et en obtient le privilège , en date du premier juin 1790 , pour l'impression d'un ouvrage contenant six minces volumes in-octavo . intitulé :

Livre noir de Tournay , ou correspondance du ci - devant gouvernement autrichien de Bruxelles , avec ses agents subalternés dans le Tournésis.

L'éditeur de cet ouvrage qui est Monsieur le conseiller pensionnaire Bonaventure , mit cette note à la tête du premier.

« Quoique dans les lettres et pièces de volume il y ait peu de faits et d'intrigues concernant les derniers momens de notre heureuse révolution, et qu'elles se rapportent principalement à des tems antérieurs, surtout à l'année 1787, on ne sera cependant pas fâché d'y voir, comment la calomnie subalterne des esclaves du despotisme, contre les plus honnêtes citoyens, l'hypocrisie, la trahison même, contre ceux dont ils voulaient paraître les amis, étaient des armes familières à ces êtres pervers ;

A Dieu ne plaise, que cette publication tende à leur nuire, elle doit uniquement servir à les faire connaître, afin que les honnêtes gens apprennent à se défier des crocodiles de cette trempe.

Ces qualifications au reste, ne conviennent pas en général à tous les auteurs des pièces dont s'agit, il en est qui sont singuliers et ridicules, mais le public saura apprécier le tout, et rendra à chacun, selon ses mérites.

On doit remarquer aussi que

ces pièces sont imprimées telles qu'elles existent en original , au bureau des recherches à Bruxelles , c'est-à-dire , qu'on n'en a même corrigé ni les ponctuations ni les fautes d'orthographe , ni surtout les fautes de sens , encore plus habituellement communes , que les premières , à la majeure partie des doctes créatures du ci-devant gouvernement.

On s'est contenté de quelques notes , et d'imprimer en caractère italique certains passages qu'on n'a pas bien compris ,

et dont le sens , à la première vue , pourrait être pris en mauvaise part par les lecteurs , il faut être juste. »

Cet ouvrage en six parties fut tiré à douze cens exemplaires , il contient quelques faits intéressans pour servir à l'histoire de Tournay , durant les années 1787 , 1788 et 1789.

Deux espions du gouvernement autrichien , y jouèrent un rôle assez ridicule , savoir : le petit avocat fiscal du Tournésis , M G , fils d'un meunier , fermier des moulins à l'eau de Tournay , l'an

1735 , et apothicaire , et le nommé Gernier , fils d'un étainier de Bruxelles , receveur de monseigneur l'évêque de Tournay.

Voyez cet ouvrage , vol. 6 , pages 197 à 206 , vol. 90 , pages 8 à 12 , vol. 94 , pages 2038 , 2065 , 2066 , 2073.

1790

Les consaux et quatre consistoires de Tournay , assemblés par renforcement , par une résolution du 19 avril 1790 , nomment la députation ordinaire et extraordinaire de leur province , à l'effet d'intervenir au congrès des états Belghiques unis , savoir :

Députés extraordinaires.

Monsieur le marquis d'Ennetière , grand prévôt.

Monsieur le chevalier Vandergracht le Grand-Rieu , grand mayeur.

Député ordinaire et permanent.

Monsieur Hoverlant de Beauwelaere , juré , (auteur de cet ouvrage),

Monsieur Vandergracht s'en dispensa , les deux autres furent admis et reçus le 22 dito , à Bruxelles , et y siégèrent dès ledit jour.

1790.

Les habitans du Tournésis, pour démentir l'inculpation de ne pas aimer le régime des états de cette province, vinrent avec leurs drapeaux, fifres et tambours, défilér en masse devant l'hôtel desdits états;

Les dames du bourg d'Antoing, s'y distinguèrent par une adresse imprimée en vers, et les dames de Tournay à cheval et vêtues en amazones, allèrent au devant de leurs dames camarades d'Antoing et firent aussi leur pièce de vers.

1790.

Monsieur le conseiller pensionnaire Bonaventure, compose et fait imprimer un dialogue fort divertissant, tenu présomptivement entre le président Pepin et les conseillers du petit conseil de Tournésis, Bruno Maillet, dit cabo, Nicolas Jossou, dit grand Nicolas, N. Dupré, et N. Bergé.

Il y dévoile la bassesse et la cupidité de ce petit corps de judicature;

Ils y sont dépeints *in natura*.

Tom. 95

X 1

libus, le public en rit et fit bien.

Grand Nicolas qui s'y trouvait démasqué, entra en fureur et fit imprimer une rapsodie, intitulée : brèves observations, que le conseiller pensionnaire Bonaventure foudroya bien vite, par son excellente brochure : *prenez y garde tour-nésiens*.

Tout cela se passa au mois d'août 1790.

Le voici :

Dialogue entre les président

*grand bailli et gens du conseil
de Tournay Tournésis,*

Nota : Malgré toutes les précautions que prennent ces messieurs, depuis l'époque de la révolution, pour empêcher que rien ne transpire de leurs entretiens ;

Le hazard a voulu que la seconde porte de leur chambre soit restée ouverte, et qu'un zélé patriote, amateur de voir la figure qu'ils feraient à la rentrée des vacances, a entendu le présent dialogue.

Le président Pepin.

Hé bien ! Messieurs , voilà la bombe éclatée , grâce aux soins des quatre consistoires , le public est rempli du projet de législation ;

Quoiqu'il ne tienne à rien , nous avons la douleur de voir et d'entendre , que la suppression de notre conseil était désirée de tous le monde , il faut avouer que nous sommes bien loin de notre calcul , et que nous nous sommes bien trompés en nous rendant par grimace à la cathédrale , le 26

décembre 1789 , dans l'espoir d'être érigé en conseil souverain , nous avons beau jouer les patriotes , il n'est guère personne qui ait pris le change.

Le conseiller Dupré.

Pour moi , j'ai toujours prévu qu'on en viendrait là , et si je suis surpris , c'est que d'après l'opinion publique sur notre compte , d'après la bêtise de notre confrère Mailliet , enfin d'après la publicité de certaines lettres renfermées au livre noir , l'on ait différé , si long

tems , de proposer au public un projet de suppression , aussi j'ai pris mon parti là-dessus.

J'ai trop bonne opinion de la justice des états , pour m'imaginer qu'ils seraient capables de nous destituer de nos emplois , et comme la dénomination ne fait rien à la chose , j'aime autant être conseiller de justice , que gens d'un conseil provincial.

Le conseiller Nicolas Jösön.

Fort bien , voilà une belle consolation , parbleu on sait

ce qu'on est, mais on ne sait pas ce que l'on sera, et puis réduire des conseillers à vingt-quatre sols par heure, il n'y a seulement pas, de quoi vivre à la campagne.

Le conseiller Bërgé.

Ce n'est pas de quoi il s'agit, on trouve toujours le moyen de revenir à son compte, mais voyons, cherchons un expédient pour mettre un bâton à la roue, c'est déjà beaucoup de gagner du tems, les patriotes sont encore loin de

Luxembourg , les nouvelles de Reyschemback , ont autant abbatu leur courage , qu'elles ont rempli d'espérance les cœurs dévoués à la maison d'Autriche ;

Travaillons en secret , mais surtout ne nous compromettons pas , arrangeons si bien les choses , que de telle manière qu'elles tournent , nous puissions toujours retirer notre épingle du jeu.

Le président Pepin.

Et vous Monsieur Goblet , que dites vous du projet , vous

me paraissez réveur; il semble que le mal d'estomac que le livre noir vous a donné, n'est pas encore guéri ;

C'était bon pour le premier moment, mais à présent vous devez être tranquille, allons de grâce, oubliez cela, car nous avons besoin de toute votre politique, elle n'aura jamais été mise en usage pour une meilleure circonstance, puisqu'en rendant service à votre corps, vous trouverez occasion de donner un coup de patte à nos nouveaux souverains en la person-

RECEVU

ne de leurs députés au comité de législation.

Le conseiller Goblet.

C'est à quoi je pensais , mais on commence à se défier de moi , l'étourderie impardonna-ble du ministre , et ce maudit livre noir , m'ont fait perdre en 24 heures , l'estime et la confiance publique que je m'étais efforcé d'acquérir en vingt ans , quand j'y pense sérieusement , je regrette le moment , où mon zèle pour le service du souverain et de la bonne cause , m'a fait rechercher la place de procureur-général ;

Je compte cependant encore sur plusieurs amis , et quelques agens qui m'ont rendu de bons services dans le tems , et comme dit très bien Monsieur Bergé , au moyen de leurs secours , et de quelques écrits semés et répandus à propos ; on pourrait gagner du tems.

Le président Pepin.

Ainsi messieurs mettez la main à la plume , surtout trempez là dans la bonne encre ;

Moi je me charge d'écrire à leurs hautes puissances les qua-

tre consistaires, voilà donc qui est fini pour cet objet;

Parlons d'autre chose, j'ai reçu des nouvelles de Gand, la discorde s'y mine plus que jamais, je vous dirai même entre nous que. mais voyons un peu par prudence si la double porte est fermée.

Nota: Notre homme entendant cela, s'esquiva au plus vite, bien fâché de ne pouvoir entendre la fin d'une conversation aussi intéressante.

NOTES.

Note (1), page 8, ligne 3.

Le de l'an 1793 , j'ai
présenté à l'empereur François II ,
un mémoire motivé sur l'indispen-
sable nécessité de rétablir l'ordre
des jésuites dans les vastes états
de sa monarchie , pour que le
philosophisme français n'en ébranle
point les fondements ;

Il n'en fit rien , les armées fran-
çaises , dans le laps de temps de
douze années , allèrent deux fois
poser leurs étendarts dans sa cap-
tale ;

Tom 95.

Y 1

Leur chef brigand ôsa même prétendre à la main de sa fille, il y parvint par cette terreur panique qu'inspirent toujours les chefs de brigands, et ce monstre de lubricité, souilla ainsi de ses embrassements, l'auguste rejetton des Césars.

Appris par l'expérience de tant de malheurs et d'atrocités, l'empereur François II, vient d'exécuter en septembre 1821, ce que je l'avais conjuré de faire en septembre 1793, vingt-huit ans après mes vives sollicitations, pour qu'il évite ainsi la chute de sa puissance législative, qui fut 3 fois à deux doigts de sa perte, et si souvent courbée sous le joug de fer de la philosophie française.

*Voyez cet ouvrage , article jésuites ,
vol. 28 , pages 204 à 287 ,*

Item vol. 29 , page 11.

Note (2) page 11 , ligne 1.

Il était fils d'un petit cultivateur près de la porte de Bruxelles , d'Ath en Hainaut , il eut un frère , qui à l'aide de bourses que lui conféra la charité du clergé belge , fit ses études , et devint licentié en droit à Louvain ;

Il dona tête baissée pour faire fortune dans les systèmes insensés de Joseph II , devint par ce moyen conseiller intrus , à la cour souveraine du Hainaut ;

Le parti novateur , le fit nommer

conseiller d'état du royaume des Pays-Bas , c'est un sujet appliqué et ordinaire pour ne pas dire médiocre en diplomatie.

C'est lui qu'on appelait à Louvain Barocco du Burebant, parce qu'ayant été un an portier du Faucon , qu'on appelait Barocco.

Il jouit de cet avantage , pour faire ensuite son cours de philosophie gratuitement, il est vrai, qu'il passe pour un grand homme , au sentiment de certaines personnes . mais je crois l'avoir bien apprécié à Louvain en le classant sur les bancs de la médiocrité, ou j'estime que la postérité le maintiendra.

Voyez cet ouvrage , vol. 94, page 574 note.

Note (3) page 31, ligne 4.

Cette prohibition absolue d'entrée aux Pays - Bas , de toutes espèces d'étoffes de soie et de laine étrangères :

Cette prohibition brusque , comme on l'a démontré , volume 51 , pages 3 à 50 en cet ouvrage ,

Cette prohibition intempestive courrouça singulièrement Henri VII , roi d'Angleterre , qui , par représaille , défendit de suite la sortie des laines brutes anglaises , qui alimentaient depuis plus de quatre siècles , les fabriques d'étoffes de laine , jusques lors si florissantes aux Pays-Bas ,

Le motif était bon , (ajoute l'au-

teur pages 16 et 17 dudit mémoire) il voulait sans doute améliorer et enrichir ses fabriques ;

Mais qu'en arriva - t - il ? que les nations limitrophes dont il devait tirer son numéraire, ne lui en apportèrent plus , parce qu'elles ne donnèrent aucunes commissions , ni pour ses bleds , ni pour ses lins , ni pour ses colzats , dont elles se pourvurent ailleurs , ce à quoi il fallait s'attendre , puisque c'est un axiome dans la science du commerce.

Que le pays où l'on importe le plus , est en même tems celui d'où partent les plus grandes exportations.

N'est-il pas naturel en effet , que si j'ai vendu pour quatre mille florins de draps à un fabricant de toiles , j'en prenne en retour pour une soixantaine de Louis , et que sa marchandise obtenant de plus en plus faveur , à l'aide de mes débouchés , il ne m'arrive , qu'à mesure que le débit les portera à se perfectionner , de lui en prendre une seconde fois pour cent Louis , et peut être à la fin de dégrès en dégrès , pour une somme beaucoup plus forte , que celle dont il m'est redevable en acquit de mes draps ;

De quoi les souverains se mêlent-ils ?

Quand il s'agit de commerce , que ne le laissent-ils aller tout seul ?

Il a, de si bonnes jambes quand on ne lui met pas d'entraves ;

Ajoutons néanmoins , que les importations étant prohibées , comme fit Philippe - le - Beau , en 1497 , alors souverain des dix-sept provinces des Pays - Bas , il n'y eut plus de concurrence entre les fabriques exotiques , et indigènes , et que dès lors , celles - ci toujours sûres de vendre , restent dans un degré de médiocrité , qui ne tentera raisonnablement pas les négociants des environs.

Ajoutons encore que ces odieuses prohibitions irritent les peuples voisins , et jettent dans leurs cœurs des semences de haine , qui ne

fructifient que trop , et dont on ne s'occupe, que quand il n'est plus tems d'y remédier ;

Une guerre en résulte tôt ou tard , sous divers prétextes ?

Que devient alors , vu la perte d'hommes et d'argent qu'elle occasionne , l'avantage du numéraire dont-on s'était flatté , pages 16 et 17 dudit mémoire.

En résultat , pour être juste , l'on doit convenir , que les belges n'ont qu'à gagner en faisant le commerce extérieur et lointain , par le nombre et l'abondance de leurs matières premières pour alimenter leurs superbes fabriques , qui jointes à l'activité et au génie commerçant

de cette grande nation et son sol productif, suffisent pour y faire fleurir le commerce ;

Depuis 1713 jusqu'en 1792, la Belgique n'acquittait ses charges et impositions, qu'avec le numéraire de la France, et par ses relations mercantiles avec ce royaume et par ses riches productions territoriales, qu'elle lui livrait en grande partie brutes.

Le résultat de ce commerce fournissait à la Belgique le numéraire de ce royaume, avec lequel elle faisait face à ses paiements de tous genres, au point qu'il fut constaté par une expérience invariable durant cette époque, que

sur dix paiemens de cent florins ,
neuf paiemens se faisaient avec
trente couronnes de France , fai-
sant 98 florins.

L'état de la Belgique était alors
si prospère, sous le régime de ses
admirables constitutions , et qu'après
avoir payé ses subsides et rem-
pli ses obligations , elle plaçait ses
fonds superflus sur les banques de
Vienne , de Londres , d'Amsterdam ,
de Stockholm , de Copenhague et
même sur le clergé français et
l'hôtel de ville de Paris.

La fatale réunion de la Belgique
à la France par l'acte spoliateur et
despotique , du 9 vendémiaire an 4 ,

lui • fait perdre une notable partie des relations commerciales dans les deux indes ;

Mais les habitans ingénieux et actifs de ses belles provinces , surent réparer ce vuide en y établissant et propageant de nombreuses fabriques de draps dans le Limbourg et le pays de Liège , qui dès lors tissèrent avec succès et perfectionnement les laines de Saxe et de Silésie , et en fabriquèrent des étoffes fines et bien travaillées qui le disputèrent en perfection aux draps de Louvier , de Sedan , d'Elbeuf et de Vanrobaix.

Gand et Bruxelles établirent avec un égal avantage des fabriques de

cotons imprimés , qui ainsi que les draps , se vendaient avec proestesse dans tous les marchés et foires. les plus célèbres de l'Europe , Leipzig , Francfort et Beaucaire.

Cet état florissant des fabriques en Belgique de 1794 à 1814 , n'était cependant qu'éphémère et subordonné aux conquêtes incroyables des Français et à leur système exclusif sur le continent ;

Cet état de chose , poussé jusqu'à l'extravagance par les décrets impériaux de Berlin et de Milan , préparèrent sourdement la chute d'une puissance gigantesque et absurde qui devait bientôt s'écrou-

ler avec fracas, comme l'expérience l'a démontré en 1814 et 1815.

Depuis lors la France, toujours exclusive, a frappé les produits des fabriques Beligiques, ou de prohibitions, ou de droits énormes qui l'équivalent;

Elle est également contraire et à la foi des traités de 1648, 1659, 1668, 1678, 1713, qui lui défendent de hausser aussi injustement ses tarifs, et elle s'expose ainsi à la voie de réciprocité;

Et les produits des fabriques belges, repoussés ainsi du sol français, par le système exclusif de son gouvernement, rejetés de la

grande Bretagne par le même système ; devenus difficiles à l'exportation en Bavière , en Prusse et en Saxe , par les nombreuses fabriques que les gouvernemens de ces pays y ont établi et encouragé en frappant de gros droits les objets étrangers.

La Belgique n'a plus de ressources que dans le versement de ces objets manufacturés , dans les Indes orientales et occidentales des Pays-Bas , versement qui ne peut s'effectuer avec fruit et continuité , que par l'établissement avec privilège exclusif des deux compagnies des Indes , qui avaient rendu et fait de la Batavia une puissance de première classe , rang qui lui a échappé par

la dissolution de ces deux puissantes et intéressantes compagnies ;

Au demeurant, la France et l'Angleterre ont constamment vu avec jalousie et appréhension, le commerce maritime des belges :

La compagnie des Indes, établie à Ostende, le 19 décembre 1723, leur donna beaucoup d'alarmes, qui ne cessèrent, que lorsqu'elles purent parvenir à l'anéantir, par l'odieux traité de Vienne, du 16 mars 1731, entre Charles VI, l'Angleterre et les états-généraux des Pays-Bas hollandais.

Nény, vol. premier, page 155.

La France, au demeurant, s'enten-

dait très bien avec l'Angleterre en 1789, pour partager entre elles, le haut commerce de l'Europe au préjudice des autres puissances ;

C'est ce qui résulte d'une lettre officielle du duc d'Orléans, adressée le dix-sept octobre 1789, au comte de Mont-Morin, alors ministre des affaires étrangères du roi de France.

Son altesse lui écrit, que des personnes qui habitent les provinces et les ports, assurent, que la nation anglaise est portée dans ce moment, à désirer une union forte et durable avec la France.

Il paraît qu'on reconnaît enfin

dans ce pays, que le véritable intérêt des deux nations, est de rester fortement et perpétuellement unies, et d'imposer de concert la paix au reste de l'Europe, enfin les circonstances sont telles, que je ne crains pas, sans espoir de succès, si j'étais chargé de substituer le traité de commerce actuel, l'entière liberté du commerce entre les deux nations, et par conséquent l'alliance la plus étroite.

Peut être même cette manière de traiter en grand, serait-elle plus favorable au succès de l'objet particulier que j'ai à remplir.

*Correspondance du duc d'Orléans,
pages 91, 92.*

Montmorin , par sa réponse ,
(page 104) , du 11 décembre 1789 ,
dit :

« Quant à une union étroite entre nous et l'Angleterre , elle ferait sans doute le bonheur des deux pays , et assurerait le repos de l'Europe.

« Le duc d'Orléans lui répondit le 29 , je me proposais de profiter de cette circonstance , pour affermir et resserrer la bonne intelligence entre les deux cours de France et d'Angleterre :

Depuis mon arrivée ici , je me suis occupé de donner les moyens de tenter cette grande négocia-

tion avec quelque espoir de succès , je m'en suis procuré que je crois sûrs , et je vous ai instruit aussitôt de cette possibilité.

Ibidem page 135.

Les principes d'union lors avoués nécessaires , par Milord Pitt , et le duc de Leeds , furent rompus , par l'atroce supplice de Louis XVI le 21 janvier 1793 , et par la déclaration de guerre du mois de mars 1793.

La paix d'Amiens en 1801 fut conclue transitoirement par Milord Arlington , elle fut rompue en 1803 , qui en fut la suite.

Le ministre Fox en 1806 , tou-

chait au moment de faire la paix avec la France , lorsque la mort vint le ravir à l'issue de cette négociation.

Depuis cette époque , le cabinet de Saint-Jame , justement irrité des insensés décrets impériaux de Milan et de Berlin , se porta en représailles , à diverses mesures et négociations politiques , commerciales et guerrières , qui en laissant au midi , et à une partie du nord de l'Europe , une extension de commerce continental , rendit l'Angleterre , par la toute puissance de sa marine , maîtresse absolue du commerce des deux Indes , et des côtes d'Afrique , ce qui lui compensait avantageusement ses relations

commerciales , momentanément interrompues, avec partie du continent européen.

Les tableaux des exportations et d'importations de la grande Bretagne, depuis le traité de Tilsit , neuf juillet 1807 , entre la Russie et la France , jusqu'en 1814 en firent foi ;

Ce traité fut suivi d'un secret traité de commerce entre ces deux puissances , dont la première fut tellement la dupe , que le cours du double à Hambourg diminua jusqu'à un franc.

L'empereur Alexandre ouvrit les yeux , et pour ne pas perdre le

commerce de ses vastes états, dut arrêter les effets de cet acte insidieux qui avait couvert son empire du produit des fabriques de France et de la Belgique.

Alexandre renoua avec l'Angleterre qui lui prenait à un taux avantageux ses huiles, ses sels et ses bois de constructions et ses cordages :

La France, faute de marine, n'avait pu s'en approvisionner :

L'entrée des puissances alliées à Paris, le trente et un mars 1814, et les traités d'armistice et de paix des 23 avril et trente mai suivant, ont démontré par le fait,

que les décrets de Milan et de Berlin, étaient impraticables et que le commerce, pour être florissant en Belgique, doit être établi par des traités de commerce sur des bases de parfaite réciprocité.

Mais avant de pouvoir faire entendre ce langage de la raison à l'Angleterre, et à la France, il faudrait une chance d'événements politiques, que la justice reclame, et que la cupidité et l'orgueil repoussent tout à la fois.

Voyez correspondance de Louis Philippe-Joseph duc d'Orléans, avec Louis XVI, la reine, Montmorin, le duc de Liaucourt, Biron, La Fayette: deuxième édition, in-24, à Paris, 1801.

Note (4) , page 48 , ligne 9.

Tels que les jacobins Collot d'Herbois, ex-comédien et historien ambulante, qui en détruisant la superbe place de Belcour à Lyon (1793) et en y faisant fusiller en masse les fabricants et ouvriers en soierie de cette florissante cité, exécutait ainsi en se vengeant des coups de sifflets que la médiocrité de ses talents lui avaient mérité sur le théâtre de cette superbe ville.

Il exécutait ainsi sans le savoir, le désir d'un peuple rival, qui jalousait depuis longtemps et sans pouvoir le cacher, la beauté, la solidité et le fini inimitable des

magnifiques et ravissantes fabriques lyonnoises , créées par Colbert , et qui excitaient à juste titre l'admiration de l'univers.

C'est ainsi que les turluromaristes jacobinaux , détruisirent par une férocité et un vandalisme , propres à la jacobinière de Lutèce en badaudois , détruisirent dis-je et se donnèrent la barbare jouissance , de mettre au néant ce monument de gloire de cet immortel ministre , dont je rappelais en 1797 et en 1798 , les utiles établissemens dans notre salon de conférence à Paris , lorsque j'étais membre du corps législatif :

J'y ajoutais , en parlant à mes

collègues , qu'au lieu de s'agiter par des querelles d'opinions , l'on devait s'occuper sérieusement à faire revivre en France , les superbes fabriques de soieries ;

Qu'il fallait pour cela abandonner nos ridicules costumes de toques à la grecque , et nos arlequins manteaux à la romaine , ce qui nous donnait à tous , plutôt un air de crispins , au lieu de celui de législateurs français , qu'il importait à la dignité de la nation , de faire disparaître cet absurde et comique accoutrement , et de faire décréter , que les législateurs et autres fonctionnaires français , prendraient l'habit de soie brodé en or , l'été , et l'habit de drap , l'hiver , brodé éga-

lement, en reprenant le port de l'épée, symbole de la valeur des francs, compagnons d'armes de Clovis, qui conquiert les Gaules.

Mon observation ne fut pas vaine, une loi vint bien vite réaliser mon projet, mais la jactance française se garda bien de dire qu'un belge le leur avait suggéré.

Note (5) page 49, ligne dernière.

C'est ce défaut de marine sous Louis XV, et infructueusement rétablie sous Louis XVI, depuis la guerre déclarée par la jacobinière française à l'Angleterre, en mars 1793, qui, en résultat, a perdu le florissant commerce des colonies françaises.

L'imprévoyante guerre de l'Amérique , et l'insignifiant traité de Fontainebleau , en 1783 , en avaient préparé la décadence , par une dette de trois milliards , que cette guerre insensée donna à la France , et un déficit annuel dans les recettes , de soixante millions , toujours et indiscrètement converti par des emprunts usuraires , et par une affreuse dilapidation des deniers de l'état.

L'Angleterre , de son bord , ne chercha pas d'autre motif pour faire autoriser par le parlement , une augmentation prodigieuse de ses forces navales , tandis que nos braves frères et amis de la jacobinère parisienne , laissèrent dépérir la marine française , en remplissant

leurs loisirs par les gentilleses de la guillotine et le pillage de la France , secundo , de toutes les parties de l'Europe , de l'Asie et de l'Amérique , où ils arborèrent le sanglant drapeau des droits de l'homme.

L'Angleterre profita de sa toute puissance maritime et du produit immense de ses possessions au Bengale , qui se montent annuellement à plus de cinq cents millions.

Les débris de la Marine française furent brûlés à Toulon (1793).

Les efforts des pentarques directoriaux pour la relever en 1795 , 1796 , 1797 et 1798 , n'aboutirent

qu'à la destruction des escadres françaises nouvellement et infructueusement créées à grands frais :

La défaite du général Hougoult en 1798 en Irlande, et le combat de Trafalgar et d'Aboukir, près d'Alexandrie, deux ans après, rendirent les efforts du gouvernement français pour la recréer sur un pied respectable, nuls.

Bonaparte crût être plus heureux, il échoua d'abord dans son ridicule projet des petits bateaux plats, avec lesquels il prétendait conquérir l'Angleterre, il y dépensa inutilement un milliard, et le peuple français qui rit de tout, se contenta de célébrer cette malen-

contreuse tentative , par des pasquilles , des vaudevilles et des bouts rimés.

Bonaparte en revint au projet de création d'une puissante marine en France , il couvrit ses chantiers d'ouvriers , et pour avoir des élèves de marine , le comte Cafarelli , vint en son nom demander à son sénat complaisant en 1810 , une levée annuelle pour 1813 , 1814 et 1815 , de dix mille mousles , pris dans les trente départements maritimes :

Mais sa déchéance , le quatre avril 1814 , et les traités de pacification des 23 avril et 30 mai suivants , firent évanouir tous ces grands projets.

Voyez l'oracle , numéro 353 , daté
du 19 décembre 1810.

Correspondance littéraire secrète de
Bachaumont , vol. 8 , pages 155 à
158.

Note (6) page 55 , ligne 7.

Ce saint gentil-homme , est le fondateur de l'ordre des bénédictins , auquel l'Europe doit une grande partie du défrichement de ses landes et de ses forêts , dont elle était lors couverte , c'est à cet ordre célèbre que l'Europe doit une partie de sa civilisation et la conservation et la renaissance des lettres :

Totilla , roi des Goths , se jetta

à ses pieds et se recommanda à ses prières , Benoit , en le relevant lui dit , vous faites beaucoup de mal et je prévois , que vous en ferez encore davantage , vous prendrez Rome , vous passerez la mer , et règnerez neuf ans , mais vous mourrez dans la dixième année , serez cité au tribunal du juste juge , pour lui rendre compte de toutes vos œuvres , ces prédictions s'accomplirent. »

Cet ordre illustre a donné , selon Dom Bastide , quarante papes , deux cents cardinaux , cinquante patriarches , quatre mille six cents archevêques , mille six cents évêques , quatre empereurs , douze impératrices , quarante-une reines , et trois mille six cents saints canonisés.

Dom Mabillon , dans son recueil des saints de cet ordre , en retrancha quelques-uns.

Note (7) , page 55 . ligne 8.

Bernard de Mentou était comme Benoit , d'une famille illustre ;

Il mourut le 28 mai 1008 :

Son ordre s'établit dans toute l'Europe , et acheva de le défricher.

Aujourd'hui 1829 , deux de ses monastères sont établis avec fruit , pour sauver les voyageurs qui sont victimes des avalanches en franchissant les Alpes :

« Quelques-uns de ces sublimes

solitaires, dit un voyageur témoin de leurs travaux, gravissaient les pyramides de granit, qui bordent le chemin, pour y découvrir un convoi dans la détresse, et pour répondre au cris de secours.

« D'autres frayaient le sentier enseveli sous la neige fraîchement tombée, au risque de se perdre eux mêmes dans les précipices :

Tous, bravant le froid, les avalanches, le dangers de s'égarer, presque aveuglés par les tourbillons de neige, et prêtant une oreille attentive au moindre bruit qui leur rappelait la voix humaine.

Leur intrépidité égale leur vigilance.

Aucun malheureux ne les appelle inutilement :

Ils le raniment agonisant de froid et de terreur :

Ils le transportent sur leurs bras, tandis que leurs pieds glissent sur la glace ou s'enfoncent dans les neiges :

La nuit et le jour voilà leur ministère :

Leur sollicitude veille sur l'humanité dans ces lieux maudits de la nature, où ils présentent le spectacle habituel d'un héroïsme, qui ne sera jamais chanté par nos flatteurs.

De grands chiens sont les compagnons intelligens des courses de leurs maîtres :

Ces dogues bienfaisans , vont à la piste des malheureux :

Ils dévancent les guides , et le sont eux - mêmes :

A la voix de ces auxiliaires , le voyageur transi , reprend de l'espérance :

Il suit leurs vestiges toujours sûrs :

Lorsque les chûtes de neige aussi promptes que l'éclair , engloutissent un passager , les dogues du Saint-Bernard le découvrent sous l'abîme :

Ils y conduisent les religieux qui retirent le cadavre , ou portent s'il en est encore tems , des secours à ce malheureux. »

Note (8) page 61 , ligne dernière.

Il est reconnu universellement que la Belgique est le pays le mieux cultivé , et le plus peuplé de l'univers , et à coup sûr , en y entrant on peut dire , je suis parmi des hommes , tout le monde en convient , sauf l'aristarque , bas Breton , Geoffroi , le plus insolent folliculaire de la France , qui s'avisa de dire en 18^{me}. , que les belges étaient une nation demi sauvage.

Je refutai , ce vil et mercenaire

aristophane des bords de la villaine
dans mon histoire de Tournay ,
articlé juste lipse , volume 40 , pa-
ge 14 inclns 52.

Je vis au contraire , lorsque je
voyageais en basse-Bretagne , pays
natal de ce méprisable et arrogant
archiloque , que sous tous les rap-
ports de sa stérilité et de l'humeur
brutale de ses habitants , on pou-
vait la considérer comme demi sau-
vage.

Ce vil flatteur de Bonaparte ,
mourut subitement à Paris , le 26
février 1814 , universellement mé-
prisé.

Ce misérable pamphletaire , avait

pris à tâche d'insulter les morts et les vivants.

Il a composé une tragédie , mort de Caton , vrai rapsodie qui ne fut jouée qu'une fois au théâtre français en 1773 , et qui prouve qu'il était d'écrivain le plus chétif , lorsqu'il ne déchirait pas , par ses satyres , les plus estimables écrivains.

Il avait une haine d'enragé contre les belges , c'est pourquoi il prétendit que mademoiselle Duchesnois , de Valenciennes , n'était pas bonne actrice ;

Le public éclairé l'admira et rit au nez du fougueux satirique.

Note (9) page 62, ligne 4.

Telles par exemple que les landes de la Guyenne, du Dauphiné et de la basse Bretagne, patrie du cupide et satyrique folliculaire Geofroy.

1790.

Nous avons parlé plus haut de la lettre du congrès aux quatre consistoires de Tournay, du 26 novembre 1790, qui annonce, que les états de Namur avaient capitulé avec le maréchal de Bender, voici les deux pièces :

*Capitulation de la ville de
Namur, du 24 novembre 1790.*

Les mayeur, prévot, doyens
et maîtres en office des vingt-
quatre corps des métiers de
la ville de Namur, se trouvant
cejourd'hui, 24 novembre 1790,
duement assemblés sur la cham-
bre des Febvres, à effet d'ouïr
prendre lecture du rapport
fait par le sieur Fallon, pen-
sionnaire des états de cette
ville, et le sieur Yernaut, dé-
puté de la part desdits états
à effet de se rendre près de
Monsieur le maréchal de Ben-

der, général commandant l'armée de l'empereur et roi, ainsi qu'ils ont fait ce jourd'hui.

Ayant murement réfléchi sur ce rapport, et voulant éviter effusion ultérieure de sang, ainsi qu'ils ont déjà manifesté par leur résolution en date du 21 courant, ont résolu néanmoins sous l'agrération de leurs corps respectifs, la rentrée des troupes autrichiennes en cette ville sous les points et articles suivants.

Savoir :

1°. Que le manifeste de Sa

Majesté l'empereur et roi Léopold, aura ses pleins et entiers effets, et qu'aucun individu ne sera inquiété, ni molesté, de façon quelconque soit dans sa personne, soit dans ses biens, à l'instar de cette bourgeoisie, lorsque la troupe autrichienne est entrée en cette ville au mois de décembre dernier, ainsi qu'à leur sortie.

2°. Que tous les livranciers et toutes autres personnes indistinctement qui ont livrés, et qui ont été respectivement employées, tant par les états,

magistrats, bureau de la guerre, que toutes autres administrations civiles et militaires, seront exactement payées.

3°. Que si, contre toute attente, des mal-intentionnés, voulaient contrevenir à la présente résolution, ils ont déclaré comme ils déclarent par cette, de ne répondre à tous les inconvéniens et insultes, au contraire qu'ils devront se les imputer à eux-mêmes.

4°. Et comme il pourrait arriver de la confusion entre la troupe Belgique et celle

autrichienne, si tant est, que son excellence le général de Bender ne donnait un tems moral pour évacuer la troupe Belgique, ils ont résolu de lui envoyer quelqu'uns de leurs membres en députation pour lui notifier cette résolution et connaître le moins qu'il voudrait bien accorder pour ce faire.

Ainsi fait et résolu sur la dite chambre de Febvres, le 24 novembre 1790.

Signé ,

Dethy , greffier.

*Réponse du maréchal, baron
de Bender.*

Le soussigné ayant reçu la députation des états de la province de Namur, a l'honneur de l'assurer par la présente que Sa Majesté l'empereur et roi, ne voulant régner que par la clémence, l'armée sous mes ordres, n'entrera dans le pays et qu'il donnera les ordres les plus sévères, pour que l'on ne se permette aucune violence ni sur les personnes, ni sur les possessions dont tout le monde sera assuré par la publication d'une dépêche de son excel-

lence le ministre le comte Mercî Argenteau, qui sera imprimée.

Fait dans notre quartier général à Assesse, le 25 novembre 1790.

Signé,

B. Baron de Bender,
méréchal.

Pour ma part, j'étais lors de la retraite, commissaire général à la colonne de Bouvigne, rien n'égala la fermeté la prévoyance et la sagesse du général Koehler, mon res-

pectable ~~ami~~ de cœur, je l'accompagnai dans la retraite jusqu'à Bruxelles, qui se fit en bon ordre;

Voici comme s'en explique le vicomte de Vilain XIV, quartier maître général, lieutenant de l'armée Belgique, dans ses mémoires militaires sur cette révolution, dédiés à son altesse royal le duc d'Yorck, en ces termes.

« Le général Koehler, pour prévenir toutes les difficultés et tous les embarras qui auraient pu survenir dans le dernier moment pour la retraite,

avait fait connaître ses intentions et ses dispositions à tous les chefs de postes , leur avait indiqué les chemins qu'ils devaient prendre , les mesures qu'ils auraient à observer , enfin leur avait donné toutes les instructions nécessaires , pour faciliter les moyens à prendre dans ces moments critiques.

Tout était donc prêt pour marcher au premier avis , et les ordres étaient écrits d'avance , n'y ayant que les dates à remplir , pour les envoyer à chaque commandant , au moment que l'ordre viendrait de se replier.

Le 24 au matin, ce commandant était allé, à son ordinaire, visiter les batteries, les postes, et surveiller aux ouvrages, quand, vers les deux heures de l'après midi, arriva au quartier général d'Hontoir, le lieutenant colonel Sinclair, aide-de-camp de général Schoenfeld, avec un ordre de bouche de se replier.

Le général Koehler n'était point encore de retour :

Il fallut envoyer des dragons de tout côté pour le chercher ;

Mais dès qu'il fut de retour, il exigea que ce lieutenant-colonel lui donnât l'ordre par écrit, et de ce moment il mit tout en ordre pour l'exécuter.

Mais pour concevoir les difficultés dans lesquelles l'opération d'abandonner aux ennemis la ville de Namur, a pu nous jeter, et en donner une idée bien juste, il me semble très nécessaire de donner ici le détail de notre situation, le moment avant le départ de la colonne, et d'y joindre le rapport qui en a été fait.

Cette colonne occupait, comme j'en ai déjà fait mention, un terrain de neuf lieues, pour défendre les bords de la Meuse :

Derrière nous était un pays extrêmement sauvage, des bois, des gorges, des ravins, des montagnes, et de très mauvais chemins, presque impraticables dans cette saison de l'année, pour y passer avec les trains d'une armée :

Tout ce pays était enfermé par la rivière de la Sambre

qui se joint avec la Meuse à Namur ;

De façon que l'ennemi , une fois en possession de cette ville n'avait qu'à prendre la rive gauche de cette rivière, et s'étendre vers Charleroy , pour nous enfermer dans le pays appelé d'entre Sambre et Meuse.

La ligne qu'ils avaient à parcourir pour cette opération , était non seulement plus courte , mais ils avaient de très bons chemins pour le transport de leur artillerie.

Les troupes éparpillées sur les bords de la Meuse ne pouvaient s'assembler dans un même point pour faire leur retraite;

Le général ordonna , en conséquence , qu'elle se fit sur trois colonnes , d'à-peu-près trois lieues de distance pour chacune.

Celle de l'aile droite , commandée par le général major baron de Cumptigh , s'étendait depuis le bac du prince , près de Givet , jusqu'à l'abbaye de Waulsort ;

Celle de l'aile gauche, par le baron de Bar, lieutenant colonel du régiment de Bruges, s'étendait depuis Faulx, près de Namur, jusqu'au poste d'Anhée, et celle du centre, commandée par le lieutenant colonel du régiment de Namur, de Villers Masbourg.

Les ordres étaient donnés, et la route marquée pour chaque colonne, de façon que la marche de l'une, ne pouvait retarder celle de l'autre ;

Tous les gros bagages, ma-

gasins , etc. , étaient partis de suite , avec une escorte , en avant.

A dix heures du soir le signal fut donné pour les trois colonnes , de se mettre en mouvement dans le même instant , emmenant avec elles tous leurs canons et caissons , à l'exception des pièces de 36 livres et de 18 , qui étaient de fer , et dont le transport nous était absolument impossible ;

Ces pièces devaient servir à

CS

couvrir et à assurer notre retraite.

Les canonniers et artilleurs qui étaient restés aux batteries, avaient ordre, quand l'ennemi aurait forcé un passage, de faire crever les canons, de mettre le feu aux affûts et batteries, puis de se retirer par les bois et les gorges, et de suivre la colonne :

Tout cela fut exécuté à la lettre :

Le feu de nos signaux, et les coups de canons d'avertisse-

ment , inquiétant beaucoup l'ennemi , il s'était tenu sous les armes toute la nuit.

Les trois colonnes se mirent donc en chemin sur les dix heures dirigeant chacune leur marche vers le village de Biesme , à quatre lieues en arrière, où elles devaient se rejoindre; et la première arrivée devait faire les dispositions nécessaires pour protéger le passage des autres :

La position était extrêmement favorable :

Ce village étant situé sur une

hauteur, où se trouvent les roines d'un ancien château, et un ruisseau coulant au pied dans un fond marécageux, qui tournait de façon à couvrir l'aîle gauche de la position, et qui allait se perdre dans un grand bois sur la droite.

Vers minuit, les trois colonnes arrivèrent à Biesme, où elles firent halte à-peu-près trois heures.

Elles continuèrent ensuite leur route vers Châtelet sur Sambre ;

Mais l'ordre de marche de Biesme sur Châtelet était différent de celui de Bouvignes.

En partant de ce dernier endroit, les bagages et la grosse artillerie étaient en avant, et une forte arrière garde à chaque colonne assurait leur retraite ;

Mais vers la Sambre la chose était toute différente, car on pouvait rencontrer un ennemi dans une position forte, qui aurait pu nous attendre, tandis qu'un autre aurait harcelé l'arrière garde :

Ainsi, pour pourvoir à tout ce qui pouvait survenir, l'ordre de marche était formé en deux colonnes, ayant les bagages au centre.

La colonne de la première ligne précédait lesdits bagages et la grosse artillerie, et il lui était ordonné de former l'ordre de bataille en avant ;

La seconde ligne suivait les bagages, et avait ordre de former son ordre de bataille en arrière ;

Ainsi les bagages auraient

été entre les deux lignes comme dans un quarré , et une ligne servait toujours de seconde ligne à celle qui aurait été attaquée , en faisant seulement une contre-marche par compagnie.

Dans cet ordre de marche toutes les trois colonnes arrivèrent à Chatelet de très bonne heure et sans accident , passant sur le pont de la Sambre pour Charleroy , où elles se rendirent avant dix heures du matin , ayant fait en douze heures , neuf lieues de chemin.

Il n'est pas nécessaire de

s'étendre sur les difficultés , les peines , les fatigues , et les soins pour tenir l'ordre et l'ensemble dans une marche aussi pénible , accompagnée de tant de désavantages , ni sur les précautions qu'on a dû prendre , afin de pourvoir à tout , surtout pour se procurer des chevaux :

Les paysans les cachaient dans les bois à l'approche de l'armée , et afin de les empêcher , on fut obligé d'envoyer en avant des détachemens de dragons.

Tout militaire qui connaît les difficultés qui accompagnent les marches des armées, dans les tems et les situations les plus régulières, saura apprécier les embarras et les fatigues que celle-ci peut avoir causés, dans le milieu de l'hiver, dans un pays où les chemins sont impraticables, pendant une nuit très obscure et pluvieuse, avec des troupes, la plupart sans souliers et sans paie, et qui ayant appris les désordres de Namur, le malheur de la perte de cette ville, et la déroute de l'autre colonne,

s'attendaient, à chaque instant d'être attaquées en avant et en arrière.

Il n'aurait certainement pas été étonnant que, dans de telles circonstances, cette partie de l'armée eut suivi l'exemple de l'autre, en s'en allant chacun chez soi, abandonnant leurs canons, leurs bagages et leurs chefs, ôtant au pays même l'ombre de faire aucun accomodement, ou même une capitulation, ce qui aurait été très deshonorable dans l'histoire des belges, et aurait pu

avoir des suites encore plus humiliantes à leur égard.

Mais non, il faut donc dire à son honneur, que celle-ci a donné des preuves constantes d'attachement et de fidélité, de courage et de bravoure ;

Qu'elle a soutenu toutes les difficultés avec une fermeté vraiment héroïque, étant toujours prête à combattre et se tenant constamment près de ses canons, ayant soin même de décharger les caissons cassés, et de les brûler, ne voulant pas seulement que ces caissons pus-

sent tomber entre les mains
des ennemis.

Nous nous trouvâmes à Charleroy avec six mille trois cent onze hommes, quarante-trois pièces de canons, quatre-vingt un caissons d'artillerie, chargés des munitions, et cent vingt gros charriots de bagages.

Cette marche pénible à tous égards, nous tirait absolument du mauvais pas dans lequel on nous avait mis, sans aucune faute de notre part, car la ligne qui avait été confiée au

général Koehler avait toujours été défendue et conservée avec soin , et il est bien assuré que l'ennemi , avec une force supérieure , n'aurait pu forcer le passage de la Meuse , sans perdre infiniment du monde.

Dès l'instant que toute la colonne fut entrée dans la ville, le général ordonna de faire rompre les ponts , sur la Sambre , selon les règles de la guerre dans une retraite ;

Mais sur les représentations des magistrats , du dommage que cela leur causerait , et pour



leur témoigner que son intention n'était pas de leur nuire, mais au contraire de les servir, sans nuire au bien général, il donna ordre d'épargner ces ponts, et de prendre d'autres précautions à l'égard de l'ennemi.

Il ordonna à l'armée de faire halte cette journée à Charleroy.

Cette petite ville est située sur la rive gauche de la Sambre, sur la pente d'une colline, tellement qu'elle est dominée par la hauteur :

Mais pour remédier à cet inconvénient autant qu'il était possible, on avait eu soin autrefois d'élever un grand cavalier sur le rempart.

Toutes les fortifications et toutes les défenses de cette place ont été détruites pendant le règne de feu Sa Majesté l'empereur, ainsi il était de toute impossibilité de pouvoir y tenir, étant d'ailleurs dépourvue de magasins.

Pendant le courant de la journée, on vint faire rapport qu'on avait vu quelques hus-

sards voltiger autour de la ville, et on voulait même assurer que l'ennemi était en marche pour couper notre retraite, mais qu'ayant appris que nous étions déjà arrivés à Charleroy, et par conséquent son projet de nous enfermer dans le pays d'entre Sambre et Meuse étant avorté, alors il avait changé sa route, et pris celle de Nivelles, dans l'intention de nous attendre aux Quatre Bras, chaussée de Namur à Nivelles, qui se croise avec celle de Charleroy à Genappe vers Bruxelles.

Dans cet endroit il y aurait pu prendre une position avantageuse , nous couper la communication avec les débris de la colonne du général Schoenfeld , qu'on disait être à Genappe , et nous obliger de l'attaquer avec désavantage , mais le plus grand danger était passé , et le pays ouvert devant et de côté , nous laissait les coudées libres , pour agir selon les circonstances.

Sur ces rapports, et la nouvelle que le général reçut pendant la nuit du baron de Schoenfeld , qu'il s'était retiré vers Bruxelles , abandonnant la

forêt de Soignes, il ne trouva pas à propos d'être forcé d'attaquer un ennemi, formé dans une position très avantageuse, et fort pour le moins de deux fois le nombre des troupes qu'il avait avec lui :

Ainsi, par une ruse de guerre, il accomplit ce qu'il n'aurait pas essayé de faire par la force, sans courir trop de risque.

En conséquence il donna publiquement ordre que la colonne eût à marcher vers Bruxelles par Genappe, se doutant

bien que cela pourrait être rapporté aux ennemis, mais en secret il avait eu soin de faire connaître ses intentions aux chefs des corps, et les avait prévenus qu'on ne devait continuer la grande route de Genappe que jusqu'au village de Gosselies, pour de là, prendre à gauche le chemin de terre et aller à Binch.

Par cette manœuvre on évitait absolument le risque d'une bataille désavantageuse, et on se portait vers Mons, pour couvrir le Hainaut et la Flandre.

Le 26, à quatre heures du matin, on tira trois coups de canon pour le signal du départ, et vers les six heures, les troupes commencèrent à défilér de Charleroy ;

Il fallut bien trois heures entières avant que les canons et chariots de bagages fussent tous sortis de la ville.

Quand on fut arrivé au village de Gosselies, on quitta le pavé, et ensuite il fallut passer par des chemins extrêmement mauvais, des fonds ma-

réchageux et des terres grasses, avec tout le train d'artillerie et les bagages par une pluie qui ne cessa pas un instant de toute cette journée.

On fut obligé d'envoyer chercher dans les villages circonvoisins des chevaux de trait, afin de pouvoir avancer, et de faire jeter une grande quantité de fagots pour raccommoder les chemins.

Il y avait des passages si mauvais, et tellement inondés, que les soldats étaient obligés de passer l'un après l'autre sur

les troncs d'arbres qu'on venait d'abattre.

On peut s'imaginer combien cette marche était pénible et lente.

Le plus grand embarras et le plus grand soin des officiers étaient d'empêcher non-seulement les soldats d'entrer dans les villages, mais encore les conducteurs des chevaux qui voulaient les abandonner.

Toute cette journée fut employée à faire quatre lieues de chemin :

Le général lui même , tant

pour donner l'exemple , que pour maintenir le bon ordre , resta dans chaque village sans descendre de cheval , prenant soin de faire avancer les soldats , et empêchant les conducteurs des trains , qui voulaient entrer dans toutes les maisons , pour se mettre à l'abri de ce mauvais temps , d'abandonner leurs chevaux.

C'est une justice qu'il faut rendre à Monsieur Hoverlant , membre du congrès , et en cette qualité député à la colonne de Bouvignies , que pen-

dant toute cette journée ils'est donné les plus grandes peines pour maintenir le bon ordre, et que , pendant toute la marche , il a le plus contribué à faire pourvoir le soldat du pain nécessaire , ainsi que de souliers , dont le besoin était très urgent.

Il était nuit quand la colonne avec tout son train arriva à Binch , petite ville du Hainaut , entourée de fossés et de murailles , anciens restes de fortifications.

Cela causa une grand satis-

faction au général, qui d'abord eut soin d'établir des gardes aux portes, et des signaux d'alarmes.

On était assuré par ces moyens de n'être ni surpris, ni forcés, et les soldats et officiers pouvaient dormir tranquillement, pour se remettre de leurs fatigues, qui avaient été excessives.

Mais pour plus grande sûreté, le général envoya dans tous les environs des patrouilles de cavalerie, et détacha des piquets sur les chemins, sous

les ordres d'officiers intelligens qui connaissaient le pays.

Comme l'on n'était qu'à trois lieues de Mons, le général, pour donner plus de tems aux soldats de se rafraichir fit donner l'ordre que l'on ne marcherait pas avant les dix heures du lendemain au matin.

On éprouva dans cette ville une grande difficulté de se pourvoir de fourrages nécessaires, mais les habitants se prêtèrent dans cette circonstance autant qu'ils le purent, car il n'y avait point de magasins

ni de fermes dans les environs de la ville.

Si notre commandant , par ses lumières et son expérience militaire , savait prendre les plus sages mesures , pour nous assurer une retraite tranquille et honorable , il ne connaissait pas moins les moyens d'égayer et d'encourager les soldats , dans ces moments de fatigues et de découragement , par quelques circonstances qui pût les flatter , ou leur donner des idées agréables , ainsi que de les punir dans les cas de mau-

vaie volonté ou de désobéissance.

Pendant la marche pénible de Charleroy à Binch, il avait remarqué des soldats absolument abattus et découragés, qui lui disaient en passant, « nous n'avons pas reçu de prêt, et nous n'avons pas de souliers pour marcher par de si mauvais chemins :

Il leur répondit, avec cette bonté de cœur qui sait si bien inspirer la confiance :

« Consolez vous , et prenez courage , en arrivant à Mons, je vous donnerai un bœuf rôti. »

Tom 95.

F 2

Bientôt, parmi toutes les troupes de la colonne, on n'entendit autre chose que, courage !

Nous aurons un bœuf rôti !

Cette idée leur plaisait tant, qu'ils riaient et oubliaient leurs fatigues, et les malheurs du moment, par l'espérance d'une nouveauté qui leur était si agréable.

Entre Binch et Mons le général avait vu, dans un endroit, vingt-cinq meules de grain, que la prudence militaire semblait exiger de brûler,

afin d'empêcher qu'elles ne tombassent entre les mains de l'ennemi ;

Mais réfléchissant sur la richesse du pays dont ils étaient déjà en possession , le peu d'effet que cela pouvait leur faire , et le tort considérable pour cette province , et pour quelques individus en particulier , il crut , en faveur de l'humanité , devoir l'épargner ;

D'ailleurs il voulait empêcher qu'un esprit de pillage ne s'introduisit parmi les troupes , qui jusqu'alors avaient agi avec tant

de modération et de bon ordre.

Depuis le départ de Bouvignes jusqu'à Mons, le général ne fit aucun rapport, ni au général Schoenfeld, ni au congrès souverain, et il ne fit connaître à personne sa position, ni même ses intentions, connaissant le danger d'envoyer un courier que l'ennemi aurait quelquefois pu arrêter, et comme le succès dépendait absolument du secret et de l'énergie des troupes, il crut qu'il n'était point prudent de risquer

un rapport qui aurait pu causer notre perte ;

Mais son intention, à son arrivée à Mons, étant de faire remettre en état les fortifications, d'établir des magasins de vivres et de fourrages, afin de pouvoir soutenir un siège, et défendre la ville aussi longtemps qu'il serait possible, il adressa en conséquence son rapport au congrès souverain, il lui fit part des circonstances qui avaient accompagné sa marche.

Le 27, sur les trois heures

de l'après midi , il arriva à Mons , avec toutes les troupes , canons , caissons d'artillerie et bagages , excepté un détachement de cinq cents hommes du régiment de Bruges , laissé à Binch comme poste avancé , le tout dans le meilleur ordre possible , chaque régiment en marche par division , tambour battant , drapeaux déployés , et précédé de ses canons.

Tous les citoyens de cette ville firent entendre les plus vives acclamations de joie , dès qu'ils apperçurent le général.

Il fut accompagné jusqu'à la

porte de l'hôtel de ville, avec les cris de la plus sincère allégresse.

Les sentimens qui lui étaient exprimés par les montois prouvent bien qu'on était satisfait des services signalés qu'il avait rendus, et qu'il rendait encore à la nation Belgique.

Il fut de suite aux états où il témoigna, dans les termes les plus sensibles, ses sentimens de reconnaissance, leur fit son rapport, et se concerta avec eux sur le parti qu'il y avait à prendre :

Il fut résolu de faire exa-

miner les fortifications , et de les mettre en état de défense.

Le général major Dirix , qui commandait la ville , donna un état des munitions de guerre qui se trouvaient dans les magasins , elles n'étaient point suffisantes pour soutenir un siège d'une semaine.

Ce fut dans cette assemblée que le général apprit de quelle manière la colonne d'Andoye s'était conduite ;

Que la plus grande partie était déjà débandée , partant

tous les jours par centaines à la fois, ayant abandonné Namur avec cent quatre-vingt pièces de canon de différens calibres, dont vingt-deux pièces de vingt-quatre livres, en bronze, et deux de quarante-huit livres du même métal, une quantité énorme de munitions de guerre, et tous les magasins de vivres, de fourrages et de fournitures;

Que les débris de cette partie de l'armée s'étaient retirés à un village près de Bruxelles, appelé Anderlecht, laissant cette ville découverte à l'ennemi.

Que le général Schoenfeld lui-même avait demandé au congrès souverain sa démission, qui lui avait été accordée, en choisissant le général Koehler commandant en chef.

Vers le soir arriva une députation du congrès, pour lui annoncer son avancement au grade de lieutenant-général et de commandant en chef.

A la réception de cette nouvelle, la joie fut unanime dans l'armée :

Tout le monde disait, c'est

dommage qu'on ne lui ait pas rendu cette justice trois mois plutôt; nos affaires auraient été beaucoup mieux, et nous ne serions pas si trompés dans nos espérances.

Des plaintes venaient des villages des environs, où les soldats se battaient les uns contre les autres, sous prétexte d'être royalistes ou patriotes:

Mais la vraie raison, pour commettre des excès et trouver une occasion de piller.

Le général fut obligé d'y

envoyer des détachemens pour les contenir , et rétablir le bon ordre.

Le baron de Bar, qui commandait les troupes laissées à Binch , rapporta qu'il avait poussé ses patrouilles en avant jusqu'à deux lieues à la ronde sans avoir aucune nouvelle de l'ennemi :

Mais qu'il était obligé d'user de rigueur avec les paysans, pour les empêcher de commettre des désordres.

Assuré de ce côté là des mou-

vements de l'ennemi , le général recevait des nouvelles, qu'il se portait en force vers Nivelles et Roëulx , deux fortes positions un peu écartées sur la droite de la chaussée de Mons à Bruxelles.

La colonne de Bouvignes resta deux jours à Mons , pour se remettre des fatigues de sa marche pendant ce tems , le général ordonna de faire acheter tous les souliers qu'on pourrait trouver pour les soldats , et de leur donner le prêt qui leur était dû.

Pour ranimer leur coura-

ge , et tenir la promesse qu'il avait faite pendant la route , il fit distribuer à chaque homme une livre de viande de bœuf.

La crainte d'un dérèglement pendant un moment aussi critique , l'avait empêché de faire rôtir un bœuf entier , pour en faire une fête générale.

La veille du départ de cette ville , le général Dirix donna à dîner au général Koehler , ainsi qu'à tout l'état major de sa colonne.

Pendant le repas on vint

faire rapport que les domestiques de Monsieur le baron de Schoensfeld venaient d'arriver en ville avec son bagage, et que lui même venait à la suite.

Sur le dire que la populace voulait piller ce bagage, et que lui-même pourrait aussi courir quelque danger, le général Koehler ordonna à un officier d'aller à sa rencontre afin de le prévenir de ces menaces, et de lui conseiller de prendre sa route par Valenciennes.

On parvint avec beaucoup de

difficultés à faire conduire le bagage dans la de cour l'hôtel de ville, et à contenir la populace :

On le fit partir dans le milieu de la nuit, quand tout le monde fut retiré.

Le baron de Schoenfeld, en conséquence de l'avis qui lui avait été envoyé, laissa la ville sur la gauche, mais étant reconnu par des paysans, il fut arrêté à Quiévrain.

On voulait le reconduire à Mons, mais le général Koeh-

ler, pour lui épargner l'humiliation et le désagrément qui pouvaient lui survenir, lui envoya un sauf conduit, d'après lequel il fut relâché, et il arriva en France sans obstacle.

Pendant la même journée, il reçut les ordres du département général de la guerre, de se rendre incessamment à Bruxelles, avec l'armée sous ses ordres.

Il aurait sur le champ mis cet ordre à exécution, si ce n'eût été l'impossibilité de le

faire de manière à pouvoir se défendre avec énergie en cas qu'il fut attaqué en route , ou forcer son passage à travers un ennemi, qui , vu la proximité du grand chemin , aurait pu s'opposer à cette marche.

Il était nécessaire de contenter les soldats , en leur donnant , outre les souliers dont ils avaient le plus grand besoin , quelque peu de tems pour se remettre de leurs fatigues , et d'examiner leurs armes et les munitions de guerre , etc.

Il était encore indispensable d'examiner l'artillerie, et de la remettre en état de service, car des mauvais chemins continuels et le mauvais temps l'avait beaucoup dérangée :

Néanmoins, il parvint à avoir tout en ordre, pour se mettre en marche le lendemain matin, ce qui fut exécuté avec la plus grande régularité, et dans l'ordre suivant, sans éprouver sur la route le moindre désordre.

Les troupes les mieux disciplinées ne pourraient jamais

marcher avec plus de tranquillité, malgré les excès des paysans, dont plusieurs tiraient sur les soldats, sans être insultés ni provoqués.

Ordre général.

Demain trente, à huit heures du matin, les troupes se mettront en marche, et sortiront par la porte de Bruxelles, dans l'ordre qui suit.

L'avant-garde sera composée, savoir :

De cent chasseurs du corps de Lorangeois;

Deux compagnies du régiment de Namur;

Un demi escadron du régiment des dragons de Flandre;

Deux pièces de canon.

Cette avant garde sera commandée par le lieutenant colonel Busse, qui dérangera toujours la colonne de quinze cents pas, ayant soin de faire fouiller par ses chasseurs les bois, ravins, censees, et en général tout ce qui peut cacher les troupes d'un ennemi :

De tenir sur chaque aile et

en avant , des petites patrouilles de dragons , pour l'avertir sitôt qu'elles appercevront quelque chose , mais sans donner l'alarme :

Aussitôt il mettra son avant garde en ordre de bataille , m'envoyera un rapport , et détachera un officier en avant , pour reconnaître :

En cas qu'il soit attaqué , il fera son possible pour retenir l'ennemi jusqu'à ce qu'il voie que la première ligne de nos troupes soit rangée en ordre de bataille , alors il se

repliera sur cette ligne, et prendra sa place dans l'alignement à l'aîle droite.

La colonne de la première ligne, commandée par le général major^m baron de Cump-
tigh, suivra ladite avant garde à quinze cens pas de distance dans l'ordre qui suit :

Cent chasseurs pour flan-
quer ;

Demi escadron des dragons
n°. 1, deux pièces de canon.

Le régiment numero un, de

Namur , commandé par le Lieutenant-colonel comte de Villers-Masbourg, qui commandera en même tems l'aîle droite de cette ligne.

Trois pièces de canon.

Infanterie du régiment numéro deux , trois pièces de canon.

Infanterie du régiment numéro trois , commandé par le lieutenant-colonel chevalier de Nieuport , qui commandera aussi l'aîle gauche de la première ligne.

Trois pièces de canon.

Un escadron des dragons de Flandre, numero un , une pièce de canon.

Deux cents chasseurs de Lorangeois.

A cent pas en arrière de cette colonne , suivra la seconde ligne , commandée par le colonel Serret.

Deux cents chasseurs , une pièce de canon.

Un escadron des dragons n°. 2, deux pièces de canon.

Un bataillon du régiment,

n°. 7 infanterie, deux pièces de canon.

Le reste du régiment n°. 7, deux pièces de canon.

Régiment infanterie n°. 6, deux pièces de canon.

Un escadron des dragons n°. 2, une pièce de canon.

Deux cents chasseurs.

Cette colonne formera la seconde ligne :

Son aîle droite sera commandée par le lieutenant colonel baron de Bar, et l'aîle gau-

che par le lieutenant colonel
Monro.

Son ordre de bataille sera
à quatre cents pas en arrière
de la première ligne, elle com-
mencera ses déploiemens en
même tems, et elle marchera
aussitôt en avant pour prendre
la distance ici ordonnée.

Cette ligne sera suivie par
par toute l'artillerie de réserve
commandée par le major ba-
ron de Schwenichen, et escortée
par un escadron de dragons,
par trois cents chasseurs n^o. 2,

et par le régiment n^o. 10, ou légion Belgique.

Les douze pièces de canon de réserve se formeront en bataille à six cents pas en arrière de la seconde ligne, les dragons sur les aîles, et les chasseurs en arrière.

Les sept pièces de douze, ne quitteront pas le grand chemin (à moins d'un ordre particulier), mais se mettront en bataille afin de tirer obliquement sur les aîles des deux lignes, et de prendre en flanc

ce qui pourrait venir pour les tourner ;

Quatre de ces canons dirigeront leur feu sur l'aîle droite et trois sur l'aîle gauche.

Un demi escadron de dragons , et cent chasseurs , formeront l'arrière garde.

La première ligne de la colonne marchera demain jusqu'à Braine-le-comte , et la seconde restera à Soignies.

Tous les bagages feront une colonne à part , et prendront

leur route par Ath , Enghien et Halle ;

Ils seront escortés par deux hommes de chaque compagnie d'infanterie , et de chaque escadron de cavalerie , et commandés par un officier de chaque régiment.

Un escadron de dragons numero un.

Cette colonne sera sous les ordres du vicomte Vilain XIV , quartier - maître général lieutenant (rédacteur des mémoires ici transcrits).

Le général connaît trop la

discipline et la bonne conduite des troupes , pour qu'il soit nécessaire de leur recommander une vigilance et une exactitude particulière dans cette marche :

Il ne peut rien désirer d'elles , que de tenir la même conduite qu'elles ont tenue pendant toute la marche précédente.

Était signé,

Geo. Fred. Koehler,
Lieutenant-général et
commandant en chef.

Mons, ce 29 novembre 1790.

Comme l'ennemi était en possession de Nivelles et du Roculx, et qu'on pouvait s'attendre de le rencontrer, le général fit marcher la troupe dans le plus grand ordre, et toujours prête à combattre.

Outre cela, il envoya des officiers intelligens, avec des détachemens de dragons, dans toute les directions, par où il était possible à l'ennemi d'approcher.

Il y a un grand chemin qui conduit du Roculx à Ath, en traversant la chaussée entre Mons et Spignies.

Près de ce dernier endroit, le général supposait qu'il pourrait rencontrer l'ennemi.

Il était même tellement persuadé de cette idée, qu'étant à une lieue de cet endroit, il fit mettre les troupes en ordre de bataille, pendant que des patrouilles se portaient en avant et sur la droite, pour aller à la découverte.

Pour mieux juger de la contenance des troupes, le général leur fit croire qu'elles allaient avoir une bataille.

Ce fut avec infiniment de satisfaction qu'il vit leur résolution, et leur fermeté.

Elles se préparaient à faire leur devoir, avec cet air de gaieté et de confiance qui, ordinairement assure le succès dans les affaires militaires.

Les patrouilles étant de retour, et n'ayant apperçu aucune trace de l'ennemi, excepté quelques hussards placés en vedette dans les environs de Nivelles, le général ordonna de faire défilér les troupes

vers Soignies, où la première ligne passa vers midi :

Elle continua sa route jusqu'à Braine-le-Comte, la seconde restant à ce premier endroit.

L'on eut soin de placer des gardes, postes avancés, de barricader les chemins avec des charriots, pour empêcher les courses des hussards, vu leur proximité, et afin d'être plus tranquille, le général détacha le brave et fidèle Gilson, avec quatre dragons, pour aller du côté de Nivelles ;

Il cacha ses dragons dans un bois , et se porta seul en avant , dans la nuit , s'écartant du chemin , et fut jusques près de cette ville même , d'où de derrière une haie , il vit une colonne des autrichiens qui entraient dans la ville , et observa que toutes les maisons étaient illuminées pour éclairer leur marche.

Il eut aussi la hardiesse de parler à quelques paysans , qui lui dirent , que ceux qui entraient dans ce moment , étaient des chasseurs , que beaucoup d'housards étaient déjà arrivés ,

et que les ordres étaient donnés de tenir les fenêtres illuminées toute la nuit, parce qu'on attendait encore beaucoup de troupes.

Sur ce qu'il avait vu lui-même, et ce qu'il avait appris, il rejoignit ses dragons, et vint faire son rapport.

Le congrès souverain expédia, la même nuit, un courrier avec un ordre pour le général, de se rendre d'abord à Bruxelles, sans attendre la marche des troupes ;

Il partit de suite en voiture avec Monsieur Hoverlant, membre du congrès, et regrettant d'être obligé d'abandonner un moment, des troupes qui lui étaient si attachées, et qui se conduisaient avec tant de bravoure :

Deux de ses aides-de-camp l'accompagnèrent à cheval, le major Loenkens, et le major Bourne.

Il arriva à Bruxelles sans aucune rencontre, et se rendit de suite au congrès, qui était assemblé ;

Il y fut reçu avec infiniment de louanges, on lui fit compliment sur la bonne conduite de la colonne sous ses ordres, et on lui présenta le brevet de lieutenant général et commandant en chef des troupes Beligues, en lui disant que Monsieur de Schoenfeld leur avait répété plusieurs fois, que s'il pouvait se retirer de la situation critique d'entre Sambre et Meuse, avec les troupes et les canons, cela lui ferait autant d'honneur qu'une bataille gagnée.

Alors, Monsieur Vandernoot

s'étendit sur la conduite des troupes dudit général , leur entrée à Namur , leur façon déréglée et peu militaire dans ladite ville , qui avait fait désespérer tout le monde de pouvoir la défendre , sur la manière dont ils l'avaient abandonné sans coup férir , laissant à l'ennemi la clef du pays , et exposant la colonne de Bouvigne aux plus grands dangers :

Enfin , il continuait à détailler leur déroute au lieu d'une retraite , abandonnant l'artillerie malgré un grand chemin

pavé, et une capitulation de six heures de tems pour évacuer la ville ;

Qu'il avait montré lui même au général Schoenfeld, les fortes positions de la forêt de Soignes, à Waterloo, à Halle, et dans les environs de Louvain, mais que nonobstant ces observations il s'était retiré derrière Bruxelles, à Anderlecht, place si peu propre pour la défense, que vraisemblablement les troupes étaient déjà inondées dans ce fond marécageux.

Le général, voyant que ce détail

faisait perdre le tems le plus précieux, observa qu'il serait plus utile de consulter sur ce qu'on avait à faire dans les circonstances du moment, que de faire l'énumération des malheurs passés.

Il leur fit rapport de la force et de la situation de sa colonne, de l'intention qu'il avait de prendre des positions devant le bois de Soignes, de faire construire des batteries, des redoutes, des retranchemens et de faire de grands abbatis, etc., mais on lui répondit

que l'ennemi était déjà en possession de cette forêt, et qu'il n'était éloigné de la ville que d'un quart de lieue.

Il leur dit qu'en ce cas il ne pouvait faire aucun plan d'opération avant d'avoir vu les différens commandans des régimens et corps, pour savoir sur combien de troupes l'on pouvait compter ;

Qu'il n'y avait plus de doute que l'ennemi était fort de trente mille hommes :

Qu'il répondait de la colon-

ne qui arrivait avec lui autant que les efforts d'un nombre de six mille hommes étaient capables d'effectuer.

Mais il les pria de bien réfléchir qu'il n'avait que six mille hommes, et qu'il était trop sensible à leur attachement et à leur courage, pour abuser de leur confiance, au point de les mesurer contre trente mille autrichiens, action qui ne tendait qu'à faire un carnage inutile, et à autoriser l'ennemi de se porter à tous les excès que les droits de la

guerre donnent à des troupes qui entrent dans une place à force ouverte, ou dans le moment d'une bataille ;

Cependant qu'il y avait des moyens de retarder, pour quelque tems, les progrès de l'ennemi, afin de donner le tems aux provinces de s'assembler, et en cas qu'elles fussent déterminées à se défendre, d'envoyer tous les volontaires à l'armée, pour prendre quelque position avantageuse, ou faire un effort vigoureux, ou donner le tems de négocier une paix honorable.

A toutes ces réflexions le congrès souverain répondit, qu'il avait résolu de quitter Bruxelles, pour aller siéger à Anvers, et qu'il avait fait le projet de défendre l'Escaut et la Dender, afin de couvrir la province de la Flandre.

On montra au général une carte, où ce projet lui fut expliqué ;

Il leur représenta le nombre des troupes qui était nécessaire pour défendre une ligne d'une aussi grande étendue, et pour établir des avant-postes,

qu'il faudrait relever très souvent dans cette saison, afin de ne pas les fatiguer toutes à la fois, et de conserver quelques troupes fraîches, qu'on put opposer aux attaques de l'ennemi.

Enfin rien n'étant décidé, et ces membres mettant toute leur confiance dans la prudence de ses arrangemens et de ses opérations, il prit congé d'eux pour aller s'informer de l'état de débris de l'armée du général Schoenfeld, qu'il trouva dans une situation déplorable,

se sauvant de tous côtés, les trois quards déjà partis.

Le département de la guerre ayant fait donner, par le magistrat de cette ville, des passe-ports et congés à ceux qui étaient déserteurs autrichiens, cela mit la dernière main à leur débandade, car alors se déclarant tous déserteurs, il n'y avait plus moyen de les contenir :

Ils partaient, et en rencontrant la colonne de Bouvignes, qui était en marche vers Bruxelles, ils faisaient voir leurs congés ;

Mais malgré ces dérèglements, cette partie de l'armée resta ensemble , et entra dans la ville dans le meilleur ordre.

Les rapports de tous les officiers des troupes qui avaient été sous les ordres immédiats du général Schoenfeld , étaient des plus désespérans ;

On n'entendait parler que de désertions , de pillage et de désobéissance.

Le lieutenant colonel Piper, du régiment d'Anvers , porta lui même au général , dans sa

chambre , les drapeaux de son régiment , en déclarant que c'était la seule chose qui en restait.

Tous les défilés qui auraient pu couvrir Bruxelles , étaient déjà au pouvoir de l'ennemi , et leurs hussards avaient fait des prisonniers, à un quart de lieue de cette ville.

Sur ces entrefaites , le congrès étant parti , le général fut à l'hôtel de ville , à l'assemblée des états de Brabant , pour consulter sur le parti qui restait encore à prendre.

Voici de quelle manière il leur parla :

« Messieurs, avant qu'il me soit possible de faire aucun projet sur les opérations à entreprendre dans les circonstances présentes.

Il m'est très nécessaire de savoir jusqu'à quel point vous êtes déterminés de vous défendre.

Si vous êtes résolus de remplir le cri si souvent répété de vaincre ou mourir :

De tout risquer plutôt que de céder aux autrichiens :

Je crois qu'il y a encore quelque espérance, et que les ennemis auront infiniment de peine à réussir.

En gagnant du tems, on pourrait espérer l'assistance des provinces encore libres ; mais pour cela il faut être préparé à voir un ennemi autour de votre ville, ne point être étonné d'y voir tomber des boulets de canon, et de voir même quelques parties en feu :

Et en même tems, il faut être prévenu que si l'ennemi, par les suites de la guerre,

force l'entrée dans la ville, l'épée à la main, cette opposition lui donnera le droit du pillage, et de tous les excès d'une place prise d'assaut;

Mais en combattant avec énergie et résolution, il y a beaucoup à espérer que cela n'arrivera pas :

En même tems qu'on prend tous les moyens possibles pour s'assurer du succès, il faut aussi être préparé pour tout ce qui pourrait arriver de contraire, afin de ne point être surpris ni découragé;

Je crois que mon devoir exige , qu'en vous déclarant que je suis prêt à tout entreprendre pour assurer quelque succès , je vous démontre également les suites qui pourront naturellement s'ensuivre , en cas de manque de réussite pour ces efforts , afin que personne ne me rende responsable des conséquences qui en résulteraient , et qu'on ne puisse jamais m'accuser de vous avoir trompés par de fausses espérances. »

Après cet exposé , les membres de cette assemblée prièrent

le général de vouloir revenir à six heures du soir , afin d'avoir le tems de prendre une résolution.

Cette séance finie , il ordonna au major Bourne de prendre un détachement de chasseurs , et trois cents ouvriers , pour entrer dans le bois de Soignes , afin de faire de grands abbatis , tandis que lui il irait en avant avec quelques chasseurs , afin de connaître la position de l'ennemi.

Mais après toutes les instances auprès de Messieurs les

magistrats, on ne put jamais trouver un ouvrier ou un volontaire pour faire ce service, on trouva avec beaucoup de difficulté quelques chasseurs, enfin la journée se passa sans pouvoir rien effectuer.

On ne trouvait pas même de volontaires pour faire la patrouille pour la tranquillité de la ville, ni pour monter la garde aux portes, et la nuit on fut obligé de faire cesser des voitures, et de les jeter en travers des portes, pour barricader le chemin, et les

patrouilles furent faites par les officiers même.

A l'heure indiquée , le général retourna aux états , leur réitéra les mêmes sentimens que dans la première séance du matin , en leur ajoutant qu'il ne voyait que très peu d'énergie dans le pays ;

Que les volontaires avaient disparus , qu'il était impossible de trouver des travailleurs pour construire les ouvrages , et que la ville ne pourrait jamais soutenir un siège , tout le mon-

de surtout paraissait languir
de voir bientôt finir la guerre ;

Que les troupes qu'il
avait amenées avec lui , et
très peu de la colonne de
Namur , étaient les seules sur
lesquelles on pût compter , le
tout faisant ensemble à peu
près dix mille hommes.

Alors il leur présenta le plan
qu'il avait projeté , pour qu'ils
voulussent donner leur déci-
sion.

*Plan présenté par le général
Koehler.*

Ayant vu le général major Money, et entendu son rapport que la troupe sous ses ordres ne veut pas tenir ;

Que l'ennemi est en possession de tous les chemins vers Bruxelles ;

Qu'un corps d'armées autrichien est déjà maître de la ville de Louvain ;

Qu'il a retiré ses troupes de cette route vers Bruxelles ;

Que le corps autrichien qui approche par la route de Lou-

vain , est fort de huit , mille hommes , avec 24 pièces de canon ;

Qu'un autre corps arrive par la chaussée de Namur, lequel était hier à Genappe, et leurs chasseurs poussés en avant dans la forêt de Soignes, ce qui rend leur approche de Bruvelles extrêmement facile, et sans beaucoup de risque, tous ces postes étant perdus ;

Le peu de confiance qu'ont les troupes en elles-mêmes, le petit nombre de ceux qui sont braves et bien disposés, l'im-

possibilité que ces troupes puissent maintenir un terrain désavantageux dans les environs de Bruxelles, et dans le plus fort de l'hiver, avec assez d'espérance et de probabilité de succès, pour pouvoir risquer la ville et les troupes qui s'y trouvent.

L'énergie du peuple étant infiniment rabattue et ralentie, et même l'impossibilité dans laquelle la ville se trouve de pouvoir soutenir dans un siège :

Le seul parti à prendre, à

ce qu'il me semble, est de rassembler toute l'armée, de choisir quelque position forte, et de livrer une bataille à l'ennemi.

Les suites, en cas de succès, feront un changement total des affaires en notre faveur, et tous les malheurs seront réparés avec autant de vitesse qu'ils ont été produits.

La perte de cette bataille entrainera assurément les plus grands malheurs, ce serait en un coup ce qui ne peut manquer d'arriver tôt ou tard.

Le mal est violent, le remède ne peut pas l'être moins.

L'ennemi avance avec assurance à pas lents, à mesure que nous nous retirons, nous devenons de plus en plus faibles, et quand nous ne pourrions plus nous retirer, tout sera perdu.

Si vos seigneuries trouvent ce parti trop violent et dangereux, il y en a peut être encore un autre ;

Mais le mal est déjà trop

enraciné pour en attendre un grand succès,

Il n'y a que vos hautes puissances qui puissent être à même de juger quel avantage on pourrait en espérer ;

Ce serait de rassembler l'armée dans quelque position forte (peut être derrière l'Escaut), d'encourager les soldats, ayant grand soin de leur entretien, etc. ,

De faire le plus grand étalage de leur force, de leur discipline, et de leur résolution,

et sous cette protection, de faire le meilleur accomodement possible.

De quelque manière que la décision se fasse, il serait absolument nécessaire de faire détruire tous les chemins entre nous et l'ennemi ;

De faire de grands abbatis dans les bois ;

D'inonder les plaines marécageuses :

De couper les ponts , de poster des canons sur les hauteurs qui dominent les grands chemins , laissant de petits

détachements avec lesdits canons ;

De tenir le reste de l'armée toujours prêt à sortir sous les armes , pour s'opposer à l'ennemi , et d'envoyer le plutôt possible le gros de l'artillerie dans quelques villes , ou dans quelque position forte derrière Bruxelles , pour couvrir la retraite , au cas que l'ennemi vint à forcer tous les obstacles.

Était signé,

Géo. Fred. Koehler,
général en chef.

Bruxelles, ce premier décembre 1790.

Pendant le cours de cette conférence, le général remarqua les meilleures intentions parmi les membres de cette assemblée ;

Mais les circonstances étaient si critiques et si épineuses , que personne n'osait faire connaître son sentiment.

Aussi , combien n'y avait il pas à risquer de laisser l'armée dans Bruxelles , point de magasins de vivres , aucune for-

tification , et l'énergie du peuple absolument abbatue.

Cette séance finie, il ordonna de faire partir toute la grosse artillerie et les bagages, pour se rendre à Gand, elle fut toute la nuit à sortir de la ville.

Le matin le lieutenant colonel Sinclair, qui avait été aide-de-camp du général Schoenfeld, vint faire part des consultations de messieurs Money, Power et Bayard, au sujet d'une lettre qu'ils avaient pro-

jetée; pour proposer au général Koehler, de l'envoyer au général autrichien, afin d'obtenir une capitulation pour l'armée.

Le général ne voulant point être compris dans cette lettre, ni s'exposer à une mauvaise réponse, leur accorda la permission de suivre les arrangements qu'ils avaient pris, mais bien déterminé de ne point essuyer, sinon à la dernière extrémité, le plus grand affront qui puisse arriver à un militaire, celui de mettre

bas les armes devant son ennemi.

Aussi , dès l'instant que cette lettre pour le général autrichien fut partie , il ordonna de faire défilér l'armée vers Alost , sans attendre aucune réponse :

L'arrière garde était au moins à une lieue de Bruxelles , quand elle arriva ;

Bien heureux pour toute l'armée que le général avait pris son parti sans avoir attendu la réponse de cette négociation

humiliante , car , malgré la capitulation demandée , les autrichiens entrèrent dans la ville par une porte , dans le même instant que le lieutenant-colonel Monro , très bon et très brave officier , sortait par l'autre , avec la légion Belgique , qui faisait partie de l'arrière garde :

Joint à cette légion il y avait un corps de chasseurs et deux pièces de canon.

Toute cette arrière-garde était commandée par le général major Power , qui s'était distingué

pendant toute la campagne ,
par sa bonne conduite devant
l'ennemi.

Dans cet ordre , et sans au-
cun empêchement , toute l'ar-
mée arriva à Alost , où elle
s'arrêta deux ou trois heures
pour se reposer.

L'arrière-garde , avec les deux
pièces de canon , resta pour
défendre le pont qui est sur
la Dender.

Pendant le tems que la
troupe faisait halte à Alost ,
les députés des états de
Flandre y arrivèrent , et

ayant rencontré le général Koehler, ils lui firent part de la mission dont ils étaient chargés vers le maréchal Bender, pour faire la soumission de leur province, ajoutant qu'elle était la dernière, et nullement en état de faire seule la guerre.

Ces députés demandèrent l'avis du général à l'égard de l'armée;

Il leur répondit que les états étaient les maîtres d'ordonner à leurs troupes, que

c'étaient eux qui les avaient levées , habillées , et payées ;

Que c'était par leurs ordres qu'elles avaient combattu , et que quand ils n'en auraient plus besoin , il n'y avait aucune honte , en obéissance à leurs ordres , de remettre les armes entre les mains de ceux de qui elles les avaient reçues ;

Mais qu'il lui paraissait très juste d'accorder à Messieurs les officiers trois mois d'appointement pour s'en retourner chez eux ; et aux soldats , dix jours de paie :

DE TOUT

Enfin, de q
que les choses
qu'il prenait s
pondre de l'obéi
ordre des trou

Après cette co
l'armée se mit
Gand;

Le général P
arrière garde, l
Alost, pour
traite.

Il était nuit
arrivâmes à Ga

Le général se

aux états , pour faire son rapport , et se concerter avec les membres de cette assemblée, sur ce qui restait à faire.

Ils lui firent part de la soumission de leur province, la dernière de l'union ;

Lui dirent que pour cet effet ils avaient député quatre de leurs collègues vers le maréchal de Bender ;

Qu'en conséquence il fallait congédier l'armée Belgique ;

Mais que la seule chose à

considérer , c'était de le faire sans occasionner dans la ville ni confusion ni tumulte.

Le général leur répéta la même conversation qu'il avait eue , à Alost avec les députés , et les assura qu'il n'y aurait aucune difficulté parmi les troupes , parce que , étant , instruites de la séparation du congrès souverain , et de la soumission de toutes les autres provinces , il ne restait plus qu'eux de qui légalement , et sans compromettre leur honneur , elles pussent recevoir des ordres

et qu'alors toute résistance ou hostilité deviendrait désobéissante ;

Que les états eux mêmes ayant fait la paix , l'armée n'avait plus d'ennemis , et par conséquent devenait inutile , qu'au reste , cela dépendait d'eux , que pour lui , il pouvait répondre de l'obéissance des troupes , en tout ce qu'ils jugeraient à propos d'ordonner ;

Que s'il fallait combattre , elles y étaient toutes disposées , que s'il fallait mettre bas les

armes, elles le feraient aussi, quoiqu'avec répugnance :

Que dans tous les cas ils pouvaient être assurés qu'il n'égargnerait, ni soins ni peines pour maintenir la discipline jusqu'au dernier moment.

Il ajouta que pour lui même, sa plus grande ambition étant à leur service, avait toujours été de faire son devoir, de leur prouver son attachement, et de mériter leur approbation ;

Que s'ils étaient convaincus

que les malheurs qui venaient d'arriver , n'avaient point pris leur origine de son côté , et qu'au contraire il avait fait tout ce qu'il était humainement possible pour les prévenir , c'était le plus grand bonheur qu'il pût espérer , et que jamais il ne regretterait ses peines , ni les fatigues et les dangers auxquels il s'était exposé , pendant le peu de tems qu'il avait servi la nation Belgique :

Qu'une satisfaction qui l'accompagnerait partout , c'était d'avoir toujours agi en homme

d'honneur, que dans le fond de son âme il n'avait rien à se reprocher :

Qu'il suppliait Messieurs des états de daigner avoir égard au sort de ces braves gens qui ne l'avaient jamais abandonné, et qui avaient donné tant de fois des preuves évidentes de leur fidélité, de leur bravoure et de leur attachement ;

Que l'ayant suivi jusqu'à Gand, ils méritaient d'être distingués de ceux qui avaient quitté l'armée, avant qu'elle fut arrivée en cette ville.

Les états de Flandre, en réponse à ces observations , exprimèrent leur entière approbation , de la conduite du général Koehler , regrettèrent seulement qu'il n'eût eu le commandement général de l'armée , qu'après que le mal était trop enraciné , pour pouvoir espérer d'y apporter quelque remède , et lui dirent qu'ils étaient fermement persuadés , que si toute l'armée s'était conduite comme la colonne de Bouvignes , il en serait certainement résulté pour les belges un accommodement plus honorable.

La séance finie , les états prièrent le général à souper , et les personnes de sa suite.

Pendant ce tems , les volontaires de la confrérie de Saint - Antoine , qui étaient de garde à l'hôtel de ville , pour le bon ordre et la police , vinrent en corps complimenter le général sur sa conduite distinguée pendant toute la campagne , et lui témoigner leurs regrets de ce qu'il allait les quitter.

En sortant de la maison de ville , le général monta à che-

val avec ses aides-de-camp ,
patrouilla toute la nuit , pour
empêcher les attroupemens et
les dérèglemens qui auraient pu
survenir ;

Il continua ses patrouilles
pendant tout le tems qu'il res-
ta en ville.

Une preuve bien claire qu'il
était chéri , estimé et respecté
des troupes et du peuple mê-
me , c'est que partout où quel-
que émeute commençait à naître,
sa présence seule rétablissait le
bon ordre ;

Les soldats , quoique congédiés , respectaient toujours son autorité ,

Les magistrats , satisfaits de la tranquillité qui régnait dans la ville , au lieu de la confusion à laquelle ils s'attendaient lui témoignèrent leur reconnaissance par une lettre très gracieuse.

Ainsi , ces troupes licenciées conservèrent le bon ordre et la discipline jusqu'au dernier instant.

Pendant toute la marche , personne ne s'était plaint d'el-

les , et ce fut par leurs soins , que la tranquillité ne fut point interrompue dans les villes.

Leur confiance dans le général Koehler était si bien établie , que s'il eût voulu les mener avec lui , jusqu'au delà des mers , la majeure partie l'aurait volontiers suivi.

On avait même voulu lui persuader d'en engager une partie , d'embarquer tous les canons à Ostende , et de les transporter en Angleterre , pour le service de la compagnie des Indes.

Mais il refusa , ne voulant point compromettre son honneur , ni risquer de troubler la bonne harmonie qu'il espérait voir bientôt regner , entre les autrichiens , les états , et le pays en général ;

Car la paix étant conclue , on aurait pu considérer cette démarche , comme un manque de bonne foi , quoi qu'il eût pu au reste prendre ce parti sans la participation des états.

Il est bien glorieux d'avoir mené au port , les débris d'une barque abandonnée , au mi-

lieu de l'orage , par un pilote perfide , qui ne s'occupait alors que des moyens de s'éloigner plus sûrement du danger qui le menaçait ;

En quoi même il n'aurait pu réussir , sans le généreux secours de celui qui eut le courage de prendre le commandement de son armée débandée , et de la conduire , sans affront ni humiliation , dans la seule province qui tenait encore l'union.

Si l'on demande après cela d'où il est venu , que les affaires des belges ont éprouvé une chute si rapide , on ne pour-

ra l'imputer qu'aux égards que le congrès souverain a toujours eu la bonté (c'est-à-dire l'aveuglement) de témoigner au général Schoenfeld.

Voyez mémoires militaires sur la révolution Belgique en 1790, par le vicomte de Vilain XIV, pages 109 à 142, dédiés à son altesse royale le duc d'Yorck ; à Londres, de l'imprimerie de Splisbury et fils, un volume in-octavo.

Cette relation du vicomte de Vilain XIV, est vraie ;

L'on appella lors, la retraite commandée par le général Koeh-

ler , la retraite des six mille ,
et celle du général Schoenfeld ,
la débandade des douze mille ;

Cependant la colonne de
Bouvignes , n'était pas animée
de ce bon esprit, après mon
départ de Namur , au mois
d'octobre 1790 ;

Appelé par ordre du con-
grès , pour lui rendre un comp-
te détaillé de la mission q u'il
m'avait confiée sur l'armée ,
depuis le commencement du
mois d'août, j'y dûs retourner
dès le même mois d'octobre.

Le général Kochler, écrivit
au congrès, qu'un esprit de
division, agitait les esprits dans

la colonne sous ses ordres ,
que des postes tous entiers y
désertaient avec armes et ba-
gages ;

Que le général Vandermeersch
y était toujours l'objet de l'af-
fection générale , et que le
général Schoenfeld y était hon-
ni ;

Qu'il s'était apperçu , que de-
puis mon départ de Namur ,
qui avait déplu à sa colonne ,
les ressorts de la discipline
administrative , étaient de nou-
veau relâchés , et qu'il n'y avait
que moi , qui connaissais ce

qui était propre à remédier à ces graves inconvénients.

J'étais alors à Bruxelles excédé de fatigues , lorsqu'un matin , M. le vicomte de Nieuport , chanoine , et M. Vranx de Beauregard , tout deux membres du congrès , vinrent m'y trouver , et me prier de la part du congrès , de vouloir assister à leur séance pour une matière urgente :

Ils durent faire rapport de l'état pitoyable , où ils m'avaient trouvé ;

Le même jour au soir , Messieurs Vandernoot et Van Eupen , y vinrent me voir , en

me communiquant la dépêche du général Koehler , et me priant de me rendre à Bouvignes , pour y remplir les vœux du congrès et de ce général ;

Je leur répondis, que l'état de ma santé s'y opposait , qu'au reste , je ne leur cachais pas que leur conduite injuste envers le général Vandermeersch , et le duc d'Ursel , avait causé toutes ces discordes intestines , qui avaient aliéné tous les cœurs :

Que j'avais éprouvé ces disgrâces du congrès pour ma part, en mettant en liberté les officiers qui

gémissaient dans les prisons de Namur , et reclamaient l'amnistie faite devant cette ville , le six avril 1790 , en me reprochant que j'avais outrepassé mes pouvoirs , qui cependant portaient de réformer tous les abus quelconques ;

Qu'il n'y en avait pas de plus *horrible* , que de priver pendant cinq mois des officiers qui reclamaient justice et liberté , la capitulation à la main ;

J'ajoutais que l'on en concevait des soupçons sur ma féauté , et que plusieurs membres du congrès disaient que je cher-

chais à me faire un parti dans l'armée , dont je m'étais , disaient ils accaparé la confiance ;

Je leur ajoutais que la jalousie de mes succès à y faire régner l'ordre et l'économie , perçaient dans ces folles inculpations , pourquoi j'étais fort aise que le congrès m'eut rappelé à Bruxelles , et que je le priais de m'y laisser ; (*)

(*) L'on voit page 31 desdits mémoires du vicomte de Vilain XIV , que le même esprit de jalousie avait cherché à faire détester le brave et loyal général Koehler , et l'on disait en riant à la colonne de Bouvignes , que ce général , le vicomte de Vilain XIV , et moi , étions tous trois sous le même bonnet.

Pour ne pas montrer de l'humeur , je me rendis le lendemain au congrès , où après des explications prolongées , l'on parvint à me faire accepter la commission de me rendre à Bouvignas , où mon arrivée fit plaisir , et où au bout de dix jours , ces discordes vinrent à cesser.

Je pourrais développer les preuves de tout ceci , par la transcription de ma correspondance afférente , et de mes pouvoirs , mais j'écris l'histoire générale , et non la mienne en particulier ;

Au besoin , meschers

enfants après ma mort pourront les publier, si l'on me targuait de fausseté.

1790

L'attitude vacillante et injuste du congrès, spécialement depuis l'arrestation (13 avril) arbitraire du général Vandermeersch, et sa conduite indécise, envers le très respectable duc d'Ursel, engourdirent toutes ses opérations financières, administratives et diplomatiques.

Ses envoyés à Berlin, Mes-

Tom. 95

N 2

sieurs Debousies, du Hainaut, et Verstraete, de Namur, qui y négocièrent avec autant de zèle que d'intelligence, les prévinrent sérieusement, dès le 27 juillet 1790, qu'il fallait rentrer sous la domination autrichienne.

Il devait dès lors négocier une suspension d'armes, et conclure une bonne transaction : les armes à la main, il le prévoyait d'abord, et c'était le seul parti à embrasser ;

Mais il s'obstina au contraire à résister les armes à la main, avec

dix-sept mille hommes contre
trente mille autrichiens.

La sagesse des états de Namur, sauva la Belgique de grands malheurs, elle servit d'exemple aux états des autres provinces qui les imitèrent.

Le congrès s'était aliéné les cœurs belges, par l'arrestation contraire à la capitulation d'amnistie devant Namur, du général Vandermeersch au château d'Anvers;

Par ses procédés grossiers et indécents envers le duc d'Ursel;

Par la nomination antipatriotique d'un capitaine de dragons prussien (Schoenfeld) au généralat en chef de ses armées ;

Ces procédés avaient refroidi le zèle de la nation , et encouragé le vonckisme , qui , uni avec les autrichiens , ouvrit sans coup férir , les portes de la Belgique à l'armée autrichienne , commandée par le sage et prudent maréchal de Bender.

Le colonel Lewis Lochée , s'explique sur ces évènements d'une manière quelque fois passion-

née mais aussi parfois avec vérité, en ces termes :

« L'affaire du 23 mai et celle du 22 septembre sont les deux remarquables dans cette malheureuse guerre :

Si la première avait causé les plus vives alarmes au congrès, la dernière acheva entièrement de l'abattre, ainsi que ses adhérens, il n'était guère possible de se reposer de tant de coups à la fois.

Il ne lui restait que le faible espoir du congrès, qui

allait s'ouvrir à la Haye , et la flatteuse espérance de réunir en sa faveur l'intention des trois ministres des puissances médiatrices , qui allaient prononcer sans retour , sur le sort de ces provinces.

On chercha à éblouir la cour de Londres , par l'offre de donner la souveraineté Belgique au duc d'Yorck , en épousant la princesse de Prusse , mais le bien général l'emporta sur le particulier , et d'ailleurs comment aurait elle pu l'écouter , vu qu'elle avait signé les conventions de Reichembach ?

Déjà les ministres des cours conciliatrices avaient fait des généreux efforts auprès du congrès, pour arrêter l'effusion ultérieure du sang, ce qui appert par l'insinuation verbale du 17 septembre, et réitérée le 5 octobre;

Mais ils eurent la douleur de les voir rejeter, car depuis la première insinuation, s'était donnée la bataille du vingt-deux septembre, et plusieurs passages de la Meuse et quelques scènes sanglantes dans le Limbourg, qui ont causé des calamités, et une effusion de sang bien inutiles.

Si la congrès Belgique, ne se prête pas, ni dans septembre et octobre, aux instances des ministres au congrès de la Haye, et n'accéda pas à une suspension d'hostilité, cela ne provenait pas de la crainte qu'on eût tendu quelques pièges pour nuire au peuple, mais plutôt de la nécessité de la conservation des hauts et puissants seigneurs et de leurs satellites;

Car d'après la manière dont on avait reçu les députés Belges, qui avaient été proposer une armistice à leurs com-

mettans , il était à craindre que le congrès accédant à un armistice , aurait été soupçonné de trahison et indubitablement exterminé.

Après la déclaration du 31 octobre , des ministres des trois cours conciliatrices au congrès de La Haye , le congrès Belgique ne put plus douter de son malheur , en vain voulut-il par une proposition absurde , c'est-à-dire en donnant la souveraineté Belgique à l'archiduc Charles , rallentir la marche des autrichiens , il fallait enfin se

soumettre, l'ennemi se trouvant en force aux portes de Namur.

Mais il existait des difficultés de pouvoir sans autre effusion de sang, effectuer ce louable but, et l'on se vit obligé, de faire sortir les troupes de Namur, prévoyant bien d'après ce qui venait de se passer dans la ville, que l'esprit du peuple était encore trop monté pour pouvoir les porter à se soumettre, surtout avec autant de troupes ;

Enfin, on ordonna la retrain-

te , qui commença le soir du 24 , pendant cette journée et dans la nuit même jusqu'au 25 , les pensionnaires Lecocq et Fallon , et quelques autres notables , se répandirent dans la ville pour persuader au peuple leur impuissance de résister au antrichiens , et l'engager à les recevoir le 25 à sept heures du matin , ce qui n'eut lieu que vers midi.

De Schoenfeld , lassé de ce qu'après plus de cinquante actions meurtrières dans l'espace de six mois , (dans lesquelles

les patriotes ont toujours été battus en détail,) il ne pouvait tout à fait détruire le zèle patriotique, et déterminer de bonne foi, de remettre la Belgique, sans plus d'effusion de sang, sous la domination autrichienne, forma enfin, le 18 novembre, de concert avec Vandernoot, Koelher, Lami, et quelques autres, le projet de faire faire, (malgré une situation des plus soutenables) une retraite honteuse, à plus de quinze mille hommes, devant moins de vingt mille hommes qui ne voulaient pas les suivre.

Ce projet commença à avoir lieu le 20 novembre, et il fut exécuté d'une manière des plus déshonorantes pour la nation, et au point qu'au 29 novembre, il ne restait pas à la Belgique un seul de ses soldats, les ayant à dessein fait passer peu à peu chez l'étranger, avec armes et bagages, afin qu'ils ne pussent aisément se rallier sous des chefs plus honnêtes et plus entendus, pour ne pas interrompre la rentrée des autrichiens, ce qui n'était nullement à craindre, vu que la

fin de cette révolution, par une soumission à Léopold, était depuis quelques mois bien sincèrement désirée par tous les différens partis qui ont déchiré la Belgique, quoique par des motifs bien différens, et c'est un évènement, qui, sur une base équitable et constitutionnelle, devient de plus heureux pour les belges.

Ce projet de retraite était évidemment un moyen certain et aisé de remettre la Belgique à Léopold, et en effet le seul que le congrès et de

Schoenfeld pouvaient adopter pour se cacher dans l'obscurité et échapper à la juste vengeance d'un peuple qui ne pouvait plus être aveuglé sur la trahison de ce même congrès et l'ignorance de ses infâmes agens ;

Les moyens employés par de Schoenfeld pour ce projet de retraite, et sa conduite personnelle pendant son exécution, prouvent combien il est un être pusillanime et méprisable.

Il serait presque pardonna-

ble d'avoir pu désirer que ce projet de retraite n'ait pu s'exécuter malgré l'effet heureux qu'il a produit, car on aurait évité à la nation le ridicule qu'elle s'est donné par cette retraite honteuse, et il est bien vrai néanmoins qu'on aurait pu craindre qu'une bande de factieux tels que Vander-noot, Van Eupen, le baron de Hove, etc., ayant à leur tête de Schoenfeld, dut servir d'ornement aux lanternes des Pays-Bas ;

L'humanité n'aurait pu gémir certainement sur le sort de

ces êtres aussi vils que méprisables ;

Mais la chronique qui transmettra à la postérité l'énumération de leurs crimes , rendra justice en même temps à ces malheureux belges , dont ils ont surpris la bonne foi et énervé le courage.

La probité, le désintéressement et le dévouement au bien public , de Vandermeersch , des ducs d'Arenberg , d'Ursel , de Walkiers , de Herries , Vonck et de plusieurs autres belges , mé-

ritent la reconnaissance publique , et en quelque manière effaceront les mauvaises impressions qu'ont produit le congrès et son exécuteur général de Schlicnfeld.

Namur ouvrit ses portes le 25 novembre , les autres villes suivirent son exemple , et ainsi fut déterminée cette malheureuse guerre , qui , quoi qu'elle n'ait duré que treize mois , a dépeuplé les provinces Belges , épuisé leurs finances , et a dévoré des millions d'habitans ;

Cette guerre , (dis-je ,) allait les perdre pour toujours , si Léopold ne fut venu redonner la paix , si long tems bannie de ces malheureuses contrées , en se conciliant l'amour et la fidélité de ses sujets.

On ôse prédire que cette révolution différera de bien d'autres , en ce qu'elle obtiendra ce qu'elle projetait par une voie opposée à celle qu'elle suivait ;

La liberté qu'elle se promettait sous les factieux Vandernoot , Van Eupen , et la

clique monacale, qui était devenue une pure chimère, reprendra son empire sous le règne de Léopold, dont les vues bienfaisantes ne tendent qu'à assurer à jamais une bonne organisation dans ces provinces, et procurer à ses fidèles sujets un bonheur constant, en régénérant ces indignes états, qui n'ont jamais cessé de conspirer à la perte de la Belgique.

A travers les exagérations de Monsieur le colonel, le lecteur saura y distinguer une grande vérité, c'est que com-

me le disait Joseph II, à son ministre Trauttmansdorff, lettre transcrite en cet ouvrage, le congrès en créant une république Belgique, donnait l'être à une chimère.

Schoenfeld, en donnant sa démission, publia, quelques semaines après, sa justification, à Valenciennes ;

Il fut arrêté à Quiévrain, aux frontières, mais à l'instant l'ordre fut donné par les états du Hainaut, et le général Koehles de le laisser libre, ce qui fut exécuté,

J'ai été à même durant 4 mois, par mes fonctions de commissaire général en chef, de l'armée Belgique, de voir plusieurs fois ce général, j'ai eu avec lui une correspondance que je trouve inutile de publier, parce qu'elle n'a pas de traits saillants avec les intérêts généraux de la révolution ;

Je n'ai pas eu de peine à remarquer en ce général, une aversion prononcée contre les insurrections et les républiques qui en sont ordinairement le triste résultat.

Ce général avait tous les talents désirables pour enrégimenter et discipliner une armée ;

Il allait au feu avec calme, sang froid et intrepidité, donnait bien ses ordres, avant, durant et après une action ;

Mais tous ces talents déployés portaient toujours à faux, parce qu'il croyait commander des prussiens, dès longtemps exercés à une discipline alors la première de l'Europe, tandis qu'il commandait une armée brave à la vérité, mais

peu disciplinée , et détournée en partie de ses devoirs par le fléau démagogique du vonckisme ;

Vandermeersch lui même , sentait profondément que ce défaut de discipline rendait souvent nulles ses opérations toujours nouvelles, et qui excitaient la juste admiration des autrichiens eux mêmes.

Je crois devoir ajouter , que les autrichiens connaissent toutes les opérations concertées même dans le plus rigoureux

secret , un exemple va le prouver :

En août 1790 , je proposais , carte à la main , un moyen sûr , par un subterfuge dont je tais le narre , de faire évacuer Marche à l'ennemi , les généraux Schoenfeld , Koehler , Messieurs de Sourdeau et de Limminghe , étaient du comité , ces généraux convinrent que si le secret était gardé le projet réussirait , mais ils ajoutèrent , s'il est gardé ;

Trois jours après , le général Schoenfeld vint me trouver à Namur , un matin , et me montra par le rapport de ses espions , que le secret était ré-

vélé aux autrichiens, qui venaient de faire des dispositions et dislocation de troupes, qui rendaient mon projet inexécutable, j'en convins avec lui, et je lui prédis dès lors que si l'on attaquait l'ennemi, il est probable qu'il nous battrait à défaut de discipline dans l'exécution, ce qui eut malheureusement lieu le 22 septembre suivant.

L'on voit au reste par les mémoires cités du vicomte de Villain XIV, que de 3 jours en 3 jours les généraux autrichiens changeaient la position de leurs corps, ce qui rendait tout subterfuge ou coup de main, impossible.

Je pourrais par la publication de ma correspondance , et les documents précieux que je suis parvenu à me procurer , dévoiler bien des faits et circonstances relatifs aux évènements d'alors , mais quoiqu'ils se soient passés il y a quarante ans , je crois prudent jusqu'ici de n'en rien faire , priant mes chers enfants , en âge de majorité , de n'en faire usage qu'avec sagesse , prudence et opportunité.

Nous avons plusieurs fois observé en cet ouvrage :

1. Que le dessein de convertir la Belgique en république était chimérique.

2. Qu'il fallait choisir pour souverain de ce pays, en signant le traité d'union du onze janvier 1790, son altesse royale l'archiduc Charles.

3. Créer entre tems, au moins le duc d'Ursel, président annuel de la Belgique avec la plénitude du pouvoir exécutif.

Que ce seigneur par ses vertus, ses talents et sa fermeté, aurait établi l'ordre et l'économie dans les finances et dans l'armée, qu'il eut organisé convenablement, et qu'il aurait par sa sagesse fait taire les rêves creux du petit paysan d'Assche, l'avocat Vonck.

4. Qu'en choisissant le prussien Schoenfeld pour lieutenant général à l'insçu du duc d'Ursel, l'on avait révolté la nation Belgique.

5. Que le congrès avait mis le comble à ces mesures insensées, en persécutant ce respectable seigneur jusqu'à dans la Flandre, où les états de cette province, inspirés sataniquement par le gros, lourd et court Rohaert, (*) avaient violé les droits

(*) Il avait succédé le 18 novembre 1789, à M. le pensionnaire d'Hoop, l'un des plus grands hommes que la Belgique ait produit, et qui n'avait d'autre tort que son attachement constant à la maison d'Autriche, le gros Rohart était précédemment Monsieur le pensionnaire du magistrat de Gand.

sacrés de la justice , pour prolonger son injuste incarcération malgré un arrêt du conseil souverain de la Flandre , qui ordonnait sa mise en liberté , le 22 juillet 1790.

6. Que l'incarcération du général Vandermeersch , (treize avril 1790) par ordre du congrès à la citadelle d'Anvers , avait achevé de lui faire perdre la confiance publique.

7. Qu'une suspension d'armes proposée au mois d'août 1790 , par les plénipotentiaires anglais , prussiens et hollandais , devait

être acceptée par les députés belges à La Haye, au lieu de vouloir y finasser, de même si la république Belgique, était reconnue comme puissance.

8. Que c'était le seul moyen de négocier avec fruit et dignité, un arrangement solide et durable les armes à la main.

9. Qu'il en fut tout autrement cependant par l'imprévoyance, et l'hésitation du congrès ainsi qu'on va le voir;

Le chevalier de Bousies, envoyé à Berlin, transcrit dans

~~l'acte de~~

les premiers jours d'août au congrès, la nouvelle du traité de Reichemback, du 27 juillet 1790, par lequel la Prusse, adhéraît à ce que l'Autriche rentre dans la Belgique avec maintien de ses constitutions.

Le comte de Mérode, Messieurs Rapsaet et Vanleempoel échangeant des offices ou notes verbales avec les plénipotentiaires, le dix-sept septembre 1790.

Les trois plénipotentiaires y répliquèrent le cinq octobre, les négociations en restèrent là.

Ensuite les syndics des lignages de Bruxelles par un mémoire du 5 novembre 1790, adressé aux états de Brabant s'opposèrent à tout arrangement.

Bientôt parut le manifeste de l'empereur Léopold II, donné à Francfort, le 14 octobre 1790.

La suite des mesures et des opérations, ne fut qu'une accumulation de fausses mesures de déflections et d'inconséquences, qui amenèrent les troupes autrichiennes à Bruxelles le premier

décembre 1790 , commandées
par le lieutenant général Brown.

Nous donnons ici ces docu-
mens sans lesquels le lecteur
n'aurait qu'une connaissance
imparfaite des évènements mal-
heureux , qui terminèrent la ré-
volution Belgique ; de 1789 :

Hauts et puissants seigneurs.

Nous vous envoyons deux ex-
traits de lettres , qui nous sont
arrivées ce matin , l'une de
Berlin , et l'autre de La Haye.

Nous avions espéré que la

guerre entre la Prusse et la Hongrie, aurait assuré notre sort, ou que les préliminaires en auraient été les garans ;

Mais la providence n'a pas voulu nous donner le grand bien de la liberté pour si peu de peine, et nous n'en sommes pas dignes encore, nous ne l'apprécions pas assez et n'en connaissons pas la valeur que par le prix qu'elle nous aura coûté, nous avons encore de cette appatie inactive dans laquelle le despotisme retient les hommes, l'amour de notre

bien particulier et de notre opinion nous domine encore , l'esprit noble qui ne connaît d'autre bien que celui de l'état , est encore au-dessus de notre portée , nous n'avons pas encore ce cœur républicain , ni l'attachement à l'intérêt général et indivisible de la chose publique , ce sont les revers et les contradictions qui réveillent les nations ;

C'est la guerre , c'est la crainte de tout perdre qui apprend au peuple qu'il y a un bien , qui les intéresse tous

lorsqu'ils doivent tous concourir pour le défendre , et c'est notre cas.

Ce n'est que dans le calme de notre liberté naissante que sont nées les divisions qui nous ont partagés, et à chaque revers nous avons vu tout les cœurs , tous les bras se réunir pour la défense commune , et c'est assez l'esprit des belges :

Rassasiés comme le lion , ils s'endorment sur leur bonheur , irrités , ils dressent la crinière , s'unissent de cœur et d'âme , et se vengent en héros.

Rappelez , messeigneurs , à vos concitoyens leurs vertus et leurs fautes :

Rappelez leur les services qu'ils ont venu offrir , et les motifs qui les ont guidés , rappelez leur les victoires merveilleuses que nous avons remportées , afin qu'ils unissent le courage et le zèle patriotique à la confiance dans un Dieu de justice et vengeur des opprimés , qui nous a si visiblement protégés ;

Qu'ils s'exercent dans le maniment des armes , et s'appre-

lent à voler au secours de l'état, si tant est, ce que nous ne croyons pas, qu'abandonnés à nous mêmes, nous dussions seuls défendre notre cause, elle est juste :

Apprenons à l'univers entier que nous sommes encore belges, et que ce n'est point en vain que nous avons placé notre confiance en Dieu, défendons ses autels, il protégera nos foyers.

Au reste, messeigneurs, vos députés vous rendront compte

des mesures que nous avons
prises, et des moyens que
nous emploierons.

Nous sommes remplis de zèle
et de courage,

Hauts et puissans seigneurs.

Vos affectionnés et bons
amis,

Le congrès souverain des états
Belgiques unis.

Signé,

F. Vandermeersch, prés.

H. C. N. Vandernoot.

Loco Van Eupen.

Aux quatre consistoires de
Tournay.

Bruxelles le 6 août 1796.

Extrait d'une lettre de Berlin , en date du 31 juillet 1796.

Hauts et puissants seigneurs.

Le courrier expédié à Vienne, a été de retour à Reychembach le 23 du courant ;

Il a apporté le consentement de cette cour à la remise des conquêtes faites sur les turcs , se réservant néanmoins d'obtenir des turcs quelques places frontières , s'ils voulaient y consentir.

Le cabinet de Vienne demandait aussi que Sa Majesté le roi de Prusse consentit à ce que les belges rentrassent sous la domination autrichienne, ajoutant qu'il ne pouvait rien assurer relativement aux conquêtes faites par les russes sur les tures , ni relativement aux conquêtes communes , qu'ils avaient. néanmoins lieu de croire que la Russie se contenterait d'un petit pays qu'ils ont désigné , et que les russes raseraient même la forteresse principale qui s'y trouve , si les tures l'exigeaient.

Dans les conférences, il se sont encore relâché de plusieurs de leurs prétentions, et enfin le 27 on a signé les préliminaires qui doivent être échangés dans le terme de dix jours.

Ces préliminaires portent que la cour de Vienne remettra aux turcs toutes les conquêtes faites sur eux pendant la guerre actuelle, sauf la ville de Choczim, à cause que cette ville étant l'une des conquêtes qui leur est commune avec les russes, ils ont contracté avec

ces derniers, l'engagement de ne la remettre aux turcs, qu'à une paix générale :

Mais qu'ils s'engageraient sous la garantie des puissance maritimes, de la leur remettre, sitôt que les russes auraient fait la paix avec la cour Ottomane :

Qu'au surplus ils s'engageraient à n'assister ni aider la Russie dans la présente guerre, en cas qu'elle ne fit pas également sa paix avec les turcs, et qu'il y aurait une armistice entre la cour Ottomane et l'Autriche.

Finalement, que Sa Majesté et ses alliés employeraient leurs bons offices, afin que les belges reconnussent le roi Léopold pour leur souverain, parmi rétablissant leur ancienne constitution, et ce, sous la garantie des deux puissances maritimes et de l'empire.

Sa Majeste a insisté pour qu'elle soit aussi garant ;

On a voulu éluder cette demande, en alléguant que le roi de Prusse étant membre de l'empire, sa garantie était com-

prise dans celle de l'empire en général ;

Mais elle a absolument exigé qu'il soit spécialement compris dans la garantie, ce qu'on a accordé, non pas cependant sans discussion, on ne nous a néanmoins encore rien notifié ministériellement à cet égard.

On va disloquer les troupes prussiennes et autrichiennes, sans néanmoins les désarmer.

Le roi restera en Silésie jusqu'à ce que l'échange des

préliminaires soit effectué, et qu'ils soient acceptés.

Monsieur le comte de Hetzberg, reviendra ici, dès que cet échange aura eu lieu.

Nous nous sommes aperçus qu'on cherchait à persuader Sa Majesté, que le roi Léopold n'avait point perdu ses droits à la souveraineté de la Belgique, et qu'il n'était obligé pour les exercer, que de rétablir la constitution de ces provinces, qu'en conséquence Sa Majesté prussienne, ne pouvait assister les belges, ni se

mêler de leurs démêlés, sans manquer à tous les égards que se doivent réciproquement tous les souverains.

Nous avons toujours combattu ce raisonnement d'une manière victorieuse, mais dans ces circonstances, nous avons cru devoir détruire ce système par le mémoire ci-joint, que nous avons envoyé à Monsieur Hertzberg. (*)

Nous croyons, sous très

(*) Ce mémoire que j'ai lu, sortait de la plume sagace de Mon-

humble correction , que nous ne saurions trop ménager la France , dont l'alliance nous pourrait être plus avantageuse que celle de la Prusse , qui nous entrainera malgré nous dans les guerres] périodiques

sieur le chevalier de Bousies , envoyé à Berlin , personnage doué des plus rares talents ;

Il fut sous le régime français , conseiller de préfecture , et gouverneur du Hainaut sous les all'és et le roi des Pays-Bas , jusqu'en 1822 , qu'il donna sa démission à cause de son grand âge ;

qui ont lieu en Allemagne au moins de dix en dix ans.

Était signé,

Le chevalier de Bousies.

Et ô Heurn.

Sa retraite du gouvernement du Hainaut excita les regrets universels, qui passeront dans les cœurs de nos descendans :

Le roi l'avait nommé l'un de ses chambellans, et commandeur de l'ordre du Lion Belgique, il le nomma lors de sa retraite, membre de la première chambre, place qu'il remercia, il est membre de la commission du culte catholique.

Extrait d'une lettre de La Haye, en date du cinq août 1790.

Dans ce moment arrive le courrier de Reichembach.

Les préliminaires sont signés le 27 le soir.

Le roi Léopold accepte la médiation de l'Angleterre et de la Hollande pour la Porte et les provinces Beligues.

On ouvrira incessamment un congrès ;

La Russie n'entre pour rien dans tous ces arrangements.

Le baron de Lusy, est parti de la part du roi de Prusse pour Jassy, de là pour Constantinople, quant aux autres particularités, je ne puis jusqu'ici en marquer rien avec certitude à vos hautes puissances, mais au moins l'essentiel s'y trouve, et ce que j'ai recueilli suffira amplement pour la direction de vos hautes puissances.

J'espère que par le courrier prochain je pourrai faire un rapport plus détaillé.

Jusqu'ici rien de l'Espagne.

Signé ,

Van Leempoel.

*Extrait des résolutions du
congrès souverain des états Bel-
giques unis.*

Du huit août 1790.

Sur le rapport qui nous a
été fait , qu'il circulerait dans
le public un prétendu extrait
d'une lettre de Berlin , dans
lequel on s'est permis d'insérer
un article bien propre à don-
ner à la cour de Berlin , une
idée peu avantageuse des sen-

timens des Belges à son égard, il a été résolu de requérir les états du Brabant, et autres de l'union, de faire publier le présent désaveu du congrès, et d'ordonner aux fiscaux de soustraire tous les exemplaires qui ne seront pas conformes à la copie que nous les autorisons de donner de ladite lettre, que nous leur avons communiquée.

Et comme il nous est également parvenu, que les esprits mal intentionnés se plaisent à répandre, que le congrès se-

rait aussi en termes d'accommodement avec la cour de Vienne, et qu'on cherche à accréditer ces bruits, par ceux d'une paix conclue avec cette cour et celle de Berlin :

Le congrès déclare, que rien n'est plus faux, ne doutant pas que toutes les provinces ne soient plus que jamais décidées à rester même plus étroitement unies, pour soutenir leur indépendance, qui n'est attachée ni aux préliminaires, ni même à la paix que peuvent conclure les cours étrangères,

et que ce sont les devoirs et les sentimens inviolables du congrès, auquel les provinces ont confié les moyens de la consolider, devoir d'autant plus indispensable qu'il n'est pas dans le pouvoir du congrès de traiter avec aucune puissance aux dépens de l'adite indépendance et la liberté des provinces de l'union.

Ita est.

Signé,

H. C. N. Vanderneut.

Loco Van Eupen.

Recepta et lecta 6 octobris.

Insinuation verbale, remise
le 17 septembre 1790.

Messieurs,

Vous nous avez demandé nos
bons offices dans l'état actuel
de vos affaires, vous connais-
sez les engagemens que les puis-
sances alliées viennent de con-
tracter à Reychemback;

Ces engagemens fondés sur
des principes sages, droits et
bienfaisants, seront certaine-
ment exécutés avec toute la

bonne foi qui caractérise les hautes parties contractantes , et en même tems avec la meilleure disposition de concilier les esprits de vos compatriotes, en contribuant à leur vrai bonheur d'une manière satisfaisante et stable.

En attendant que les ministères respectifs soient d'accord sur les propositions à faire et les moyens à adopter , sur lesquels nous ne sommes pas encore autorisés à prononcer :

Qu'il nous soit permis de vous offrir en particulier , et

pas ministériellement, un conseil qui nous tient à cœur.

Nous vous prions de l'écouter avec l'attention qu'il mérite et de le présenter sans délai à l'examen de vos commettans.

L'effusion du sang humain est terrible, même quand la nécessité des circonstances l'exige, mais quand elle a lieu sans aucune nécessité, ou même utilité, ou réelle, ou supposée, c'est une barbarie révoltante qui fait frémir, et l'humanité et la religion ;

Vous voyez bien que nous avons en vue les procédés qui ont eu lieu depuis quelques semaines et qui se continuent encore dans le pays de Limbourg et dans le voisinage de Luxembourg.

Joignons nos efforts , Messieurs , pour arrêter ces procédés , qui en tout cas , ne sont qu'à pure perte ;

Demandez donc à vos commettans des instructions pour instituer et établir une suspension d'hostilités , jusqu'à ce que les propositions qui doivent

vous être faites soient préparées et suffisamment connues de ceux à qui il appartient, afin que pendant cet intervalle de tems, il n'arrive rien qui puisse altérer les dispositions des puissances qui s'intéressent à rendre la tranquillité à vos provinces.

Faites nous part au plutôt , du résultat de votre travail à cet égard ;

Nous osons nous flatter que sans hésiter , vos commettans nous mettront à même de pren-

dre les mesures convenables ,
vis-à-vis les généraux autrichiens
pour faire suspendre aussi de
leur part , pendant le même
terme , toute espèce d'attaque.

Il serait superflu d'appuyer
par des raisonnemens ultérieurs
cette insinuation verbale, ren-
dez justice aux sentimens qui
nous la dictent :

Et surtout faites , messieurs ,
tout ce qui dépend de vous ,
pour que ce conseil ait l'effet
heureux , que nous avons lieu
d'en attendre.

Note remise par Messieurs le comte de Mérode , Raepsaet et van Leempoel , à leurs excellences les trois ministres ; d'Angleterre , de Berlin et de la Hollande , le 4 octobre 1790 , en réponse à l'insinuation verbale du 17 septembre 1790.

Messieurs ,

Le comte de Nassau ayant communiqué au congrès la note verbale , que vos excellences lui ont remise ainsi qu'à Monsieur Van Leempoel ;

Cette assemblée , après l'avoir

examinée avec toute l'attention que mérite l'objet , nous a chargé d'avoir l'honneur de faire connaître à vos excellences , que c'est avec la plus vive reconnaissance , qu'elle a appris que les trois puissances alliées daignent s'employer à faire cesser dans ces provinces toute effusion de sang et y ramener le calme et la paix.

Les provinces Beligiques unies ont lieu d'attendre des bons offices et de la protection des trois hautes cours alliées , un succès d'autant plus désiré , que

la direction en est confiée à des ministres, dont les talens et la justice, sont généralement reconnus, et que ce n'est qu'avec la plus grande répugnance, que ces mêmes provinces ont pu se résoudre à prendre les armes, pour se soustraire à un joug devenu insupportable.]

Vos excellences et leurs cours respectives, comme limitrophes à ces provinces, ont été témoins, avec quel respect, quelle patience et quelle fermeté les états Belghiques n'ont cessé depuis trois ans de re-

clamer le maintien de leur religion, constitution, droits et privilèges incontestables, et elles n'ont pu voir certainement sans étonnement et sans indignation, avec quel mépris opiniâtre, le gouvernement autrichien, par un injuste retour, a rejeté les remontrances, les plus fondées, et s'est joué de la loyauté d'une nation digne d'un meilleur sort.

Enfin le despotisme, après avoir jetté le désespoir dans le cœur de toutes les classes des citoyens, a porté dans nos

cités le fer et le feu ; le Brabant , le Hainaut , ont vu leurs citoyens immolés à la tyrannie expirante , et la capitale de la Flandre surtout , a été le théâtre d'horreurs et de cruautés , que par égard pour les victimes mêmes , les états ont crû devoir envelopper du voile de mystère , aux yeux des contemporains et de la postérité , aussi n'est ce qu'après avoir essuyé tout ce que l'injustice et la cruauté ont de plus révoltant , que le peuple ne voyant d'autre salut que dans les armes , et se confiant pleinement

à la justice de sa cause, prenant le ciel et l'Europe à témoins de la pureté de ses vœux, a repoussé la force par la force et chassé de ses pays, ses ennemis et ses oppresseurs.

Ces plaies, Messieurs, saignent encore;

Le peuple a sous les yeux toutes les traces de la dévastation, et éprouve encore d'une manière sensible les maux que la tyrannie lui a causés.

Des émissaires répandus dans toutes les provinces, font des

efforts incroyables , quoiqu'infructueux , pour y semez l'ivraie ;

La défiance , sentiment naturel à un peuple , qui plus d'une fois a été trompé , caractérise toutes ses démarches , et la moindre opération dont il ne saisit et ne pénètre pas d'abord tout le but , l'alarme et lui paraît un nouveau piège.

Ces dispositions ne sont pas exclusivement propres au peuple de ces provinces , elles sont le partage de toute nation qui connaît le prix de la liberté ,



et les fastes de la Hollande ,
notre ancienne alliée et com-
pagnie d'armes , contre le joug
espagnol , nous en fournissent
des preuves à chaque page.

Ces monumens de l'histoire ,
analogue à tous égards aux
circonstances dans lesquelles ces
provinces se trouvent , retracent
encore à la nation les appré-
hensions , justifiées ensuite par
l'évènement , qu'ont conçues les
bataves , à chaque fois que
l'Espagne leur a proposé une
suspension d'armes ou une trêve :

Relâchement dans la disci-
pline de l'armée :

Découragememt par l'incertitude de son sort :

Champ libre à toutes les intrigues, parmi les régens de la république et impunité virtuelle à tous les émissaires et séducteurs :

C'est ce que les hollandais ont craint, c'est ce qui est arrivé, et c'est ce qui arriverait encore.

Quelque soit donc l'inclination des provinces, d'arrêter les flots du précieux sang, qui a coulé et coule encore pour

une si belle cause, que celle que nous défendons sans l'avoir provoquée, elles ne peuvent pas livrer pour le moment, au hazard dangereux d'une suspension d'armes, un peuple qui montre autant d'énergie et autant de confiance en ses représentans, que d'attachement à sa liberté.

Nous disons pour le moment puisque si les états étaient à même de pouvoir assurer la nation, des moyens qui puissent concilier le maintien de sa religion et de sa liberté ,

avec la cessation du fléau de la guerre , il est vraisemblable , qu'alors elle se déterminerait plus aisément à passer au-dessus des inquiétudes bien fondées que fait naître une suspension d'hostilités.

C'est des bons offices de vos excellences , que nos commettans attendent ce bienfait ;

La part qu'elles daignent prendre personnellement au sort d'une nation loyale , mais opprimée et qui par tant de liens est attachée à la leur , les autorise à espérer , qu'elles vou-

dront bien prêter leur haut ministère à lever les obstacles qui s'opposent à l'accomplissement de nos vœux.

Note particulière.

Indépendamment de toutes ces considérations tirées de la nature même de la chose, vos excellences sont trop éclairées pour pas ne sentir elles mêmes, combien il est difficile de fixer la détermination de la Belgique, sans qu'elle connaisse les intentions des cours à son égard, aussi bien que les en-

gagemens de Reichembach réclamés dans la note de vos excellences, engagemens dont nos commettans n'ont aucune information authentique.

Réplique verbale de leurs excellences les trois ministres d'Angleterre, de Berlin et de la Hollande, en réponse à la note ci-devant reprise,

Remise le 5 octobre à La Haye.

Nous apprenons, messieurs, avec beaucoup de regret que vos commettans ne profitent

pas , dans le moment , de nos conseils et de nos bons offices , pour arrêter autant que cela dépend d'eux , toute effusion ultérieure de sang , que nous continuons de regarder avec horreur , comme à pure perte , ou même de nature à produire une haine implacable , dont les effets ne peuvent être que très funestes au peuple.

Mais en déplorant les délais qu'on nous oppose , nous ne négligerons rien qui puisse en diminuer les tristes suites , et nous tacherons même de tirer

parti de la réponse que vous venez de nous remettre, quelque peu satisfaisante qu'elle soit au fond.

Nous aimons, Messieurs, à croire avec vos commettans, « que si les états Belges étaient à même de pouvoir assurer la nation des moyens qui puissent concilier le maintien de la religion et de sa liberté, avec la cessation du fléau de la guerre, » elle se déterminerait plus aisément à passer au-dessus des inquiétudes bien ou mal fondées ; qui s'opposent

à l'accomplissement de nos vœux.

En partant de ce principe, nous allons vous faciliter les voies d'en appeler à la nation même, nous nous expliquerons en conséquence dans la présente réplique.

Mais supposé que vous soyez dans le cas d'en faire usage, il serait essentiel aussi d'accompagner cette communication avec celle de notre note précédente, et de la réponse que vous avez été chargé de nous faire.

Quoique nous puissions vous parler ministériellement , n'étant munis encore d'aucune instruction positive , nous connaissons cependant assez les dispositions de nos cours respectives , pour oser vous assurer qu'elles ne donneront ès - mains à aucun accommodement , qui ne soit fondé sur les bases innébranlables de la conservation de vos privilèges , tant religieux que civils ; parmi lesquels nous mettons en premier lieu la constitution ancienne et légale des provinces :

Les points particuliers qui

pourraient être arrêtés ne devant tendre qu'à la plus grande précision et sûreté de ces mêmes privilèges.

Mais nous observerions aussi d'après la même connaissance des dispositions et des principes des puissances alliées, que le degré d'intérêt qu'elles prendront à ce qui regarde vos provinces, et la faculté de vous être utile, dépendront beaucoup de la déférence que la nation Belgique s'empressera de montrer par leurs efforts généreux.

Vous en serez convaincus,

messieurs, en remarquant, que si les engagements pris à Reichemback, pour le rétablissement et la conservation de la nation Belgique, tendent en outre à ensevelir dans l'oubli tout ce qui s'est passé pendant les troubles, et à faire obtenir à la nation, telles concessions qui n'altéreraient pas essentiellement ladite constitution, ces conditions favorables, du moins en partie, se bornent au cas seulement où les provinces se prêteraient, de bon gré, aux conseils salutaires qui leur seraient donnés, et en

autant qu'elles préviennent l'emploi de la force.

Nous laissons, messieurs, à votre réflexion, quelles pourraient être les conséquences facheuses pour votre nation, si malheureusement l'effet contraire, par une résistance trop opiniâtre, devrait avoir lieu.

Nous frémissons à l'idée que des hommes éclairés voudraient se rendre responsables des calamités sans nombre, qui accableront et ruineront peut être vos belles provinces, tandis que l'alternative d'une paix et d'une

liberté constitutionnelle , durable et sûre , vous est offerte par les puissances voisines , qui s'intéressent sincèrement à votre bonheur.

Il ne nous reste qu'à ajouter que les mêmes sentimens de droiture et de bienveillance , qui nous dictèrent notre première insinuation verbale , nous engagent aujourd'hui à faire une seconde tentative.

Nous vous prions encore une fois et très instamment , d'entrer avec une pleine et entière con-

fiance , dans nos vues , qui n'ont d'autre objet que d'accélérer la bonne et fidèle exécution des engagements contractés à Reychemback , en rendant aux provinces Beligues leur ancienne tranquillité , leur constitution légale , et un bonheur permanent.

Concordantiam cum originali attestor.

Signé ,

Joseph F. de Bast.

N. B. Outre que nous espérons de pouvoir donner au

public la suite de ces conférences verbales ;

Nous pouvons ici déclarer , d'après des avis authentiques , que tout accommodement est rejeté et que la nation Belgique peut être assurée des bonnes intentions desdites trois cours envers elle , pour son indépendance absolue.

Note remise aux deux premiers ordres des états de Brabant par les nations.

Messeigneurs ,

Nous sommes dans un mo-

Tom 95.

U 2

ment de crise , et le désir de la nation est de s'unir à vous, afin que par un commun effort nous nous mettions à même de veiller plus efficacement au salut de la patrie.

Le patriotisme le plus pure et le plus ardent règne dans la plus grande partie du peuple , que nous représentons conjointement avec vous ;

Il serait déplorable de manquer par la moindre négligence au sort d'un peuple qui a mis toute sa confiance en nous.

Un des plus sûrs moyens de sauver la patrie , parce qu'il emmène à beaucoup d'autres , est un trésor bien fourni , et conforme à la dignité de la nation.

Le peuple attend seulement qu'on lui prescrive le mode pour y parvenir ;

Il crie , *demandez et nous donnerons* , qui nous empêche , Messeigneurs , de mettre sans délai un moyen en œuvre , pour faire face aux demandes que le congrès pourrait être dans le cas de nous faire , et

d'aller assurer le même congrès , qu'il ne dépendra aucunement du Brabant , de leur produire tous les moyens qui pourraient être nécessaires à consolider le bonheur de la nation , dans la plus sûre persuasion , que le même élan de patriotisme animera les autres provinces de l'union.

Mais ce même peuple demande avec les instances les plus fortes et les raisons les plus justes , que le congrès souverain prenne toute l'exactitude possible et le soin le plus

vigilant à faire punir les traîtres et à prévenir par l'exemple d'une punition grave la propagation du crime de lèse nation, qui partout se montre à découvert par l'impunité, qui met le peuple journalièrement dans les plus cruels périls, et qui finira à produire des meurtres et des massacres, si le peuple, ne connaissant une fois plus de frein par une plus grande connivence, se fait justice à soi-même.

Craignons que la licence alors ne tienne lieu de liberté et n'emmène les maux de l'amar-

chie , qu'il rejettera , mais trop tard , sur ceux à qui il appartient d'y pourvoir.

Vous ne pouvez vous refuser , messeigneurs , à faire les instances les plus soutenues conjointement avec nous près du souverain congrès jusqu'à l'accomplissement du juste désir d'un peuple , à qui nous devons tant d'égards et tous nos soins , et qui réitère par notre organe , que le ciel et l'univers est témoin de la justice de sa cause.

Requérant vos seigneuries de

vouloir appuyer cette note avec nous près du souverain congrès en la remettant.

Étaient signés,

Par ordre :

J. Oppalfens.

H. A. Verassel.

J. Ducaers.

E. Brisbarh.

P. J. Vereycken.

J. B. Van den Elsken.

J. F. de Noter.

A. Smeesters.

N. Parys.





De notre^e assemblée le cinq
novembre 1790.

*Anecdote qui n'est pas insi-
gnifiante pour les politiques
observateurs.*

Lors du couronnement du
nouveau roi des romains d'Au-
triche , qui s'est fait le neuf
octobre dernier , on avait de-
mandé à Léopold , à quel jour
il désirait fixer la cérémonie
de ce couronnement :

On assure qu'il a répondu :

Tous les jours me sont égaux,

pourvu que ce ne soit pas le six octobre.

On voit que ce six octobre tient bien au cœur de Léopold , et qu'il médite de grandes vengeances contre la nation française.

C'est pour parvenir à ce but qu'il cherche tous les moyens d'endormir le cabinet de Berlin , afin de pouvoir entrer dans les provinces Beligues , et lors qu'il sera maître de ces provinces , il profitera , par le moyen de sa sœur, de l'abominable traité de 1756 , pour

commencer par écraser la Prusse, et finir par une invasion en France, sous, prétexte comme je l'ai déjà dit, qu'il n'est que l'allié du roi et non de la nation française, et qu'il vient pour le remettre sur le trône, ce qui voudra dire pour en faire un despote comme lui.

Mais nous espérons que la providence ouvrira les yeux des ministres prussiens, sur les cajoleries et les condescendances actuelles de Léopold, et que d'un autre côté, tous les bons français jureront une

**haine éternelle à Léopold ,
comme ils l'ont jurée à tous
les despotes.**

C.....

Annales patriotiques et littéraires de la France , et affaires politiques de l'Europe , par MM. Mercier et Carra , etc.

Copie d'une lettre du congrès , adressée aux états de Tournésis , datée ds Bruxelles , le quinze novembre 1790.

Hauts et puissants seigneurs.

Les circonstances du moment

exigeant que les volontaires les plus zélés des provinces respectives , marchent et se concentrent vers les frontières du Brabant , de la Gueldre , du Hainaut et de la province de Namur , et voulant autant qu'il est en nous , pourvoir aux moyens de sécurité pour l'intérieur des provinces , nous nous sommes sur cet objet abouchés avec les états généraux.

Le résultat de notre conférence a été , qu'il importait essentiellement que vos hautes puissances requissent sans délai ,

les magistrats des villes , et gens de loi des villages ; d'ordonner et de veiller à ce que tous les habitans desdites villes et villages , en état de porter les armes , qui en sont pourvus , ou qui peuvent s'en procurer à leurs frais , soient incessamment armés pour la seule défense de leurs foyers respectifs.

A cet effet , nous espérons que vos hautes puissances voudront bien , à la réception de cette lettre , donner exécution à cette résolution.

Nous nous reposons trop, messeigneurs, sur votre sagesse et sur votre prudence, pour ne pas nous convaincre, que vous prendrez les précautions nécessaires pour prévenir les inconvéniens qui pourraient résulter de cette disposition.

Nous joignons à la présente, pour l'information et direction de vos hautes puissances en cette partie, copie authentique, tant de la motion faite pour l'objet dont il s'agit, que de la résolution y prise.

Nous sommes,

Hauts et puissans seigneurs ,

Vos affectionnés et bons amis ,
le congrès souverain , à l'inter-
vention des membres des états-
généraux des états Belgiques
unis.

Signé ,

Visbecque , président.

H. C. N. Vandernoot.

Loeo Van Eupen.

*Extrait des résolutions du
congrès souverain des états Bel-
giques unis , y intervenant les
états-généraux.*

Motion du quinze novembre
1790.

Parmi les moyens proposés pour assurer la défense du pays , dans les circonstances actuelles , contre toutes entreprises que pourraient tenter nos ennemis , il en est un , que l'on croit très propre à cet effet :

C'est celui (indépendamment des armées aux ordres des généraux Schoenfeld et Koehler , etc. , et indépendamment des volontaires des provinces res-

pectives , concentrés çà et là , ou répartis en corps quelconques , réunis ou séparés , pour se porter où le service du moment pourra l'exiger , d'après les ordres des chefs à dénommer , qui correspondront avec notre général en chef) :

C'est celui , dit on , de requérir que toute la nation prenne les armes , et pendant que l'armée et les volontaires s'occuperont de la défense extérieure , s'il arrivait que par surprise ou autrement , les ennemis parvenaient à entrer dans

le pays , ceux-ci ne rencontreraient partout , tant dans les villes et les villages , que des gens armés et disposés à leur opposer la plus vigoureuse résistance.

Résolu d'adopter les moyens proposés par la motion ;

En conséquence , d'écrire aux états des provinces , pour les informer de cette résolution , et les requérir de prendre d'abord les mesures que leur sagesse leur suggérera , pour que la nation se montre incessamment partout , armée à ses dé-

pens et que tous les volontaires exercés au maniement des armes , se rendent sans délai , sous le commandement des chefs à nommer par les états respectifs , sur les frontières du Brabant , de Hainaut et de Namur , pour y défendre les lignes que l'on est occupé à y élever ;

Prévenant les états des provinces , que ces volontaires resteront cantonnés pour se rassembler en cas d'allarme , aux endroits qui leur seront indiqués , et qu'outre le pain ils recevront huit sols par jour ;

Les prévenant au surplus

que les volontaires du Brabant et de Malines seront cantonnés à Ruremonde, Turnhout, Diest, Montaigu, Aerschot, Halen et villages circonvoisins

Ceux de Flandre à Leath, Tirlemont, Landen, Hannut et villages circonvoisins.

Ceux de West-Flandre à Wavre et villages circonvoisins, et ceux du Hainaut, Namur, Tournay et Tournésis, à Charleroy, Fontaine l'Évêque, et villages circonvoisins.

Fait en congrès, y intervenant les états-généraux, le 15 novembre 1790.

Signé,

H. C. N. Vandernoot.

Loco Van Eupen

Souscrit ita est,

Signé,

J. Hermans, off.

*Mémoire pour servir à la
justification de M. le général
baron de Schoenfeld :*

Valenciennes, 1791.

Au peuple Belgique.

Dans un moment où tout est

encore dans l'étonnement des dernières scènes qui viennent de se passer sur le théâtre de la Belgique , où le peuple toujours agité par des partis différens , cherche à deviner quelle a été la conduite de ses représentans , et de ceux dans lesquels il avait placé sa confiance..

Où bien des personnes sont inculpées injustement , et où quelques coupables cherchent à se cacher dans l'obscurité :

Je crois qu'il est de mon devoir de donner à ce peuple

que j'ai servi avec loyauté, un développement léger de ma conduite personnelle dans ces derniers tems.

L'exposé le plus simple des faits doit suffire pour mettre un chacun dans le cas de me juger.

Ces faits sont connus, et pourront être prouvés dès que l'on voudra.

Dès le commencement du mois d'octobre, immédiatement après le malheureux essai que l'on venait de faire, de la

réunion d'une masse de volontaires sans ordre et sans discipline , plus capables d'embarasser une armée dans ses opérations, que de la fortifier , je n'ai cessé de représenter au congrès souverain , soit en mon particulier , soit par l'organe de ses députés à l'armée , la nécessité urgente d'augmenter l'armée réglée, et de la porter au moins à trente mille hommes avant l'arrivée du secours que les troupes autrichiennes attendaient de l'Allemagne.

Cette armée consistait alors environ en seize à dix-sept

mille hommes, volontaires chasseurs, tout y compris.

Ce que je suis en état de prouver par les rapports journaliers de ce temps-là, et ce que le congrès souverain vérifia lui-même par des commissaires particuliers, que l'on envoya pour cet effet sur les lieux.

Cependant l'armée ne fut point augmentée, elle s'affaiblit au contraire tous les jours par le départ des volontaires, dont je ne retins, qu'avec beaucoup

de peine , une partie jusqu'au premier novembre.

J'avais fait sentir la nécessité de couvrir le pont de Namur par un bon retranchement , les plans en furent dressés , présentés au congrès , et approuvés ; l'ouvrage fut commencé , mais bientôt après , malgré les plus vives instances de ma part , statés entièrement à cause de la grande dépense à laquelle les provinces de l'intérieur refusaient absolument de concourir , à ce que l'on me dit.

Il ne restait donc de moyens pour couvrir cette ville , que

de me maintenir tant que je le pourrais dans la position d'Andoy ;

Cette position était bonne, avec quinze mille hommes je me serais fait fort de la défendre contre vingt mille, mais je n'en avais pas sept, et par conséquent je devais avoir dans ma ligne des points extrêmement faibles, et je n'avais aucune réserve pour pouvoir y porter du secours en cas de besoin.

Mes avant-postes et ceux des autrichiens se touchaient ;

Tous les jours ils étaient aux mains, les troupes devaient être

excessivement fatiguées, la mauvaise saison s'approchait incessamment

Je représentais la nécessité d'avoir des baraques dans les endroits où je n'avais pas la commodité de les faire cantonner, l'on me promit tout, et par la même fatalité qui depuis quelque tems accompagnait toutes nos opérations, rien ne fut fait.

La cavalerie resta au picquet, et l'infanterie sous les tentes en partie jusqu'au moment que je fus obligé de me replier.

Cependant les députés à l'armée étaient journellement té-

moins de ce que souffrait le soldat, des murmures qui commençaient à s'élever, et ils ne purent, malgré toute leur bonne volonté, remédier à rien. (*)

(*) La débandade de l'armée du centre prouve que les députés du congrès au quartier général, n'avaient pu remédier à rien, mais à la colonne de Bouvignes, où le congrès m'avait départi, j'adjure les 6400 braves militaires qui la composaient, que j'avais remédié à tout; témoins les rapports officiels des généraux Koehler et Crumptick, et ceux du vicomte de Vilain XIV, consacrés dans ses mémoires authentiques, témoin encore l'inimitable retraite de cette colonne, qui a excité l'admiration de tous les militaires de l'Europe, et qui plus est, celle du congrès expirant, le trente novembre 1790, mais Schoenfeld ne m'aimait pas, il soutenait aussi avec quelques uns de mes collègues, jaloux de mes succès que je m'étais accaparé la confiance de l'armée.

J'avais plusieurs fois fait toucher au doigt, que la position d'Andoy n'était tenable, qu'autant que l'ennemi ne pourrait point se porter en force sur la rive gauche de la Meuse, se porter sur la route de Louvain, et prendre le poste de Huy à dos, qu'il fallait par conséquent, avoir un corps considérable de ce côté-là pour s'opposer à leurs efforts :

Des conférences furent tenues, on me dit que l'on avait des moyens tout prêts pour remplir ce but, et cependant je fus obligé de le couvrir seul par des détachemens de mon armée.

En attendant, le renfort de l'armée autrichienne, annoncé de toute part, arriva en effet tant à Luxembourg, que vers Aix-la-Chapelle.

Le congrès souverain en était instruit, puisqu'il m'envoya lui même la liste des différens corps qui le composaient.

Je pressai de nouveau pour du secours, l'ennemi m'étant déjà égal en infanterie, et supérieur en cavalerie et chasseurs, leur armée augmentait presque journellement, par la

prodigieuse activité qu'ils mettaient dans leur recrue, au lieu que la mienne diminuait de jour en jour, soit par la désertion, les maladies, soit par les morts et les blessés dont le nombre ne laissait pas d'être considérable, les petites actions particulières se répétant chaque jour.

C'est ainsi que je me traînai pendant tout le mois d'octobre, alors plus de quinze cents volontaires partirent dans un même jour.

Il est vrai que les provinces

de Flandre , de Brabant et de Hainaut, avaient envoyé à-peu-près mille recrues , mais cela n'empêcha point que l'armée ne fut réduite à 14 mille combattans , en tout et partout.

L'armée autrichienne , avec le secours arrivé sur les confins des Pays-Bas , pouvait se monter à vingt-deux mille hommes.

J'avais la Meuse à couvrir depuis les environs de Maestricht , jusques aux portes de

Givet., distance de près de 20 lieues.

Comment pouvais-je résister partout, ma position d'Andoy devenait extrêmement gênante, puisqu'un corps de dix-neuf cents hommes qui était tout ce que j'avais pu placer entre Huy et Visé, n'était pas en état de résister à quatre à cinq mille hommes, que les autrichiens avaient rassemblés en effet dans le Limbourg, avec une artillerie nombreuse, et qu'ils comptaient, selon mes nouvelles, porter jusqu'à huit mille ;

S'ils chassaient ce corps, ils prenaient le poste de Huy à dos, s'avançaient par la route de Louvain sur Namur, et me coupaient entièrement toute retraite.

Je devais donc prévenir cette époque, et songer à passer la Meuse, dès le moment que les opérations commenceraient à devenir sérieuses de ce côté là.

J'en prévins encore le congrès souverain, et l'on approuva pleinement mes dispositions.

Sur ces entrefaites, arriva et

se répandit publiquement dans l'armée , le manifeste de Sa Majesté l'empereur , et la déclaration des trois puissances médiatrices,

L'effet fut tel que l'on devait s'y attendre , un abandon total si l'on n'entrait point en accommodation , des forces supérieures prêtes à agir si l'on laissait écouler le terme prescrit , consterna beaucoup d'officiers , et fit même impression jusques sur le soldat.

Plusieurs colonels et grand nombre d'officiers firent con-

naître publiquement dans le terme prescrit , que si le congrès souverain ne songeait point à convenir à un arrangement conforme à la déclaration des trois cours , par laquelle l'ancienne constitution et les privilèges de la nation étaient entièrement conservés , ils se croyaient obligés de donner leurs démissions.

Je n'eus rien de plus pressé que d'exposer ces sentimens aux yeux de leurs hautes puissances.

On m'envoya une députation.

Je fis rassembler les différens colonels qui leur exposèrent eux mêmes leurs sentimens.

L'on promit d'envoyer sur le champ des députés à La Haye, on y envoya en effet, mais à ce que j'appris, le retour n'apporta rien de décisif.

C'est alors que je suppliai les députés qui étaient avec moi, d'écrire conjointement au congrès souverain, qu'ayant avec leur permission annoncé à tous les chefs des corps sous mes ordres, que le 21 au plus

tard , ils auraient une résolution définitive , ou bien la liberté de se retirer si rien n'était conclu.

Je les priais de considérer que si la vingt au soir cette résolution ne m'arrivait pas , il ne m'était plus possible de tenir l'armée plus long-tems en suspens.

Je pris en même tems la liberté de leur représenter en mon particulier , que mon rôle personnel changeait dorénavant de nature , que j'avais pu les servir avec honneur , tant que

leur cause avait été avouée par les puissances les plus considérables de l'Europe, mais que dès que ces mêmes puissances déclaraient d'une manière positive qu'ils ne s'en mélaient plus et qu'ils les abandonnaient à eux-mêmes, je devais les supplier à remettre l'armée dans d'autres mains.

Qu'outre une résistance fondée uniquement sur les propres forces de la nation, me paraissait peu possible :

Il me paraissait que n'étant point un aventurier, je ne

devais point en jouer le rôle, en contribuant à maintenir le peuple dans une erreur qui ne pouvait que lui devenir funeste.

Je reçus, à cela la réponse dont je joins la copie sous le n°. 1.

Il n'était point dans mes principes de quitter l'armée en fugitif, je fus donc obligé de prendre patience.

Pendant cet intervalle, les dernières députations du congrès, m'avaient annoncé la nou-

velle qu'une députation pour La Haye était partie, avec les pleins pouvoirs nécessaires pour une entière pacification.

Je voulus m'assurer la vérité et proposer par conséquent d'envoyer un trompette au général Bender, pour lui en donner part, et proposer une suspension d'hostilités jusqu'à leur retour.

Les députés l'approuvèrent, j'en fis la minute, et le ministre du congrès, Henri Vandernoot la signa au nom du

congrès , c'est la copie que je joins ici sous le n°. 2.

Je l'envoyai en effet le lendemain , et je n'eus point de réponse , à quoi je m'étais attendu.

L'armée autrichienne s'étendant, et se renforçant extrêmement vers mon aîle gauche , le corps du Limbourg ayant repoussé mes postes avancés des bords de la Meuse au-dessus de Liège , ayant passés la Meuse à Visé , et s'étant logés dans les faubourgs de

Liège même, qu'ils menaçaient hautement de passer, et à quoi les bourgmestres de la ville me firent dire, qu'ils ne pourraient s'opposer.

Je dus faire replier un corps de six à sept cents hommes qui s'étendait le long de la Meuse depuis Genep jusqu'après de Huy, et qui pouvait être pris à dos par les hauteurs.

Je le plaçai à une petite distance au - dessus de Huy, derrière la petite rivière de Méhaigne, avec ordre d'appuyer

sa droite à Bassoha, d'étendre sa gauche vers Tirlemont et d'entretenir la communication avec le colonel Dominique Duchatel qui se trouvait dans cette ville, et comme dès lors le poste de Corroy devant la ville de Huy pouvait être coupé, je le fis replier sur Andenne.

A mon grand étonnement le colonel de Patin, m'envoya le lendemain, un officier d'état major, pour me faire dire que le poste sur la Méhaigne ne lui paraissant pas tenable,

et les autrichiens faisant des démonstrations vis-à-vis de lui, il s'était replié trois lieues plus en arrière, en s'approchant de la route de Huy sur Louvain, et avait par conséquent entièrement abandonné la Meuse.

Ceci déconcerta toutes mes mesures, puisque rien n'empêchait plus les autrichiens de se porter droit avant sur les hauteurs de Namur, s'emparer de celles de Bourges et du fort Coquelet, seul point par lequel ma retraite pouvait être protégée, et qui se trouvait sans défense.

Je n'avais donc pas un instant à perdre, je résolus de passer Namur dans l'après-dîné du 21, j'en donnai avis au congrès souverain et je l'exécutai en commençant par mon aîle gauche, ordonnant au colonel de Tinne de faire passer la Meuse, avec cinq cents hommes et une pièce de canon, et de les placer à Landenne, afin d'empêcher que l'ennemi les inquiète dans leur retraite en les poussant sur la chaussée qui mène de Huy à Namur.

Moi avec le corps rassem-

blé près d'Andoy, je fis l'arrière garde, et contins l'ennemi, qui quoique à portée de voir tous les mouvemens que je faisais, ne tenta point de me poursuivre.

Je laissai un corps considérable de troupes légères au village d'Erpen et à l'abbaye de Géronsart.

Le 22 au matin arrivèrent de nouveaux députés du congrès avec le décret des états généraux, par lequel d'une résolution unanime, le troisième

Il de l'empereur avait été proclamé grand duc de la Belgique.

Ces députés avaient ordre de se rendre auprès de son excellence le maréchal de Bender en personne, pour lui porter cette nouvelle.

Je dûs croire et je crus en effet que cette résolution était une suite des conventions faites au congrès de La Haye.

D'autant plus que l'on m'assura qu'on avait fait partir de suite une députation pour Vien-

ne , une autre pour La Haye , avec la ratification de cet acte , on m'ordonna en même tems , de la part du congrès , de faire connaître cette résolution à l'armée , d'en faire prévenir tous les commandans autrichiens des postes voisins , et leur demander encore un coup , de suspendre toutes hostilités , entre les deux armées , jusqu'à l'acceptation de Sa Majesté l'empereur , et de procurer de suite des passeports aux députés pour pouvoir se rendre auprès de Monsieur le maréchal de Bender , dont j'ignorais pour le moment la résidence.

J'envoyai pour cela un trompette au général commandant des autrichiens , à Assesse , et ne recevant point de réponse , messeigneurs les députés me pressèrent d'en envoyer un second , par lequel ils lui firent parvenir en même tems , copie de l'acte dont il s'agissait.

Le général de Latour répondit à ceci , que le maréchal de Bender était bien éloigné de recevoir des députés chargés de propositions , que son maître regardait comme une injure ;

Qu'il n'était pas question de suspension d'hostilités , et que le maréchal entrerait à la tête de son armée , et regarderait comme rebelle tout ce qui s'aviserait de lui faire de la résistance.

Les députés ne jugèrent point devoir attendre plus long-tems , et me dirent qu'ils s'en retourneraient à Bruxelles pour en faire leur rapport aux états généraux assemblés.

Me laissant pleinement la disposition du reste , c'est-à-dire , la liberté de me tirer

d'affaire comme je le pourrais.

En attendant , les autrichiens avaient fait passer un corps de dix-huit cens hommes à Huy ;

J'avais placé un corps de cinq cens hommes à Landenne pour servir d'avant poste au colonel de Braine, qui occupait le village et les hauteurs de Bouges ;

Un corps de mille hommes se plaça à Andenne, vis-à-vis,

menaçant de passer la Meuse à cet endroit.

Pendant ce tems , l'armée autrichienne qui occupait Andoy , s'avança de ce côté jusques sur les hauteurs , vis-à-vis de Namur , fit replier mes avant postes que j'avais conservés au village d'Erpen , et à l'abbaye de Géronsart , et les força de se replier jusques dans les maisons devant le faubourg de Jambe.

Elle tira quelques coups de canons , je fis répondre de

mon côté, et tout se termina là pour ce jour.

Le lendemain ils établirent une couple de batteries, et firent sommer la garnison de mettre bas les armes, ou que l'on mettrait le feu à la ville.

Les états de Namur me témoignèrent alors, que voyant leur ville ouverte de toute part et incapables de faire la moindre résistance, ils exigeaient de moi de retirer l'armée, eux étant résolus de se soumettre.

J'exigeai du député du con-

grès à l'armée de se rendre aux états ; d'entendre leurs délibérations , et me donner ses ordres sur ce qu'il me restait à faire , et voulant et ne pouvant rien prendre sur moi dans une circonstance d'une importance aussi majeure.

Il y fut , entendit les débats , et quoiqu'il se donna toutes les peines imaginables pour leur prouver qu'ils n'étaient point les maîtres de prendre une telle résolution sans le consentement de l'union entière , il ne put empêcher qu'ils ne prissent la

résolution de convoquer les 24 corps de métiers , de leur faire dresser un décret de leurs délibérations , qu'ils auraient soin de m'intimer.

Ce décret fut bientôt dressé, et il fut résolu d'une voix unanime , que je me retirerais avec mon armée du mieux que je pourrais.

Je reçus entre tems des nouvelles que le corps que j'avais placé à Landenne s'était replié, que les autrichiens y avaient passé la Meuse et que par conséquent, trois mille hom-

mes se trouvaient à la distance de deux lieues des hauteurs de Bouges et de tous les postes qui s'étaient repliés sur la grande route de Louvain.

Il ne me restait donc d'autres partis à prendre que de tâcher de conserver l'armée et de m'éloigner d'une forte marche de Namur vers Bruxelles, et de faire replier le général Koehler vers Charleroi avant moi, afin qu'il eût plus de facilité pour sa retraite.

J'envoyai un trompette au maréchal Benden, pour lui

faire connaître que d'après le vœu des états de Namur, j'étais résolu de retirer mes troupes de la ville, et que je lui demandais s'il voulait m'accorder le tems nécessaire pour cela, que faute de quoi si l'on songeait à troubler ma retraite, je me défendrais partout et autant que je pourrais.

Il me répondit qu'il consentait à ce que je me retirasse paisiblement, et ne m'accorda pour cela que deux heures de tems.

Je répondis à ceci que deux

heures de tems seraient écoulées même avant que j'en eusse donné l'ordre , et qu'en un mot il me fallait un espace raisonnable pour ne pas même être inquiété dans ma marche :

Qu'il dépendait de lui de déterminer , mais que je n'acceptais pas au dessous de 24 heures.

En attendant , les hostilités continuèrent de part et d'autre , et je fis mes dispositions pour évacuer la ville à l'entrée de la nuit , en ordonnant que la

retraite commencerait à sept heures du soir, et je réussis d'emmener autant de canons que je pouvais trouver de chevaux, et tous les effets que l'on pouvait charger sur les charriots, que l'on put ramasser.

Ce que j'effectuai sans attendre la réponse du maréchal de Bender, qui ne m'arriva en effet que le lendemain.

Arrivé à Genappe j'envoyai ordre de suite au général Koehlar, de venir m'y joindre avec

son armée , et de se placer à mon aîle droite.

J'envoyai ordre de même au colonel Henri Duchatel , qui avait dû se replier sur Perwez , de se rapprocher également de moi , en marchant sur les quatre Bras.

Le dragon envoyé au général Koehler , revint avec la réponse qu'il ferait son possible pour me joindre , mais que toutes ses troupes n'étant pas encore arrivées à Charleroy , il ne pouvait pas répondre dans

quel tems il lui serait possible d'exécuter cette marche.

Le dragon que j'avais envoyé à Perwez n'ayant probablement pas eu le courage de pénétrer jusques là me rapporta ma lettre en disant que ce corps n'était pas à Perwez et qu'il n'y avait pas paru.

Je savais que les autrichiens avaient poussé un corps considérable de cavalerie en avant de Namur.

Je n'en avais pas du tout, à l'exception d'un demi esca-

dron du régiment de Flandre , je me trouvais dans un pays de plaine, l'obligé de disperser mes troupes dans différens villages pour les refaire de la fatigue de la marche , et par conséquent fort embarrassé sur la contenance à tenir.

Sur ces entrefaites arrivèrent deux députés , l'un du congrès , l'autre du département général de la guerre pour délibérer sur le parti qu'il y aurait à prendre.

Après leur avoir montré mes différens rapports , après leur

avoir rendu compte de ce qui s'était passé à Namur , ils conclurent que je devais me retirer à Bruxelles , et même éviter tout engagement avec l'ennemi.

Je leur demandai acte de cette résolution , et ils me le donnèrent, comme le prouve la copie sous le n°. 3.

Je résolus par conséquent, d'exécuter cet ordre la nuit prochaine.

Je dépêchai de suite un dragon au général Koehler pour

lui en donner avis , et lui enjoindre , s'il était encore à Charleroy , de se replier sur Mons , ou bien s'il était déjà assez près de moi , à ce qu'il eut de l'inconvénient à rétrograder , qu'il devait alors reprendre la route de Nivelles , pour se rendre également à Bruxelles , et supposant que le comte Duchatel se serait replié sur Tirlemont ou Louvain , je résolus de l'y laisser.

A neuf heures du soir ce dernier me joignit , et je le plaçai alors à Nivelles , avec

ordre d'y attendre jusqu'au lendemain matin , et de veiller sur la colonne du général Koehler , supposé qu'il eut continué sa route.

Je me mis en marche à minuit , ayant fait partir mes bagages et les canons une heure auparavant.

Arrivé à Waterloo , je reçus un courier du congrès avec l'injonction de rester à Genappe , si je le croyais convenable , ou bien dans le cas contraire de prévenir le géné-

ral Koehler qu'il ne marchât point de ce côté pour ne point s'exposer à un échec.

Comme le premier objet était impossible à cause de la lassitude de mes gens, du tems affreux qu'il faisait, et que pour le reste toutes les précautions nécessaires avaient été prises, je crus devoir m'en tenir au premier ordre que j'avais reçu d'un député de ce même congrès.

Arrivé à la position près de Bruxelles, dont j'étais convenu avec messeigneurs du con-

grès , je me plaçai pour ma personne dans le village d'Anderlek.

J'envoyai de suite un de mes aides de camp annoncer mon arrivée, et demander si je devais me présenter moi même pour recevoir leur ordres ultérieurs , ou s'il leur plaisait de me les faire signifier dans mon quartier.

Ils me firent répondre que l'on m'enverrait des députés , ce qui en effet eut lieu dans la matinée , et quelque tems après

— 252 —

arriva le ministre du congrès, Henri Vandernoôt, le colonel l'Ami, membre du département général de la guerre, et le comte de Solarés, nouvellement fait major général, avec commission d'entendre mon sentiment sur les opérations ultérieures.

L'exposé de mon plan fut simple, je leur dis que la position de ce côté de la ville que j'occupais était bonne, qu'on pouvait la défendre avec avantage, que je ne croyais pas que les autrichiens y percer-

raient, que la route du Hainaut étant couverte par l'armée du général Koehler, il était encore difficile que l'on s'approchât de ce côté là de Bruxelles, mais que je craignais pour la route de Louvain, d'autant plus que j'ignorais les arrangemens qu'ils auraient pu prendre de ce côté, n'en ayant depuis plusieurs jours aucuns rapports.

Mais que j'étais convaincu que les plus grands efforts des autrichiens se porteraient de ce côté, d'autant plus que

cela leur ouvrait le chemin de la Flandre et coupait la communication entre Anvers et Bruxelles , qu'il me paraissait en général oportun de concentrer la défense , et faire une plus longue résistance sur le Brabant , et sur la ville de Bruxelles , que si l'on ne voulait pas congédier l'armée , que si l'on ne se croyait pas en état de pouvoir porter le peuple au terme d'un accommodement raisonnable tout d'un coup , et qu'il ne s'agissait pas de gagner du tems , et lui faire sentir l'inutilité d'une résistance uni-

quement appuyée sur ses propres forces, il fallait rassembler l'armée de manière à pouvoir la placer quand il en serait tems, derrière les rivières qui nous restaient à dos, et prendre l'Escaut pour dernier point d'asile.

Je finis cet exposé général de mes idées par réitérer ma demande d'être déchargé du commandement, que le général Koehler, dans lequel le congrès et le peuple paraissaient avoir mis leur confiance, pouvait me remplacer, se trou-

vant à portée pour cela , que j'attendais leur dernière résolution à cet égard , avant de rien faire connaître de ma résolution à l'armée , que je les priais d'y réfléchir sérieusement.

On me protesta qu'il était impossible d'obtempérer à ma demande pour le moment , et que l'on me priait de faire en attendant toutes les dispositions de défense que je croirais convenables.

Je crus devoir m'y prêter , et je le fis avec ma bonne foi

ordinaire , faisant pour cela une nouvelle disposition de troupes , proposant des retranchemens , des batteries , et des abattis dans les endroits convenables , enjoignant avec instance que l'on m'envoya des ingénieurs nécessaires , de même que les pionniers pour exécuter ces différens travaux , et surtout que l'on fit sortir de la ville tous les soldats que les bourgeois cherchaient à débaucher , et que l'on refusait hautement et sous les yeux du congrès et du département de la guerre , de rendre aux offi-

ciers qui allaient en ville pour en faire la recherche.

Tout cela fut approuvé et promis comme à l'ordinaire et je restai tranquille jusqu'au soir entre huit et neuf heures que l'on m'envoya un député du congrès avec une simple motion, faite et approuvée par ce corps souverain, par laquelle on m'enjoignit de faire entrer à Bruxelles un détachement de cavalerie, pour y ~~maintenir~~, disait-on, la tranquillité et garantir la personne de Henri Vandernoot, que l'on

cherchait par une émotion populaire.

On désigna un de mes aides-de-camp, anglais de nation, Monsieur de Sinclair pour le commander.

J'avoue que tout ce message me parut singulier, d'autant plus que je n'avais entendu parler d'émotion dans la ville.

Cependant, fermement résolu à ne point désobéir au congrès reconnu encore dans ce moment comme souverain de la Belgique, je donnai de

suite les ordres en conséquence , et le détachement y entra.

A minuit arriva une députation de quatre membre du congrès , composée du baron d'Ofhorst , du comte de Limingue , du fils du doyen Bekman et d'un député de la Flandre , dont je ne me rappelle dans ce moment - ci , pas le nom , lesquels , dans les termes les plus ménagés , m'insinuèrent que le congrès souverain avait résolu que je m'éloignasse de l'armée , du moins pour quelques jours.

Je leur répondis que cet ordre remplissait mes vœux, mais que je ne pouvais leur dissimuler qu'ayant demandé cette permission avec instance dans d'autres momens, il me paraissait aussi extraordinaire qu'injuste de me la signifier de cette manière, et de me mettre dans le cas de paraître quitter l'armée en fugitif, que si l'on croyait avoir le moindre reproche à me faire, j'étais prêt à les suivre en ville tout seul, et à justifier ma conduite, et devant le peuple et devant eux.

Ils refusèrent mon offre et m'assurèrent au contraire de toute la confiance du congrès, qui lui même ne faisait cette démarche qu'avec les plus grands regrets, et pour éviter d'être la victime de l'effervescence populaire.

Je demandai cet ordre par écrit ;

Ils me répondirent, que cela leur était impossible, puisqu'ils n'y étaient point autorisés, me conjurant de vouloir bien céder aux circonstances, et les

sauver tous d'un massacre inévitable.

Je leur demandai des passeports ;

Ils me les refusèrent encore , sous prétexte que n'étant pas démis de mes emplois , personne dans le pays n'était en droit de s'opposer à mon passage , et qu'il dépendait de moi de prendre à l'armée , telle escorte que je jugerais convenable pour ma sûreté personnelle.

J'aurais cru me rendre cou-

pable en faisant une plus longue résistance , je leur promis par conséquent d'obéir , en leur demandant de m'indiquer eux mêmes le lieu de ma retraite , et leur faisant promettre de m'y faire tenir mon congé dans les formes , mes équipages et les papiers nécessaires à ma justification.

Je leur demandai en même tems s'il m'était permis d'emmener ceux de mes aides de camp qui désiraient me suivre , ils me répondirent qu'oui.

Le chevalier de Bousies ,

Monsieur de Léonardy , Monsieur le comte Raoul de Coucy , le comte de Quarre , et le vicomte de Saint-Ouen s'y offrirent ;

Je refusai les deux derniers pour ne pas trop grossir ma suite.

Je ne pris qu'une légère escorte de quelques dragons , jusqu'à la ville de Halle , d'où je les renvoyais , et poussai en même temps ma route jusqu'à Quiévrain , comptant y passer la nuit et me rendre le lendemain à Valenciennes ,

que le congrès souverain m'avait indiqué pour retraite.

J'y fus arrêté par la populace, excitée par quelques gens envoyés pour cela, ce qui m'obligea d'envoyer demander à Mons les passeports nécessaires, qui arrivèrent et me trouvèrent à Bossu à quatre heures de l'après midi, où entre tems les habitans de Quiévrain m'avaient conduit ;

Comme deux d'entre eux s'étaient emparés d'un porte manteau dans lequel se trouvait le peu d'argent que j'avais

avec moi, et qu'ils s'étaient enfuis avec sur terre de France au village de Crespin, je résolus d'y passer pour y retirer cette somme, consistant en cinq cens couronnes de France, comme l'acte consigné dans cette commune, peut le constater.

On me le rendit, et c'est toute la fortune que j'ai emporté des états Belghes.

Ce qui peut être encore vérifié par la visite du reste de mes équipages, qui s'est faite

dans le plus grand détail à l'hôtel-de-ville de Valenciennes, ce que j'ose espérer que l'on ne me refusera pas de m'attester.

Voilà l'exposé simple de ce qui m'est arrivé dans ces derniers temps, je pourrais joindre à chaque article les pièces justificatives nécessaires, pour le moment je ne joins que la copie de trois qui me paraissent assez importantes pour que le public impartial soit autorisé à ne pas douter du reste.

Je n'accuse personne , je ne veux que mettre ma réputation à couvert contre les articulations vagues et les bruits injurieux que la méchanceté se plait à semer.

Si jamais on articule des faits à ma charge il me reste de quoi y répondre amplement.

Fait à Valenciennes , ce 8 décembre 1790.

Pièces à l'appui.

Numéro un.

Monsieur le lieutenant-général ,

Nous recevons en ce moment

vosre dépêche en date d'hier ,
vous n'aurez pas de peine à
croire qu'elle nous a vivement
touché, surtout la phrase fi-
nale et la prière que vous
nous faites de vous dispenser
de conduire notre barque.

Nous sentons bien, Monsieur,
que notre barque est exposée
à une tempête, mais ne per-
dons pas courage de la me-
ner encore au port, sous la
conduite d'un pilote comme
vous.

Notre confiance a été jus-
qu'ici placée entièrement en

vous et elle n'a pas eu de bornes ; serait-il possible que dans un moment de crise vous retirassiez vos soins.

Vous sentirez, Monsieur, que cela jetterait la nation, qui pourra encore se défendre, dans le plus désolant abattement.

Jusqu'ici nous avons approuvé tout ce que vous avez fait, et approuverons de même tout ce que vous croirez utile à notre défense.

Cette, vous sera remise,

Monsieur, par messieurs Rohart
et baron de Neverlé qui vous
rendront compte des nouvelles
venues ce matin de La Haye
et des états de Flandre.

Nous sommes ,

Monsieur ,

De votre excellence,
le très affectionné ,

Le congrès souverain des
états Belgiques unis.

Pour copie ,

Signé ,

Visbecque , présid.

Van Eupen.

Bruxelles , ce vingt-un octobre
1790.

A Son Excellence Monsieur
le baron de Schoentfeld, lieutenant-général , etc., au camp
d'Andoy.

Numéro deux.

Monsieur ,

Je suis autorisé à vous prévenir, que la nation Belgique a envoyé des députés à La Haye , pour traiter d'une pacification et accepter pour cet effet la médiation des cours

médiatrices , comme d'après cette situation des affaires toute effusion de sang deviendrait inutile , et ne serait par conséquent qu'une barbarie infructueuse.

J'ai l'honneur de vous demander s'il ne conviendrait point de suspendre jusqu'à une réponse , tout acte d'hostilité.

Je n'attends que votre réponse pour donner les ordres nécessaires aux troupes qui sont sous mes ordres , et j'ose croire que cette démarche dictée par les simples motifs de

l'humanité, doit avoir l'approbation de tout homme qui connaît et sait apprécier les vrais principes de l'honneur.

J'ai l'honneur d'être avec la plus haute considération.

Lue et approuvée ce 19 novembre 1790, à Andoy.

Signé,

Vandernoot.

Numéro trois.

Extrait des résolutions du congrès des états Belges unis,

en date du vingt-cinq novembre 1790.

Sur le rapport verbal de M. Vanderstikel, à son retour de Namur.

Résolu de requérir Monsieur Gendebien, de se rendre d'abord au quartier général de l'armée sous les ordres du général baron de Schoensfeld, et partout ailleurs, où besoin sera, pour, conjointement messieurs Scheppers et Vanwamel ou séparément d'eux, régler et autoriser, d'après conseil de guerre, s'il y a

lieu , toutes les opérations et généralement tout ce qui a et aura rapport, tant à ladite armée qu'aux autres de la république , selon que mieux lui semblera pour le plus grand bien de la généralité ; donnant à Monsieur Gendebien, tous pouvoirs et autorités à cet égard.

Fait au congrès les états-généraux y séant , le 25 novembre 1790,

Ita est.

J. H. N. Vandernoot.

Loco Van Eupen.

Pour Monsieur Gendebien.

Attendu les circonstances actuelles , Monsieur Gendebien , chargé des pouvoirs du congrès souverain , en date de ce jour , a reconnu et déclaré à Monsieur le général baron de Schoenfeld , que la prudence exige qu'il évite d'attaquer les troupes de Sa Majesté l'empereur ;

Qu'il fasse tous ses efforts pour éviter d'être attaqué ;

Qu'à cette fin il convient qu'il replie les différens corps de troupes à ses ordres , le

plutôt qu'il pourra, d'une marche, vers la ville de Bruxelles, tant afin de gagner du tems, qu'afin d'être plus à portée de recevoir la résolution du congrès ou des états généraux.

Qu'au surplus il sera nécessaire qu'il informe le congrès aussitôt qu'il aura fait cette marche, de l'état des troupes sous ses ordres, ainsi que des mouvemens des ennemis.

Fait à Genappe, le 25 novembre 1790.

Pour copie ,

Tom 95.

C 3

Signé ,

Gendebien.

N. E. Après mon éloignement que le congrès souverain avait jugé nécessaire, voici quelles ont été les suites qui sont parvenues à ma connaissance.

Le général Koehler, appelé au commandement général de l'armée, à ce qu'on m'a dit, désarma les bourgeois de la ville de Mons, se rendit le lendemain à Bruxelles, et les autrichiens entrèrent dans la ville qu'il venait de quitter.

Il s'arrêta deux jours à Bruxelles ;

Pendant ce temps , le corps de Louvain et Tirlemont fut battu , et forcé de se replier , le même général Koehler quitta la ville de Bruxelles , que les autrichiens firent sommer , et qui se soumit.

Il se refugia avec les débris de son armée à Gand , et lui fit mettre bas les armes.

Si quelqu'un me demande après cela , pourquoi le con-

grès souverain demanda que je quittasse l'armée , je ne pourrais l'imputer qu'aux égards qu'il avait toujours eu la bonté de me témoigner.

Nous officiers municipaux et procureur de la commune de la ville de Valenciennes , certifions avoir été présens à la visite faite publiquement le 30 novembre dernier , de deux voitures chargées des équipages de Monsieur le baron de Schoenfeld , et de Messieurs de Léonardy et Raoul de Coucy , ses

aides de camp , qu'il ne s'y est trouvé d'argent que dans un petit porte - manteau , que les gens de l'équipage appellaient sac , qu'ils ont dit contenir cinq cens couronnes , et dans un porte-feuille que Monsieur de Léonardy a dit lui appartenir , et contenir ses appointemens du dernier mois ;

En foi de quoi nous avons signé le présent.

A Valenciennes, le 14 décembre 1799.

Signé,

Menu, père.

Boucher ,

J. Grenet , procureur de
la commune.

Waroquet , secrétaire
greffier.

Le greffier de Quiévrain ,
Patte , commissionné de la part
de Monsieur le général d'Gail-
mant d'Irix Surée, ouï les sei-
gneurs des états de la même
province pour conduire , en
toute liberté , respect et atten-
tion , Monsieur le général ba-
ron de Schoenfeld, en France ,

sans qu'aucun trouble manière
quelconque ;

Il est que des personnes
prises de boisson , se sont ou-
bliées si avant que d'emporter
une malle contenant cinq cens
couronnes de France, et dont
le repentir , par une grâce
de remords de conscience ,
les a obligés à consigner la-
dite somme , en mains de
messieurs de la municipali-
té de Crespin , de sorte
que mondit sieur le général
de Schoenfeld s'étant présenté
en personne, en présence de

trois officiers qui l'accompagnaient pour la réclamation, ledit Patte, pour et au nom de ladite province, et pour lui en particulier, s'est rendu caution envers ledit officier municipal, non seulement pour tout trouble, éviction qu'on pourrait intenter, mais encore, il s'oblige en corps et bien, de reconsigner la même somme en garantie de mesdits sieurs de la municipalité de Crespin, sur cinq sols tournois de peine *in formâ*.

Fait à l'abbaye de Crespin

le 29 du mois de novembre
1790.

Et signé,

N. J. Patte ,
avec paraphe , 1790.

Le général baron de Schoen-
feld a reçu ladite somme à
l'abbaye de Crespin , le 29
novembre 1790.

Signé,

Le major de Léonardy ,
Aide de camp dudit général.

Collationné la présente copie

conforme à l'original reposant
en notre greffe , audit Crespin
le onze décembre 1790.

Signé ,

D. Tromont Macre ,

E. J. Trelcat , secrét.

Je soussigné capitaine com-
mandant le détachement du ré-
giment de royal Suédois , for-
mant la chaîne depuis Crespin
jusqu'à Gussinies , pour l'empê-
chement de la sortie des grains.

Certifie que la somme de
mille écus énoncées ci-dessus , a

été déposée chez moi par la municipalité de Crespin , où elle a resté jusqu'à ce que la dite municipalité l'a rendue à Monsieur le baron de Schœnfeld , qui l'a réclamée comme en étant le propriétaire.

Fait à Crespin ce onze décembre 1790.

Signé ,

J. H. Mussel.

Je soussigné certifie que tout ce qui est contenu dans l'acte ci-joint , est conforme à la vérité des faits y énoncés.

Ce onze décembre 1790.

Signé,

Don Maurice Guinez,
Maître d'hôtel de l'abbaye de
Crespin.

Il est vrai qu'un esprit de division agitait l'armée Belgique, mais il l'est également que l'avènement de Scoenfeld au généralat en chef, en est la principale cause, ajoutée à l'injuste incarcération du général en chef de ladite armée, Vandermeerch, l'idole de la nation Belgique,

et contre la teneur de la capitulation devant Namur, (six avril 1790), dont il invoqua en vain l'exécution.

Vonck , paysan d'Assche , avocat obscur , profita sataniquement des discordes intérieures qu'il avait médité , pour les accroître ;

Ceci résulte au surplus de la relation officielle dudit Schoenfeld , adressée au congrès Belgique , sur la défaite complète de l'armée qu'il commandait , le 23 mai 1790 , et que les autrichiens , commandés par le gé-

néral Beaulieu , chassèrent des environs de Marche , jusqu'à Andoy à la Meuse , en ces termes :

Relation authentique de ce qui s'est passé entre les armées des états Belghiques unis et autrichiennes , le 23 mai 1790 , et jours suivans :

« Pressé par plusieurs circonstances , le général baron de Schoenfeld résolut de déloger les ennemis de Marche , afin qu'en se rapprochant de la partie de l'armée placée à Bau-raing , sa ligne de défense devint

moins longue et par conséquent plus forte , ce qui l'aurait mis dans le cas de pouvoir faire des détachemens suffisans pour d'autres besoins qui existaient alors.

Le 24 du mois de mai fut le jour fixé pour mettre cette résolution à exécution , et pour ne rien confier au hasard , l'on crut devoir accabler les ennemis par le nombre , en les attaquant par trois endroits différens.

A cet effet le général envoya ordre au colonel Serret , de se

détacher avec environ douze cents hommes , pour s'emparer la veille , du poste de Rochefort , il fit approcher les trois compagnies qui étaient à Bouvignes , pour occuper le poste de Montgautier , et donna ordre aux lieutenants - colonels Rickart et Janssens , de se placer avec leurs corps respectifs à Ichippe .

Le colonel Serret devait , le lendemain à la pointe du jour , se porter sur l'abbaye de Saint Rémi , de là s'emparer de la cense au bois , qui n'était gar-

dée que par cent cinquante hommes et un canon , ensuite rentrer sur la grand route qui va de Rochefort à Marche , et dont la position lui donnait l'avantage de la hauteur , et celui de prendre à dos les postes de Humain et d'Aye.

Le lieutenant colonel Rukart, les chasseurs de Tongerlo et les trois compagnies de Villers , faisant ensemble un corps de deux mille hommes , devaient se porter droit sur le flanc du village de Humain , en cotoyant et donnant la main à la colonne du colonel Serret

Le baron de Schoenfeld de son côté, comptait de prendre poste avec le reste de l'armée sur la hauteur d'Haversin, en face du village de Hogue, étendant son aîle gauche vers Nettine, vis-à-vis de Wailler, et par le moyen de cette aîle, faire replier le poste de Hogue et lui couper la retraite.

En conséquence de ces dispositions, le général donna ordre à ses troupes de s'emparer le 23, des village de Nettines, Heure, Sinsin et d'Haversin,

exigeant que chacun fut rendu à son poste à deux heures après-midi, et qu'à trois heures les commandans des différens corps se trouvassent à la chapelle d'Haversin , pour y recevoir l'ordre et la disposition pour le lendemain.

Le baron de Schoenfeld s'y étant rendu lui même à trois heures , y attendit jusqu'à quatre , sans y voir arriver aucun de ces commandants ;

Toute la montagne , dans cet endroit , faisant un plateau en-

tièrement découvert, il prit le parti d'aller à leur rencontre, ne croyant pas qu'il fut possible de ne pas les rencontrer, mais ce fut inutilement :

Cependant étant arrivé devant Sinsin il vit, avec le plus grand étonnement, toute l'aile gauche commandée par le comte de Lannoy, rangée en bataille à côté du corps de Monsieur Debraine, et le village de Hogue attaqué et évacué aussitôt par les autrichiens, qui s'étaient rangés derrière, à petite portée de fusil et à l'entrée d'un

bois, qu'il fallait traverser pour aller à Marche.

Cet événement dut jeter le général dans les plus grands embarras, puisque les villages d'Heure et de Nettine n'ayant pas été occupés, les deux grandes routes, qui conduisaient à Marche, l'une venant de Huy et l'autre de Namur restaient absolument dégarnies, et les autrichiens étaient les maîtres de faire filer sans obstacle des troupes et des canons sur son aîle gauche.

Il faisait ce qu'il pouvait pour retirer les troupes qui

étaient engagées avec l'ennemi et renvoyer après cela l'aîle gauche à ses différens postes, quand on lui annonça qu'en effet une colonne sortait de Marche avec du canon, venait à grands pas se porter sur une de ces deux routes, et par conséquent menaçait son flanc.

Il ordonna aux troupes de prendre une position analogue à la circonstance, et profita d'une hauteur qui descendait en pente douce vers l'endroit par où les autrichiens devaient venir à elles, la gauche étant appuyée à un ravin, couvert

de bois impénétrable , et la droite à un autre bois très difficile à passer.

Cette position , outre qu'elle était infiniment avantageuse , avait un front assez resserré pour pouvoir former une seconde ligne

Alors le général ne croyant devoir rien craindre , et ne voyant point arriver les commandans des corps , quoiqu'il fut déjà cinq heures passé , il voulut courir à la chapelle , distante d'un bon quart de

lieue , et de là enfin les ramener à leurs troupes.

A peine avait il fait mille pas , que le canon commença à tirer :

Considérant alors que la troupe se trouverait absolument sans commandant , il rebroussa chemin de toute la vitesse de son cheval , pour se présenter devant sa ligne :

Il y trouva en arrivant un air de résolution parmi les troupes qui lui parut de bon augure , il fit avancer trois

pièces de canons qu'il avait à l'aile gauche;

Mais le capitaine Vanderpepen qui les commandait, ayant pris lâchement la fuite, et la consternation s'étant jetée parmi les conducteurs et quelques uns des cannoniers, l'on eut toutes les peines imaginables à les faire placer, et à en ôter les avant-trains.

On réussit cependant à en placer deux, qui commencèrent à tirer, et sans faire beaucoup de mal aux autrichiens,

ils ne laissèrent pas de les étonner, et on vit pendant quelques instans beaucoup d'incertitude parmi eux et même un mouvement rétrograde, le général le fit remarquer à ses gens, et il se disposait à en profiter quand un malheureux coup de canon, les fit tous coucher sur le ventre ;

Ce qui devait nécessairement ranimer et ranima en effet le courage des autrichiens, qui dès cet instant se portèrent sur notre armée, mais d'un pas si lent et si incer-

tain, qu'on peut assurer que dans un quart d'heure ils ne firent pas quatre cens pas.

Il est impossible de décrire combien le général, toute sa suite, quelques officiers de l'état major, comme Messieurs d'Huart, La Catoire, le lieutenant colonel comte de Nieuport, et le major Ortich, vers ses volontaires, se sont donnés de peines pour rassurer les troupes et les engager à se tenir debout,

Mais ce fut en vain :

Les autrichiens s'apercevant de l'effet funeste que le canon faisait sur elles, redoublèrent leurs décharges d'artillerie, et l'on vit dès ce moment que les troupes de la république seraient battues, sans avoir tiré un coup de fusil.

Le baron de Schoenfeld, avait envoyé requérir le général de Dam, de venir se joindre avec le premier bataillon de Thinne, le bataillon de Power, et deux pièces de canon qu'il avait auprès de lui, mais ne le voyant point arriver, le baron de

Schoenfeld y courut lui même et c'est alors qu'il rencontra pour la première fois les commandans des différens corps qui se trouvaient engagés au combat, depuis trois quarts d'heure.

Monsieur de Schoenfeld, continua sa route vers le colonel Thinne, fit avancer son bataillon et apprit que le général de Dam, était tranquille dans le château d'Haversin :

Arrivé à moitié chemin avec ledit bataillon, il vit tout d'un coup toute son aîle gauche, se

jetter dans le bois et déblayer la montagne dans un instant sans qu'il y restât un seul homme.

Les autrichiens continuaient toujours d'avancer dans le même ordre et sentaient que si ce bataillon de Thinne était mis en désordre, il n'y aurait plus de moyen de rallier la troupe, le général regardant d'ailleurs cette action de peu d'importance, s'il pouvait le maintenir en bonne posture à la sortie du bois d'Haversin et revenir à la charge, où

moyennant une attaque générale, les autrichiens attirés de ce côté, se trouveraient entièrement coupés de Marche :

Il donna ordre pour la retraite :

On la fit à petit pas, avec le meilleur ordre, et protégé par le corps des volontaires de Power.

L'on avait d'ailleurs placé un bataillon avec la majeure partie de l'artillerie sur le chemin de Pessoux vers Marche, devant le trou des chiens, avec

ordre d'arrêter tous les foyards, ce que le lieutenant colonel Le Jeune, et le colonel Koëler, exécutèrent avec toute l'activité possible.

Les autrichiens n'osèrent poursuivre d'un pas, ils n'osèrent même envoyer qu'une cinquantaine de fantassins et tout au plus une douzaine de dragons à la poursuite de nos foyards, de manière que le général crut les rencontrer tous à Pessoux;

Mais les deux corps du colonel d'Hultz, et du lieutenant colonel Piper, ayant une con-

naissance parfaite du terrain , ne jugèrent point à propos de rejoindre l'armée , et reprirent l'un la route de Chatain , et l'autre celle de Hoy.

Malgré ce contre temps , le baron de Schoenfeld comptait de passer la nuit à l'endroit où il avait placé son bataillon de réserve à une portée de canon de l'ennemi , mais ce fut alors que la trahison commença à jouer son rôle à découvert ;

Des officiers , profitant de l'obscurité , répandirent dans

toutes les troupes, et semèrent des bruits les plus effrayans.

Le colonel Lochet, les appuya par des rapports de patrouilles, qu'il fit rendre au général, tout haut et devant les troupes, disant que quinze cents hommes avec du canon avaient passé à Scy, à un quart de lieue de notre gauche, et se portaient droit sur Emptiennes, pour nous couper toute retraite ;

Les gens commencèrent à s'ébranler, et quoique retenus par les prières et les représentations du général, ils lui di-

rent qu'ils resteraient , pour lui prouver qu'ils n'étaient point des lâches , mais en même tems qu'ils étaient persuadés qu'il les sacrifiait et qu'il les menait réellement à la boucherie.

.

Pour comble de malheur , un peu de confusion s'était jeté dans le premier bataillon du régiment d'Anvers en traversant le bois , quoiqu'ils eussent encore tout un bataillon de volontaires derrière eux et une troupe de dragons sous les ordres du maréchal de logis Weindlich , qui , se jettant

derrière eux avec précipitation et se faisaient jour à travers toute la colonne, en écrasèrent beaucoup sous les pieds de leurs chevaux, au point qu'il s'en trouva vingt de morts ou grièvement blessés ;

Le maréchal criait à ces gens à ce qu'assurent les officiers, que c'était ainsi qu'il fallait écraser les gneux sous les pieds des chevaux.

Un officier de volontaires vint seul ensuite leur dire de doubler le pas, que les autrichiens étaient derrière eux

et que son bataillon était dispersé dans le bois :

Tout cela fit, qu'au lieu de s'arrêter sur une hauteur, qui se trouvait à la sortie du bois, et où ils étaient parfaitement en sûreté, on ne put jamais les empêcher de prendre le chemin de Ciney :

Tout cela augmenta la terreur au point que la troupe diminua peu-à-peu par la désertion, s'échappant au travers des bois et des haies.

Le gros ne murmurait point

mais témoignait au général avec modération et modestie qu'il était sûr d'être le lendemain la victime de son caprice.

Le vicomte de Dam disait hautement que le général ne risquait pas seulement, mais qu'il perdrait certainement le lendemain tout son canon, sachant que si vingt hommes dans cette disposition des esprits se jetaient sur son flanc gauche, il ne dépendrait plus de lui d'éviter une déroute complète, ce qui fit prendre au général, contre son senti-

ment et son intime conviction, la résolution de se replier à une heure la nuit sur Empinnes.

Il envoya en même temps un dragon avec ordre de suspendre l'attaque du côté droit.

Roukart et Villers les reçurent ;

Cet ordre ayant été écrit au clair de la lune, la dernière phrase , qui portait qu'il fallait en avertir Serret, fut interprétée comme si on avait

ordonné de faire retraite, ce qu'ils exécutèrent en effet, en se repliant vers Corbion.

Cependant le colonel Serret n'étant point averti, s'empara de la hauteur de l'abbaye de Saint Remi, et poussa les autrichiens assez loin devant lui, mais s'apercevant que les autres attaques n'avaient pas lieu, il songea également à la retraite et se replia sur Rochefort, après avoir perdu peu de monde et tué et blessé un nombre considérable d'autrichiens.

De là il passa la Lesse et se retira tranquillement à Bau-raing, sans que les autrichiens osassent le poursuivre au-delà de la rivière.

Il est probable que ce calme fut cause que les gens se déb-bandèrent dans la plaine, ne gardèrent plus la colonne et allèrent chacun où ils voulurent, de manière que, d'après le récit dudit colonel, il n'avait pas plus de cinq cents hommes le soir avec lui à Bau-raing.

Tout le reste de la malheu-

reuse histoire de cette colonne, est une énigme, puisque cinq mille hommes prirent unanimement le parti, dans cette même nuit, d'abandonner tous leurs postes, de se replier sur la Meuse sans s'arrêter un instant, sans avoir un ennemi à leurs trousses, et de passer la rivière, sans avoir été retenus par aucun de leurs supérieurs.

Les soldats ont paru étonnés eux mêmes, de ce qu'ils avaient fait, mais la mésintelligence entre les commandans de l'armée, et par conséquent entre

les officiers supérieurs des corps, ne laisse aucun doute qu'il ne faille attribuer cette catastrophe à une telle cause.

Quant au baron de Schoenfeld , il comptait de garder le poste d'Emptinnes , croyant le lendemain que les corps de Piper et d'Hultz viendraient s'y joindre , et il le croyait d'autant plus , que le comte de Lannoy étant venu le trouver , disant qu'il ne savait pas trop quelle route ils avaient pris , mais qu'il pensait que c'était sur Chaltin , il l'avait prié d'y

retourner , ou plutôt de leur ordonner de sa part de se placer à sa gauche à Champion et Hubines , mais le général n'en entendit plus parler , en sorte qu'il ne lui restait plus alors que la légion Belgique pour couvrir sa gauche , et il la plaça à Hubines.

Le lendemain le colonel Lochet fit dire que sa troupe murmurait de rester à Hubines , et que sa patrouille lui avait rapporté que la même colonne de quinze cents hommes , filait toujours sur notre aile gauche ;

Le général, lui ayant fait répondre qu'il pouvait rester, et qu'il avait du monde qui lui rapportait qu'il n'y avait pas un autrichien, s'y transporta lui même, mais au lieu de les trouver à Hubines, il le rencontra à moitié chemin de Champion, et entra avec lui dans tous les détails des précautions qu'il avait prises pour s'assurer qu'on ne songeait pas à nous tourner, le colonel les approuva, et dit qu'il allait disposer sa troupe à retourner à Hubines :

Mais peu d'heures après il

Dam , en venant offrir les services de son maître , affecta de répandre la catastrophe de l'armée de Bauraing , y mettant même des exagérations et assurant qu'elle n'avait pas gardé un seul de ses canons.

Les officiers et les soldats commencèrent à murmurer contre la fermeté du baron de Schoenfeld , et il vit le moment où il pouvait en effet être abandonné de toute l'armée , puisque , comme il découvrit depuis , on s'efforçait de répandre sur sa personne même , les

imputations les plus odieuses et d'autant plus faites pour donner impression sur le vulgaire, qu'elles sont plus extravagantes et moins croyables.

Pour prévenir une telle défection, le général crut devoir se retirer jusqu'à Andoy, où il parvint enfin à rassurer la troupe non sans contrariété, puisqu'un corps de volontaires Tournaisiens, habillé et abondamment pourvu de tout, prit le parti de désertir en entier dans une même nuit, et de retourner chez soi en passant la Meuse entre Andenne et Namur.

Signé, Van Eupen, secrét.

Il est faux que le corps des volontaires Tournésiens revint lors à Tournay;

• Il est vrai que semblablement avec d'autres corps de volontaires, poussés par les autrichiens, ils passèrent la Meuse.

Sans en excepter M. de Schoenfeld lui même, qui avait passé la Meuse, et ne dut sa position d'Andoy, qu'au génie et au sang froid martial du brave général Koehler.

Voyez les mémoire authentiques du vicomte de Vilain XIV, pages 10 et 11.

Un chef de corps l'ami, dudit Schoenfeld, qui comme le dit le vicomte de Vilain XIV dans ses mémoires cités ci plus bas, ne fut pas des derniers à se sauver avec son corps à Namur, n'y est pas cité ;

Schoenfeld préféra nommer seulement un corps d'une petite province, pour le faire avec impunité.

Les volontaires tournésiens chérissaient Vandermeersch et Schoenfeld le savait, *inde iræ*.

Nous le répétons, les procédés injustes du congrès, lui avaient

ôté la confiance publique, et ont refroidi le patriotisme, l'affaire malheureuse du 22 septembre 1790, en donna la pleine conviction, en voici le narré officiel :

Extrait d'une lettre du général baron de Schœnfeld, au congrès, en date du 24 septembre 1790.

Vous avez sans doute déjà reçu dans ce moment la relation du major-général Koehler, de la journée du 22 (*)

(*) Rapport du général-major de

Il me reste à vous instruire le plus succinctement possible de ce qui s'est passé de mon côté.

• Mon projet d'attaque s'étendait depuis la barrière du Troncquoi, jusqu'à Emptinnes, en faisant avancer la colonne de Huy, par la route d'Hav-

Koehler, du camp de Bouvignes, du 22 et 23 septembre 1790.

Aujourd'hui nous avons fait nos attaques contre l'ennemi, les avons chassés de toutes leurs batteries, et pris dans deux attaques cinq

lange , et les hauteurs de Li-bois , en deux colonnes , dont la gauche sous la conduite du lieutenant colonel Kleist , sur Emptinnes , et du commandant des volontaires Vanpraet ;

Celle de la droite, comman-

pièces de canon , dont trois de douze.

Nos troupes avançant avec une fermeté étonnante , sous le feu de leurs cartages , gardaient toujours leur alignement :

Mais dans le moment ou notre victoire allait être complète , le

dée par le colonel de Thinné, et de mon premier aide de camp, De Halle, sur Wagnée et Florée ;

Tandis qu'avec les troupes d'Andenne et Ohéy, on se portait sur Gesvres, de manière

feu a pris aux caissons d'artillerie et a mis le désordre dans nos troupes, ce qui leur a fait abandonner deux pièces de canon, dont les chevaux avaient été tués, et jetter une troisième qu'ils avaient prise sur l'ennemi, dans la Meuse.

La colonne d'Hastier a sauvé les

que dans cette position, mes troupes formaient la corde du cercle de ma position précédente, et s'étendait le long de la gorge de Grandpré jusqu'à Chaltain.

L'attaque principale était di-

siens, et a fait même une trentaine de prisonniers.

Notre perte en hommes et en chevaux est assez considérable et aurait pû l'être davantage, si les dragons, numéro un n'avaient protégé la retraite.

Nous sommes dans la même po-

rigée sur le poste de Wagnée, lequel emporté, toute la position des ennemis était prise à dos :

Je me trouvais maître de la vieille route, et mettais les autrichiens dans l'impossibilité

sition qu'avant l'attaque, mais je ne désespère pas pouvoir encore pénétrer ; notre retraite provenant plutôt de l'accident arrivé de notre côté, que d'un effet de l'ennemi.

Les autrichiens ont perdu pour le moins autant d'hommes que nous :

de pouvoir se retirer autre part que par la rivière de Lesse sur la nouvelle route ou par, les fonds de Spontin sur Ciney et Rochefort par des chemins presque impraticables.

Je commençais l'attaque de

Le colonel de Cumptich ayant sabré dans une batterie cent soixante fantassins, et pris deux pièces de canon de six.

Nos troupes ne sont pas dutout découragées, malgré l'accident d'hier 22, mais au contraire je suis sûr

Wagnée à six heures et demie :

Les autrichiens s'y étaient attendus et avaient posté presque toutes leurs forces de ce côté.

Un peu de retard du côté de la colonne de Gesvres, leur en avait facilité les moyens.

Je réussis cependant à les chasser partout, et à déloger

qu'elles ne demandent que le moment de réparer le tort de cette épouvante occasionnée par les caissons en feu.

tous leurs avant - postes, de façon qu'après avoir dépassé un bois très difficile, qui couvrait leur front, j'étendis mon aîle droite à la demi portée du canon devant le retranchement, tandis que l'aîle gauche se porta pour attaquer le village de Florée, qu'il fallait emporter pour arriver de ce côté-là à eux.

Toute leur cavalerie s'était rassemblée dans cette plaine et fit tous ses efforts, pour empêcher ma ligne d'avancer de ce côté.

Elle réussit une couple de fois à jeter un peu de désordre parmi mes volontaires :

Mais soutenus par nos dragons ils se remirent en ordre et avancèrent avec beaucoup de résolution à travers une quantité de haies, dont ils chassèrent les autrichiens jusqu'au village même, qu'ils réussirent d'emporter malgré une résistance extrêmement opiniâtre de la part de quatre compagnies de grenadiers, qui le défendaient.

Trente hommes en outre

Tom 95.

H 3

postés sur le cimetière se laissèrent tous massacrer jusqu'au dernier, sans vouloir l'abandonner.

Mais au moment que le colonel de Thinne et le chevalier de Hale , qui l'un et l'autre dans cette occasion montrèrent une intrépidité peu commune , formèrent environ deux cents hommes pour forcer avec la bayonnette, dans leur retranchement principal; les volontaires , harassés par la durée de l'action, ne les secondèrent pas.

Dans cet instant je me trouvais avec l'aîle droite sur le front de leur retranchement à la portée du mousquet, et j'avais réussi, moyennant la fermeté extraordinaire de trois compagnies du régiment n°. 5, sous les ordres du major Mens, à attirer tout le feu de leur canon sur moi :

Mais ne pouvant venir à bout de ranimer les volontaires pour pouvoir les placer, du moins en partie, en ligne, quelques coups de canon tirés sur notre flanc les déterminèrent à se retirer tout à fait.

Dans ce moment le major Mens ayant été tué , et voyant l'attaque de la gauche se ralentir un peu , je fus obligé de permettre à ces braves gens de se replier un peu vers le bois.

Les autrichiens profitèrent de ce moment pour tourner leurs canons contre ceux qui débordaient du village , et voyant l'impossibilité de pousser , avec quelque apparence de succès , ma pointe sans danger , je fus obligé d'ordonner qu'on se retirât et qu'on se repliât sur moi.

Dès cet instant il n'était plus possible de me flatter d'une victoire complète, et je dus me contenter de conserver mes premiers avantages et de tâcher de rester maître du champ de bataille, et d'en imposer à l'ennemi;

En quoi je réussis complètement, je fis ramasser tous mes blessés à la vue de l'ennemi, les charger sur des chariots et les emmener sans qu'il osât me troubler dans cette opération.

Les compagnies de chasseurs

commandées par le capitaine Conradi, m'ont constamment soutenu et se sont conduites avec la plus grande valeur, et le bataillon que j'avais fait revenir de l'autre colonne, et qui se comporta très bien, resta jusques vers le soir, qu'il me demanda la permission d'aller rejoindre les charrettes.

N'ayant pas de nouvelles de la colonne de la Neuville, celle du lieutenant colonel Kleist pouvait être prise à dos ;

Ce qui me détermina à la faire rétrograder jusqu'à la même ligne avec moi, et de là continuer sa route sur Résimont, me réservant de couvrir la retraite et de les suivre, quand ils auraient été mis en sûreté ;

Ce que j'effectuai en effet à minuit dans le meilleur ordre possible et avec la plus grande tranquillité de la part de mes troupes réglées, dont la bonne volonté, l'obéissance et la bravoure ne peuvent être assez louées.

Pendant tout ce temps les chasseurs de Tongerloos avaient passé le fond de Gesvres , étaient entrés dans le camp des autrichiens de Sorinne , y avaient mis le feu , et auraient pû emporter tous leurs retranchemens de ce côté là , s'ils avaient sçu profiter de la première terreur des autrichiens.

L'attaque sur la chaussée d'Assesse avait été poussée avec vigueur :

Les retranchemens des ennemis furent emportés ;

Et si l'incertitude de ce qui

se passait sur leur gauche ne les avait empêchés de se porter de ce côté, ils se seraient donnés la main avec cette même gauche, et les autrichiens auraient été complètement battus :

Mais enfin après des prodiges de valeur, l'incertitude presque inévitable dans des attaques compliquées, a fait manquer le tout, et nous a forcé de reprendre nos anciens postes, sans avoir essuyé le moindre échec.

La perte de l'ennemi dans

cette journée doit avoir été très considérable.

Le nombre de nos morts est certainement beaucoup inférieur au leur.

Je regrette quelques braves officiers qui y ont péri.

Parmi les blessés, mon premier aide de camp, chevalier de Hale, me fait infiniment de peine.

A l'attaque de la barrière près de Vivier l'Agneau, le colonel de Braine, le lieutenant

colonel de Raynac , le major Krayenhorf , se sont distingués par leur intrepidité et leur intelligence , et Messesseurs du congrès témoins , oculaires de ce qu'ils ont fait , vous en feront eux même l'éloge qu'ils méritent.

J'ai l'honneur de vous joindre le rapport que j'ai reçu de ce qui s'est passé à la colonne de Neuville. (*)

(*) Extrait du rapport de Messieurs Leclair et Huart , commandant la colonne de la Neuville , à

Au surplus, ce qui parût aussi étrange qu'injuste dans les procédés du comité de Bréda et postérieurement du congrès des états unis;

C'est son choix de prédilection pour une famille française, dont trois parents du même nom y commandaient

son excellence le baron de Schœnfeld.

Nous nous sommes conformés aux ordres de votre excellence, et partis à quatre heures du matin de Terwagne, nous avons trouvé

chacun un régiment, quoiqu'ils n'eussent bougé qu'après l'évacuation de Bruxelles, (douze décembre 1789) tandis que le duc d'Ursel, dès le mois de novembre 1789 quitta Vienne et son généralat pour venir au secours de sa patrie.

L'on sait comme il y fut

l'ennemi sur les hanteurs de Falon et Bufin:

Nous nous sommes mis en bataille :

L'ennemi pouvait être au nombre de douze cents hommes:

• Tom 95.

I 3

Au surplus, ce qui p
aussi étrange qu'injuste
les procédés du comité d
da et postérieurement d
grès des états unis;

C'est son choix de
lection pour une famil
çaise, dont trois pa
même nom y comm

son excellence le baron
feld.

Nous nous sommes co
ordres de votre exc
partis à qu heure
de ... as de bonn

LE TEMPLAIRE

LES DEUXIÈME

seul de son

de son

de son

d'Urs

de son

général

de son

de son

de son

de son

de son

11-

10-

tués

les

ayant

ceux

et en-

de par-

à nous

par une

norable des peuples libres ,
est le seul motif qui a réglé
et qui réglera ma conduite ;

Je n'ai rien demandé pour
moi , et je ne demanderai
rien que de concourir , selon

conduite ferme , les dragons de Namur , commandés par le chevalier de Roisin , et les canaris ont tellement favorisé notre retraite , qu'elle en a imposé à l'ennemi.

Nous n'avons perdu qu'un caisson d'artillerie , mais les volontaires ont perdu grande partie de leur bagage.

mes forces, à l'affranchissement total de ma patrie.

C'est dans cet esprit que j'offris d'abord mes services au comité de Bréda, avant le commencement des hostilités.

C'est dans cet esprit que

Nous nous sommes repliés sur Haverlange, que nous pouvions croire que l'ennemi aurait abandonné, mais cela n'étant pas, nous primes le parti de nous retirer par Terwagne, dans notre camp de la Neuville.

" Nous avons renvoyé les volontai-

j'accourus en Flandres avant la prise de Bruxelles, pour joindre mes efforts à ceux qui se destinaient à cette expédition.

C'est dans cet esprit que j'ai signé l'adresse que l'on a présentée aux états de Brabant.

res à Huy, sous la conduite du brave officier Vanlathem, commandant d'un bataillon du district de Vilvorde, qui malgré la retraite de ses volontaires s'était fort distingué avec nous.

On y invitait cette assemblée à délibérer sur les droits imprescriptibles du peuple , on l'invitait à suivre en cela l'exemple que les états de Flandre ont donné , que les états du Tournésis(*) viennent de répéter.

Cette adresse était présentée par une société de citoyens honnêtes , dont Monsieur Vonck était président.

J'étais bien aise , en signant cette adresse , de donner une marque publique d'estime à un homme vertueux (Monsieur

(*) C'est-à-dire de Tournay.

Vonck), l'un des principaux auteurs de votre indépendance ;

Aujourd'hui, le même esprit qui m'a guidé dès le commencement, m'engage à vous dénoncer l'acte de proscription qui a suivi la présentation de l'adresse aux états de Brabant, et à demander que vous fassiez justice sur cette criminelle affaire.

J'ai méprisé les calomnies que l'on a répandues sur mon compte ;

Mais lorsqu'on dresse des listes de proscription, lorsqu'on répand l'argent pour exciter à l'assassinat et au pillage,

une populace aveugle , je dois élever ma voix :

Je n'ai pas besoin de réparation pour les outrages que l'on m'a faits :

Mais les états , mais la nation ont besoin de la faire cette réparation à tous ceux qui ont été outragés.

Si vous hésitez , Messieurs , de remplir ce devoir , je demande quel homme honnête voudrait encore siéger parmi vous ?

Quelle confiance pourriez vous inspirer ?

Quelle province voudrait s'unir avec celle que vous gouvernez ?

Quel souverain ne croirait pas se deshonnorer en traitant avec vous ?

Oui , Messieurs , si par une prompte justice vous n'effacez pas l'opprobe dont on a souillé la nation , si vous ne portez pas le flambeau de la vérité dans tous les détours de cette odieuse affaire ,

Vous serez regardés avec justice comme les complices des crimes que vous deviez punir , vous n'aurez plus autour de vous que des hommes vils , pour qui les forfaits et l'infamie ne sont que de vains noms , et vous aurez flétri dès la naissance , une des plus glorieuses et des plus justes révolutions qui fut jamais.

J'ai l'honneur d'être , etc.

Signé ,

Le prince d'Aremberg,
comte de la Marck.

Bruxelles, ce vingt-deux
mars 1790.

Ce prince fut trompé ainsi
que bien d'autres, par le ton
bas et flagorneur du petit et
orgueilleux paysan d'Assche.

Ce prince était révolté jus-
tement de l'insolence du con-
grès à son égard, et de l'anar-
chie qui régnait à Bruxelles.

Toutes ces circonstances firent
perdre au congrès la confiance
publique nécessaire pour conso-
lider la révolution, par un
arrangement honorable.

Les belges se croyaient justement blessés dans leur honneur national , de voir un prussien (Schoenfeld) , commander en chef , en place de l'illustre Vandermeersch , et en éliminant les prince et duc nationnaux d'Aremberg et d'Ursel ;

Schoenfeld s'appuyait sur la faveur du congrès , et ce dernier sur les talents de Schoenfeld , tous deux perdus dans l'opinion publique , provoquèrent l'honteuse dissolution de l'armée du centre , et de la

gauche de l'armée Belgique , tandis que la colonne de droite s'est couverte de gloire , commandée par Koehler , investi de la confiance de la nation Belgique.

Schoenfeld prit la fuite le 25 de Namur , laissa à l'ennemi cent pièces de canon , et arrivé à Anderlecht , trouva son centre et sa gauche réduits de onze mille hommes à deux mille.

Schoenfeld n'ose se montrer à Bruxelles , crainte de soule-

ver la nation contre son impéritie ;

Koehler y arrive triomphant de Bouvignes avec ses six mille quatre cents braves , et quarante pièces de canon , il y est justement comblé d'applaudissemens , et Schoenfeld de malédictions.

Le lecteur demandera comment ces deux retraites se sont effectuées d'une manière si dissimilaires le voici :

Schoenfeld dit dans sa justification , que mes collègues ,

membres du congrès voyaient tous les abus et inconvéniens qui allaient nous - accabler et ne remédiaient à aucuns.

Il se plaint qu'il fallait cantonner la colonne du centre¹, mes collègues n'en firent rien , moi je me concertai avec le général Koehler, et je fis cantonner ma colonne de Bouvignes ;

Prévoyant dès mon arrivée la marche retrograde de ma colonne, j'ai sollicité 18 jours et obtenu des états de Namur, de requérir autant de chariots que je croirais nécessaires pour

la retraite, dont je remis copie authentique, d'abord au général Koehler, et au quartier maître général, vicomte de Vilain XIV.

Dès le 19 novembre, j'avais envoyé à Namur deux affidés sûrs et dans le plus grand secret pour savoir ce qui s'y passait, le surlendemain un d'eux vint me dire que les états avaient résolu de se soumettre sans combat, au général Bender.

Dès lors j'envoyai dix affidés, surveillans les principales fermes des environs, char-

gés de suivre les traces des chevaux que les fermiers auraient pu sauver, ce que j'avais prévu arriva, car au moment du départ, le 25 novembre, l'ordre des états de Namur exhibé, nous trouvâmes les chevaux cachés à notre disposition, tellement que notre colonne ne perdit ni munitions de vivres, de guerre, ni canons, ni caissons, ni bagages, ni habillemens, nous avions trois mauvaises routes non pavées, et par ces mesures de prévoyances nous arrivâmes en bataille rangée dra-

peaux déployés à Charleroy ,
Binch , Mons et Bruxelles.

Schoenfeld avait au contraire trois routes pavées, Bruxelles , Louvain et Charleroy , et laissa à l'ennemi cent pièces, de canon , toutes les munitions et attirails , et dans cette position déplorable , en trois jours de fuite , réduît son armée de onze mille hommes à deux mille.

Schoenfeld et mes collègues du congrès près de ce général, imprudemment s'amusaient jusqu'au 26 au matin , à capituler avec le maréchal de Bender ;

A cette époque , nos six mille quatre cents braves , de la colonne de Bouvignes , arrivèrent à Charleroy , drapeaux déployés , avec quarante pièces de canon , bagages et munitions ;

D'après ce, il faut convenir qu'on fait de la nation Belgique tout ce qu'on veut, lorsqu'on cherche à mériter sa confiance et son estime, par la justice et l'équité.

Au surplus, l'assertion de Schoenfeld, que Monsieur le général Koehler désarma les volontaires montois, est fausses.

Il est encore faux que ledit général Koehler [se rendit le lendemain à Bruxelles, mais véritablement trois jours après avec six mille quatre cents braves et quarante pièces de canon et delà à Alost et à Gand, où les états de Flandres congédièrent ces 6000 braves honorablement, en leur donnant un mois de gages.

1790.

L'on a vu au vol. 95, pages 206 à 223 de cet ouvrage, la lettre de monseigneur le duc d'Ursel aux états de Flandre,

datée de Douay, 18 août 1790, elle fit une impression profonde sur le public, qui désapprouva hautement l'injustice des procédés des états de Flandre envers ce respectable seigneur.

Le baron Coppens, sous lieutenant de la première compagnie des volontaires de Gand, fit imprimer, par autorisation desdits états de Flandre, du 19 août 1790, son rapport en date du 24 juillet précédent, comme officier-commandant de la garde des volontaires gantois, la nuit du 22 juillet au 23 dito, sur les évènements qui

se passèrent à l'abbaye de Baudeloo à Gand , où ce seigneur respectable et innocent des inculpations mensongères dont on le chargeait , se trouvait colloqué , il est ainsi conçu :

Rapport à leurs hautes puissances les états de Flandre , par l'officier de garde à Baudeloo , le jeudi 22 juillet 1790 , depuis huit heures du soir jusqu'au lendemain vendredi.

Je soussigné fait rapport que j'étais seul officier à la garde montante du jeudi 22 , à l'abbaye de Baudeloo , l'autre offi-

cier s'étant fait excuser cette nuit vu une indisposition , promettant de s'y rendre le lendemain de bonne heure.

J'avais avec moi cinq volontaires dont deux de la première compagnie , un de la troisième et deux de la compagnie de la réthorique.

Quoique selon les arrangemens pris au comité , il ne devait y avoir que quatre volontaires de garde outre les deux officiers , je n'ai pas fait difficulté de les garder tous les cinq , puisque , quoique par erreur , ils

étaient tous à ce qu'ils m'assuraient, envoyés par leurs capitaines respectifs.

Vers les onze heures et demie ou minuit, on m'appella en bas, c'était Monsieur Hélias, commissaire des seigneurs états, qui me prévint, que le peuple étant indisposé depuis longtemps contre Monsieur le duc d'Ursel, il fallait être sur ses gardes cette nuit, vu qu'il y avait de la fermentation en ville.

Etant remonté à la chambre

des gardes, le duc m'est venu
parler :

Il me dit qu'il avait appris
par son valet de chambre, qui
avait rodé dans la maison,
que j'avais eu tantôt la visite
d'un jeune homme, à une heure
si indue, qu'il avait même su
que depuis que j'étais remonté,
il était allé trouver Monsieur
l'abbé de Baudeloo, dans son
quartier, il ajouta que celui-
ci lui avait laissé entrevoir,
ou à madame la duchesse,
qu'il aurait pu être transféré
en Brabant.

Le duc dit qu'il ne s'y laisserait pas conduire, qu'il se ferait plutôt assassiner ici, et qu'il en viendrait aux dernières extrémités.

Il nous sollicita nous tous volontaires de prendre son parti comme celui de la justice, et que nous devions plutôt nous battre contre ceux qui auraient voulu le transporter, que de le souffrir.

Il déclama contre les états dans les termes les plus violents, il prétendit éprouver la plus monstrueuse injustice, qu'on

était capable de tout , principalement en Brabant, et qu'il s'attendait à se voir immolé.

Je lui ai répondu , ainsi qu'à la duchesse , qui tenait à peu près les mêmes discours , qu'il n'avait rien à craindre de la part des états , incapables de commettre une injustice , que dans un moment de révolution on devait quelque fois pour la sureté publique s'assurer des personnes , n'eussent elles même que les apparences contre elles , sans cependant leur en vouloir autrement.

Sur les instances pressantes et réitérées du duc , je lui ai encore déclaré alors que je n'avais pas d'ordre de le transporter cette nuit , que je ne pouvais cependant pas répondre de ce qui pouvait arriver.

Il voulait aussi savoir qui était venu me voir , comme ledit commissaire était venu me parler sous secret , et que ce n'étaient pas des choses à dire , j'ai répondu au duc que c'était quelqu'un venu pour moi , et que je ne devais pas rendre compte de ce qui me regardait.

Enfin , le duc paraissait s'apaiser un peu , est entré dans son appartement , mais il a été toute la nuit sur pied loi et tout son monde , passant fréquemment d'un appartement à l'autre.

Aux environs d'une heure et demie ou deux heures , au bruit de plusieurs hommes et chevaux , le duc et sa suite crièrent qu'on n'ouvrit point la maison ;

Mais le commissaire qui était resté à l'abbaye annonça ses ordres et fit ouvrir la porte.

Alors, la duchesse et sa suite nous firent toutes sortes de supplications, puis quelqu'unes de ses demoiselles coururent continuellement à une petite fenêtre d'un cabinet qui donne sur le quai de Baudeloo, en criant au feu et au meurtre.

Je les priai à différentes reprises de cesser et de s'en retirer pour ne pas causer d'alarme en ville, et ne m'écoutant point, je les en ai éloignées avec beaucoup de ménagement.

Voulant descendre pour parler au commissaire, qui me

demandait , les femmes s'y opposèrent , et crièrent de ne pas me laisser aller , et le duc en me menaçant , qu'il allait se venger sur moi de tout ce qui arrivait , voulut m'attaquer avec une épée qu'il tira d'une canne :

Mais sa suite le retint , et la duchesse chercha à me retenir aussi , ce qui était bien inutile , car j'avais gardé le sabre au fourreau et ne songeais pas à me servir d'aucune arme.

Parvenu à descendre , le

commissaire me communiqua ses ordres, ajoutant que leurs hautes puissances me rendaient responsable du transport du duc.

Je lui annonçai de mon côté que quoique prêt à obéir aux états comme je le devais, je n'oserais moi même ni n'engagerais les volontaires que je commandais, d'user d'aucune violence sur personne.

Etant remontés ensemble, il lut ses ordres au duc, et me remit les miens.

Celui-ci ne répondit que par

des invectives, et assura encore une fois , qu'on l'assassinerait plutôt que de le transporter.

Le commissaire lui parla pendant une demie heure et plus, pour le persuader de se laisser conduire volontairement, mais il s'y refusa si absolument que le commissaire fut obligé de faire monter son escorte de patriotes soldés, avec leur officier.

Entrés dans notre salle de garde , cet officier engagea aussi le duc pendant plus d'un quart d'heure , à se laisser con-

duire de bon gré, mais vainement.

Le duc était entouré de la duchesse et de toute sa suite, deux de ses demoiselles se seraient contre moi, je cherchais à les écarter doucement, pour avoir les mains libres au cas qu'on m'attaquât, comme j'en avais été menacé par le duc, dont tout l'emportement semblait dirigé contre moi.

La duchesse profita de ce moment pour me tirer mon sabre du fourreau, l'officier patriotique parant le coup qu'elle

voulut m'en porter , fut blessé
au poignet :

Je me saisis de mon sabre
par la lame , la duchesse me
la tira plusieurs fois à travers
les mains , au point que je
les eus coupées en différens
endroits et que j'étais tout en-
sanglanté.

Le duc secondant ses voies
de fait , tira une seconde fois
son épée de sa canne :

Comme il allait nous en
frapper , je la brisais de mes
mains entre les siennes.

L'escorte patriotique voyant seulement alors que son officier avait été blessé, se précipita sur le duc, l'entoura de manière à ne plus pouvoir en approcher, et le transporta dans la voiture.

L'officier patriotique et moi nous les suivîmes, et j'entrai dans la voiture pour y accompagner le duc, suivant les ordres des états dont j'étais muni :

Mais sur la demande du duc d'engager la duchesse de

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...

us sommes partis sous
patriotique.

tous les égards que
n'aurais d'avoir pour lui,
je lui donnais de nou-
velles preuves en envoyant pen-
sionner le chemin jusqu'à deux
lieues de l'abbaye pour engager
un chasseur à le suivre et cher-
cher quelques effets qu'il de-
couvrirait, il ne cessa pas d'in-
voquer contre les états et con-
tra moi personnellement :

Il se possédait si peu, qu'il
échappa de dire qu'il n'y

avait qu'un bou . . . de moine tel que l'abbé qui put vouloir prêter sa voiture , et qu'un cagot capable d'exécuter cet ordre vis-à-vis de lui.

Je me suis contenté de lui répondre , que si je m'étais refusé , comme il m'y avait exhorté , aux ordres positifs que j'avais reçus , je me serais rendu criminel d'état.

Arrivés à la porte de Bruxelles , nous y trouvâmes une garde de volontaires assez nombreuse , qui refusa de nous

laisser sortir la ville , malgré notre billet de porte , sous prétexte qu'il y était parlé de deux voitures , et que nous n'en conduisions qu'une.

Leur communiquant mes ordres des seigneurs états , ils dirent que ces ordres portaient aussi d'emmener la duchesse , et qu'elle n'y était pas.

Apprenant qu'on m'avait dit qu'elle était hors d'état de nous suivre , ils répliquèrent qu'ayant des ordres , nous aurions dû la conduire morte ou vivante , à quoi j'ai répondu que les

ciats , non plus que nous autres , n'étaient pas aussi cruels , et que j'avais des ordres de bouche par le commissaire , auxquels je devais me conformer , de laisser à la duchesse l'option de rester encore à Gand.

Ils ne refusèrent pas moins de nous laisser passer , quand bien même nous reviendrions avec deux voitures et la duchesse , alléguant qu'ils entendaient que le duc réclamait sa liberté , que les états avaient fait un accord avec la collace

pendant la journée , ils ne pouvaient plus faire cela , qu'avant d'obéir à ces ordres , j'aurais dû parler au commandant et au comité des volontaires :

Enfin ils finirent par dire que nous ne passerions qu'en employant la force.

Nos ordres ne portaient point d'en venir aux mains avec nos propres volontaires , de sorte que sur leur refus constaté en présence de l'officier et de l'escorte patriotique , nous sommes retournés sur nos

pas vers la ville , et nous sommes allés à la porte de Saint Liévin ;

Mais messieurs les volontaires qui étaient de garde , avaient probablement été prévenus par quelques uns de ceux qui étaient à la porte de Bruxelles et qu'on a vu prendre le chemin du rempart , et nous y avons essuyé aussi un refus absolu de nous laisser passer.

Dans notre embarras nous sommes allés chez Monsieur le grand bailli, comme chef de la police , et comme celui qui

avait eu la principale direction sur la garde du duc à Baudeloo :

Après avoir longtemps délibéré, il m'a donné ordre en présence de deux hommes de notre escorte de reconduire le duc à cette abbaye, où j'avais dit qu'il demandait instamment de retourner.

Après l'y avoir ramené dans son appartement, j'ai été faire mon rapport verbalement au susdit commissaire et à Monsieur le pensionnaire Rohaert;

Je suis allé ensuite chez l'officier qui devait être de garde avec moi, et j'appris qu'il y était déjà :

Je finis par faire mon rapport à Monsieur de Nazareth, commandant des volontaires, le priant de voir ce qu'il y avait à faire, ajoutant que puisque j'avais appris que l'autre officier était arrivé à son poste, je croyais qu'il pouvait à son tour achever sans moi sa garde de la journée :

Je lui dis encore, que j'étais maintenant convaincu par ce

qui venait de se passer, de la prévention d'un nombre de volontaires pour le duc et contre moi, et que je devais me défier de celle du monde, probablement mal instruit, qui s'attroupait déjà;

Que j'avais vu deux hommes armés qui nous avaient suivis jusqu'à Baudeloo, et nous avions entendu des claquemens de mains dans le voisinage à notre arrivée à l'abbaye;

Que par conséquent je croyais ne plus pouvoir y faire aucun bien, et même qu'il ne me

convenait point de paraître dans ces circonstances, surtout étant tout teint de sang des blessures que la duchesse m'avait faites aux mains, ce qu'on aurait pu interpréter sinistrement à mon égard.

Le commandant ne s'y étant point opposé, je me suis retiré, ayant d'ailleurs besoin de panser ces blessures.

J'avais déjà essayé en ville des menaces de la part de plusieurs volontaires que je ne connais point, et étant de retour chez moi, je ne tardai

point d'apprendre que mes appréhensions n'étaient que trop fondées, et que ma propre sureté exigeait que je m'absentasse de la ville, circonstance qui a retardé le présent rapport et m'a empêché de le présenter moi même, à leurs hautes puissances.

Fait ce 24 juillet 1790.

Signé,

Le baron, Coppens,
sous-lieutenant, de la première compagnie.

*Les états de Flandre, à tous
ceux qui les présentes verront,
ou lire ouïront, salut.*

Savoir faisons que notre très
cher et féal le baron de Cop-
pens, sous-lieutenant de la ci-
devant première compagnie des
volontaires de la ville de Gand,
nous ayant manifesté ses dé-
sirs en pleine assemblée pour
être autorisé à rendre public
par la presse le rapport qu'il
nous a fait parvenir le 24 du
mois de juillet dernier, relatif
à la translation du duc d'Ur-
sel, nous n'avons pas seule-

ment déferé à sa juste demande , mais comme il s'est trouvé dans le cas d'essuyer quelques désagrémens du chef de cette commission , dont il fut chargé de notre part , et laquelle il a exécutée avec autant de ménagement que d'exactitude , nous devons lui témoigner toute notre satisfaction et reconnaissance , l'assurant en outre de notre bienveillance et qu'en toutes occurences on aura égard à sa probité et fidélité reconnues ;

Nous lui permettons en outre de faire imprimer les pré-

sentes à la suite du rapport
susmentionné.

En foi de quoi nous avons
fait dépêcher et signer la pré-
sente par notre conseiller pen-
sionnaire, et y apposer le scel
de notre province.

Fait en l'assemblée, le 19
août 1790.

Par ordonnance comme pen-
sionnaire,

Signé,

J. F. Rahaert.

La collace de Gand et les volontaires de cette ville, justement indignés de la conduite atroce des états de Flandre envers ce digne et respectable duc ;

Ces braves gens , bien loin de partager la conduite illégale et despotique desdits états , déférèrent à l'exécution légale de l'arrêt du conseil souverain de Flandre , qui acquittait tout d'une voix ce seigneur des inculpations dont la calomnie l'avait frappé , et il le mirent en liberté :

Ce seigneur en usa pour se rendre au Sas de Gand , et de là à Douay.

Au mois d'octobre 1791 , le duc d'Ursel présenta au conseil de Flandre , une requête dirigée contre lesdits états , demandant à ce qu'ils soient condamnés à lui payer à titre d'amende honorable et profitable , une somme de deux cents mille florins , elle est ainsi conçue :

Aux hauts et puissants seigneurs , messeigneurs du conseil en Flandre.

Remontre très humblement le duc d'Ursel , qu'ayant été une des principales victimes de la tyrannie de ce corps , qui , pendant les derniers troubles , s'est arrogé en Flandre l'exercice de la souveraineté , il saisit les premiers momens où la justice reprend un libre cours pour demander satisfaction des violences exercées sur sa personne.

Sa cause est si évidente , les attentats ont été si criants et si publics , que s'il n'obtenait pas justice , on devrait fuir à .

jamaïs ces malheureuses provinces ;

Mais en se présentant devant cette cour , il a l'avantage de trouver les mêmes juges qui ont eu la fermeté de reconnaître son innocence , dans un tems où , s'ils avaient pu oublier leurs devoirs , ils pouvaient tout attendre de la reconnaissance des usurpateurs , et il n'a plus à redouter que la force armée vienne imposer silence à la justice.

Avant de retracer les faits qui doivent provoquer la sé-

vérité des lois, il croit devoir exposer, le plus brièvement possible, la conduite qu'il a tenue pendant le temps qui a précédé son arrestation.

Il était au siège de Belgrade, lorsqu'il apprit les commencemens et les causes de la révolution.

Son attachement reconnu pour son pays rendait sa position des plus critiques :

Elle devint affreuse, lorsqu'il apprit le traitement qu'éprouvait son épouse, arrêtée

et entourée de gardes à Bruxelles.

La campagne étant finie, il vint à Vienne, demanda pour toute grâce la permission de venir rejoindre une épouse tendrement chérie, obtint cette permission et partit sur le champ.

Avant d'arriver, il fut plus particulièrement instruit de l'état des choses dans nos provinces :

Il sut qu'un sentiment unanime avait excité la nation.

Il ne se regarda plus que

comme citoyen, et envoya sans hésiter, la démission de ses grades militaires, et du régiment qui lui avait été donné à son passage à Vienne.

Il fut reçu à Bruxelles avec acclamations.

Le peuple pensait et parlait encore librement :

Il rendait justice à un citoyen, qui sacrifiait son état et sa fortune à sa patrie.

Il croyait que tout le monde allait s'occuper du bonheur politique de la nation ;

Mais bientôt il ne put s'empêcher de concevoir de la méfiance , lorsqu'il vit la destinée des provinces confiées à deux hommes , dont le caractère lui était déjà connu ;

L'un , dont l'incapacité égalait la violence et l'ambition , l'autre , qui , oubliant les devoirs de son état , venait porter dans les affaires publiques , l'esprit d'intrigue et de fourberie dont il s'était servi dans le cercle étroit où il avait vécu.

Cependant on le sollicite et

on le fit solliciter de se charger d'organiser une troupe nationale :

Il y consentit :

Mais trois semaines lui suffirent pour s'appercevoir que ceux qui s'étaient emparés de l'autorité, avaient pris, sans l'aveu de la nation, des engagements qui ne pouvaient tourner qu'à leur profit ;

Qu'ils trompaient le peuple par de prétendus secrets et des alliances imaginaires ;

Qu'ils n'agissaient que par des impulsions étrangères , qui tendaient à ruiner le pays , et qu'enfin ils favorisaient le gaspillage et les déprédations , pour se faire des créatures.

Il eut horreur de ce manège et se retira.

Il était revenu dans sa patrie pour s'associer au sort de ses concitoyens , mais non pas pour les tromper et pour les vendre , et encore moins pour servir les vues basses et intéressées des intrigans et des imposteurs.

Il ne tarda pas à quitter de même les assemblées des états de Brabant.

Il avait vu que ces deux mêmes personnages , qui semblaient tenir le secret de l'état , s'y étaient introduits , contre tous les usages reçus , et dirigeaient les délibérations ou les éludaient selon leurs projets particuliers :

Que les membres de cette assemblée étaient ou gagnés par eux , ou trop lâches pour y résister , et que l'intérêt per-

sonnel et la cupidité seule les dominaient.

En vain il éleva la voix pour réclamer contre le coupable mystère de toute cette démarche ;

En vain il représenta que la nation devait être instruite de son sort, et qu'on ne pouvait pas en laisser aveuglement la disposition à quelques individus, qui devaient être suspects, puisqu'ils s'obstinaient à cacher leurs projets.

Il n'avait pas été écouté.

— 226 —

Il s'était élevé aussi de nombreuses réclamations contre cette souveraineté que les états avaient usurpée, et qu'ils exerçaient si mal.

La constitution ne la leur donnait pas, et une société de citoyens respectables et instruits leur prouvait qu'ils pouvaient tout au plus prétendre à régir provisoirement, jusqu'à ce qu'un autre ordre de choses fut établi.

En effet, il était absurde qu'une assemblée composée seulement de députés d'une petite

partie de la province , s'arrogéât tous les pouvoirs , et disposât , sans contradicteur et sans responsabilité , de la fortune et de la destinée des citoyens.

Le suppliant, peu flatté de partager l'autorité illégitime qu'une place dans les états donnait alors , accéda à cette opinion , parce que c'était la justice et la vérité , et parce qu'un autre régime pouvait prévenir les malheurs qu'il était facile de prévoir.

A peine son sentiment eût

il transpiré, qu'on lui déclara une guerre ouverte :

Et pour détruire la confiance dont le public lui avait donné des témoignages , on prépara les esprits contre lui par des calomnies et des libelles.

Les choses allèrent même si loin , qu'un syndic des doyens de Bruxelles , un de ces boute-feux qu'on lâche au peuple , quand il faut l'exciter au désordre , eut l'impudence de lui dire , dans la salle des états , que le peuple lui en

voulait, et qu'il était compris dans une liste de proscription.

Le suppliant méprisa ce propos et son auteur :

Mais il reconnut évidemment que les démarches les plus droites et les plus désintéressées ne pouvaient plus avoir aucun effet.

Il avait déjà eu lieu de se convaincre de cette vérité, lorsqu'après s'être procuré des relations et des renseignements sûrs pour connaître la réalité de cet appui étranger dont on

flattait le peuple, il avait démontré que, dans l'incertitude des évènements politiques, les agens étrangers et subalternes qui étaient dans le pays, ne pouvaient avoir de mission réelle que celle d'y semer le trouble, d'en épuiser les ressources et de le réduire dans un état de détresse, dont ils pourraient profiter dans l'occasion.

Non seulement on s'était empressé d'écarter toute discussion sur cet objet, mais cette découverte, que l'évènement a justifié, fut sans doute un

crime de plus aux yeux des
imposteurs.

Le suppliant enfin résolut de
ne plus assister à des assemblées
où les intentions les plus pures
étaient payées par des menaces
de pillage et de proscription.

L'empereur Joseph II mourut dans ce tems là ; et bientôt après , les propositions de Sa Majesté , encore roi de Hongrie , furent apportées dans nos provinces.

Les motifs de l'insurrection n'existaient plus ,

Il naissait un nouvel ordre de choses ;

Des administrateurs honnêtes et désintéressés , loin de calomnier ces propositions , loin de paraître révoquer en doute leur authenticité , ne devaient-ils pas s'expliquer franchement et publiquement sur les espérances et les craintes qu'ils pouvaient avoir , ne devaient-ils pas surtout consulter la nation sur d'aussi grands intérêts , et se faire scrupule de s'en réserver à eux seuls la décision ?

Mais les projets que les états avaient formés pour eux mêmes les éloignaient d'une conduite aussi loyale , et il ne songèrent qu'aux moyens d'affermir et de prolonger leur autorité.

Ce fut encore dans ce tems là que cette même société , dont il a été fait mention , présenta une adresse aux états , et demanda que la nation nommât des députés pour convenir d'une autre forme de gouvernement , ainsi que pour délibérer sur les propositions de Sa Majesté.

Mais ces dépositaires infidèles de l'autorité virent que ces deux projets tendaient à éclairer le peuple , et sur eux et sur le sort du pays.

Ils voulurent faire envisager cette adresse comme un écrit incendiaire , nuisible à la religion et à l'état , tandis qu'il était plein de respect pour la religion , et qu'il ne montrait que le désir d'instruire le peuple de ses vrais intérêts.

Par la plus coupable fourberie , on fit imprimer la liste

des signans , sans publier l'écrit :

On ameuta la canaille , des scélérats soldés la conduisaient et des membres des états donnèrent publiquement , par une marque d'approbation , le signal du tumulte et du pillage.

Quoique le suppliant n'eut pas signé cette adresse , son nom et sa maison avaient aussi été désignés dans la proscription :

Mais il ne s'en effraya point ,

et malgré qu'il fut devenu étranger aux affaires publiques, il crut pouvoir être encore utile dans un moment aussi pressant.

Il se décida à aller encore une fois aux états.

Il s'éleva avec force contre les désordres :

Il en dénonça les principaux auteurs : un homme flétri par la justice, une prostituée, tous deux dans l'intimité de Vandernoot :

Il s'offrit à se mettre à

la tête des volontaires, muni d'un pouvoir légal, pour rétablir l'ordre.

Mais il reçut cette réponse presque incroyable, qu'on s'était arrangé pour cela avec les porte-faix du rivage.

Prévoyant alors tous les crimes dont cet événement n'était que le prélude, il ne voulut en être ni la victime ni le témoin.

Il résolut de quitter le Brabant et de l'abandonner aux brigands

Il se préparait à aller dans ses terres en Flandre, lorsqu'un nouvel incident se présenta.

Un mécontentement général avait éclaté dans l'armée, rassemblée à Namur.

Le chef qui la commandait pensait comme les honnêtes citoyens persécutés à Bruxelles, et par là était devenu odieux à ce qu'on appelait alors le congrès.

Trop loyal pour servir l'ambition de quelques insolens parvenus, indigné de voir des

subalternes s'enrichir des subsistances destinées à la troupe , il voulait se retirer.

Les officiers qui lui étaient fortement attachés, présentèrent une adresse , dans laquelle , après avoir adhéré à celle du Brabant , ils exprimaient leur vœu pour que Monsieur Vandermeersch conservât le commandement , et que le duc d'Ursel reprit sa place au département de la guerre.

Le suppliant, surpris de se voir nominalement compris dans

le vœu de l'armée, était bien éloigné de s'avilir au point d'accepter désormais une place quelconque dans un régime aussi absurde et aussi coupable.

Il prit le parti d'aller à Namur pour s'expliquer de vive voix.

Il prévint le congrès de son départ, et le surlendemain à son retour, il lui rendit compte de ce qu'il avait vu.

Craignant qu'une guerre civile ne vint mettre le comble aux

malheurs qui accablaient le pays, il crut en même tems devoir donner pour dernier conseil, celui de se prêter enfin à des demandes justes et raisonnables, et de prévenir par là les divisions intérieures.

Mais le congrès ne vit dans ce voyage à Namur, qu'une intelligence avec ceux qui refusaient de reconnaître son autorité, et en fit le sujet de mille calomnies et d'une inquisition universelle.

On sait que ces usurpateurs, toujours prodigues du sang de

leurs concitoyens , firent marcher les troupes vers Namur , pour soumettre ceux qu'ils appelaient des révoltés , et exposèrent ainsi des frères à s'entretuer les uns les autres ;

Que , par la perfidie la plus noire , et contre les termes exprès d'une capitulation Monsieur Vandermersch fut attiré à Bruxelles , et trainé dans une prison , ainsi qu'une infinité d'officiers , qui éprouvèrent de plus horribles traitements.

Le suppliant exécuta enfin

la résolution qu'il avait prise de quitter le Brabant et de se fixer en Flandre.

Bruxelles était un théâtre d'horreur.

Les citoyens les plus estimables étaient journellement arrachés de leurs foyers , jetés arbitrairement en prison , attaqués par cette même populace avec laquelle les états s'étaient arrangés pour la police de la ville :

Enfin ce Vandernoot , qui s'était nommé lui même agent

plénipotentiaire du peuple brabançon, se faisait entourer de satellites qui étaient autant de bourreaux.

La Flandre présentait alors un aspect plus tranquille.

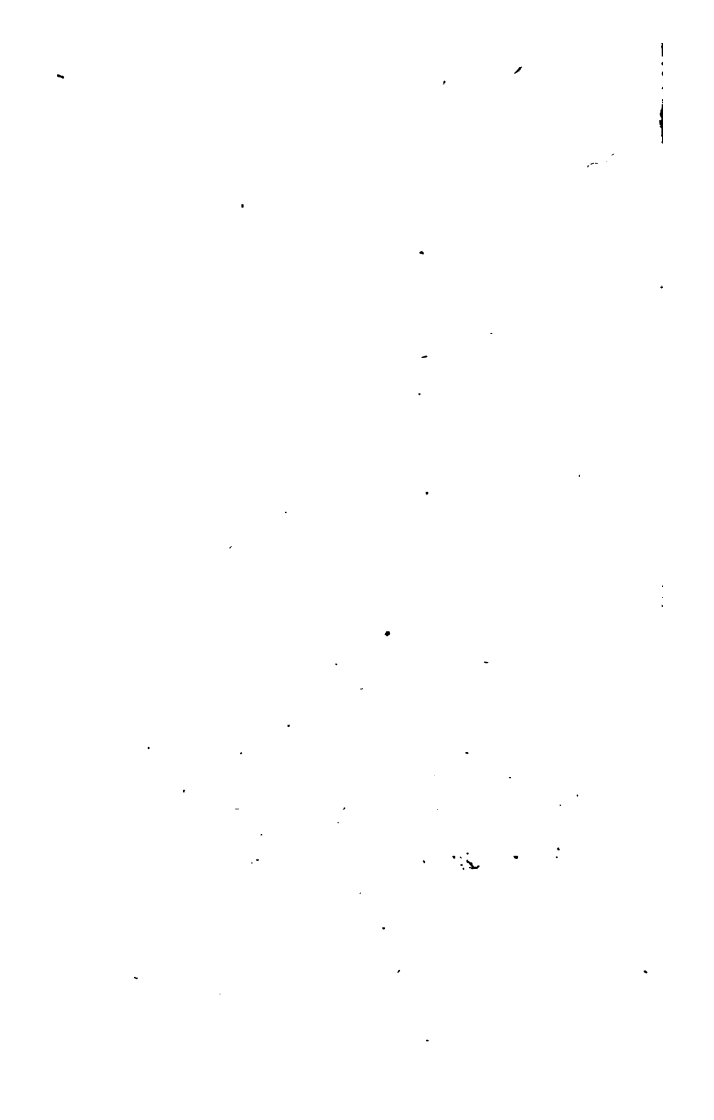
On y avait été indigné des désordres du Brabant, il semblait que ceux qui étaient à la tête de l'administration, plus éclairés sur le compte des deux chefs pervers du congrès, et moins crédules sur l'appui et les alliances que ceux-ci promettaient, s'occupaient prin-

ciatement des intérêts de la province et de l'ordre intérieur

Ils avaient même proposé et envoyé à l'avis des administrations , un projet d'organisation , qui tendait à donner une forme plus légale et plus étendue à la représentation, et ils les invitaient à nommer des députés pour convenir du nouveau régime dont la révolution avait amené la nécessité.

Ils savaient aussi que les violences s'étendaient à Bruxelles jusqu'aux étrangers , et,

pour les attirer, ils avaient fait émaner, le 9 avril, un édit par lequel ils statuaient que, comme ils n'avaient pas entendu apporter quelque changement au pied sur lequel les étrangers avaient de tout temps joui en Flandre de la sûreté publique, pour leurs personnes et biens, si longtemps qu'ils s'y étaient conformés aux lois du pays, et que, par leur conduite, ils n'avaient pas troublé le repos public, ils déclaraient que tous ceux qui oseraient porter atteinte à cette sûreté, vis à-vis des





Le suppliant semblait être encore dans la retraite l'objet de sa crainte et de la haine de ces despotes :

Aussi vit-on bientôt circuler en Flandre les mêmes libelles et les mêmes calomnies qui avaient inondé le Brabant.

Des sermons incendiaires égaraient et animaient le peuple :

Des journalistes protégés ouvertement et payés par l'administration, des ministres de la religion, sous les yeux mê-



pliant, auraient dû tomber d'elles mêmes ;

Et s'il avait pu s'abaisser jusqu'à y répondre, il aurait dit qu'on examinât sa vie, et qu'on le comparât avec tous ceux qui le faisaient calomnier

Cependant les pamphlets, distribués avec profusion dans les villes et les villages, par des émissaires gagnés, faisaient impression sur des esprits crédules et égarés.

Le suppliant l'éprouva le 29

mai , en passant par Tamise pour aller à Gand ;

Les espions dont il était sans cesse obsédé , l'y suivirent , et secondés par quelques malfaiteurs de l'endroit , le firent insulter par la canaille.

Il rappelle ici ce fait , pour le dénoncer aux conseillers fiscaux :

Il avait espéré qu'ayant vécu pendant six semaines avec sa famille , retiré dans ses terres en Flandre , n'ayant de relation avec personne , et ne

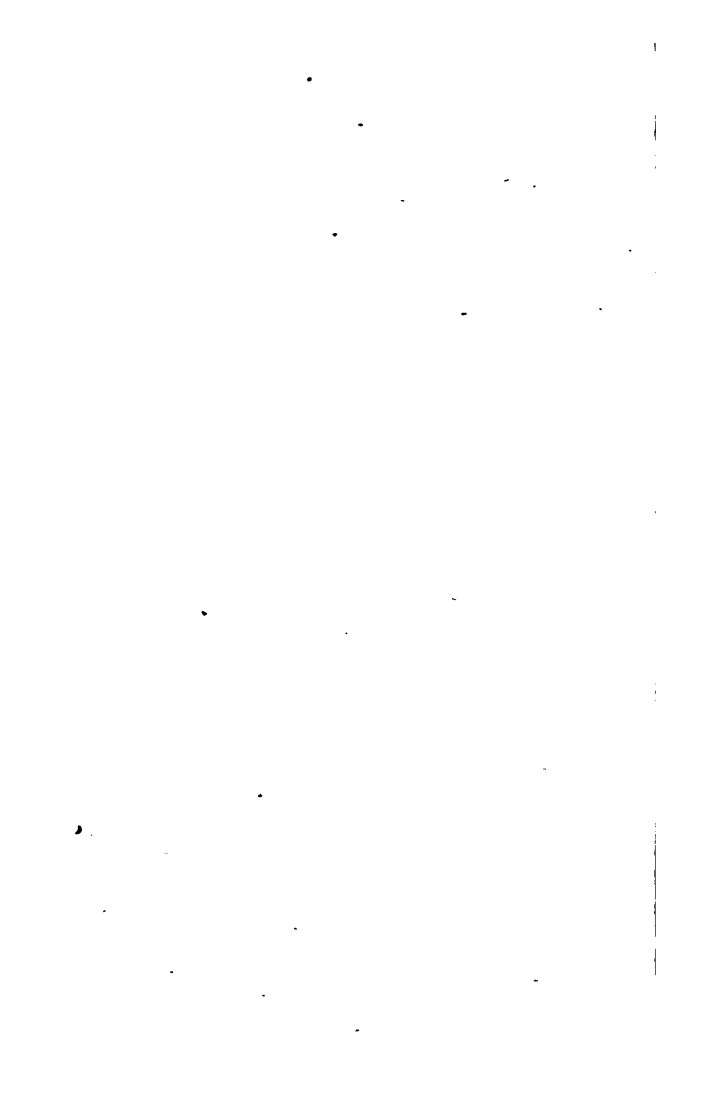


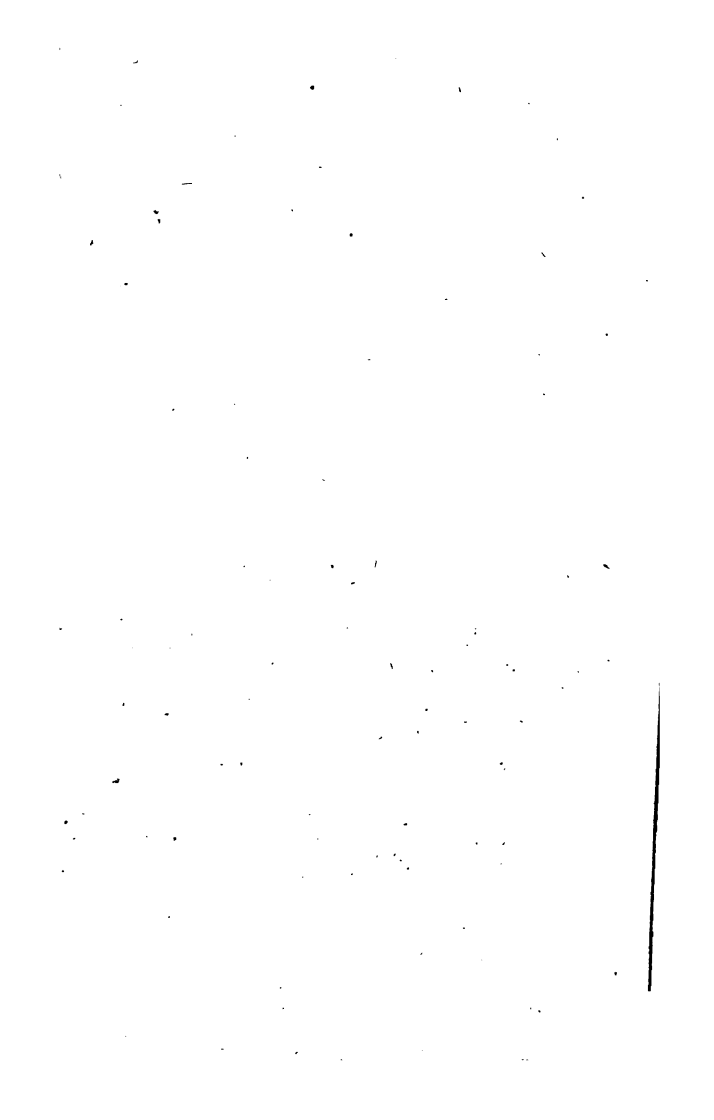
Ils voulaient encore l'associer à leurs intrigues :

Mais il y avait répondu avec le mépris qu'ils méritaient ;

Il ignore si ce nouveau refus détermina contre lui cette persécution incroyable , qu'il éprouva bientôt après , ou si quelques mouvemens qui eurent alors lieu en Flandre , et dont il n'avait pas la moindre connaissance , fournirent un prétexte à des violences qu'on lui préparait depuis longtems.

Si d'après le récit qu'il vient





Voilà les véritables crimes qui demandent vengeance, voilà la véritable trahison.

Le suppliant se glorifiera toujours de ne s'en être pas souillé, et jamais il n'aura à se reprocher de siéger dans une assemblée où l'honneur et la probité ne peuvent pas se faire entendre.

Telle a été exactement la conduite du suppliant.

Voici maintenant les violences dont il demande justice.

Le suppliant était chez son

oncle à Loo-Christi , avec son épouse et ses deux filles , lorsque le 31 de mai , un nommé Weerte , peu de temps avant commis des douanes , et alors commandant des troupes de la ville de Gand , s'y transporta avec trois cents hommes des troupes soldées.

Le suppliant , à l'approche de cette troupe , était venu à la porte du château avec Monseigneur l'évêque.

Weerte l'ayant aperçu , vint à lui , et , tenant un pistolet

d'une main, et de l'autre ;
un ordre signé J. F. Rohaert,
lui déclara qu'il l'arrêtait de
la part de leurs hautes puis-
sances, messeigneurs les états
de Flandre.

Le suppliant lui dit tranquil-
lement qu'il se rendait son
prisonnier, mais qu'il ne pou-
vait s'empêcher de protester
contre cette violence.

Weerte lui ayant déclaré qu'il
avait ordre de le conduire dans
la ville d'Alost, le suppliant
le pria de différer le voyage

jusqu'au lendemain, parce que son épouse étant décidée à ne pas le quitter, il fallait à celle-ci un temps moral pour faire ses préparatifs.

Weerte consentit à cet arrangement, et le suppliant monta à son appartement, devant lequel on posa deux sentinelles.

Il était à peine rentré chez lui, qu'un jeune homme, qui paraissait ivre, parlant haut et faisant beaucoup de fracas, poussa rudement la porte ;

C'était Monsieur de Borluut, qui venait lui dire qu'il fallait partir tout de suite pour Alost, que tel était l'ordre de leurs hautes puissances.

Le suppliant fit venir Weerte, lui rappella la promesse qu'il lui avait faite de ne le faire partir que le lendemain, et le somma de lui tenir parole.

Mais Weerte lui ayant répondu qu'il n'était plus le maître, et Monsieur de Borluut ayant insisté, il consentit à partir.

On l'emmena avec sa famille et ses gens dans deux voitures, où se placèrent trois officiers, dont un se nommait Vander-Eyden , Messieurs Weerte et Borluut étaient à cheval ;

Ce dernier , pendant la route , chantait indécemment à la portière de la voiture de Mademoiselle d'Ursel aînée.

Enfin , on arriva la nuit à Alost ;

Le suppliant et sa famille furent logés dans un cabaret

et gardés par des paysans habillés en volontaires , dont ils essayèrent plusieurs fois des insaltes

Il écrivit le premier juin la lettre suivante aux états :

« La pureté de ma conscience , mon attachement à ma patrie et la conduite de toute ma vie auraient dû me mettre à l'abri d'un traitement pareil à celui que j'éprouve ;

Je pourrais réclamer contre la manière dont j'ai été arrêté , contre les formes illégales et

les procédés peu honnêtes déjà
employés à mon égard ;

Je ne demande que la justice
que le dernier des citoyens
est en droit d'attendre de vous.

Je vous la demande prompte,
Messeigneurs , chaque instant
qui la diffère est une violence.

J'ose vous demander des ju-
ges sévères mais intègres , et
alors je n'aurai plus à désirer
que la publicité du résultat
de vos recherches.

Ma femme et mes deux filles
sont avec moi ;





Malgré la résolution qu'elles avaient prises de ne me pas quitter , j'espère obtenir de ma femme qu'elle me laisse supporter seul les peines qu'elle ne peut adoucir , que lorsque je ne les lui verrai plus partager , et dans ce cas je vous prie , Messieurs , d'ordonner qu'elle puisse sûrement et librement partir avec sa fille cadette ;

Ma fille aînée resterait avec moi. »

Les états lui répondirent le même jour ;

« Que madame la duchesse d'Ursel pouvait , avec ses enfans , se retirer où bon lui semblerait , mais que mademoiselle d'Ursel , ainée , ne pouvait point rester auprès du suppliant , que leurs ordres étaient précis à cet égard ;

« Du reste , qu'ils auraient soin qu'il fut jugé par des juges justes , instruits et sans prévention , et que le lendemain , selon toutes les apparences , il serait ouï pardevant des commissaires de leur conseil souverain de Flandre.

Cette dépêche des états ,
est jointe ici , sub numéro
un.

En effet , le lendemain , deux
juin , les seigneurs conseillers
ô Donogue et Camberlin se
transportèrent à Alost , avec
l'avocat d'Haenens , nouvelle-
ment choisi par les états de
Flandre pour substitut procu-
reur général.

La cour n'ignore pas que
c'est dans cet interrogatoire
qu'on demanda au suppliant
l'original de sa démission , ainsi

que les lettres qui l'accompagnaient ;

Qu'il les présenta , et qu'on lui fit une trentaine de questions évidemment suggérées par le congrès , et qui , ne faisant paraître ni accusateur ni témoins , ressemblaient plutôt à une inquisition où il devait s'accuser lui même.

Il avait espéré qu'après cet interrogatoire les états auraient levé son arrêt :

Mais , le six juin , à dix heures du soir , on vint lui

annoncer qu'il allait être transféré à Gand, dans l'abbaye de Daudeloo :

Il partit en effet avec son épouse et ses enfans , et quoiqu'on semblât déjà désirer qu'il en fut séparé, son épouse eut toujours la constance touchante de vouloir absolument partager son sort.

Il arriva le sept au matin à l'abbaye!

La garde soldée qui y était, fut remplacée par des volontaires de Gand, les seuls qui

lui aient marqué de l'humanité :

Le petit nombre de ceux dont il a eu à se plaindre, étaient de ces gens dont les états se servaient pour les iniquités, et ceux-là affectaient, pour prévenir toute communication avec le suppliant et sa famille, des précautions insultantes, indécentes même, et telles que des geoliers de profession ne s'en permettraient pas.

Le lendemain de son arrivée à Gand, le greffier de Bast

lui apporta , l'après diné , un ordre des états , joint ici sub n°. 2 , que lui de Bast avait signé , et par lequel le suppliant devait être sur le champ séparé de son épouse et de ses enfans , sans pouvoir avoir désormais aucune communication avec eux , et sans pouvoir même garder un seul domestique.

Les états y avaient pourvu :

Il y en avait un tout prêt , auquel il devait être livré.

Il ne pouvait plus alors dou-

ter des funestes projets des états :

Il avait été arrêté sans aucune des formes prescrites par la loi :

Il avait déjà subi un interrogatoire, où on n'avait allégué aucun fait contre lui ;

Et cependant , loin de lui rendre la liberté , on aggravait sa peine à l'insçu du juge :

Il se trouvait livré à la discrétion des états

Cet ordre barbare fut co-

pendant révoqué et remplacé par celui qu'on joint sub numero trois :

Il avait paru suspect aux volontaires, et ceux-ci, touchés du désespoir de l'épouse et suppliant et de ses enfans, avaient pris des informations et avaient appris qu'une grande partie des états n'en avait aucune connaissance :

Ils avaient fait des démarches pour qu'on le retirât, et ces démarches avaient été écoutées.

L'ordre venait sans doute

de ce comité secret , établi en Flandre , comme dans les autres provinces , pour seconder les desseins cruels des chefs du congrès , et composé de ceux qu'on avait jugé les plus habiles dans ce genre de talent.

Mais n'anticipons pas sur les faits.

Le suppliant avait présenté, le quatre juin , une requête , où il concluait que son arrêt fut levé par autorité de justice.

La cour avait renvoyé cette

requête à l'avis des conseillers fiscaux , à rendre dans les 24 heures , à peine de disposition.

Six jours s'étant écoulés sans que cette disposition parut , il donna une seconde requête.

La cour , sur cette seconde requête , ordonna à l'office fiscal de satisfaire plus pertinemment à son appointment du quatre juin , dans huit jours péremptoirement.

Le suppliant voyant alors qu'on ne faisait plus aucune

démarche à son sujet , écrivit
aux états , le seize juin , la
lettre suivante :

« Il y a plus de quinze jours
que je suis détenu par votre
ordre , il y en a quinze que
j'ai été interrogé par des com-
missaires du conseil :

Ceux-ci n'ont rien pu trouver
qui autorise le traitement que
j'éprouve.

Depuis ce temps , je n'en-
tends plus parler de rien :

Lorsque je demande à expo-

ser ma conduite au grand jour,
tout ce qui se trame contre
moi, marche dans les ténè-
bres.

J'ai présenté requête au con-
seil après mon interrogatoire ;

J'ai demandé mon élargisse-
ment ;

J'ai demandé ~~un~~ avocat pour
me conduire dans les formes
de justice, que j'ignore ;

Mais toutes mes réclamations
ont été étouffées ;

Dans la retraite où je suis,

les voies ordinaires de la justice sont même fermées pour moi.

J'ose à peine le dire, messeigneurs, mais puis-je ne pas le penser ?

Ceux qui me persécutent, craignent peut-être de se voir convaincus de mon innocence, et sentant que les recherches les plus exactes n'ont rien pu produire contre moi, ils veulent peut-être éloigner la justification d'un citoyen honnête et vertueux, qui ne devait être

remarqué que par son attachement à sa patrie.

En attendant, messeigneurs, la calomnie s'exerce peut être sur moi :

En me refusant justice , c'est l'autoriser ;

C'est compromettre de plus en plus mon honneur, qu'il ne dépendra peut être pas de vous de me rendre.

Et, si les circonstances pouvaient jamais servir de prétexte à retarder une procédure ,

encore ce terme ne pourrait pas être illimité , car alors tout serait arbitraire , et pour satisfaire des vues particulières , on pourrait enlever des citoyens à la société , sans être obligé d'en produire le motif.

Je suis citoyen , messeigneurs , ma conduite est irréprochable , et les perquisitions les plus exactes ne peuvent que le confirmer.

Les preuves de mon attachement à mon pays son authentiques , et personne encore ne s'est nommé pour m'accuser.

J'ai demandé que les juges revinsent m'interroger ;

J'ai demandé un conseil , et je n'obtiens aucune réponse ! et quinze jours se sont écoulés dans ce mystérieux silence !

Enfin , le cours de la justice est interrompu pour moi .

C'est donc à vous , messeigneurs , que j'ai l'honneur de m'adresser encore , pour réclamer les droits des citoyens , que vous ne pouvez pas enfreindre , sans violer vos sermens , sans manquer à ce qu'il y a de plus sacré .

Je ne demande qu'un jugement impartial qui fasse connaître mes torts : s'il est possible de m'en trouver , ou qui publie l'injustice de ma détention , quand elle sera prouvée. »

Le lendemain , les états lui envoyèrent la dépêche ci-jointe , sub n°. 4 , et lui dirent :

« Que ne désirant rien tant que de voir terminer la poursuite intentée à sa charge par l'office fiscal du conseil souverain de la province , ils

avaient, dans leur assemblée de la veille, chargé ledit office de continuer cette poursuite avec toute l'accélération possible, et qu'ils auraient soin de tenir la main à ce que leurs intentions fussent remplies, et à ce que justice se fit sans délai. »

On verra de quelle manière les états désiraient que la justice se fit sans délai, et on pourra juger de leur duplicité.

Le suppliant attendit pen-

dant quelque tems l'effet des promesses des états ;

Mais , voyant qu'ils n'y donnaient aucune suite , voyant , d'ailleurs , que le terme dans lequel les conseillers fiscaux devaient rendre leur plus pertinent avis , était expiré , il présenta une troisième requête , par laquelle il supplia la cour de daigner enfin disposer sur sa demande du 4 juin.

La cour , sur cette troisième requête , accorda à l'office fiscal un délai de huit jours.

Ce fut immédiatement après

l'expiration de ce délai , que le suppliant subit un second interrogatoire , dans le même genre que le premier , après lequel sa cause fut mise sur le tapis.

Il ne peut pas omettre un fait qui s'est passé dans l'intervalle , et qui caractérise de plus en plus les principes des états.

Le sieur Offhuys , son intendant , avait été aussi proscrit par eux.

Ils avaient donné l'ordre ,

non seulement de l'arrêter ,
mais de le tuer si on le voyait
fuir.

Mais il s'était évadé et re-
fugié à Dunkerque.

Il était muni d'une procura-
tion générale du suppliant , et
jugant avec raison que celui-
ci était privé de toute relation
au dehors , il se crut en droit
d'envoyer en son nom une
requête au conseil , dans la-
quelle il détaillait la conduite
du suppliant et celle de ses
oppresséurs avec toute l'énergie
qu'inspire l'injustice.

Il en fit parvenir des exemplaires imprimés à toutes ses connaissances, à tous les corps et même à tous les membres des états.

Ceux-ci craignant de se voir dévoilés par la publicité de cette requête, se hâtèrent, par une ruse abominable, d'en prévenir l'effet.

Ils députèrent au suppliant, le grand bailli de Gand, vicomte de Vilain XIV, et le greffier de Bast, qui lui demandèrent s'il avait connaissance de cette requête, et le priè-

rent d'écrire lui même sa réponse au bas d'un des exemplaires qu'on lui présenta.

Il écrivit sans hésiter, qu'il n'avait eu ni pu avoir aucune connaissance de cet écrit, présenté par le sieur Offhuys, et qu'il ne lui avait donné ni pu avoir donné aucune procuration à cet effet.

Mais il ajouta verbalement, que les faits étaient de la plus exacte vérité.

Croirait-on que ces imprudens faussaires firent insérer dans

la gazette de Gand , que le suppliant après avoir écrit ce qu'on vient de lire , était convenu que les faits contenus dans cette requête étaient faux et calomnieux !

Ainsi, abusant de l'impossibilité où il était de se défendre , ils le noircissaient aux yeux du public , et voulaient faire croire qu'il s'était accusé lui même.

Mais les faits qui vont suivre , sont plus atroces encore.

Le substitut procureur géné-

ral, d'Haenens, digne en tout de ceux qui l'employaient, avait pris à grands frais des informations dans plusieurs endroits :

Il avait même tenté de séduire, par des questions insidieuses, des domestiques du suppliant.

Mais désespéré de ne trouver nulle part des accusateurs ni des preuves ; il apporta, à l'instant de la lecture du procès, une collection complète de tous les libelles qui avaient

couru sur le compte du suppliant , et dans la Flandre et dans le Brabant , dans l'espoir sans doute , que cette production aurait retardé le jugement de la cause.

Mais il ne put réussir, et la cour rendit, le trois juillet, une sentence, par laquelle elle leva l'arrêt du suppliant , et l'autorisa à publier ce jugement dans les formes.

Cette sentence est jointe ici sub n°. 5.

Le suppliant se préparait à

sortir de l'abbaye avec sa famille, et à publier la preuve légale et authentique de son innocence :

Mais à peine la sentence avait elle été prononcée, que les états lui firent insinuer un acte conçu en ces termes ;

Les états de Flandre

Trouvant indispensablement nécessaire que le repos public de la province ne soit pas troublé davantage , ont , pour des raisons particulières et secrètes à eux connues , trouvé

bon de faire garder encore quelques jours le duc d'Ursel, dans son arrêt dans l'abbaye de Baudeloo.

Ainsi résolu dans notre assemblée du 3 juillet 1790.

Signé,

J. F. Rohaert.

Le double de cet acte, mais signé J. F. de Bast, fut insinué au sieur Morel, chef de garde ce jour là.

L'un et l'autre sont joints ici sub nos. 6 et 7.

Les états avaient donc résolu d'avance de ne point lâcher leur victime, quelle que fut la sentence, du juge, puisque cette sentence et leur coupable opposition parurent dans le même moment.

Ils s'empressèrent aussi de défendre au rédacteur de la gazette, de faire la publication autorisée par la sentence.

Si les preuves n'existaient pas, on aurait de la peine à croire cet excès d'audace.

On a vu des tyrans féroces se composer un conseil, pour

donner à leur crime une apparence légale :

Mais il était réservé aux états de Flandre (*) de se jouer aussi publiquement de la justice et des lois.

Mais ils étaient encore loin d'être satisfaits.

Avant que la sentence n'eût été portée, ils avaient autorisé

(*) Ou pour parler plus véridiquement, à leur gros, lourd et court Rohaert, leur conseiller pensionnaire, et à deux ou trois de ses féroces adeptes, ces quatre monstres en tyrannie entraînèrent les états de Flandre dans cette foule d'injustices et d'attentats au régime légale.

le grand bailli , vicomte Vilain XIV , à accorder aux gens d'affaire du suppliant la permission de communiquer avec lui en sa présence , ou devant une autre personne nommée par lui :

C'est ce qui se voit par la pièce ci - jointe sub numéro huit ;

Mais au moment où parut la sentence qui rendait la liberté au suppliant , cette disposition fut révoquée , et le sieur Morel reçut l'ordre ci-joint , sub numéro neuf , par lequel les états défendaient à qui que ce fut , d'approcher



de
justice

m'a
libre ,
de
laissez

réfutation
des du
raisons à

des lois ,
assure le re-

D'ailleurs, depuis que je suis établi dans cette province, vous n'aviez pas de citoyen plus tranquille.

Quant à des raisons particulières, vous ne devez, ni ne pouvez en avoir d'autres, que la justice.

Je proteste donc contre la violence que vous exercez dans ce moment contre moi, et protesterai tant qu'elle durera, comme contre une infraction faite aux lois et à la constitution du pays :

Il n'y a pas de citoyen ,
Messeigneurs , qui ne doive
trembler pour sa fortune , sa
liberté , sa vie et son hon-
neur , lorsque les décrets du
juge ne sont plus respectés.

J'étais déjà en droit de re-
clamer contre l'illégalité de ma
détention , mais je ne vous
écrivis que pour demander des
juges sévères mais intègres.

Cinq semaines de recherches
les plus exactes ont démontré
mon innocence à des juges
nommés par vous , et ont dicté
leur sentence ;

Et vous, messeigneurs, vous en empêchez l'exécution !

Un pareil acte de violence semblait ne plus devoir reparaître dans ces provinces.

J'attends donc, messeigneurs, que, convaincus du respect dû aux lois et aux décrets du joge, vous n'en arrêterez plus l'exécution, et que la liberté qui m'est due, me sera rendue sans délai. »

Le suppliant attendit pendant trois jours une réponse à cette lettre :

Mais les états, qui sentaient l'impossibilité de répondre à des raisons aussi positives, gardèrent le silence.

Il prit alors le seul parti qui lui restât, celui de demander des lettres exécutoires et de faire exécuter la sentence dans les formes.

Il s'adressa à cet effet à la cour, par requête du 7 juillet, et le 13, les lettres exécutoires lui furent expédiées.

Muni de ces lettres, et voulant tenir jusqu'au bout avec

les états cette conduite modérée mais ferme, que l'on a sans doute déjà remarquée dans toute sa correspondance, il leur écrivit encore une dernière lettre du 14 juillet.

Voici cette lettre :

« J'ai été forcé de poursuivre mes droits jusqu'à la dernière extrémité :

J'ai demandé des lettres exécutoriales sur l'appointement favorable que m'a donné le conseil le 3 juillet :

Je vous préviens franchement

messeigneurs, que je les ai obtenues hier ;

Mais je n'en ai pas encore fait usage ;

Voulant , autant qu'il m'est possible , éviter de fournir le moindre prétexte ou trouble , quand même le blâme ne pourrait pas en tomber sur moi.

J'ai donc cru devoir vous demander encore , Messeigneurs, avant de faire valoir mes droits, si vous vouliez lever aujourd'hui mes gardes et révoquer l'ordre que vous avez donné, tant à

eux qu'à moi , pour que je sois tenu aux arrêts , malgré la sentence du juge qui *me* rend libre. »

Voici la réponse des états à cette lettre :

« Nous recevons dans ce moment , Monsieur le duc , votre lettre datée de ce jour.

En réponse , nous vous envoyons un extrait de la lettre que nous avons reçue cette nuit par estafette , de la part des états de Brabant.

Nous vous prévenons en mé-

me tems que nous venons d'écrire auxdits états pour qu'ils veuillent faire mettre incessamment les informations de leur procureur-général dans un état qui puisse porter un éclaircissement définitif sur votre affaire. »

L'extrait de la lettre des états de Brabant , dont il est ici question , était conçu en ces termes :

« Sur la première réquisition de ce substitut (le substitut procureur général de Flandre)

nous avons déjà chargé le conseiller procureur-général de Brabant de faire les devoirs de son office à charge de Monsieur le duc d'Ursel.

Cet officier a déjà pris plusieurs informations et continue à en prendre.

Dans ces circonstances, nous croyons qu'il serait de la plus mauvaise conséquence que ce duc fut élargi :

Et nous requérons en conséquence vos seigneuries de ne pas permettre cet élargissement.

Ces deux pièces sont jointes ici sub n^o. 10 et 11.

Ici enfin les états de Brabant, qui avaient joui de ces atrocités, sans paraître y prendre part, se montrent à découvert et s'avouent complices :

Et les états de Flandre, qui, malgré la sentence des juges, avaient osé retenir le suppliant dans sa prison, pour des raisons, à eux connues, trouvent maintenant un motif dans un courier arrivé de Bra-

bent à point nommé pendant la nuit.

Selon eux, sept semaines de détection, les perquisitions de l'infatigable d'Haenens dans toute la Flandre, les informations prises à sa réquisition en Brabant, où les membres des états avaient eu même l'infamie de livrer des lettres très insignifiantes du suppliant, tout cela n'avait pas suffi pour éclaircir cette affaire sur laquelle cependant le juge avait définitivement prononcé.

Mais ces horreurs n'iront qu'en croissant.

Le lendemain , le suppliant reçut des états de Flandre une seconde lettre qui paraissait ajouter l'insulte à l'outrage.

La voici sub n^o. 12 :

« Nous vous remettons , lui disaient-ils , une copie authentique de la lettre que nous envoyons ce jour à leurs hautes puissances les états de Brabant.

Veuillez observer , Monsieur le duc , que nous désirons avec vous que votre affaire s'éclaircisse et finisse bientôt. »

La copie de la lettre aux états de Brabant , que l'on joint ici sub n°. 13, était conçue comme il suit :

Nous avons en conséquence de votre réquisition du 13 du courant , ne pas laissé élargir Monsieur le duc d'Ursel :

En conséquence , nous vous requérons , Messieurs , de charger votre procureur-général de porter sous peu de jours , ses informations à ce point de maturité qui puisse indiquer s'il y a matière à rendre plainte , et de nous instruire

au plutôt, parceque cette affaire ne peut pas trainer en longueur. »

Le suppliant, poussé à bout par ce tissu d'atrocités et d'inconséquences, remit sa sentence et les lettres exécutoriales aux huissiers, qui, le 16 juillet, se transportèrent à l'abbaye de Baudeloo, pour y faire leurs fonctions.

Mais on vit alors dans la Flandre ce que la tyrannie la plus consommée oserait à peine tenter.

On y vit l'autorité armer

publiquement des citoyens pour s'opposer à la justice.

Les volontaires qui étaient de garde auprès du suppliant et dont le sieur Barthel était le chef, montrèrent aux huis-siers un ordre des états de la teneur suivante.

« Les états de Flandre.

Donnons par la présente plein pouvoir, charge et autorité aux volontaires de cette ville de Gand, étant de garde auprès de la personne du duc d'Ur-sel, dans l'abbaye de Baude-

loo, pour en cas de besoin repousser la force par la force, au cas qu'on voulut, de l'une ou de l'autre manière tenter de rompre l'arrêt dudit duc, ou coopérer à son évasion.

En foi de quoi nous avons fait signer la présente par notre premier conseiller pensionnaire, et y avons fait apposer le sceau de cette province, actum dans l'assemblée du huit juillet 1790.

Signé,

Par ordonnance, comme pré

mier conseiller pensionnaire ,
J. F. Rohaert. »

Cet ordre est joint ici sub
n°. 13.

Une des manières de rompre
l'arrêt du suppliant était assu-
rément d'obéir au juge qui
lui avait rendu sa liberté , et
qui avait employé tous les
moyens dont il pouvait dispo-
ser pour faire exécuter sa sen-
tence.

Et les états ordonnaient de
s'y opposer, à main armée !

Et ces mêmes états , qui

avaient en même tems le front de publier des écrits sur le maintien des lois , de la constitution , sur les infractions qui y avaient été faites par le souverain, disaient publiquement à des citoyens :

Si le juge veut faire exécuter une sentence qui ne nous convient pas , tirez sur les huissiers !

A la vue de cet ordre, les huissiers se retirèrent, et donnèrent au suppliant la relation ci. jointe, sub n°. 14, dans laquelle ils transcrivirent

ce monument du plus audacieux despotisme, pour qu'il servit de preuve de l'empêchement qu'ils avaient rencontré.

On s'imaginera facilement quelle devait être alors l'horreur de la situation du suppliant.

C'était celle d'un homme que des brigands tiennent dans une caverne.

Mais un dernier trait de barbarie devait couronner tous ces faits.

On a déjà remarqué plus haut , qu'il y avait un concert établi entre les états de Brabant et les états de Flandre :

Que ceux-ci s'étaient d'abord prêtés à la réquisition des premiers en ne permettant pas l'élargissement du suppliant.

Leur complaisance alla bientôt plus loin ;

Ils consentirent à le leur livrer :

Et ils le firent d'autant plus volontiers , que leur conduite,

à son égard , commençait à révolter le peuple de Gand, et qu'on en murmurait partout.

Ce fut le 22 juillet que les états de Flandre prirent la résolution de le faire transférer en Brabant, c'est-à-dire de confier le soin de commettre un dernier crime à ceux qui avaient fait éclater ouvertement leur rage contre lui, et qui prouvaient , tous les jours , que les moyens leurs étaient indifférens pour satisfaire leur vengeance.

Le sieur Hélias , membre du magistrat de Gand , et le baron Coppens , lieutenant des volontaires , furent les exécuteurs qu'ils choisirent pour consommer cette abomination.

Le sieur Hélias vint à l'abbaye de Baudeloo vers onze heures et demie :

Il s'annonça comme commissaires des états au baron Coppens , qui avait été placé de garde ce jour-là et lui parla en secret :

Après quoi il se transporta à l'appartement de l'abbé , qui

était déjà couché , mais qui eut la complaisance de se lever.

Vers une heure et demie , il monta avec le baron Coppens à l'appartement du suppliant , qui était déshabillé , mais qui ne s'était pas encore couché , parce qu'il avait remarqué quelques mouvemens dans la maison.

Un détachement de cinquante à soixante homme de troupes soldées , tant à pied qu'à cheval , commandées par Monsieur Goethals , était déjà rangé devant la porte de l'abbaye.



Le sieur Hélias, avec un visage hypocrite et arrogant à la fois, lui notifia un ordre des états, signé J. F. Rohaert, par lequel il devait être transféré en Brabant pour sa sûreté personnelle et pour des raisons à eux connues.

Il ne put plus se contenir :

Il dit au commissaire des états que puisqu'ils violaient ce qu'il y avait de plus sacré, puisqu'il se trouvait des hommes assez pervers et assez lâches pour exécuter de pareils ordres, tous les moyens de

défense étaient devenus légitimes pour lui.

Il déclara qu'on ne l'emmènerait que mort, et ajouta que les états apprendraient certainement avec plaisir ce meurtre commis dans la maison d'un de leurs députés, mais qu'enfin, ayant toujours vécu avec honneur, il périrait plutôt en se défendant dans cette chambre, que de la main des vils assassins, qui probablement l'attendaient sur la route de Bruxelles.

Le sieur Hélias sortit et fit

monter une vingtaine d'hommes dans la chambre du suppliant avec ordre de l'enlever de force, ajoutant qu'ils en répondraient sur leur tête.

Le suppliant était entouré de son épouse et de ses enfans, qui s'étaient jetés devant lui et lui faisaient un rempart de leurs corps.

Leurs larmes, leurs cris, leur désespoir ne purent toucher des gens intimidés par les menaces du féroce émissaire des états.

Cette situation déchirante , au dessus de toute expression , dura jusqu'à ce que cette courageuse épouse perdit l'usage de ses forces.

Alors le baron Coppens , l'écartant elle et ses enfans avec la dernière brutalité , s'avança vers le suppliant , qui tira une épée qu'il avait dans une canne , résolu de percer tout ce qu'il rencontrerait.

Mais toute la troupe se jeta sur lui au même instant.

L'un brisa son épée dans sa

main et l'en blessa, l'autre le saisit par les cheveux.

Il ne put résister au nombre, et ainsi meurtri et traîné sur les escaliers, il fut jeté sanglant et presque nu dans la voiture que l'abbé de Baudeloo avait fait préparer secrètement, et où le baron de Coppens se plaça avec lui.

Il avait laissé son épouse et ses enfans étendus sur le plancher sans connaissance.

On sait que le crime ne put pas se consommer ;

Que plusieurs volontaires , dont le zèle et le courage seront toujours l'objet de la reconnaissance du suppliant , furent informés à tems de son enlèvement , et empêchèrent que les portes de la ville ne s'ouvriassent ;

Qu'enfin le baron de Coppens fut obligé de ramener sa victime à l'abbaye de Baudeloo.

Il y avait de la rumeur dans le peuple :

L'exécution de la sentence ne souffrit plus de difficulté ,

et le suppliant sortit de sa prison dans les formes légales , avec sa femme et ses enfans , à peine revenus de l'état affreux où il les avait laissés.

Il croit important de faire remarquer que des acclamations accompagnèrent sa sortie.

Ainsi les états avaient prétendu veiller à sa sûreté personnelle, en l'éloignant de Gand où loin de courir aucun risque , il éprouvait un intérêt général , et en le livrant au Brabant , où il devait trouver des bourreaux.

Loin de rougir de tous ces attentats, ils osèrent encore s'en vanter publiquement ;

Car le baron Coppens ayant fait imprimer, quelque temps après, un rapport de cette affaire, les états l'accompagnèrent d'une déclaration, du 19 août, jointe ici sub n^o. 15, dans laquelle ils assuraient :

Que c'était de leur part qu'il avait été chargé de cette commission ,

Qu'il l'avait exécutée avec autant de ménagement que d'exactitude ;

Qu'ils devaient lui témoigner leur satisfaction et reconnaissance, l'assurant en outre de leur bienveillance et qu'en toute occasion on aurait égard à sa probité et fidélité reconnues.

Enfin, voici le dernier trait qui ne laisse plus de doute sur le sort qui était réservé au suppliant.

Monsieur Goethals, commandant du détachement qui devait l'escorter, était venu faire rapport de ce qui s'était passé au sieur Rohart, alors pensionnaire.

Celui-ci entra en fureur et s'écria :

Il fallait emmener le duc d'Ursel mort ou vif. ()*

La preuve de ce fait est consignée dans la déclaration de Monsieur Goethals , ci-jointe sub numéro 16.

C'est ce même Rohaert qui avait la plus grande influence sur les affaires publiques en Flandre , et c'étaient de pareils individus qui disposaient d'une nation bonne et loyale , et

(*) J'ai connu au congrès le gros, lourd et court Robert, il était à mon avis d'une figure patibulaire, c'était un être mal éduqué, grossier, colère et furieux, voilà l'homme auteur de toutes ces atrocités.

l'avilissaient aux yeux de l'Europe !

Tel est le tableau fidèle de la persécution que le suppliant a essuyée.

Il resta huit jours à Gand après son élargissement, mais ce qu'il avait souffert et ce qu'il apprenait encore tous les jours des menées sourdes des états, lui fit comprendre qu'il n'y avait plus de sûreté pour lui.

Il prit le parti de quitter un pays qui ne pouvait plus lui inspirer que du dégoût.

Il vint à Douay , d'où il écrivit une lettre aux états, dans laquelle , après leur avoir témoigné son indignation , il les interpellait de justifier leur conduite à son égard , et leur promettait de publier leur atrocité , et de reclamer les lois contre eux.

Il se serait acquitté plutôt de sa parole , s'il n'avait pas su qu'ils étaient disposés à répondre à sa première démarche faite en justice , par une saisie générale de ses biens.

Maintenant il a lieu de croire

qu'ils seront forcés de s'expliquer, ou qu'ils expieront leur crime.

Le suppliant bornera ici le récit des faits :

Il n'y ajoutera aucune réflexion, le sujet n'en a pas besoin.

Il examinera actuellement quelles actions résultent de ces faits, et contre qui il doit les diriger.

D'abord, les violences que les états se sont permises à son

égard , peuvent se réduire à quatre chefs principaux.

Première violence.

Ils l'ont fait arrêter le 31 mai , sans décret , sans forme légale.

Deuxième violence.

Ils l'ont encore fait tenir aux arrêts le trois juillet , quoiqu'une sentence du conseil de Flandre le déclarât libre.

Troisième violence.

Ils ont ordonné aux volon-

taires , le huit juillet, de repousser la force par la force, au cas que les huissiers vinsent exécuter la sentence du conseil.

On ne peut pas douter que cet ordre n'ait été donné nommément pour ce cas-là

1°. Il a été donné le huit juillet ; donc le lendemain que le suppliant s'était adressé à la cour pour obtenir des lettres exécutoriales, donc au moment où les états ont eu connaissance de cette démarche.

2°. Il y est dit expressément ,
au cas qu'on voulait tenter de
l'une ou de l'autre manière
de rompre son arrêt.

3°. Il a effectivement été
opposé aux huissiers, lorsque
ceux-ci sont venus, le seize
juillet, pour exécuter la sen-
tence.

Enfin , *quatrième violence.*

Ils ont voulu, le 22 juillet,
le faire transférer de force en
Brabant , et ils ont , par acte
du 19 août, approuvé toutes
les barbaries qui ont été com-
mises à ce sujet.

Il n'est pas douteux qu'il ne naisse de toutes ces violences deux actions :

L'une publique, l'autre privée.

L'action publique est celle qu'intenteront les conseillers fiscaux, qui sentiront, à ce que le suppliant espère, combien il est juste, combien il est important qu'ils poursuivent la peine de ces délits particuliers.

Le suppliant les en requiert formellement, et leur observe

qu'il semble que les coupables se sont condamnés eux mêmes par l'édit du 9 avril ci-dessus cité, par lequel ils ont statué que ceux qui troubleraient la sûreté publique des étrangers qui viendraient s'établir en Flandre, *seraient condamnés à la maison de force.*

Or, peut-on troubler la sûreté d'un citoyen d'une manière plus cruelle et plus révoltante qu'ils ne l'ont fait vis-à-vis du suppliant ?

Il leur observe en second lieu, que les lois du pays

prononcent même les peines les plus graves contre ceux qui s'opposent par force à l'exécution de la justice :

Et assurément ces lois sont d'une extrême sagesse , car où en serait la société civile , si la force pouvait prendre la place de la loi ?

Or , s'est-on jamais opposé avec plus d'imprudence à l'exécution de la justice , que les états de Flandre ne l'ont fait , en ordonnant aux volontaires d'employer la force , pour em-

pêcher les huissiers de venir lever l'arrêt du suppliant, après une sentence formelle du juge?

Enfin, il leur observe que la dernière violence qu'ils ont exercée contre lui, en voulant le faire transférer en Brabant, et dont le sieur Hélias a été le coupable agent, est d'au plus criminelle, qu'elle devait très probablement avoir les suites les plus affreuses ;

Car on devait raisonnablement conjecturer qu'elle aurait été suivie d'un assassinat, puisque l'on savait à quel point le

peuple de Brabant avait été excité contre le suppliant ;

Et en effet, n'a-t-on pas vu, le jour que cette translation devait se faire, la route de Bruxelles semée de bandits ?

D'ailleurs, le sieur Rohaert n'aimait-il pas mieux voir le suppliant mort, que de le voir encore en Flandre ?

Le suppliant ose croire que les conseillers fiscaux sentiront, comme ils le doivent, l'importance de toutes ces considérations, et que puisqu'ils

sont chargés de venger la violation et le mépris des lois, ils ne trahiront pas un devoir si sacré dans un cas si grave et si extraordinairement criant.

C'est dans cette attente qu'il leur fera insinuer une copie de la présente requête.

L'action privée est celle par laquelle la loi autorise le suppliant à demander une satisfaction et une réparation pécuniaire.

Deprecationem, dit Voet, de

*injuriis et famosis libellis , n^{os}.
17 et 18 , et amendam hono-
rabilem et profitabilem.*

Mais contre qui doit-il in-
tenter cette action ?

Il n'entrera point ici dans la
question , si ce corps qui ,
pendant les troubles , prenait
le nom d'états de Flandre , et
où siégeaient plusieurs person-
nes qui n'ont plus aucune qua-
lité à présent , entre autres
quelques nobles , un pension-
naire et un greffier , était un
corps légal ou non :

Il lui suffit que ce soient les

personnes qui composaient alors ce corps , qui ont commis les délits dont il se plaint.

De ce corps , pour autant qu'il a pu en avoir connaissance , se trouvaient les personnes suivantes :

Vandevelde , abbé de Saint Pierre,

Delfortrie , abbé de Baudeloo.

De Blaer , prévôt d'Alost.

Waepenaert , chanoine de Saint-Bavon et archidiacre.

Députés du clergé de Gand.

Hellewaut , abbé, de Saint André, député du clergé de Bruges.

Le comte d'Haene de Leeuwerghem.

Le comte d'Haene de Steenhuyse.

Le marquis de Rhodes.

Soi-disant députés de la noblesse.

Le comte della Faille d'Assenede.

Hélias d'Huddeghem.

Soi-disant députés de la ville de Gand.

**De Schietere de Caprycke,
Van Vyve.**

**Soi-disant députés de la ville
de Bruges.**

Vanden Bogaerde.

Solâ ,

**Soi-disant députés du Franc
de Bruges.**

**Van Beveren, soi disant dé-
puté de la ville de Courtray.**

**Lannoy , soi disant député
de la chatellenie de Courtray.**

Le baron de Huyse ,

Raepsaet ,

Députés de la chatellenie
d'Audenarde.

Van Rockolfing de Nazareth,

De Muller,

Baron de Draeck,

Soi disant députés du vieux
bourg de Gand.

Crombeen,

Vandenbroucke,

Députés du pays d'Alost.

Waepenaert, soi disant bourg-
mestre et député de la ville
de Termonde.

Vandenberghe, député de la
chateilenie de Bornhem.

Kerckhove, député du métier
d'Assenede.

Rohaert, soi disant pension-
naire.

De Bast, soi disant greffier.

C'est donc à charge de ces
personnes, mais sans préjudice
à ses droits contre les autres,
que le suppliant intente son
action privée.

A ces causes, il prend son
recours vers l'autorité de la
cour.

Suppliant très humblement

qu'il lui plaise , blâmant la
conduite des susdits Vandevelde,
abbé de Saint Pierre ;

Delfortrie, abbé de Baudelo
loo ;

De Blaer, prévôt d'Alost ;

Waepenaert, chanoine de Saint
Bavon, et archidiacre ;

Hellewaut, abbé de Saint-
André ;

Comte d'Haene , de Leeuwer-
ghem ;

Comte d'Haene de Steen-
huyse ;

Marquis de Rhodes ;

Comte Della Faille d'Assenède ;

Helias d'Huddeghem ;

De Schietère de Caprycke ;

Van Vyve :

Vanden Bogaerde ;

Solà ;

Van Beveren ;

Lannoy ,

Baron de Huysse ,

Raepsaet ;

Van Rockolfing de Nazareth ;

De Muller ;

Baron de Draeck ;

Crombeen ;

Vandenbroucke ;

Waepenaert , bourgmestre de
Termonde ;

Waepenaert , haut échevin
du pays de Termonde ;

Vandenberg ;

Kerckhove ;

J. F. Rohaert ;

J. F. De Bast.

Déclarer que l'arrestation du
suppliant , sa détention , tant
avant qu'après la sentence du
3 juillet 1790 , l'ordre donné
pour le tenir arrêté malgré
cette sentence , l'ordre donné

aux volontaires de repousser la force par la force, au cas que de l'une ou de l'autre manière, on tentât de rompre son arrêt;

La résolution prise de le faire transférer par voie de fait en Brabant :

Les violences commises à ce sujet, et enfin l'approbation y donnée publiquement par l'acte du 19 août;

Nuls, tortionnaires attentatoires, oppressifs et au plus haut point répréhensibles :

Condamner les mêmes personnes respectivement à venir le reconnaître ainsi pardevant commissaires à dénommer par la cour, ainsi qu'à payer au suppliant, à titre d'amende honorable et profitable, la somme de deux cents mille florins, le suppliant étant prêt à affirmer sous serment que pour une pareille somme, et même pour toutes les sommes imaginables, il ne voudrait plus essuyer le traitement qu'il a essuyé, ni souffrir les peines et angoisses qu'il a souffertes :

Les condamner en outre aux

dommages et intérêts , à libeller par le suppliant , ainsi qu'aux dépens du procès :

Et finalement permettre que la sentence ou sentences à intervenir , soient , aux frais des condamnés , publiées et affichées aux lieux accoutumés , et insérées dans les gazettes ordinaires de Gand , Bruxelles et Anvers.

Quoi faisant , etc.

Signé ,

Le duc d'Ursel.

P. J. Jacquemyn , proc.

Je n'ai pu découvrir jusqu'ici comment ce procès se termina, le comte de Metternick ministre plénipotentiaire, cherchait à terminer plusieurs de ces justes plaintes ;

Mais il importe à l'impartialité d'un historien de transmettre ces documens précieux à la postérité, qui y verra, que les talens rares et l'intégrité de ce respectable seigneur, avaient excité la jalousie et les persécutions atroces suscitées contre ce seigneur, de cette nombreuse médiocrité qui

veut toujours gouverner , sans en avoir les talens et écarte ainsi pour parvenir , à leurs vues ambitieuses le très petit nombre de ceux , qui par leurs vertus et leurs talens sont seuls propres au gouvernement d'un état.

Il faut être juste cependant , ce fut le gros court et lourd pensionnaire desdits états, Ro-haert , qui , par sa méchanceté et sa haine implacable contre le duc d'Ursel , les porta à ces actes de tyrannie , j'ai siégé avec lui au congrès en 1790 , à Bruxelles.

J'y ai vu un homme sans éducation, sans procédés, entêté et d'une humeur brusque et constamment passionnée ;

Quant à son esprit, à ses talens et à ses connaissances, j'ai alors estimé comme à présent, qu'ils étaient en - dessous de la médiocrité, en un mot, c'était à Gand, un pédant, semblable à feu dom Carlos de la Grignotière de Tournay.

Requiescant in pace.

Avant de terminer ce volume, il ne sera pas inutile d'investi-

ger le total de la force militaire autrichienne , en décembre 1790.

Selon le colonel Léwis Loché , elle consistait en vingt mille hommes ;

Selon le général Schoenfeld , en vingt-deux mille hommes ;

Monsieur le vicomte de Villain XIV , dans ses mémoires authentiques , la porte à trente mille hommes , nombre vrai de sa consistance alors , d'après le manifeste de l'empereur Léopold , ce qui résulte au reste

de la dislocation de ses troupes , au mois de janvier 1791.

Bruxelles , ce trente janvier 1791.

Voici un tableau assez exact des forces impériales , actuellement aux Pays-Bas , ainsi que des généraux qui les commandent.

Vu le déplacement continuel de ses troupes , il ne peut être vrai que momentanément ;

A Bruxelles, le feld-maréchal baron de Bender , le général

en chef de Braun , les lieutenans généraux Keuhl et Lilien , les généraux-majors de Staray et de Dielbach :

Les régimens de Hohenlohe et de Bender , infanterie ; les bataillons de grenadiers de Morzin , Bardodeiski , Leeuwen et Pickler , le second régiment d'infanterie de l'état-major.

A Maline , les lieutenans généraux d'Alvinzy et de Peutzenstein , l'artillerie de réserve et le régiment d'Antoine Sterhazy , infanterie :

A Anvers , le général major

**Moitelle , le régiment de Brinc-
ken , infanterie ;**

**A Louvain , le général major
de Cenikawiny , le régiment de
Nicolas Sterhazy , infanterie ;**

**• A Herenthaels , les chasseurs
de Dandini ;**

**A Vilvoorde , le corps de
Wurtzbourg et d'Anhalt , in-
fanterie ;**

**A Dendermonde , le corps
franc de Loudon verd , infan-
terie ;**

**A Alost , le régiment d'Al-
ton , infanterie ;**

A Namur , le colonel Leroy , les régimens de Vierset et de François Kinski , infanterie , le corps franc d'Odonell , les pionniers et pontonniers ;

A Gand , le lieutenant général de Beaulieu , le général major Corti , les bataillons de grenadiers de Reiniac et de Ronssau , le régiment de Wurtemberg , et le corps de Bamberg , infanterie , les chasseurs de Tirol: . .

A Tournay , le général major de Biela , le régiment de Clair-

fait infanterie, celui de la Tour-
dragons;

A Bruges, le régiment du
prince Kinski infanterie;

A Ostende celui de Masthe-
sen infanterie;

A Ypres celui de Coloredo
infanterie;

A Courtray celui de Ligne
infanterie;

A Mons, les Houlans de De-
gelmann;

A Leuze, le régiment de
Murray infanterie;

A Ath, le général major d'Happoncourt, les régimens de Wurtzbourg et d'Anhaelt dragons :

A Nivelles, le général major Boros, les hussards de Had-dyck ;

A Lierre le régiment de Cœbourg dragons ;

A Tirlemont les hussards d'Est-terhazy ;

A Diest les hussards de Wurmser ;

A Schaerbeke, les dragons de l'état-major ;

A Arlon , le troisième régiment de garnison ;

A Herve , un détachement sous les ordres du lieutenant-colonel major ;

A Luxembourg , le lieutenant général Guerlonde , le général major Comeller , les troisièmes bataillons de Wurtemberg , de Bender , de Murray , une compagnie de Wurtzbourg , une d'Anhalt.

Il était donc téméraire pour ne pas dire insensé d'après le manifeste du 14 octobre qui

assurait l'arrivée de ces trent mille hommes ; de refuser à La Haye, au mois d'octobre 1790, une suspension d'armes, que les puissances médiatrices offraient, et que le congrès rejeta.

Le congrès y comptait sur le secours des volontaires par sa circulaire du 15 novembre 1790, et pas un ne bougea, les peuples, comme le dit véridiquement le manifeste, étaient fatigués de l'anarchie qui régnait dans nos belles provinces.

Adjonction et résumé.

Avant de terminer l'impression de ce volume, il est indispensable que je venge mon respectable ami, le général Koehler, des imputations fausses que se permet contre lui, le général Schoenfeld, dans le *post scriptum* de sa justification insérée pages 638 à 639 de ce vol., «que le général Koehler désarma les bourgeois de Mons.»

Cela est de la plus insigne fausseté, car au contraire, il les pria de se tenir sous les armes et de continuer ainsi de

maintenir le bon ordre , ce que ces braves gens effectuèrent jusqu'à l'arrivée des troupes autrichiennes.

Schoenfeld ajoute :

« Que le lendemain le général Koehler arriva à Mons, le 28, et en partit le 29, il arriva à Bruxelles avec moi le 30, il en partit le premier décembre, voilà son itinéraire :

Il partit avec sa colonne de Bouvigne le 24 au soir, arriva à minuit à Biesme, le 25 au Chatelet, à Charleroy le

25, le 26 à Binche, le 27 à Mons, le 29 la colonne partit de Mons et coucha à Soignies et Braine-le-comte ;

Le trente au soir ce général, mandé par le congrès, arriva avec moi à Bruxelles vers onze heures, nous sortimes du congrès minuit sonnait :

Le deux décembre le général Koehler se rendit avec sa colonne en bon ordre à Gand, par Alost, où il arriva le 3 au soir, enseignes déployées, avec 43 pièces de canons et deux cents charriots de bagages.

Voici la lettre du magistrat de Gand du trois décembre, qui le prouve :

A son excellence le général en chef de Koehler.

Nous avons vu avec une vraie satisfaction, qu'après vous être distingué dans le commandement de l'armée de notre république, avec autant de bravoure que de fidélité, vous avez bien voulu vous prêter à la sécurité interne de notre ville.

Nous regardons ce service

comme inappréciable dans ce moment de crise et de débacle, et vous pouvez être convaincu que nous nous en souviendrons toujours avec reconnaissance.

Nous avons l'honneur d'être avec la plus parfaite considération ,

De Votre Excellence ,

Les très humbles
et très affectionnés
serviteurs ,

Les échevins des deux bancs
et conseil de la ville.

Par ordonnance ,

C. Goethals.

De notre assemblée , Gand ,
ce trois décembre 1790.

L'adresse était , à Son Excel-
lence Monsieur le général en
chef de Koehler , à Gand.

Monsieur de Schoenfeld s'en
explique en ces termes :

« Le général Koehler se re-
fugia avec les débris de son
armée à Gand , et lui fit met-
tre bas les armes , (voyez ce
vol. page 629).

Voici ce qu'en disent au surplus les mémoires authentiques du vicomte de Vilain XIV, présent.

La séance finie, les états prièrent le général à dîner, et les personnes de sa suite.

Pendant ce tems, les volontaires de la confrérie de Saint Antoine, qui étaient de garde à l'hôtel-de-ville, pour le bon ordre et la police, vinrent encore complimenter le général sur sa conduite distinguée pendant toute la campagne,

et lui témoigner leurs regrets de ce qu'il allait les quitter.

En sortant de la maison de ville , le général monta à cheval avec ses aides-de-camp, patrouilla toute la nuit, pour empêcher les attrouppemens et les dérèglemens qui auraient pu survenir ;

Il continua ses patrouilles pendant tout le tems qu'il resta en ville.

Une preuve bien claire qu'il était chéri , estimé et respecté des troupes et du peuple mêt-

me , c'est que partout où quelque émeute commençait à naître , sa présence seule rétablissait le bon ordre ;

Les soldats , quoique congédiés , respectaient toujours son autorité.

Le magistrat , satisfait de la tranquillité qui régnait dans la ville , au lieu de la confusion à laquelle il s'attendait , lui témoigna sa reconnaissance par une lettre gracieuse.

Ainsi , ces troupes licenciées conservèrent le bon ordre et

la discipline , jusqu'au dernier moment.

Pendant toute la marche personne ne s'était plaint d'elles , et même ce fut par leurs soins que la tranquillité ne fut point interrompue dans les villes.

Leur confiance dans le général Koehler était si bien établie , que s'il eût voulu les mener avec lui jusqu'au-delà des mers , la majeure partie l'aurait volontiers suivi.

On avait même voulu lui persuader d'en engager une

partie , d'embarquer tous les canons à Ostende , et de les transporter en Angleterre , pour le service de la compagnie des Indes :

Mais il le refusa , ne voulant point compromettre son honneur , ni risquer de troubler la bonne harmonie qu'il espérait voir bientôt regner , entre les autrichiens , les états , et le pays en général ;

Car la paix étant conclue , on aurait pu considérer cette démarche , comme un manque

de bonne foi, quoiqu'il eût pu au reste prendre ce parti sans la participation des états.

Assurément M. de Schoenfeld pouvait se justifier, mais il était inoui et indécent, de se permettre les mensonges les plus avérés, pour assimiler sa honteuse débandade et fuite, à la retraite aussi glorieuse qu'honorable de mon respectable ami le général Koehler, ce qui prouve que ces mensonges de Schoenfeld ajoutent encore à l'impéritie de sa conduite, d'où on peut augurer

que le restant de sa justification n'est guère plus vrai :

Entre autres, son rapport au congrès, de la bataille du 23 mai 1790, où il dit (page 685 de ce volume) :

« Pour prévenir une telle défection, le général crut devoir se retirer à Andoy, où il parvint enfin à rassurer sa troupe, etc. »

Or est-il vrai, que cette position avantageuse d'Andoy, est due exclusivement au général Koehler, qui y tint bon toute la nuit au bivouac,

malgré l'ordre du général Schoerfeld , qui déjà avait passé la Meuse et s'était retiré à Namur.

Voici le narré authentique de Monsieur le vicomte de Vilain XIV , présent :

« Arrivé à Assesse , selon l'ordre qui lui en avait été donné, et sans voir la moindre apparence d'ennemi, le colonel Koehler, continuant toujours à couvrir la retraite, se détacha de suite pour dresser des batteries sur des hauteurs avan-

tageuses, et prit possession des postes presque inattaquables.

Telle fut la situation de cette colonne, quand l'ordre arriva de se retirer vers Namur.

Malgré toutes les perquisitions qu'on a pu faire pour savoir la raison de cette retraite, on n'a pu y parvenir:

On a appris seulement que des officiers peu instruits avaient fait des rapports vagues, et sans preuves ni vraisemblance, que l'ennemi était en chemin pour les couper près de cette ville:

Enfin , voila toute la colonne encore une fois en mouvement pour rétrograder vers la ville.

Ce colonel , toujours à l'arrière garde , suivait le corps d'armée à une demie lieue de distance , s'arrêtant de tems en tems dans les positions favorables pour couvrir la retraite , et continua ainsi sa marche jusqu'à la vue de Namur , sur une hauteur nommée Vivier l'Agneau.

Là il fit faire halte à son arrière garde , et dit à ceux qui étaient avec lui qu'il n'irait

pas plus loin sans recevoir des ordres positifs , alléguant que c'était une très bonne position pour se défendre , même contre toute l'armée des autrichiens.

Le général Schoenfeld , arrivant sur ces entrefaites , lui demanda ce qu'il faisait en cet endroit ;

Le colonel lui répondit qu'il attendait ses ordres ;

Sur quoi le général lui ordonna de continuer sa route , et d'aller à Namur.

Le colonel étonné , répéta

en propres termes aux soldats,
« le général Scoenfeld vous ordonne de marcher à Namur. »

Mais étant à une demi portée de canon de la porte , avec les deux pièces de retraite , et la plus grande partie de l'armée étant déjà entrée dans la ville , ainsi que toute l'artillerie , le général en chef sortit de la ville , et demanda encore une fois à Monsieur de Koehler où il allait ;

Ce colonel , toujours , prêt à agir ou à obéir , lui répondit qu'il n'attendait que ses ordres.

Le général lui ayant ordonné de retourner sur ses pas , il fut jusqu'à Andoy , où il établit sur la hauteur le parc d'artillerie ;

Ayant de suite envoyé un officier à Namur , pour faire revenir toute l'artillerie , il passa la nuit au bivouac , et jamais nuit ne fut plus orageuse.

L'artillerie n'arriva point de toute la nuit , les officiers et canonniers ayant abandonné leurs canons , pour aller se reposer dans les maisons.

La position d'Andoy étant très avantageuse pour couvrir entièrement Namur :

Ce corps d'armée avait son aîle droite appuyée sur la Meuse à Dave , et la gauche jusqu'à la même rivière près d'Iloi, ville du pays de Liège , le terrain en avant Andoy , est extrêmement avantageux, et il aurait été difficile d'y pénétrer , surtout si on avait voulu suivre les plans de retranchement que le colonel Koehler avait présentés :

Il avait déjà commencé à tirer des lignes dans les en-

droits les plus favorables sur les hauteurs près de Vivier l'Agneau et de Moset, quand il reçut ordre d'aller prendre le commandement de la colonne de Bouvignes, et de remplacer le comte Henri Duchatel, dont on n'avait pas lieu d'être satisfait.

L'on voit de tout ceci qu'à la troisième journée de cette bataille du mois de mai, le général Schoenfeld fuyait aussi bien que les volontaires tournésiens et autres et avait passé la Meuse comme eux, et qu'il eut dû le lendemain évacuer Namur, sans

la rare bravoure du brave et intelligent général Koehler, qui jouissait à juste titre de la confiance de l'armée et de la nation Belgique, qui ont toujours ouvertement détesté le général Schoenfeld, l'un des artisans de tous les malheurs qu'éprouva la brave nation Belgique.

Ainsi finit la république Bel-
gique de 1789, qui ne dû-
t sa naissance et ses premiers
succès, qu'à la valeur, à l'in-
telligence, à la prudence et à
la sagacité de l'immortel général.

Vandermeersch, mais qui bientôt après, dès son aurore jusqu'à son déclin, travaillée par des discordes intérieures, ourdies par des intrigants orgueilleux et cupides, et agitée dans des sens divers, et sous différentes bannières, et qui ne nous ont produit en définitif, que les fruits les plus amers :

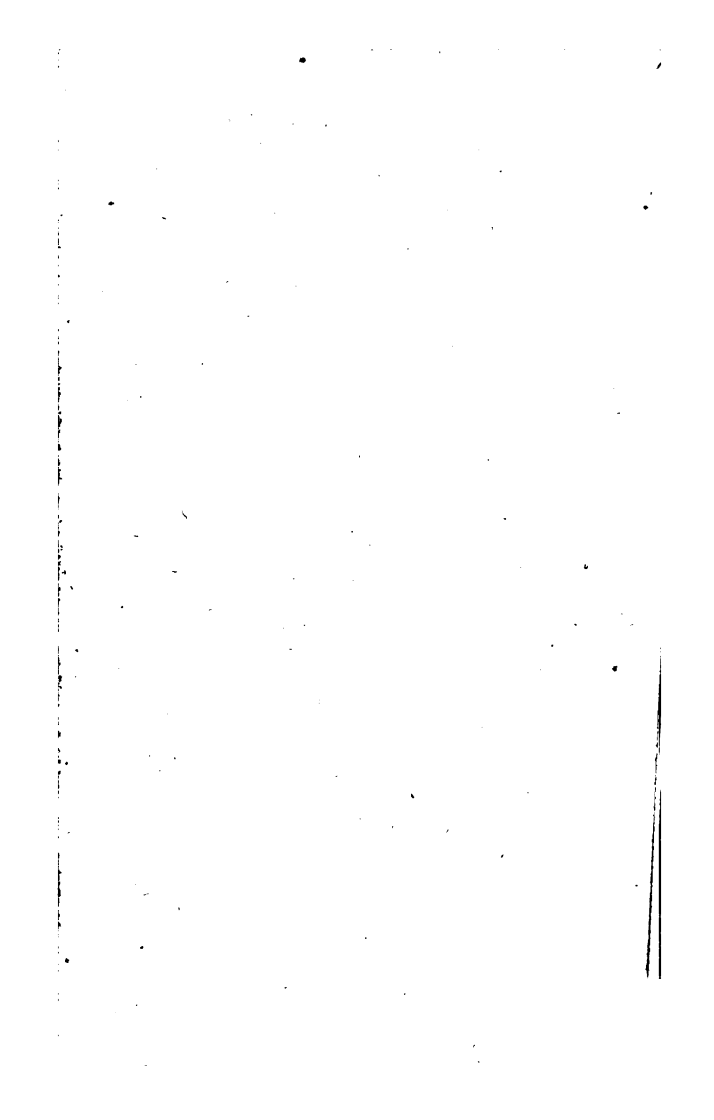
Leçon utile pour les peuples, comme pour les princes, et qui apprend aux potentats, que ce n'est jamais impunément qu'ils violent les sermens constitutionnels, dont ils ont juré le maintien à leurs sujets :

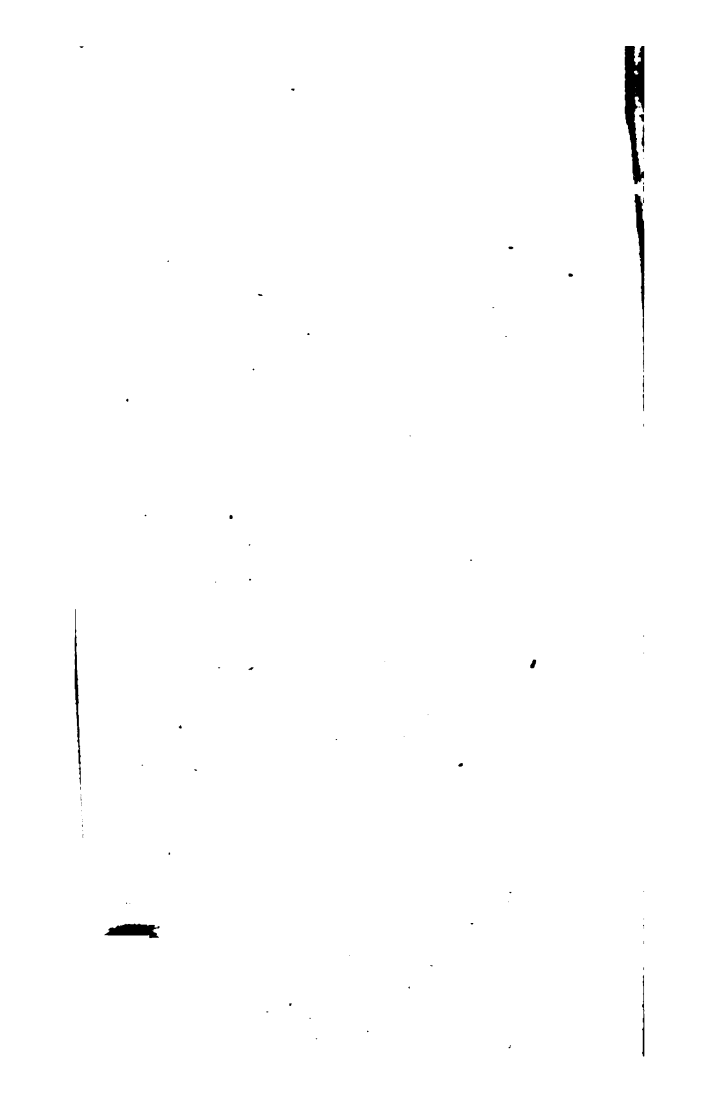
Leçon également utile aux peuples, qui sont justement punis, de s'être déliés du serment de fidélité qu'ils ont juré à leur prince.

Om̃is anima potestatibus sublimioribus subdita sit etsi eth̃rica

Qui enim potestati resistit , deo resistit

Fin de la première partie.





ERRATA

Du volume 95.

Première partie.

Page 6 , ligne sept , lisez
1790.

5 , ligne dix , lisez
obstatif.

30 , ligne six , lisez
millions.

76 , ligne dix , lisez
1794.

92 , ligne douze , lisez
secrets.

169 , ligne première ,

ERRATA,

lisez *vingt - sept*
novembre.

Ibidem, ligne quinze ,
lisez *Money.*

180 , ligne onze , lisez-
du 3 juin 1790.

181 , ligne sept , après
le mot Van Eu-
pen , ajoutez le
premier juin 1790.

214 , ligne dix , lisez
et en défendre.

222 , ligne quinze , lisez
principes.

226 , ligne dix , lisez
à cet effet.

ERRATA.

241 , ligne première , lisez *tenté*.

ligne deux , lisez *dévasté*.

258 , ligne deux , lisez *de ce volume*.

288 , ligne première , lisez *lui fit*.

291 , ligne pénultième , lisez *de la Batavie*.

298 , ligne quatorze , lisez *rouble*.

307 , ligne quatre , lisez *Humbert*.

ERRATA.

312, ligne cinq, lisez
aux cris.

314, ligne deux, lisez
des courses.

376, ligne deux, lisez
de l'hôtel.

400, ligne six, lisez
profondément.

487, ligne trois, lisez
de même que.

489, ligne dernière, li-
sez le deux dé-
cembre.

493, ligne huit, lisez
tous.

ERRATA.

507 , ligne six , lisez
préliminaires.

534 , ligne première , li-
sez à *l'accomplis-*
ment.

535 , ligne huit , lisez
les mains.

542 , ligne huit , lisez
le plus pur.

569 , note , ligne dix ,
lisez *Cumtick.*

ligne seize , lisez
m'aimait.

686 , ligne quinze , lisez
mémoire.

ERRATA.

718 , ligne ouze , lisez
opprobre.

722 , ligne neuf , lisez
*cent quatre-vingt
pièces de canon.*

727 , ligne six , lisez
*cent quatre-vingt
pièces de canon*

ligne quatorze , li-
*siez s'amusaient im-
prudemment.*

728 , ligne dernière , li-
siez est fausse.

776 ; ligne onze , lisez se.

854 , ligne dernière ,

ERRATA.

lisez élargissement.

867 , ligne neuf , lisez
commissaire.

904 , ligne onze , lisez
pensionnaire.

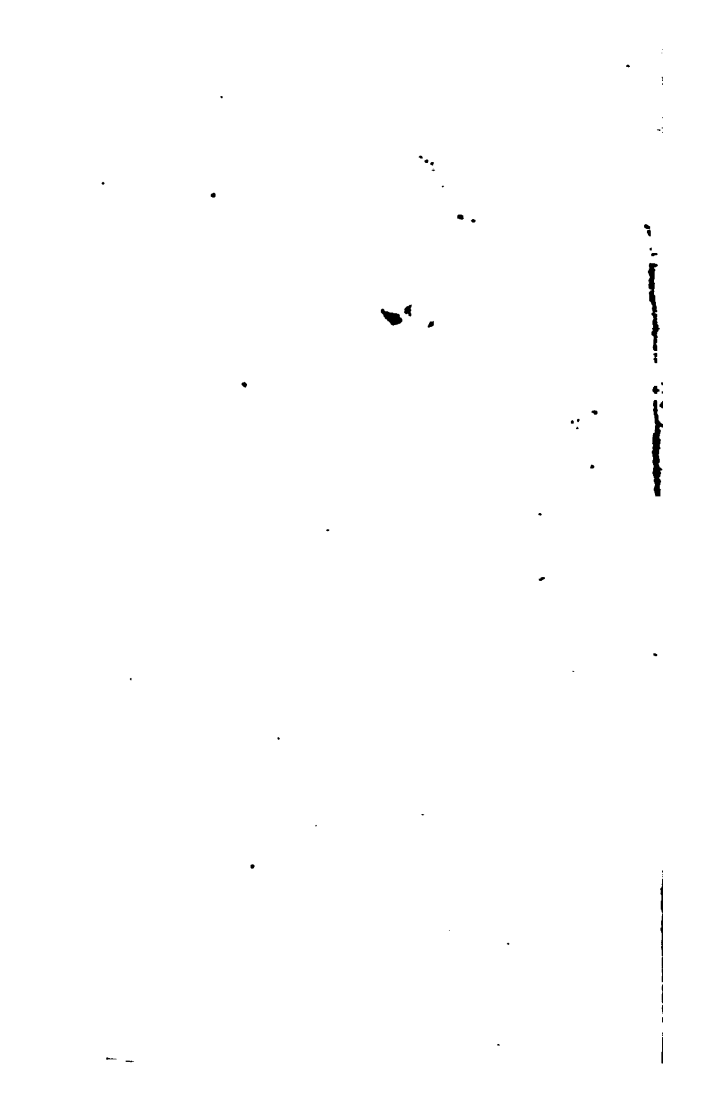
907 , ligne onze , lisez
ces.

936 , ligne deux , lisez
*général Koehler n'y
avait pourvu , et
qui.*

1

27





UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 08580 5175

A

